



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
24 février 2016  
Français  
Original : anglais

---

### Note du Président du Conseil de sécurité

Au paragraphe 2 de la résolution 2207 (2015), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe d'experts créé en application de sa résolution 1874 (2009) de lui remettre un rapport final comportant ses conclusions et recommandations.

Le Président communique donc ci-après le rapport reçu du Groupe d'experts (voir annexe).

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (18 avril 2016).



## Annexe

### **Lettre datée du 22 février 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)**

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport final sur ses travaux, présenté en application du paragraphe 2 de la résolution 2207 (2015).

Le rapport a été présenté le 19 janvier 2016 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006), qui l'a examiné le 16 février 2016.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de sa pièce jointe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le publier comme document du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts  
créé en application de la résolution 1874 (2009)  
du Conseil de sécurité  
(*Signé*) Hugh **Griffiths**

(*Signé*) Benoit **Camguilhem**  
Expert

(*Signé*) Katsuhisa **Furukawa**  
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**  
Expert

(*Signé*) Youngwan **Kim**  
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**  
Expert

(*Signé*) Neil **Watts**  
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**  
Expert

**Pièce jointe****Lettre datée du 18 janvier 2016, adressée au Président  
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution  
1718 (2006) par le Groupe d'experts créé en application  
de la résolution 1874 (2009) du Conseil**

Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a l'honneur de vous faire tenir ci-joint, en application du paragraphe 2 de la résolution 2207 (2015) du Conseil, le rapport final sur ses travaux.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

Le Coordonnateur du Groupe d'experts  
créé en application de la résolution 1874 (2009)  
du Conseil de sécurité  
(*Signé*) Hugh **Griffiths**

(*Signé*) Benoit **Camguilhem**  
Expert

(*Signé*) Katsuhisa **Furukawa**  
Expert

(*Signé*) Dmitry **Kiku**  
Expert

(*Signé*) Youngwan **Kim**  
Expert

(*Signé*) Stephanie **Kleine-Ahlbrandt**  
Expert

(*Signé*) Neil **Watts**  
Expert

(*Signé*) Jiahu **Zong**  
Expert

## Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)

### *Résumé*

Dix ans après le premier essai nucléaire de la République populaire démocratique de Corée et l'adoption du régime de sanctions par l'Organisation des Nations Unies, le Groupe d'experts ne voit aucun signe que le pays a l'intention d'abandonner son programme nucléaires ni son programme de missiles balistiques. Au contraire, le pays a récemment procédé à son quatrième essai nucléaire et, malgré l'interdiction, continue de mettre au point ses missiles balistiques, procédant à divers essais de tir, notamment de missile balistique à lanceur sous-marin. Compte tenu des intentions déclarées de la République populaire démocratique de Corée et des efforts qu'elle déploie pour développer son programme nucléaire et son programme de missiles, tous deux interdits, les faire accepter au plan international et leur conférer une légitimité, de sérieuses questions se posent quant à l'efficacité de l'actuel régime de sanctions de l'Organisation des Nations Unies.

Il ressort des investigations du Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée est parvenue à se soustraire aux sanctions et continue d'utiliser le système financier international, les lignes aériennes et les voies de transport maritime pour se procurer des articles interdits. Les entités désignées dissimulent leurs activités illicites en infiltrant des agents dans des sociétés étrangères. Elles recourent au personnel diplomatique, à des partenaires commerciaux de longue date et à leurs relations de confiance avec un petit nombre d'étrangers. Bien que désignée en juillet 2014, la société Ocean Maritime Management Company continue de fonctionner avec des navires battant pavillon étranger, en immatriculant navires et sociétés sous de nouveaux noms et en louant des équipages à des navires étrangers. Elle a ainsi accès aux ports étrangers de la région et au-delà, ainsi qu'à l'assurance maritime, condition indispensable à son activité.

Le pays a continué d'exporter des articles liés aux missiles balistiques au Moyen-Orient et de vendre des armes et du matériel connexe en Afrique. Il continue de tirer parti de relations militaires de longue date en Afrique et en Asie pour former des unités de police et des unités paramilitaires. Une nouvelle tendance est l'acquisition à l'étranger de produits haut de gamme aussi bien que de systèmes rudimentaires afin de renforcer sa capacité interne de développer ses programmes interdits. Le pays se sert également des organisations internationales pour tenter de légitimer son programme spatial et accéder à des réseaux scientifiques et à des connaissances.

Toutes ces activités sont facilitées par le faible niveau d'application des résolutions du Conseil de sécurité par les États Membres. Le Groupe d'experts a toujours insisté sur les problèmes que soulevait la non-application de ces résolutions, qui permet la poursuite d'activités interdites. Les raisons de la non-application sont notamment le manque de volonté politique, le caractère inadapté de la législation pertinente, la mauvaise compréhension des résolutions et le peu d'importance accordée à celles-ci.

Le Groupe d'experts a recommandé plusieurs désignations compte tenu de la participation de personnes et entités à des activités interdites ou au contournement des sanctions. Il a également suggéré des mises à jour de la liste relative aux sanctions. Le rapport du Groupe d'experts et ses conclusions posent d'importantes interrogations concernant l'efficacité générale du régime des sanctions de l'Organisation des Nations Unies qui, bien que devenu de plus en plus strict en 10 ans, ne parvient pas à faire abandonner à la République démocratique de Corée abandonne son programme nucléaire et son programme de missiles balistiques.

## Table des matières

	<i>s</i>	<i>Page</i>
Glossaire .....		8
I. Introduction .....		9
II. Situation générale et contexte politique .....		9
III. Méthode de travail du Groupe d'experts .....		10
IV. Rapports présentés par les États Membres .....		11
A. Rapports nationaux de mise en œuvre .....		11
B. Signalement des manquements aux dispositions des résolutions et communication d'autres informations .....		12
V. Poursuite des violations par la République populaire démocratique de Corée de l'obligation qui lui est faite de renoncer à ses programmes d'armes nucléaires, d'autres armes de destruction massive et de missiles balistiques .....		13
A. Activités récentes dans le domaine nucléaire .....		13
B. Activités récentes liées au programme de missiles balistiques .....		17
VI. Mesures relatives aux exportations et importations .....		31
A. Application de l'embargo sur les armes nucléaires, les autres armes de destruction massive et les articles associés aux missiles balistiques .....		31
B. Application de l'embargo sur les armes .....		32
C. Formation, conseils, services et assistance techniques .....		47
D. Application de l'interdiction relative aux articles de luxe .....		50
VII. Régime des interdictions : interdictions touchant la flotte maritime .....		53
VIII. Activités des entités et individus inscrits sur la Liste .....		56
A. Ocean Maritime Management Company, Limited (OMM) .....		56
B. Korea Ryonbong General Corporation .....		64
C. Korea Ryonha Machinery Joint Venture Corporation .....		65
D. Leader (Hong Kong) International .....		66
E. Korea Mining Development Trading Corporation et Korea Tangun Trading Corporation .....		68
F. Déplacements de personnes qui seraient liées à des entités désignées .....		69
IX. Mesures financières .....		70
A. Transactions associées aux éléments de fabrication étrangère de la fusée Unha-3 .....		70
B. Bureau général de reconnaissance .....		73
C. Législation relative à l'application de mesures financières ciblées .....		73
D. Gel des avoirs de l'OMM .....		74

---

E.	Chinpo Shipping et le financement de la prolifération .....	74
F.	Groupe d'action financière .....	75
X.	Conséquences involontaires des sanctions .....	75
XI.	Recommandations .....	76
A.	Recommandations au Comité .....	76
B.	Recommandations aux États Membres .....	79
	Annexes*	80

---

\* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

## Glossaire

### Définition des termes utilisés dans le rapport

Le « pays »	La République populaire démocratique de Corée
Le « Comité »	Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)
Les « résolutions »	Les résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013) et 2094 (2013)
Le « Groupe d'experts »	Le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009)
Les « sanctions »	Les mesures énoncées dans les résolutions
La « liste relative aux sanctions »	La liste des personnes et des groupes, entreprises ou autres entités visés par des sanctions, établie et mise à jour par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)
« Interception »	L'inspection, la saisie et la destruction des cargaisons définies aux paragraphes 11 à 14 de la résolution 1874 (2009), au paragraphe 8 de la résolution 2087 (2013) et au paragraphe 16 de la résolution 2094 (2013)
« Inscrire/inscription sur les listes » ou « désigner/désignation »	Mesures prises par le Conseil de sécurité ou le Comité en vertu des dispositions énoncées aux alinéas d) et e) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) [modifiées dans les résolutions ultérieures, notamment au paragraphe 27 de la résolution 2094 (2013)] contre des personnes ou des entités (gel des avoirs et interdiction de voyager)

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 2207 (2015), le Conseil de sécurité a prorogé le mandat du Groupe d'experts jusqu'au 5 avril 2016. Le présent rapport couvre la période allant du 6 février 2015 au 5 février 2016.

2. Le Groupe examine dans le rapport les informations concernant les activités que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) continue de mener pour mettre au point des armes nucléaires, d'autres armes de destruction massive et des missiles balistiques. Il examine la mise en œuvre des résolutions par les États Membres et les violations des mesures de sanction. On trouve à l'annexe 1 une synthèse des enquêtes en cours. Le Groupe examine également la mise en œuvre par les États Membres des décisions du Comité, concernant notamment l'inscription sur la Liste des personnes et entités devant faire l'objet d'un gel des avoirs et d'une interdiction de voyager. Enfin, le Groupe formule des recommandations visant à améliorer l'application des résolutions.

## II. Situation générale et contexte politique

3. Le pays a connu peu de changements dans l'année écoulée. Quatre ans après son accession au pouvoir et dix ans après l'adoption des sanctions de l'ONU, Kim Jong-Un continue d'asseoir son pouvoir et, au mépris des résolutions, de renforcer les capacités nucléaires et l'arsenal de missiles balistiques du pays et de se livrer au commerce des armes et de matériel connexe. Le pays est incontestablement résolu à développer davantage encore son programme nucléaire et cherche les occasions de revendiquer son statut de puissance nucléaire. En septembre 2015, le pays a annoncé que toutes les installations nucléaires « fonctionnaient normalement », l'objectif étant d'améliorer « en qualité et en quantité » les stocks nationaux d'armes nucléaires<sup>1</sup>. Le 6 janvier 2016, le pays a procédé à son quatrième essai nucléaire à Punggye-ri et réaffirmé qu'il « renforcerait progressivement ses instruments de dissuasion nucléaire », auxquels, a-t-il dit, il ne renoncera jamais dans aucune circonstance.

4. Sur le plan intérieur, Kim Jong-Un a continué d'asseoir son pouvoir, notamment en éliminant et remplaçant des hauts dirigeants, et déclaré qu'il fallait mener de front croissance économique et développement nucléaire<sup>2</sup>. Ainsi, tout en déployant de nouveaux efforts pour favoriser l'activité civile, le régime a continué de soutenir le secteur de la défense nationale, s'attachant notamment à moderniser ses systèmes d'armes et à acquérir des armes de destruction massive. En août 2015, la dégradation de la situation dans la zone démilitarisée a conduit Kim Jong-Un à mobiliser l'Armée populaire coréenne<sup>3</sup>. Les pourparlers avec la République de

<sup>1</sup> Voir « Director of Atomic Energy Institute of DPRK on its nuclear activities », Agence centrale de presse coréenne, 15 septembre 2015, dépêche publiée à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 15 septembre 2015).

<sup>2</sup> Voir le communiqué de presse publié le 31 octobre 2015 par la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies; voir aussi « Kim Jong-Un makes speech at military parade and public procession of Pyongyang citizens », Agence centrale de presse coréenne, 11 octobre 2015, dépêche publiée à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 11 octobre 2015).

<sup>3</sup> Voir « DPRK FM on situation that reached brink of war », Agence centrale de presse coréenne, 21 août 2015, dépêche publiée à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 21 août 2015).

Corée ont permis de mettre fin à la crise, mais les relations entre les deux pays demeurent tendues.

5. Sur le plan diplomatique, la République populaire démocratique de Corée s'est attachée en 2015 à condamner les sanctions tout en appelant à un traité de paix et à des négociations bilatérales. Le pays s'est toutefois refusé de s'engager en faveur de la dénucléarisation ou à reprendre les pourparlers à six dont il s'est retiré en 2009. Il a en outre catégoriquement rejeté les résolutions relatives à la situation des droits de l'homme adoptées par deux organes de l'ONU, qualifiant les allégations y figurant de mensonges patents<sup>4</sup>.

6. Les sanctions n'ont pas empêché la République populaire démocratique de Corée d'améliorer et de renforcer progressivement ses capacités nucléaires et son arsenal de missiles balistiques. Outre l'attention apportée au développement de ses programmes nucléaires, le pays s'est fortement investi dans ses programmes de missiles, procédant à des essais de missiles à courte-portée, modernisant les installations de lancement de Sohae et s'efforçant de mettre au point des missiles balistiques à lanceur sous-marin, pour lesquels des essais ont eu lieu en mai et décembre (et, selon certaines sources, en novembre). Il a poursuivi également la modernisation du chantier naval de Sinpo où sont fabriqués les sous-marins. Le pays a déclaré en outre qu'à l'avenir, « nombre de satellites et de missiles de longue portée ser[aient] lancés par la République populaire démocratique de Corée les uns à la suite des autres<sup>5</sup> ».

7. Au vu de ces évolutions, les chances de voir la République populaire démocratique de Corée répondre aux inquiétudes exprimées par la communauté internationale dans ses résolutions en matière humanitaire et sur les questions de sécurité s'amenuisent de plus en plus. Il est donc plus nécessaire que jamais que tous les États Membres s'attachent à renforcer l'application du régime de sanctions de l'ONU.

### III. Méthode de travail du Groupe d'experts

8. Il incombe au Groupe d'experts de réunir, examiner et analyser des informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures édictées dans les résolutions, en particulier les violations de leurs dispositions, et de faire des recommandations sur les décisions que le Conseil de sécurité, le Comité ou les États Membres pourraient envisager de prendre pour améliorer l'application des mesures édictées par les résolutions.

9. Le Groupe mène ses travaux conformément aux normes méthodologiques définies par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir S/2006/997). Dépourvu des moyens de police scientifique et des pouvoirs de convocation et d'enquête dont disposent les organes

<sup>4</sup> Voir « FM spokesperson categorically rejects anti-DPRK human rights resolution », Agence centrale de presse coréenne, 21 novembre 2015, dépêche publiée à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 21 novembre 2015).

<sup>5</sup> Voir « Kim Jong-Un watches strategic submarine underwater ballistic missile test-fire », Agence centrale de presse coréenne, 9 mai 2015, dépêche publiée à l'adresse suivante : [www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01\\_02\\_01&newsID=2015-05-09-0014](http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01_02_01&newsID=2015-05-09-0014).

judiciaires, il s'efforce toutefois de satisfaire à des règles de preuve strictes. Ses travaux s'appuient sur trois types d'informations : les observations directes faites sur place par des experts; les renseignements fournis par des États Membres, des organisations internationales, des fonctionnaires, des organes d'information officiels, des journalistes et des particuliers; les informations accessibles au public. Le Groupe juge de la fiabilité des informations en tenant compte de l'identité et du rôle des sources, s'efforce systématiquement de les confirmer et veille à ce que les informations fournies à titre confidentiel ou pour diffusion restreinte soient traitées comme il convient. Il offre aux particuliers et aux entités la possibilité de répondre au cours de l'enquête. Sauf mention contraire, il est l'auteur des figures présentées dans le présent rapport.

10. Au cours de la période considérée, le Groupe a présenté quatre rapports d'incident au Comité. Il prend en compte ces cas dans le présent rapport et fournit des informations sur les enquêtes en cours. Il a consulté 33 États Membres, 14 organismes des Nations Unies et d'autres parties intéressées. Il a également poursuivi sa collaboration avec d'autres groupes d'experts des Nations Unies sur les sanctions. Il a adressé 748 demandes d'informations et 88 lettres de rappel concernant ses enquêtes aux États Membres (voir annexe 2), à des organisations internationales, des entités privées et des particuliers. Il a reçu 215 réponses.

## **IV. Rapports présentés par les États Membres**

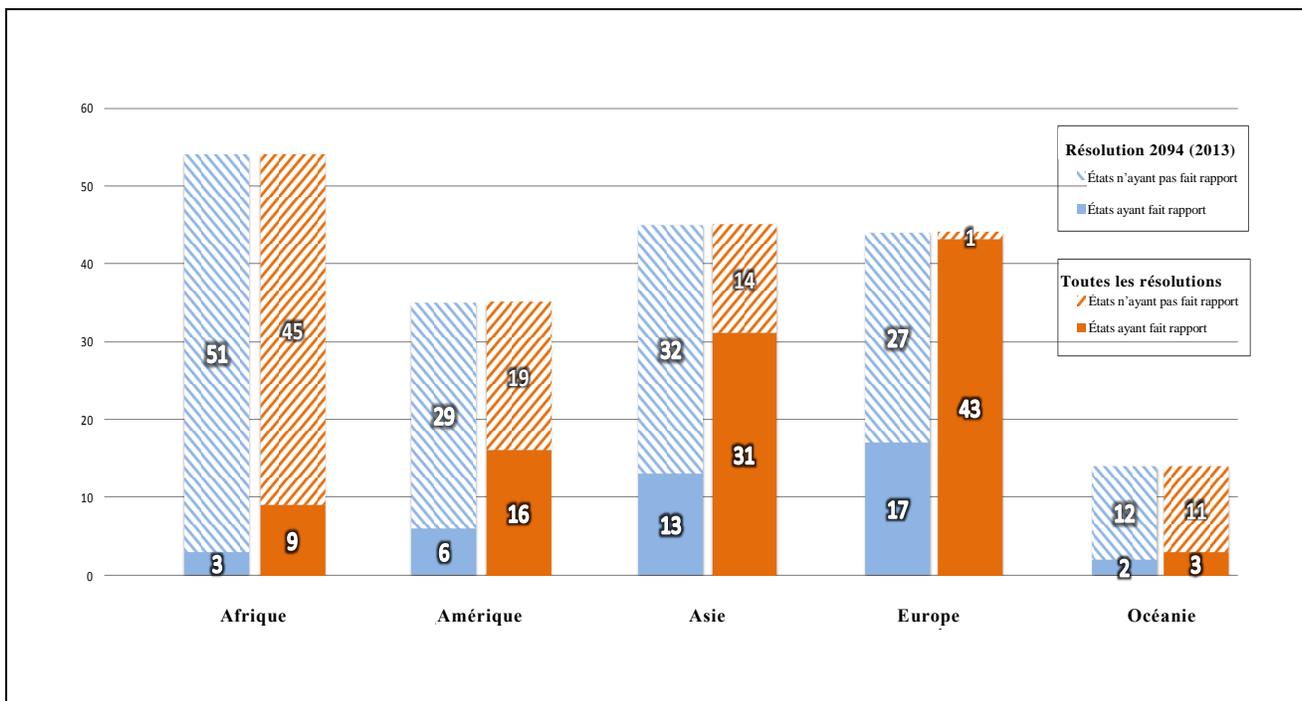
### **A. Rapports nationaux de mise en œuvre**

11. Dix ans après l'adoption de la résolution 1718 (2006), le Groupe constate encore qu'une proportion très élevée d'États Membres, notamment en Afrique, ne présentent pas de rapport ou le font tardivement (voir annexe 3). Au cours de la période considérée, seuls six États Membres ont présenté des rapports nationaux de mise en œuvre au titre de la résolution 2094 (2013). À ce jour, seuls 42 États Membres (sur 193) ont fait rapport au Comité au titre de cette résolution, 90 États n'ayant jamais fait rapport au Comité au titre de l'une ou l'autre des résolutions (voir fig. 1). Le Groupe a envoyé des lettres de rappel à 93 États n'ayant pas présenté de rapports; parmi eux, sept ont siégé en 2015 au Conseil de sécurité en tant que membres non permanents.

12. Le Groupe constate non seulement que peu d'États présentent des rapports, mais également que, lorsqu'ils le font, les renseignements fournis sont médiocres et peu détaillés. Faute d'informations pertinentes, le Groupe n'est pas en mesure de rendre compte comme il convient de l'application des sanctions et d'analyser correctement les obstacles à leur mise en œuvre au niveau national. L'insuffisance des moyens et le manque de volonté politique des États ne font qu'accroître leur difficulté à bien comprendre l'objet principal et la teneur des résolutions. Cette situation permet en définitive à la République populaire démocratique de Corée de poursuivre ses activités interdites.

13. Au cours de l'année 2015, le Groupe a vivement encouragé les sept membres non permanents du Conseil de sécurité à s'acquitter de leur obligation de faire rapport. Les membres du Comité devant montrer l'exemple dans ce domaine, le Groupe recommande que le Comité envisage d'adopter une approche bilatérale (voir recommandation 1).

Figure 1  
**Nombre d'États ayant présenté un rapport, par région**



## B. Signalement des manquements aux dispositions des résolutions et communication d'autres informations

14. Les États Membres sont tenus non seulement d'établir des rapports nationaux de mise en œuvre mais également d'informer rapidement le Comité à chaque fois qu'ils procèdent à une inspection de cargaison – qu'il y ait ou non violation de l'embargo. Un seul État Membre a fait un signalement de ce type, à propos de l'inspection puis de la saisie d'une cargaison de matériel d'armement ayant un lien avec des entités inscrites sur la Liste.

15. Le Conseil de sécurité a demandé à tous les États de communiquer toutes informations en leur possession concernant le non-respect des mesures imposées par les résolutions (voir recommandation 11). Le Comité a reçu 14 rapports de ce type, concernant les tirs de missiles balistiques de courte portée effectués par la République populaire démocratique de Corée en mars 2015, ainsi que sur le tir d'essai de missile balistique à lanceur sous-marin auquel elle a procédé en mai 2015.

## V. Poursuite des violations par la République populaire démocratique de Corée de l'obligation qui lui est faite de renoncer à ses programmes d'armes nucléaires, d'autres armes de destruction massive et de missiles balistiques

16. Le pays continue de bafouer ouvertement les résolutions du Conseil de sécurité, qui lui a demandé à maintes reprises de s'acquitter de ses obligations internationales de façon transparente, irréversible et vérifiable. Il continue de développer son programme nucléaire et son programme de missiles balistiques, s'attachant notamment à moderniser ses installations d'essai et à renforcer le rôle des organismes chargés de ces programmes. Il a continué d'approfondir ses recherches et d'améliorer ses connaissances dans ces domaines, notamment en participant aux travaux de divers organismes internationaux, ce qui lui a permis d'accéder à des formations scientifiques et de faire partie de réseaux. Son quatrième essai nucléaire et son tir réussi de missile balistique à lanceur sous-marin montrent que le pays est déterminé à développer des systèmes de plus en plus sophistiqués et tout en essayant de faire valoir sa revendication visant à obtenir le statut de puissance nucléaire.

### A. Activités récentes dans le domaine nucléaire

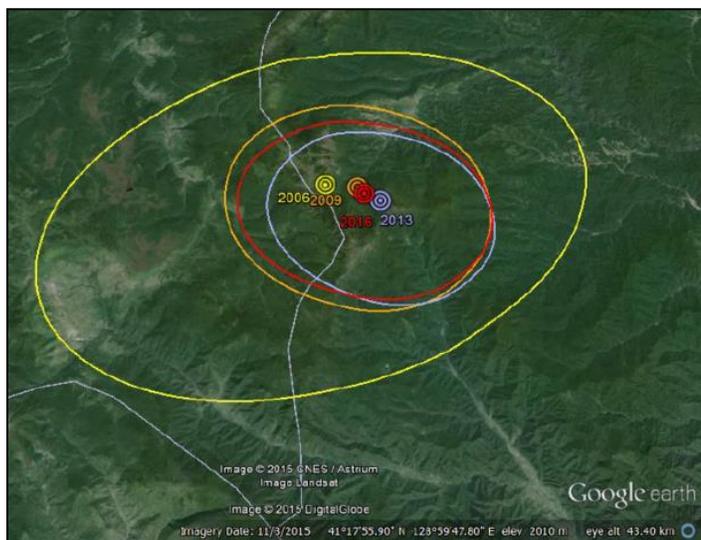
#### 1. Essai nucléaire du 6 janvier 2016

17. Le 6 janvier 2016, la République populaire démocratique de Corée a annoncé avoir procédé à un essai de « bombe à hydrogène »<sup>6</sup>. La Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) a confirmé qu'« un événement sismique inhabituel » s'était produit à proximité du polygone d'essais nucléaires<sup>7</sup>. L'« explosion d'origine humaine » (magnitude de 4,85) a produit des ondes semblables à celles enregistrées lors de l'essai nucléaire mené par le pays en 2013. Le type de bombe utilisée n'a pas encore été déterminé (voir fig. 2).

<sup>6</sup> Voir « DPRK proves successful in H-bomb test », *Rodong Sinmun*, 7 janvier 2016, article que l'on peut consulter à l'adresse suivante : [www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01\\_02\\_01&newsID=2016-01-07-0004](http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01_02_01&newsID=2016-01-07-0004).

<sup>7</sup> Voir le communiqué de presse de l'OTICE publié le 6 janvier 2016, « CTBTO Executive Secretary Lassina Zerbo on the unusual seismic event detected in the Democratic People's Republic of Korea », que l'on peut consulter à l'adresse suivante : [www.ctbto.org/press-centre/press-releases/2016/ctbto-executive-secretary-lassina-zerbo-on-the-unusual-seismic-event-detected-in-the-democratic-peoples-republic-of-korea/](http://www.ctbto.org/press-centre/press-releases/2016/ctbto-executive-secretary-lassina-zerbo-on-the-unusual-seismic-event-detected-in-the-democratic-peoples-republic-of-korea/).

Figure 2  
**Lieux approximatifs des essais nucléaires menés en 2006 (jaune), 2009 (orange), 2013 (violet) et 2016 (rouge)**



Source : OTICE.

## 2. Développement des infrastructures nucléaires et poursuite des activités

18. Les images satellite du polygone d'essais nucléaires montrent que, tout au long de l'année 2015, la zone a été le théâtre d'une activité incessante, à proximité notamment du portail Ouest, comme l'attestent en particulier les nombreux mouvements de véhicules, la construction de nouveaux bâtiments et les travaux d'excavation et de déforestation (voir annexe 4).

19. Le 15 septembre 2015, le Directeur de « l'«Institut de l'énergie atomique» de la République populaire démocratique de Corée<sup>8</sup> » a déclaré que « toutes les installations nucléaires de Nyongbyon, notamment l'usine d'enrichissement d'uranium et le réacteur à modérateur graphite de 5 MW avaient été réaménagées, transformées ou modernisées et [qu']elles avaient commencé à fonctionner normalement<sup>9</sup> ». Cette déclaration concorde dans une large mesure avec les conclusions présentées le 26 août 2015 par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au sujet des diverses activités nucléaires du pays.

20. L'AIEA a signalé que des travaux de rénovation et de construction nouvelle étaient en cours sur divers emplacements du site de Yongbyon, laissant penser que le réacteur de 5 MW<sup>10</sup> était opérationnel, que les travaux de construction se poursuivaient sur le site du réacteur à eau ordinaire<sup>10</sup> et que le bâtiment abritant

<sup>8</sup> En coréen : 조선민주주의인민공화국 원자력연구원.

<sup>9</sup> Voir « Director of Atomic Energy institute of DPRK on its Nuclear Activities », Agence centrale de presse coréenne, 15 septembre 2015, dépêche publiée à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 15 septembre 2015).

<sup>10</sup> Selon l'AIEA, rien n'indique que des composants majeurs de réacteur aient été livrés ou introduits dans le bâtiment de confinement du réacteur.

vraisemblablement l'installation d'enrichissement avait été agrandi (sa superficie a doublé en 2014) et utilisé<sup>11</sup>. L'Agence a également observé, sur des images satellite, ce qui semble être des activités d'extraction et de traitement à la mine d'uranium et à l'usine de traitement du minerai de Pyongsan.

21. Des images prises par des satellites commerciaux semblent indiquer que les activités se sont poursuivies tout au long de la période considérée, ce qui concorde avec la déclaration faite par le pays selon laquelle toutes les installations nucléaires « fonctionnent normalement ». On observe sur ces images la construction de ce qui semble être un poste d'interconnexion près du réacteur à eau ordinaire, des mouvements de camions à proximité du bâtiment abritant le réacteur de 5 MWé, des rejets de vapeur et un écoulement d'eau de refroidissement en provenance de ce même réacteur (avec de possibles arrêts en juillet et en novembre 2015), ainsi que des travaux de rénovation et la présence de nouveaux bâtiments à proximité de l'installation d'enrichissement d'uranium et du bâtiment où pourraient être entreposés les assemblages combustibles (voir annexe 5).

22. Bien que la seule observation des images satellite ne permette pas de déterminer précisément la fonction et la nature de ces nouvelles infrastructures et d'établir avec certitude qu'elles sont opérationnelles, s'il s'avérait toutefois que les installations et le réacteur sont en activité, cela signifierait que la République populaire démocratique de Corée est en mesure de produire de nouveaux stocks de matière fissile pour son programme nucléaire, conformément à son intention affichée de développer et de renforcer son arsenal nucléaire.

### 3. Entités et personnes associées aux activités nucléaires

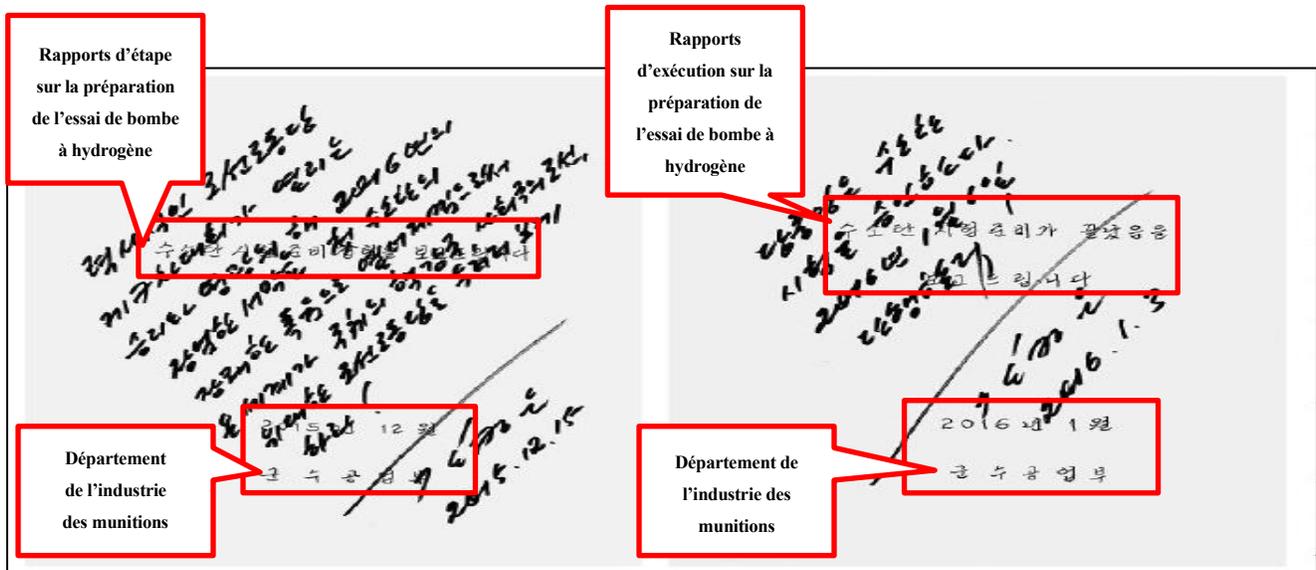
#### *Département de l'industrie des munitions*

23. Comme l'a déjà signalé le Groupe, le Département de l'industrie des munitions<sup>12</sup> a joué un rôle essentiel dans le programme nucléaire et le programme de missiles du pays (voir S/2010/571, par. 55, et S/2013/337, par. 37). Le Groupe a pu constater que le Département avait joué un même rôle essentiel dans l'essai nucléaire de janvier 2016, son nom apparaissant dans les décrets signés par Kim Jong-Un le 15 décembre 2015 et le 3 janvier 2016 autorisant l'essai. Ces documents montrent sans conteste que le Département a planifié et organisé l'essai (voir fig. 3).

<sup>11</sup> Voir le document GOV/2015/49-GC(59)/22 de l'AIEA.

<sup>12</sup> Également appelé Département de la production d'armements militaires, Département de l'industrie des fournitures militaires, Département de l'industrie des machines ou Département de la construction des machines du Comité central du Parti du travail de Corée. Nom coréen : 군수공업부 ou 기계공업부.

Figure 3  
**Rapports du Département de l'industrie des munitions concernant la préparation de l'essai de « bombe à hydrogène »**



Source : Rodong Sinmun, 7 janvier 2016.

24. Trois hauts responsables, Ri Man Gon, Ri Pyong Chol et Pak To Chun, ont participé à une séance de photos commémoratives en compagnie de Kim Jong-Un, ce qui souligne l'importance de leur rôle dans la réalisation de l'essai nucléaire<sup>13</sup>. Il semble que M. Ri Man Gon soit devenu le nouveau directeur du Département de l'industrie des munitions entre décembre 2015 et le 7 janvier 2016. Comme l'a déjà indiqué le Groupe, M. Park a joué un rôle de premier plan dans le programme nucléaire et le programme de missiles du pays (voir recommandation 7, annexe confidentielle 109 et S/2013/337, par. 37).

#### *Organisme international et intergouvernemental de recherche*

25. Comme l'a indiqué le Groupe dans un précédent rapport, la République populaire démocratique de Corée a participé aux travaux de l'Institut unifié des recherches nucléaires, un organisme international et intergouvernemental de recherche en sciences nucléaires, dont le siège se trouve en Fédération de Russie (voir S/2015/131, par. 29 à 33). En réponse aux demandes d'information du Groupe, le Secrétaire en chef chargé des sciences à l'Institut a indiqué qu'aucun ressortissant de la République populaire démocratique de Corée n'était plus affilié à l'Institut depuis le 31 mars 2015 et que la participation du pays avait été suspendue « jusqu'à ce que [celui-ci] soit de nouveau en mesure de s'acquitter pleinement de ses obligations envers l'Institut ». Le Groupe note que la décision de l'Institut est conforme aux dispositions de la résolution.

<sup>13</sup> Voir « Kim Jong Un has photo session with contributors to H-bomb Test », *Rodong Sinmun*, 11 janvier 2016, article que l'on peut consulter à l'adresse suivante : [www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01\\_02\\_01&newsID=2016-01-11-0024](http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01_02_01&newsID=2016-01-11-0024).

26. L'Institut a confirmé que le représentant de la République populaire démocratique de Corée au Comité des plénipotentiaires était Ri Je-Son (sous le nom de « Li Je Sen ») (voir S/2015/131, par. 29). Celui-ci, qui a été inscrit sur la Liste par le Comité en juillet 2009 alors qu'il était directeur du General Bureau of Atomic Energy, est depuis avril 2014 ministre de l'industrie de l'énergie atomique. Aux dires de l'Institut, deux personnes ont représenté M. Ri aux sessions du Comité à partir de 2010. En application de la résolution, les États Membres concernés devraient prendre des mesures de gel des avoirs et d'interdiction de voyager à l'encontre de ces deux personnes. Il s'agit de :

a) M. Jon Myong Chol, qui alors premier secrétaire à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Moscou. Celui-ci a participé aux sessions du Comité des 25 et 26 mars 2010, 26 et 27 novembre 2010, 25 et 26 mars 2011, 25 et 26 novembre 2011 et 26 et 27 mars 2012;

b) M. Kim Se Gon, qui alors premier secrétaire à l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Moscou. Celui-ci a participé aux sessions du Comité des 23 et 24 novembre 2012, 25 et 26 mars 2013, 22 et 23 novembre 2013, 25 et 26 mars 2014 et 25 et 26 mars 2015.

27. Le Groupe recommande au Comité d'ajouter le pseudonyme « Li Je Sen » dans les informations concernant M. Ri (KPi.002) qui figurent dans la Liste relative aux sanctions [voir recommandation 4 a)].

## **B. Activités récentes liées au programme de missiles balistiques**

### **1. Tirs de missiles balistiques**

28. La République populaire démocratique de Corée a poursuivi ses tirs de missiles balistiques. Selon le Groupe, le programme du pays s'est articulé en 2015 autour de deux objectifs :

a) Perfectionner les missiles balistiques à courte portée de haute précision et de frappe rapide; à cette fin, le pays a procédé à l'essai d'une version améliorée de son missile balistique à courte portée KN-02 à propergol solide, dont la portée a été étendue;

b) Mettre au point des missiles balistiques à lanceur sous-marin de conception simple; à cette fin, le pays a procédé à un tir d'essai sous-marin d'un tel missile.

#### *Missiles balistiques à courte portée*

29. Le 2 mars 2015, le pays a lancé deux missiles balistique à courte portée<sup>14</sup>, qui ont parcouru une distance de quelque 500 kilomètres. D'après plusieurs États Membres, il s'agissait de missiles balistiques de type Scud. La distance parcourue correspond à la distance maximale que peut parcourir les missiles balistiques de type Scud-C dont dispose le pays. Comme lors de précédents tirs, ces tirs ont été effectués sans notification préalable, mettant en péril la sûreté des navires et des aéronefs présents dans la zone.

<sup>14</sup> Sept États Membres ont signalé ces tirs au Comité.

30. Le Groupe pense que le missile lancé le 14 août 2014 dans la région de Wonsan (voir S/2015/131, par. 38) et qui a parcouru 220 kilomètres est une version améliorée du missile balistique KN-02<sup>15</sup>, les deux ayant la même forme<sup>16</sup>. Le Groupe note que le missile KN-02 a les mêmes caractéristiques que le missile balistique 9M79 (voir fig. 4)<sup>17</sup> et qu'il correspond à la description du « missile tactique de haute performance et de très grande précision » que le pays déclare avoir lancé<sup>18</sup>. Le Groupe a pu corroborer son analyse grâce à des informations fournies par un État Membre, qui a indiqué que le pays avait mis au point le KN-02 par rétro-ingénierie du missile 9M79 (voir annexe 6)<sup>19</sup>. Le pays s'est efforcé depuis d'en élaborer une nouvelle version, cherchant à réduire la charge utile du missile pour en augmenter la portée<sup>20</sup>.

Figure 4

**Similitudes entre un missile 9M79 (en haut) et le missile lancé par la République populaire démocratique de Corée le 14 août 2014 (en bas)**



Source : [www.militaryphotos.net](http://www.militaryphotos.net) (photo du haut) et l'Agence centrale de presse coréenne (photo du bas).

<sup>15</sup> Selon plusieurs États Membres, le KN-02 est un missile balistique à courte portée équipé d'un propulseur à combustible solide et doté d'une portée d'environ 120 kilomètres.

<sup>16</sup> Voir Jeffrey Lewis, « Don't know where Waldo went, but Kim Jong-Un was in Wonsan: geolocating North Korea's June 26 and August 14 missile launches », 38 North (site Web), 3 novembre 2014, article que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://38north.org/2014/11/jlewis110314/>.

<sup>17</sup> Le missile balistique 9M79 est également connu sous le nom de Tochka ou de SS-21. Son écart circulaire probable serait de 160 mètres.

<sup>18</sup> Voir « Kim Jong-Un guides tactical rocket test-fire », Agence centrale de presse coréenne, 15 août 2014, dépêche publiée à l'adresse suivante : [www.kcnawatch.co/newstream/1451896687-307647019/kim-jong-un-guides-tactical-rocket-test-fire/](http://www.kcnawatch.co/newstream/1451896687-307647019/kim-jong-un-guides-tactical-rocket-test-fire/).

<sup>19</sup> Selon un État Membre, le pays a acquis des missiles balistiques 9M79 auprès de la République arabe syrienne en 1996.

<sup>20</sup> En réduisant de 480 à 150 kilos le poids de l'ogive, on augmente la portée du missile.

31. Selon un État Membre, le pays a procédé trois fois à des tirs de missile KN-02 ou de sa version améliorée (voir tableau 1).

Tableau 1

**Tirs de missiles KN-02 ou de sa version améliorée en 2015**

<i>Date et heure</i>	<i>Nombre de projectiles</i>	<i>Type (supposé)</i>	<i>Portée (en kilomètres)</i>
8 février, 16 h 10-17 h 10	5	1 KN-02 (version améliorée) et 4 missiles d'artillerie autoguidés de 300 mm	200
2 avril, 10 h 30	1	KN-02	140
3 avril, 16 h 14-17 h 00	4	KN-02	Supérieure à 100

*Missiles balistiques à lanceur sous-marin*

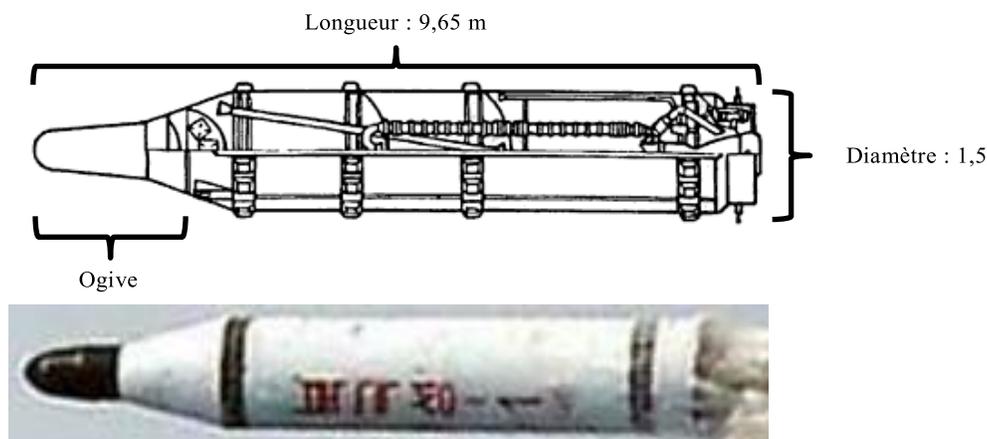
32. Sept États Membres ont informé le Comité que la République populaire démocratique de Corée avait procédé le 8 mai 2015 à un essai de missile balistique à partir d'une plate-forme sous-marine près du port de Sinpo dans l'est du pays. Ces informations concordent avec les annonces officielles faites le 9 mai 2015, selon lesquelles le pays avait procédé à « un tir expérimental d'un puissant missile balistique coréen depuis un sous-marin stratégique » (voir annexe 7)<sup>21</sup>. La mise au point de missiles balistiques à lanceur sous-marin et leur éventuel déploiement à l'avenir viendrait ajouter une composante navale à l'arsenal de missiles balistiques du pays.

33. Sur les photographies officielles (voir annexe 8), le missile porte le nom de « 북극성 -1 » (Pukgeukseong-1)<sup>22</sup>. Son nom commun est KN-11. Par sa forme et notamment par celle de son ogive, le missile est très proche de l'ancien SS-N-6/R-27, un missile balistique à lanceur sous-marin fabriqué à l'époque soviétique (voir fig. 5). L'absence de fumée blanche derrière le missile au moment de la sortie de l'eau indique qu'un propergol liquide a été utilisé, comme c'est le cas pour le R-27. Selon les renseignements fournis par un État Membre, le missile est identique au R-27, un type de missile dont la République populaire démocratique de Corée a fait l'acquisition auprès de l'ex-Union soviétique dans les années 1990 et qu'elle a ensuite modifié.

<sup>21</sup> Voir « Kim Jong-Un watches strategic submarine underwater ballistic missile test-fire », Agence centrale de presse coréenne, 9 mai 2015, dépêche publiée à l'adresse suivante : [www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01\\_02\\_01&newsID=2015-05-09-0014](http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01_02_01&newsID=2015-05-09-0014).

<sup>22</sup> En français : « Étoile polaire-1 » ou « Polaris-1 ».

Figure 5  
Dimensions des missiles KN-11 et R-27



Source : R-27 (en haut) : Thomas Cochran et al., *Soviet Nuclear Weapons*, Nuclear Weapons Databook, vol. 4 (New York, Harper and Row, 1989); missile balistique à lanceur sous-marin (en bas) : *Rodong Sinmun*, 9 mai 2015.

Figure 6  
Photographies du tir du 8 mai 2015



Source : *Rodong Sinmun*, 9 mai 2015.

34. Le Groupe pense que plusieurs photographies de l'essai (voir fig. 6) ont été manipulées et que des éléments d'autres photos ont pu y être intégrés (voir annexe 9). En l'absence de photographies prises sous l'eau, le Groupe n'a pu déterminer avec certitude le dispositif de lancement utilisé.

35. La mise à feu du missile semble s'être produite au-dessus de l'eau (voir fig. 7-3 à 7-5), ce qui voudrait dire que l'expulsion du tube s'est faite sous l'eau à froid<sup>23</sup>, peut-être par compression de gaz (voir fig. 7-1). Le missile a atteint une altitude de

<sup>23</sup> Il existe deux techniques de lancement de missiles balistiques : le « lancement chaud », dans lequel le moteur du missile s'allume alors que le missile est encore dans le tube de lancement, et le « lancement froid », dans lequel le missile est d'abord expulsé du tube avant que le moteur s'allume.

150 mètres et parcouru dans l'air environ 500 mètres (selon les renseignements fournis par un État Membre). La relative brièveté du vol pourrait s'expliquer de deux façons : soit le missile emportait peu de carburant et était lesté, l'objectif étant de tester la capacité de lancement; soit, plus probablement, il y a eu une rupture dans l'alimentation en carburant peu après la mise à feu. Dans les deux cas, le tir s'est fait à charge pleine, afin de pouvoir vérifier que l'enchaînement expulsion-mise à feu s'opérait correctement.

Figure 7

**Phases de l'essai de missiles balistiques du 8 mai 2015**



Source : Agence centrale de presse coréenne.

36. Selon le Groupe, l'essai constitue une avancée technologique majeure et montre incontestablement que le pays poursuit son programme de conception et de mise au point de missiles balistiques à lanceur sous-marin. Il lui faudra sans doute procéder à de nouveaux essais avant d'achever la mise au point du dispositif de

lancement et du missile, notamment un essai en vol complet, ce qui pourrait être actuellement une limitation pour le pays.

## 2. Activité des installations de lancement

37. En 2015, le pays a continué de faire effectuer rapidement des travaux sur la base de lancement de satellite de Sohae, où de nouvelles améliorations ont été apportées à l'aire de lancement. En raison des nombreux travaux réalisés afin de dissimuler les installations servant aux diverses étapes des préparatifs de lancement, il sera plus difficile à l'avenir de détecter toute activité préalable aux lancements. Le Groupe a également surveillé les activités menées sur le chantier naval de Sinpo, un site associé au programme de missile balistique à lanceur sous-marin du pays.

### *Base de lancement de satellite de Sohae*

38. L'analyse des images montre que le pays effectue des travaux sur la base dans l'intention délibérée de dissimuler les préparatifs de lancement du lanceur spatial (voir annexe 10). À la suite des travaux d'excavation menés en mars 2015, un nouveau terminal ferré sous-terrain a été achevé en avril. Une fente d'environ 20 mètres de long creusée dans le béton du terminal pourrait servir à accueillir une plateforme élévatrice entre le tunnel ferré et l'aire de lancement<sup>24</sup>. Un nouvel édifice a également été construit à l'extrémité est de l'aire de lancement. Les fondations étaient visibles dès janvier 2015 et les travaux se sont poursuivis sans interruption jusqu'à l'achèvement de l'édifice en septembre (voir fig. 8). Son emplacement indique qu'il pourrait s'agir d'une installation de soutien aux lancements, servant à l'assemblage du lanceur ou aux activités de contrôle et de vérification lors des préparatifs de lancement. Par ailleurs, la nouvelle plateforme mobile sur rail pourrait servir à dissimuler le transport des étages du lanceur entre cette installation et la tour de montage<sup>25</sup>. La construction de la plateforme, dont il a été pris note pour la première fois en avril 2015, s'est achevée en septembre (voir *ibid.*). Enfin, une bâche de protection a été fixée sur la tour de montage (voir annexe 12 pour des images supplémentaires)<sup>26</sup>.

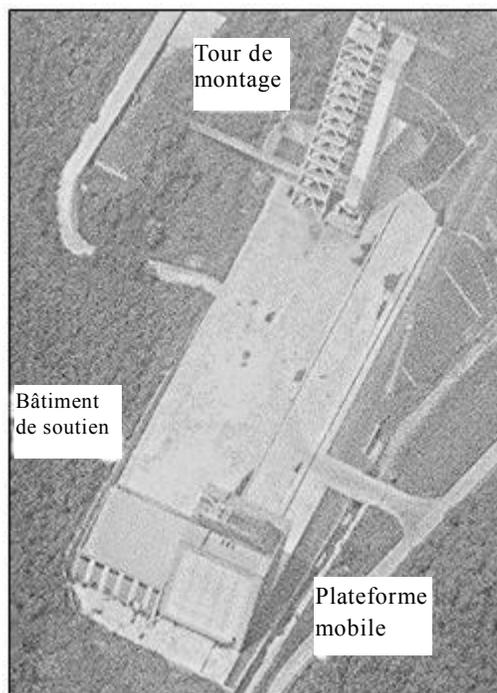
---

<sup>24</sup> Voir « North Korea: new construction at the Sohae satellite launching station », 38 North, 28 mai 2015, article que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://38north.org/2015/05/sohae052815/>.

<sup>25</sup> La plateforme mobile mesure 21 mètres de large, 29 mètres de long et 28 mètres de haut.

<sup>26</sup> Cette bâche de protection sur la tour de montage a été repérée en octobre 2014.

Figure 8  
L'aire de lancement de Sohae au 1<sup>er</sup> septembre 2015



Source : GeoEye-1.

39. Des travaux de rénovation ont été observés sur le bâtiment d'assemblage, où de nouvelles structures sont apparues. Le tronçon de voie ferrée a été couvert d'un hangar, probablement dans le but de dissimuler les activités liées au transport ferré des étages du lanceur (voir annexe 11).

40. D'autres travaux indiquent que des moteurs-fusées plus grands pourraient à l'avenir être expérimentés. De nouveaux bâtiments, plus vastes, pouvant être utilisés pour le stockage de quantités supplémentaires d'ergols, ont été construits à l'ouest de l'aire de lancement et dans la zone d'essai des moteurs (voir annexes 12 et 13)<sup>27</sup>. Cette hypothèse concorde avec le fait que la tour de montage peut accueillir désormais des lanceurs spatiaux plus grands que le Unha-3, ainsi que le Groupe l'a signalé dans son précédent rapport (voir fig. 9).

<sup>27</sup> Voir « North Korea: update on activity at Sohae satellite launching station », 38 North, 9 octobre 2015, article que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://38north.org/2015/10/sohae100915/>.

Figure 9  
**Maquettes d'un missile balistique à lanceur sous-marin, d'un Unha-3  
 et d'un Unha-9**



Source : Kyodo News, 13 octobre 2015.

#### *Chantier naval de Sinpo*

41. Les images satellite du chantier naval de Sinpo sur la côte orientale prises avant l'essai du 8 mai 2015 montrent que les travaux d'infrastructure nécessaires à la mise au point par le pays d'un missile balistique à lanceur sous-marin et de son dispositif de lancement ont commencé dès 2012.

42. En octobre 2013, les images satellite ont révélé l'existence d'une installation d'essai située au sud-ouest du bassin des sous-marins. Composée d'un banc d'essai et de ce qui est sans doute une zone d'impact située à environ 9 mètres du banc, cette installation sert probablement à effectuer depuis le sol des tirs d'essai de missile balistique à lanceur sous-marin. Selon un État Membre, un tel tir d'essai a eu lieu en octobre 2014 (voir annexe 14). Les images prises entre juillet 2014 et octobre 2015 montrent que des travaux ont été réalisés sur les hangars de construction et les ateliers contigus et qu'une nouvelle plateforme de lancement a été construite dans le prolongement du principal hangar de fabrication de 195 x 33 mètres (voir annexe 15).

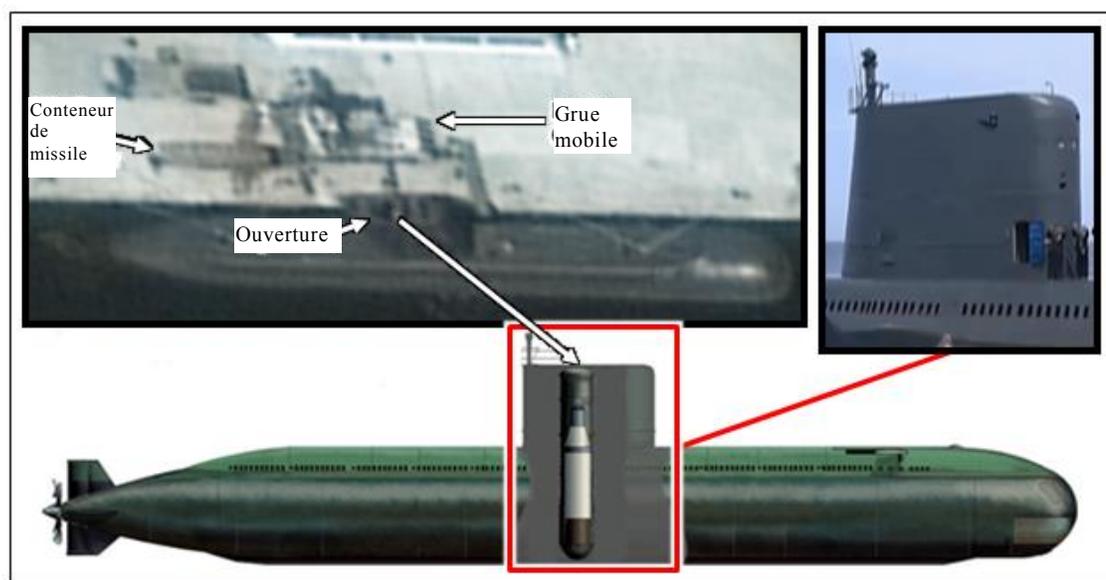
43. Par ailleurs, des images satellite prises en juillet 2014 ont révélé la présence dans le chantier naval d'un sous-marin non identifié. Des images ultérieures ont montré que des travaux étaient menés à l'intérieur du kiosque du sous-marin et qu'une barge d'essai submersible et un petit navire remorqueur se trouvaient dans le chantier<sup>28</sup>. Selon un État Membre, le pays a acquis des sous-marins désarmés de

<sup>28</sup> Le Programme d'applications satellitaires opérationnelles a indiqué que le sous-marin présent sur les images officielles de l'essai du 8 mai était probablement le même que celui repéré sur les images satellite (figure 10) et que le petit navire était amarré près du sous-marin dans les images satellite du 10 mai 2015.

classe Golf et, après avoir les avoir démontés, s'est approprié leur technologie de tir. Le sous-marin semble être de conception autochtone et ne présente pas de ressemblance directe avec un sous-marin Golf ou d'autres types de sous-marin<sup>29</sup>. Sur une image prise le 10 mai 2015, l'on distingue à côté du sous-marin de 65 mètres ce qui est probablement un conteneur de missile de 10 mètres, ainsi qu'une ouverture unique<sup>30</sup> dans le kiosque, dont on peut penser qu'elle permet le lancement des missiles balistiques depuis le sous-marin (voir fig. 10)<sup>31</sup>.

Figure 10

**Ouverture de l'unique tube de lancement de missiles balistiques du sous-marin<sup>32</sup>**



Source : DigitalGlobe, 10 mai 2015 (à gauche); Agence centrale de presse coréenne, 5 juin 2015 (à droite); H. I. Sutton, 9 mai 2015 (en bas).

44. Le pays s'emploie à moderniser et à dissimuler ses installations de fabrication de sous-marins de Sinpo, ce qui lui permettra de construire davantage de sous-marins, notamment des sous-marins capables de lancer des missiles balistiques, sans peut-être que l'on puisse le détecter. Les États Membres doivent surveiller avec une grande attention l'exportation des articles pouvant contribuer au programme de missiles balistiques à lanceur sous-marin du pays, y compris l'exportation de sous-

<sup>29</sup> Le pays, qui a déjà construit des sous-marins, est capable de construire un tel sous-marin.

<sup>30</sup> Le diamètre de l'ouverture est d'environ 1,5 mètre. La longueur et le diamètre du conteneur concordent avec les dimensions du missile expérimenté le 8 mai 2015. Selon un État Membre, le sous-marin ne contient qu'un seul tube de lancement.

<sup>31</sup> Selon Kim Jong-Un, « quand le missile balistique à lanceur sous-marin entrera en production et sera déployé, ce qui est pour bientôt, les ennemis du régime auront comme une bombe à retardement au-dessus de la tête ». Voir Choi You-sun, « North Korea test-fires 3 ship-to-ship missiles into East Sea », Arirang News, 9 mai 2015, article que l'on peut consulter à l'adresse suivante : [www.arirang.co.kr/News/News\\_View.asp?nseq=179369](http://www.arirang.co.kr/News/News_View.asp?nseq=179369).

<sup>32</sup> Le Programme d'applications satellitaires opérationnelles a confirmé la présence du sous-marin et l'activité connexe relative aux missiles balistiques (voir l'image par satellite à la figure 10).

systèmes et de composants, notamment de moteurs électriques, de batteries d'accumulateurs au plomb et de systèmes de recharge connexes et de technologies de sonar, conformément au paragraphe 22 de la résolution 2094 (2013) (voir recommandation 10).

### 3. Entités et personnes associées au programme de missiles balistiques

45. D'après le Groupe, il existe deux axes dans le programme de lanceurs spatiaux de la République populaire démocratique de Corée. D'une part, le pays met à profit sa participation à des organismes internationaux pour promouvoir la légitimité de ses activités de lancement spatial, s'introduire auprès de la communauté scientifique internationale et former ses chercheurs afin qu'ils puissent continuer de développer ses programmes interdits. D'autre part, l'Administration nationale du développement aérospatial continue de jouer un rôle déterminant dans le programme spatial du pays, exerçant notamment son autorité sur le nouveau centre de contrôle des satellites.

#### *Centre de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Asie et le Pacifique*

46. Le Centre de formation aux sciences et techniques spatiales pour l'Asie et le Pacifique (voir annexe 16) propose des formations de troisième cycle d'une durée de neuf mois dans cinq disciplines relevant des sciences et techniques spatiales : la télédétection et les systèmes d'information géographique; les communications par satellite; la météorologie par satellite et le climat mondial; les sciences de l'espace et de l'atmosphère; les systèmes mondiaux de navigation par satellite. Le Centre a informé le Groupe qu'il tenait dûment compte de la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU dans sa procédure de sélection et d'admission.

47. Après avoir rejoint le Centre en 1996, le pays y a envoyé en formation plus de 30 ressortissants, notamment Paek Chang-Ho, inscrit sur la Liste pour son rôle dans le lancement d'une fusée Unha-3 le 12 décembre 2012. Celui-ci serait à l'heure actuelle Directeur adjoint du Département du développement et de la recherche scientifiques de l'Administration nationale du développement aérospatial. En 1999-2000, il avait suivi l'enseignement du Centre consacré aux communications par satellite (voir annexe 17). Deux ressortissants de la RPDC, dont l'un est membre de l'Administration nationale du développement aérospatial, suivent actuellement des cours au Centre (voir annexe 18). Le Groupe note que le Centre a annulé la participation de quatre ressortissants de la RPDC qui devaient commencer leurs cours en août 2015, dont celle d'un membre de l'Administration nationale du développement aérospatial qui devait suivre l'enseignement consacré aux systèmes mondiaux de navigation par satellite (voir annexe 19)<sup>33</sup>. Les nombreuses candidatures des membres de l'Administration nationale du développement aérospatial, ainsi que leur participation aux cours, indiquent que les formations du Centre présentent un intérêt pour ses activités.

48. Le Groupe a examiné le programme des cours dispensés par le Centre. L'enseignement consacré aux sciences de l'espace et de l'atmosphère comporte un module sur l'instrumentation spatiale, dont certains sous-modules pourraient

<sup>33</sup> Le Groupe note que les ressortissants de la RPDC qui, au moment de l'établissement du présent rapport, suivaient des cours étaient inscrits en qualité de chercheur et de chercheur en chef (voir annexe confidentielle 20).

directement aider le pays à concevoir et expérimenter des lanceurs recourant à la technologie des missiles balistiques, tels ceux consacrés aux lanceurs, au contrôle de l'altitude et aux systèmes de télémétrie, de poursuite, de commande et de gestion des données (voir l'annexe 21)<sup>34</sup>. L'enseignement consacré aux systèmes mondiaux de navigation par satellite comprend deux modules, l'un sur les récepteurs, l'autre sur la navigation intégrée (voir annexe 22), qui pourraient tous les deux être directement utiles au programme de missile balistique du pays, dans la mesure notamment où le régime s'emploie à améliorer le guidage de précision des missiles au moyen des systèmes mondiaux de navigation par satellite (aussi bien le système de positionnement universel que le système mondial de navigation par satellite)<sup>35</sup>. L'enseignement consacré aux communications par satellite comprend un module sur la modulation, le multiplexage et l'accès multiple (voir annexe 23), lequel pourrait servir à l'amélioration des capacités de télémétrie du programme de missiles balistiques.

49. L'avis de l'Inde sur le contenu de deux de ces enseignements, exprimée dans un aide-mémoire transmis au Bureau des affaires spatiales, qui préside le Comité consultatif du Centre<sup>36</sup>, est le suivant : « Les sujets abordés sont d'ordre très général et portent sur les principes de base de chaque domaine, et que les supports pédagogiques distribués aux participants proviennent de sources publiques<sup>37</sup> ». Elle affirme également que « l'étude de ces sujets est trop brève et trop peu approfondie pour permettre aux participants de devenir des spécialistes des domaines concernés ». Le Bureau des affaires spatiales a informé le Groupe qu'il était prêt à saisir de la question le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, dont la cinquante-neuvième session doit se tenir du 8 au 17 juin 2016.

50. S'il est vrai que les enseignements proposés par le Centre n'ont pas été conçus dans le but d'aider à la mise au point de missiles balistiques, le Groupe considère toutefois, sur la base des informations disponibles, que certains modules ou sous-modules équivalent à des formations spécialisées dont la République populaire démocratique de Corée pourrait tirer profit pour ses activités interdites et que sa participation aux enseignements consacrés aux sciences de l'espace et de l'atmosphère et aux systèmes mondiaux de navigation par satellite constitue une activité liée aux missiles balistiques, interdite par les résolutions.

51. Le Groupe rappelle qu'aux termes des résolutions la République populaire démocratique de Corée doit suspendre toutes les activités liées à son programme de missiles balistiques (voir recommandation 2).

#### *L'Administration nationale du développement aérospatial*

52. La République populaire démocratique de Corée a déclaré à maintes reprises en 2015 qu'elle entendait procéder à de nouveaux tirs de satellites sous la houlette

<sup>34</sup> Le document S/2014/253 fournit une liste de certains articles interdits liés à ces sujets, tels que les gyro-astro-compas (appelés aussi capteurs stellaires) (point 9.A.2).

<sup>35</sup> Information transmise au Groupe par les États-Unis d'Amérique le 15 juin 2015.

<sup>36</sup> Le Comité consultatif supervise les questions techniques, dont les programmes d'études.

<sup>37</sup> Sont visés ici l'enseignement consacré aux sciences de l'espace et de l'atmosphère et celui consacré aux systèmes mondiaux de navigation par satellite. Le Groupe fait observer qu'un enseignement spécialisé peut très bien inclure l'étude de principes généraux et de principes de base et utiliser des supports de source publique.

de l'Administration nationale du développement aérospatial<sup>38</sup>. Le Directeur de l'Administration a affirmé que « le monde verra monter au ciel plusieurs satellites coréens, aux moments et aux endroits où le décidera le Comité central du Parti du travail du Corée »<sup>39</sup>. La résolution 2087 (2013) proscrit de tels tirs.

53. Conformément à ses objectifs déclarés, le pays a révélé en 2015 l'existence d'un nouveau centre de contrôle de satellites, situé dans le centre de Pyongyang à proximité d'un complexe résidentiel destiné aux dirigeants de haut rang (voir annexe 24). Au cours de sa visite au centre en mai (voir fig. 11), Kim Jong-Un « a souligné la nécessité de disposer de davantage d'installations de pointe »<sup>40</sup>.

Figure 11

**Visite de Kim Jong-Un au nouveau centre de contrôle de satellites**



Source : Rodong Sinmun.

54. Il ressort clairement des annonces officielles que le nouveau centre est placé sous l'autorité de l'Administration nationale du développement aérospatial, comme en témoignent les photographies publiées par les médias officiels (voir fig. 12). Cela indique que l'Administration a pris le contrôle d'une installation stratégique autrefois dans le giron du Korean Committee for Space Technology et confirme les

<sup>38</sup> Voir « National Aerospace Development Administration clarifies its principled stand », Agence centrale de presse coréenne, 8 mai 2015, dépêche que l'on peut consulter à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 8 mai 2015).

<sup>39</sup> Voir « NADA Director on successes in outer space development », Agence centrale de presse coréenne, 14 septembre 2015, dépêche que l'on peut consulter à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 14 septembre 2015).

<sup>40</sup> Voir « Kim Jong-Un visits newly-built general satellite control centre », Agence centrale de presse coréenne, 3 mai 2015, dépêche que l'on peut consulter à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 3 mai 2015).

conclusions formulées par le Groupe dans son rapport final pour 2015 (voir S/2015/131, par. 44-48).

Figure 12

**Le centre de contrôle de satellites, avec le logo de l'Administration nationale du développement aérospatial**



Source : Télévision centrale coréenne.

55. L'Administration nationale du développement aérospatial cherche parallèlement à asseoir sa légitimité internationale en nouant des liens avec d'autres organismes internationaux œuvrant dans le domaine spatial (le Bureau des affaires spatiales et la Fédération internationale d'aéronautique). Cette activité s'inscrit dans le droit fil des déclarations du pays, qui affirme que son programme spatial se conforme aux dispositions du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

56. L'Administration nationale du développement aérospatial est également l'établissement national chargé d'immatriculer les objets spatiaux (voir fig. 13 et l'annexe 25). Cette information a été révélée le 26 février 2015, quand la République populaire démocratique de Corée a informé le Secrétaire général, par l'intermédiaire du Bureau des affaires spatiales, conformément à l'article II 1) de la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, de la création d'un registre national des objets lancés sur une orbite terrestre ou au-delà (voir annexe 26).

Figure 13

**Extrait de la note verbale datée du 26 février 2015 émanant de la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Office des Nations Unies (Vienne)**

National Aerospace Development Administration (NADA) of the DPRK

E-mail: [nada.dprk@star-co.net.kp](mailto:nada.dprk@star-co.net.kp)

Fax: 00850 23814585

Address: Central district, Pyongyang, DPR Korea

57. Le 15 octobre 2015, l'Administration nationale du développement aérospatial serait devenue membre de la Fédération internationale d'astronautique<sup>41</sup>. Celle-ci a informé le Groupe que, le 16 octobre, son Assemblée générale avait abrogé la résolution approuvant l'adhésion qu'elle avait adoptée le 12 octobre, sur la base des informations communiquées par le Groupe. C'est la délégation de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à Paris qui avait déposé la candidature de l'Administration.

58. Le règlement de l'Administration nationale du développement aérospatial dispose que celle-ci « dirige la production, l'assemblage et le lancement de tous les engins spatiaux et de leurs lanceurs ». Il précise également la structure interne de l'Administration et les organismes placés sous son autorité (voir annexe 27). Le Groupe a obtenu en outre des informations concernant ses principaux responsables (voir tableau 2) et son budget (102,5 millions d'euros). Les conclusions du Groupe figurent à l'annexe confidentielle 109.

Tableau 2

**Principaux responsables de l'Administration nationale du développement aérospatial dont le Groupe a pu établir l'identité**

<i>Nom (translittération)</i>	<i>Nom coréen</i>	<i>Titre</i>
Yu Ch'o'l-u	유철우	Directeur
Kim In Cheol	김인철	Directeur adjoint
Hyon Gwang Il	현광일	Directeur du Département de la recherche et du développement scientifiques
Paek Chang-Ho	백창호	Directeur adjoint du Département de la recherche et du développement scientifiques

<sup>41</sup> Voir « DPRK NADA joins International Astronautical Federation », Agence centrale de presse coréenne, 15 octobre 2015, dépêche que l'on peut consulter à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 15 octobre 2015). Le pays a également participé à l'Atelier ONU/Fédération internationale d'astronautique sur les techniques spatiales pour le développement économique, qui s'est tenu à Beijing du 20 au 22 septembre 2013 (voir A/AC.105/1048).

<i>Nom (translittération)</i>	<i>Nom coréen</i>	<i>Titre</i>
Kim Cho'n-ho	김천호	Directeur du Département des travaux scientifiques
Jong Tong Gil	정동길	Directeur adjoint du Département des travaux scientifiques
Kim Gun Song	김군송	Directeur du Centre général de contrôle et de commande des satellites
Yun Chang Hyok	윤창혁	Directeur adjoint du Centre général de contrôle et de commande des satellites
Pae Cho'n-haek	[배천핵(혁)]	Représentant pour les affaires internationales
Pak Gyong Su	박(백)경수	Administrateur adjoint pour les affaires internationales

## VI. Mesures relatives aux exportations et importations

59. La République populaire démocratique de Corée continue de se livrer activement au commerce des armes et de matériel connexe, s'employant notamment à acheter des articles disponibles sur le marché pour les utiliser à des fins militaires, à fournir de tels articles, ainsi qu'une assistance technique, à des pays d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et du Moyen-Orient, ou à servir d'intermédiaire dans ce type d'opérations. Le pays cherche avant tout à acquérir du matériel de pointe, tels que des composants pour drones et des systèmes de radar. Il a exploité à cette fin la disparité des dispositifs de contrôle des exportations. On trouve à l'annexe 1 une synthèse des enquêtes en cours du Groupe.

### A. Application de l'embargo sur les armes nucléaires, les autres armes de destruction massive et les articles associés aux missiles balistiques

#### Tubes en alliage d'aluminium saisis par le Japon

60. Le Groupe a continué d'enquêter sur la cargaison de cinq tubes en alliage d'aluminium saisis par le Japon en août 2012 car soupçonnés d'être liés au nucléaire (voir S/2015/131, par. 54 à 57). Le Panel a indiqué dans son précédent rapport qu'une entité de la République populaire démocratique de Corée utilisant le nom « KUMSOK » avait probablement fabriqué ces articles. Le nom « KUMSOK » a été utilisé par la Korea Ferrous Metals Export & Import Corporation (KFMEIC) (anciennement dénommée « Korea Metals Trading Corporation » et connue également sous le nom de « Korea Ferrous Metals General Trading Corporation ») dans son adresse télégraphique (voir fig. 14). La KFMEIC se présente comme une société faisant commerce de divers types de métaux ferreux. Son logo ressemble beaucoup au logo figurant sur la cargaison saisie (voir annexe 28).

Figure 14  
**Annonce publicitaire de la KFMEIC**



Source : Ministère du commerce extérieur de la RPDC, janvier 1996.

61. Le destinataire de la cargaison était une entité ayant son siège au Myanmar, Soe Min Htike Company Ltd (voir S/2015/131, par. 56). Le Groupe a demandé au Myanmar de lui prêter son aide pour obtenir des informations sur les personnes et les entités établies au Myanmar dont le Département du Trésor des États-Unis d'Amérique avaient auparavant indiqué qu'elles prenaient part au commerce des armes avec la République populaire démocratique de Corée, dont Soe Min Htike. Dans sa réponse, le Myanmar a nié toute participation à de telles activités et a omis de répondre aux questions du Groupe d'experts concernant l'implication de Soe Min Htike, notamment en ce qui concerne un document de transport mentionnant cette société comme consignataire. Le Groupe d'experts pense que Soe Min Htike a joué un rôle dans la tentative d'expédition de matériel en tant que consignataire d'articles interdits liés au nucléaire.

## B. Application de l'embargo sur les armes

### 1. Cargaison de matériel d'armement à destination de la République arabe syrienne

62. En décembre 2015, un État Membre a informé le Comité de sa décision de détruire la cargaison (expédiée en septembre 2010) qu'il avait interceptée et saisie en mai 2014 en application des résolutions. Le navire, parti de Dalian (Chine), faisait route vers Lattaquié (République arabe syrienne).

63. L'enquête du Groupe, qui s'est rendu sur place, a permis d'établir que la cargaison était détenue et contrôlée par des entités et des personnes travaillant pour Leader (Hong Kong) International et Korea Kumryong Trading Corporation, deux entités inscrites sur la Liste en janvier 2013 pour leurs liens avec la Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID), le principal exportateur d'articles et de matériel liés aux missiles balistiques et aux armes classiques, inscrit sur la Liste en avril 2009. La KOMID a utilisé le nom de Kumryong dans ses activités d'achat, tandis que Leader a facilité des expéditions pour le compte de la KOMID. Les documents de transport montrent que Leader a organisé l'envoi de la cargaison pour

le compte de Kumryong (voir annexe 29). Le chargement comprenait divers articles disponibles sur le marché, dont certains pouvant servir à un usage militaire.

64. Les documents de transport indiquent que le destinataire était Mechanical Systems, une entité établie en République arabe syrienne dont le numéro de téléphone et de télécopie est le même que celui de Handasieh General Organization Engineering Industries<sup>42</sup>, une entité liée à l'armée qui, en octobre 2007, avait été mise en cause dans une livraison d'articles liés aux missiles balistiques (voir annexe 29)<sup>43</sup>. Handasieh a fait l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne, qui la considère comme une société écran du Centre syrien de recherche et d'études scientifiques. Les États-Unis d'Amérique avaient auparavant signalé que Handasieh avait tenté en 2010 d'acquérir des articles à double usage pour le projet de missile balistique du Centre<sup>44</sup>.

65. La cargaison se composait de cinq conteneurs remplis d'articles disponibles sur le marché, dont des machines, des composants et des instruments de mesure (voir fig. 15 et annexe 30). Des articles semblables ont été proposés à la vente pour leurs applications militaires (voir annexe 31). Certains articles peuvent être utilisés dans la fabrication d'armes ou servir de composant principal du propergol liquide des missiles Scud<sup>45</sup>. Le Groupe continue d'enquêter sur les caractéristiques des articles saisis.

Figure 15  
**Articles saisis par un État Membre**



66. Leader et Kumryong ont utilisé deux sociétés, Dalian Union International Trading Co. Ltd. et Dandong Yongxinghe Trade Co. Ltd. (voir annexe 32) pour

<sup>42</sup> Handasieh a fait l'objet de sanctions de la part de l'Union européenne, qui la considère comme une société écran du Centre syrien de recherche et d'études scientifiques, lequel mène ses activités pour le compte de l'armée (voir le règlement d'exécution n° 1244/2011 du Conseil).

<sup>43</sup> Voir S/2012/422, par. 57, et le rapport que le Groupe a présenté au Comité le 30 novembre 2012.

<sup>44</sup> Département du Trésor des États-Unis d'Amérique, Bureau des affaires publiques, « Fact sheet: increasing sanctions against Syria », communiqué de presse du 18 juillet 2012 disponible à l'adresse [www.treasury.gov/press-center/press-releases/Documents/Fact%20Sheet.pdf](http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Documents/Fact%20Sheet.pdf). Selon un État Membre, le Centre syrien de recherche et d'études scientifiques avait pris contact avec le Deuxième Comité économique de la RPDC pour se faire livrer plusieurs articles, dont des roulements à rouleaux, fabriqués dans un pays d'Europe orientale. Ces articles peuvent être utilisés dans la fabrication des turbopompes de missiles.

<sup>45</sup> L'acide nitrique fumant rouge inhibé est visé au point 4.C.4 du document S/2014/253. Les raffineurs d'hydrogène peuvent être utilisés dans la fabrication d'un précurseur de l'acide nitrique, l'un des principaux composants de l'acide nitrique fumant rouge inhibé (article interdit), lequel est un propergol liquide utilisé pour les missiles Scud.

l'expédition des articles. Dandong Yongxinghe était le chargeur (voir annexe 29). La plupart des articles provenaient de la Province chinoise de Taiwan, de Hong Kong (Chine) et d'autres villes de Chine, et certains du Danemark, du Japon et des États-Unis d'Amérique (voir annexe 33). L'achat a été effectué principalement par le propriétaire de Dalian Union, Cai Guang, également Directeur de Leader (voir S/2015/131, par. 185). Dalian Union a procédé à un paiement via un compte bancaire détenu par une société enregistrée à Hong Kong, Sunny (Hong Kong) Int'l Development Co. Limited (voir annexe 34)<sup>46</sup>.

67. Leader, Dalian Union, Dandong Yongxinghe et Sunny sont toutes reliées entre elles par un groupe de personnes qui détiennent ou contrôlent également d'autres sociétés (voir fig. 34 et annexe 35).

68. Aucun des fournisseurs étrangers ne savait que les articles devaient être réexportés vers la République arabe syrienne. Le fournisseur japonais s'est enquis de l'utilisateur final, mais Dandong Yongxinghe a refusé de répondre. Les personnes et les sociétés entretenant des liens avec Leader et Kumryong n'ont pas répondu au Groupe.

69. Les sociétés susmentionnées ont des liens directs avec des personnes ou des entités ayant transféré des armes et du matériel connexe ou des articles liés aux missiles balistiques. Pour dissimuler leurs activités, elles ont eu recours notamment à des intermédiaires étrangers et des réseaux de sociétés écrans et n'ont pas fourni toutes les pièces requises.

70. Le Groupe confirme que l'État Membre, en procédant à la saisie de la cargaison, a agi conformément aux obligations que lui imposent les résolutions, qui interdisent les livraisons d'armes et de matériel connexe dans lesquelles la République populaire démocratique de Corée joue un rôle d'intermédiaire, et le paragraphe 18 de la résolution 1874 (2009), dans lequel le Conseil de sécurité a invité les États Membres à empêcher le transfert de tous actifs susceptibles de contribuer aux activités du pays en rapport avec les missiles balistiques.

## **2. Cargaison de pièces de rechange pour missiles Scud à destination de l'Égypte**

71. En 2013, un État Membre a signalé au Comité qu'il avait intercepté une cargaison en provenance de Beijing et à destination du Caire. Les documents de transport indiquaient que l'expéditeur était une société de la République populaire démocratique de Corée, Ryongsong Trading Co Ltd, et le destinataire une société égyptienne, MODA Authority International Optronic. L'envoi relevait d'un contrat conclu le 15 février 2013 par le destinataire et une autre entreprise, Rungrado Trading Corporation (voir annexe confidentielle 36), qui avait déjà enfreint l'interdiction relative aux articles de luxe appliquée par le Japon (voir S/2012/422, par. 78 et 79).

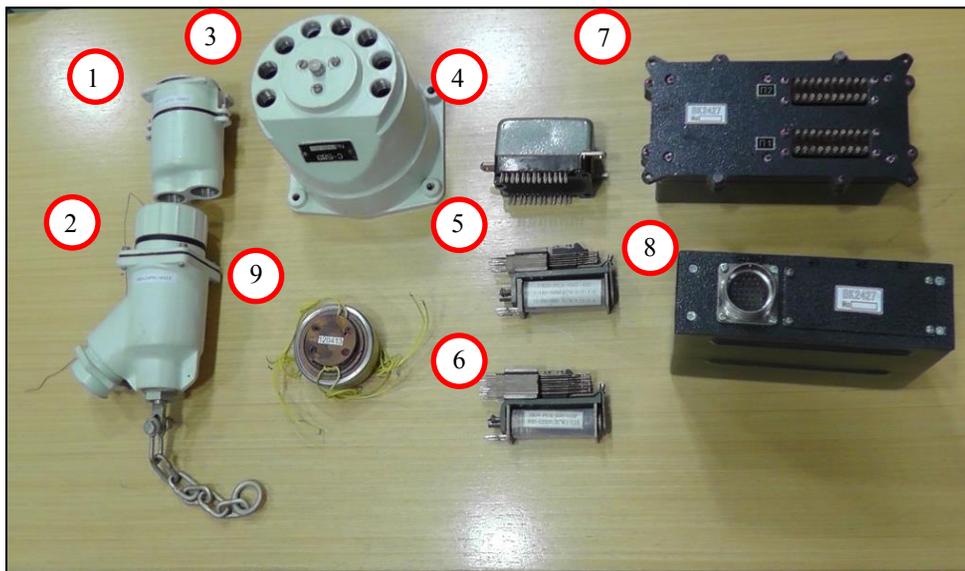
72. Le Groupe d'experts s'est rendu sur place pour inspecter le chargement, a effectué des recherches et a consulté plusieurs experts afin de déterminer à quoi pouvaient servir les différents articles. Il a examiné un système de missile Scud B afin de comparer les caractéristiques techniques des pièces (voir fig. 16).

73. Selon les documents de transport, les marchandises étaient des « pièces de rechange pour machines », notamment des relais, des « bobines », des connecteurs

<sup>46</sup> Sunny a été dissoute en juillet 2013.

et des disjoncteurs (voir annexes confidentielles 37 et 38), destinés à des « navires frigorifiques », des « navires-usine », des « machines de traitement du poisson » et des « vieux navires » (voir annexe confidentielle 39)<sup>47</sup>.

Figure 16  
Échantillon d'articles du chargement



1 à 3 : connecteurs; 4 à 6 : relais; 7 et 8 : disjoncteurs; 9 : commutateur barométrique.

74. Bien qu'aucun de ces articles ne réponde aux critères d'inscription sur la liste des articles interdits (voir S/2014/253), le Groupe d'experts a considéré qu'il s'agissait de pièces de rechange ou d'articles utilisés dans les systèmes de missiles Scud B (voir annexe confidentielle 40). Leur exportation est donc interdite en application des résolutions, en tant qu'armes et matériel connexe.

75. Le Groupe d'experts a conclu des inscriptions en coréen figurant sur deux des articles de la cargaison (voir fig. 17) et sur les timbres du certificat d'inspection (voir annexe confidentielle 41) que les articles avaient été produits en République populaire démocratique du Corée. En outre, le nom de la personne renseignée comme responsable de la liste de colissage est coréen (voir annexe confidentielle 42).

<sup>47</sup> Ces utilisations semblent incompatibles avec le domaine d'activité du destinataire (qui serait actif dans la mise au point, la production et la vente de systèmes électro-optiques et électroniques sophistiqués à usage militaire et commercial). L'Égypte a déclaré qu'on ne trouvait « aucune référence à une société nommée MODA Authority International Optronic Company » dans son registre de sociétés (voir annexe 110).

Figure 17  
**Inscriptions et timbres coréens découverts par le Groupe d'experts**



76. Les marchandises ont été transportées depuis Pyongyang par Air Koryo (voir annexe confidentielle 43). Le tampon de la sécurité de l'aéroport apposé sur l'étiquette de la compagnie aérienne indiquait également que l'inspection avait été faite à Pyongyang.

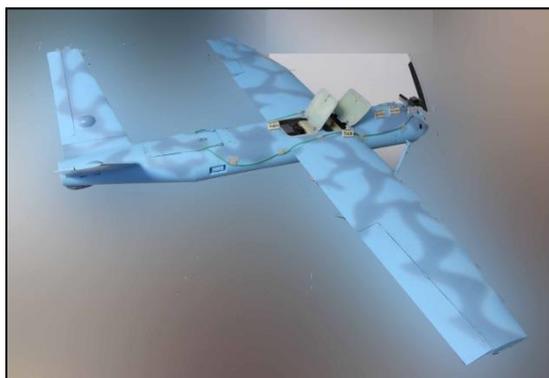
77. Il était indiqué sur la liste de colisage que le fabricant était la société « Machine Electric Factory » (voir annexe confidentielle 42). Le Groupe d'experts a découvert que l'adresse de la société Ryongsong à Beijing était la même que celle de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Beijing (voir annexe confidentielle 44). L'entreprise Rungrado affirme être active dans l'« exportation de produits de la mer » et dans « le transport de marchandises et l'affrètement de ses navires » (voir annexe 45).

### 3. Épaves de drones trouvées en République de Corée

78. Pour ce qui est des épaves de drones, le Groupe d'experts est allé sur place procéder à une inspection et à une investigation (voir fig. 18 et tableau 3) qui lui ont permis d'identifier deux entreprises chinoises proposant des appareils presque identiques (voir S/2015/131, par. 61 à 68)<sup>48</sup>. Une analyse préliminaire de la provenance des composants internes indique qu'au moins un des drones a été acheté à l'étranger. Selon un État Membre, les appareils ont probablement été achetés par l'intermédiaire de sociétés écrans en Chine.

<sup>48</sup> Ces drones ayant une portée inférieure à 300 km, leur transfert n'était pas interdit par l'embargo sur les armes de destruction massive imposé en application de l'alinéa a) ii) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006).

Figure 18  
**Photos des drones prises par le Groupe d'experts durant son inspection**



Île de Baengnyong-do



Paju et Samcheok

Tableau 3  
**Principales caractéristiques des deux types de drones**

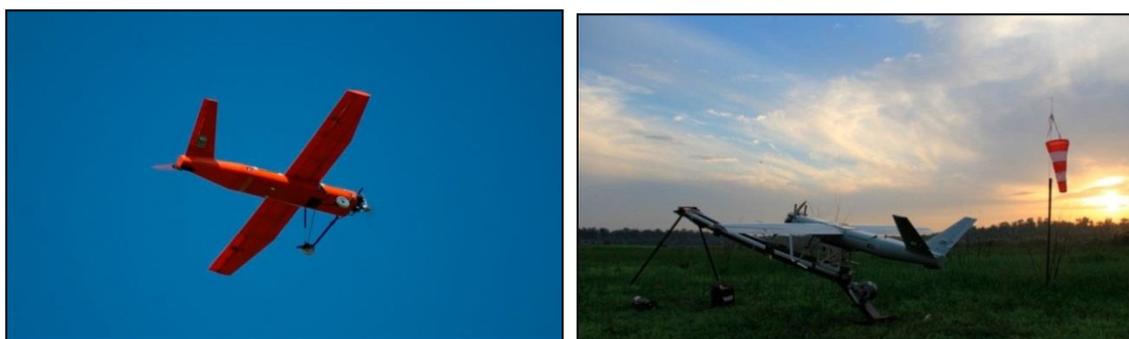
<i>Caractéristiques</i>	<i>Paju et Samcheok</i>	<i>Île de Paengnyong-do</i>
Envergure x longueur (m.)	1,93 x 1,22	2,46 x 1,83
Poids au moment de la découverte (kg)	13	12,7
Moteur	2 temps	4 temps
Carburant et capacité du réservoir (l.)	Nitrométhanol – 4,97	Mélange huile-carburant – 3,4
Décollage et atterrissage	Lanceur/parachute	Lanceur/parachute
Parachute	Cruciforme	Octogonal
Commande de vol	Oui	Oui
Téléguidage à faible distance	Non	Oui
Trajectoire de vol automatique	Oui	Oui
Portée estimée (km)	180-220	250-300

79. Selon un État Membre, la République populaire démocratique de Corée possède environ 300 drones de différents types, notamment des drones de reconnaissance, des drones-cibles et des drones de combat. Le Bureau général de reconnaissance, principale entité de renseignement du pays, participe à l'acquisition, à la production et à l'utilisation de drones de reconnaissance et cherche développer des capacités dans le domaine des drones de combat. Il est donc probable que les drones trouvés, qui ont pris des photos d'installations militaires clés et de la Maison Bleue (palais présidentiel sud-coréen), ont été achetés et utilisés par le Bureau (voir annexe 46 et recommandations 5 et 8).

*Drone trouvé sur l'île de Baengnyong-do**Fabricant*

80. La société Morrowind Aerial Imaging Technology, qui a son siège à Shanghai (Chine), a commercialisé sur son site Web un drone, l'UV10 (voir annexe 47 et fig. 19), qui, selon le Programme d'applications satellitaires opérationnelles de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, présente des similitudes techniques claires avec le drone qui s'est écrasé sur l'île de Paengnyong-do le 31 mars 2014 (voir annexe confidentielle 48). Morrowind n'a pas répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

Figure 19

**Drone UV10 commercialisé par Morrowind**

Source : [www.5ihangpai.com](http://www.5ihangpai.com).

*Provenance des composants*

81. Le Groupe d'experts n'a pas encore reçu de réponse à toutes ses demandes de renseignements mais il a trouvé qui avait acheté le moteur et l'autopilote (voir tableau 4).

Tableau 4

**Principaux composants d'origine étrangère dans le drone trouvé sur l'île de Baengnyong-do**

N°	Article		Pays de fabrication	Parcours de l'article
1	Moteur		République tchèque	Vendu à Maikaifei Engineering & Technology le 25 septembre 2013
2-1	Ordinateur de vol	Carte de commande automatique	Canada	Vendue à RedChina Geosystems le 11 juillet 2011
2-2		Carte d'entrée/sortie	Suisse	Carte d'entrée/sortie
2-3		Récepteur de commande radio	Japon	Pas de numéro de série

N°	Article		Pays de fabrication	Parcours de l'article
3	Servomoteur et actuateur		République de Corée ou Chine	Probablement fabriqués le 28 août 2013 et le 11 septembre 2013
4	Antennes GPS		États-Unis	Fabriquées le 8 juin 2007
5-1	Ordinateur de missions	Carte de l'unité centrale	Chine	Le fabricant n'a pas encore répondu
5-2		Carte d'entrée/sortie	Suisse	Vendue à un intermédiaire à Taipei le 4 juin 2013
6	Appareil photo		Japon	Vendu à un distributeur en Chine le 18 octobre 2013
7	Batterie		Chine	Le fabricant n'a pas encore répondu

82. Le moteur a finalement été acheté par une société basée à Beijing, Microfly Engineering & Technology, à l'issue d'un processus entaché de plusieurs irrégularités<sup>49</sup>. Il avait initialement été acheté par une autre société, Maikaifei Engineering & Technology (Hong Kong) Co. Ltd, qui n'est pas légalement enregistrée à Hong Kong (voir annexes 50 et 51). Le lien entre Microfly et Maikaifei est M. E. Chengwen, qui a facilité la transaction en tant qu'« ingénieur en chef » de Maikaifei (voir annexe 52) et figure également parmi les membres du conseil d'administration de Microfly (voir annexe 53). Les noms Microfly et Maikaifei s'écrivent de la même façon en chinois : 迈凯飞. Une fois la commande effectuée par l'entremise de M. Chengwen, le moteur a été livré à une troisième société, basée à Beijing, avec lequel Microfly a un accord l'autorisant à jouer le rôle d'agent d'importation (voir annexe 54)<sup>50</sup>. L'accord prévoyait que le paiement serait fait par ce destinataire mais il a été versé du compte bancaire personnel de M. Xue Qiang (voir annexe 55), représentant de Microfly (voir annexe 53).

83. L'autopilote a été acheté par RedChina Geosystems en juillet 2011. Il faisait partie d'une commande de 10 autopilotes (voir annexe 56) également négociée par M. E. Chengwen sous le nom de Chengwen Able (voir annexe 52)<sup>51</sup>. La déclaration d'utilisateur final fournie par RedChina Geosystems a été falsifiée, indiquant que les autopilotes « ne seraient utilisés que par les utilisateurs finals » et « ne seraient pas détournés vers une autre destination, transbordés ni réexportés » (voir annexe

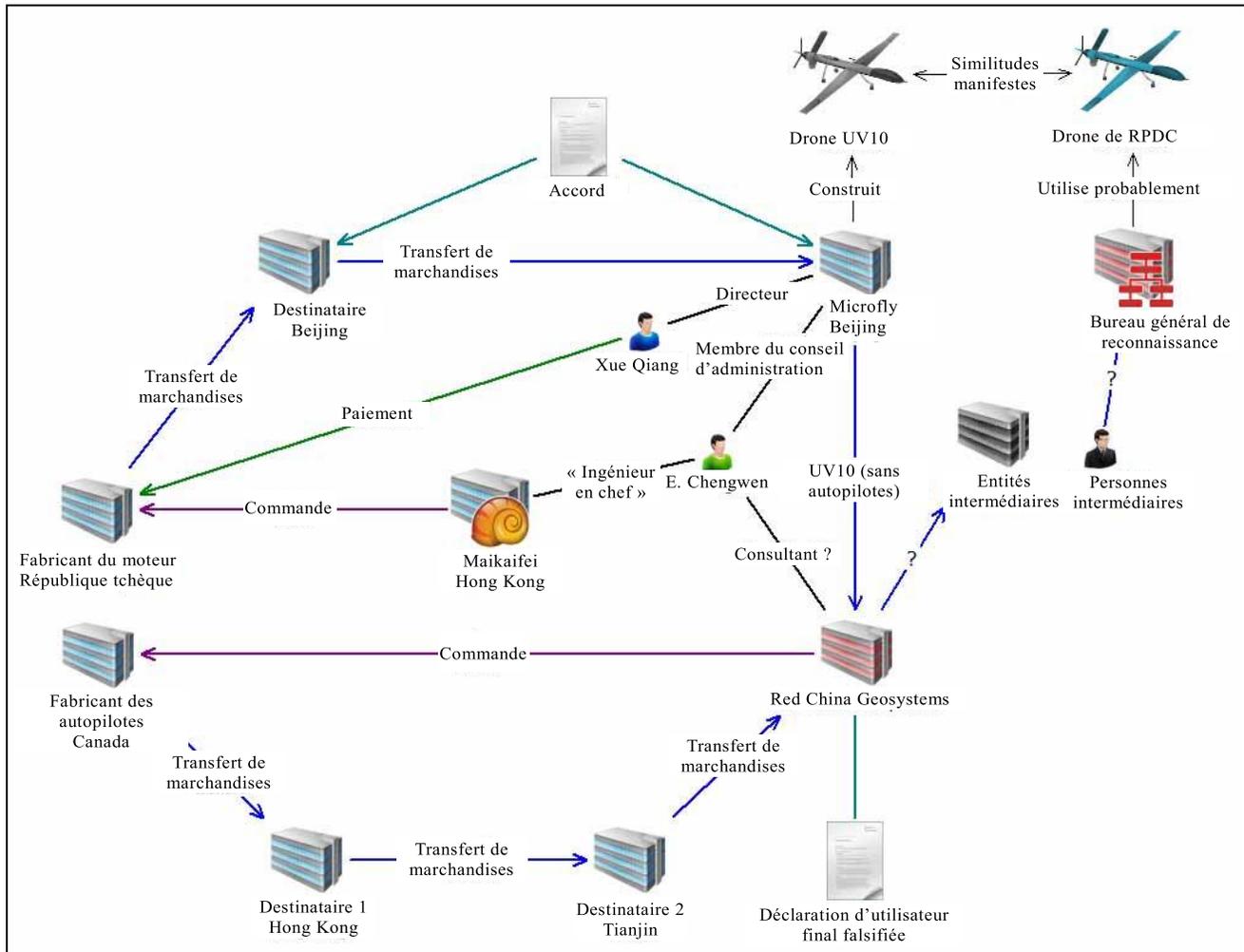
<sup>49</sup> Sur son site Web, Microfly commercialise des drones et indique qu'elle se consacre à la conception, à la mise au point, à la mise à l'essai et à la fabrication de produits liés à l'aviation (voir annexe 49).

<sup>50</sup> L'accord fait référence à un contrat (2013HXI/110SP/C) qui aurait été conclu entre le destinataire et le fabricant du moteur, mais qui, selon ce dernier, n'existe pas. Le fabricant du moteur a déclaré au Groupe d'experts n'avoir jamais été payé par le destinataire, ce qui donne à penser que celui-ci pourrait avoir été utilisé pour un seul envoi. Cela expliquerait pourquoi l'accord a été signé plusieurs jours après le paiement des moteurs et avant l'expédition du matériel.

<sup>51</sup> Les autopilotes ont d'abord été envoyés à un destinataire à Hong Kong, puis à un autre à Tianjin (Chine), avant d'être envoyés à RedChina Geosystems.

57)<sup>52</sup>, et que les articles seraient utilisés dans des drones à propulsion électrique lancés à la main, conçus pour la cartographie, et aux caractéristiques complètement différentes de celles de l’UV10 (voir fig. 20).

Figure 20  
**Parcours du moteur et de l’autopilote du drone trouvé sur l’île de Baengnyong-do**



84. La société Microfly a déclaré avoir elle-même conçu et fabriqué l’UV10 et avoir mis fin à la production de ce modèle après la publication d’« articles négatifs selon lesquels il y aurait des drones ressemblant fortement à l’UV10 en dehors de la Chine ». Elle a également dit que le modèle n’avait été vendu qu’à des « acheteurs chinois » et jamais à des « clients du secteur militaire ». Elle a nié tout lien avec Morrowind, qu’elle soupçonne d’avoir copié ses drones. Elle a déclaré avoir vendu l’UV10 à RedChina Geosystems mais a refusé de donner les noms d’autres acheteurs (voir annexe 58). Elle a déclaré en outre que RedChina Geosystems avait demandé expressément que l’UV10 soit équipé des autopilotes qu’elle avait achetés

<sup>52</sup> L’autopilote est soumis au contrôle des exportations canadien (voir S/2015/131, par. 66).

en juillet 2011, affirmant que RedChina Geosystems pourrait avoir agi en toute connaissance de cause.

#### *Drones trouvés à Paju et Samcheok*

##### *Fabricant*

85. La société China Trancomm Technologies, de Beijing, commercialise sur son site Web les drones SKY-09P et SKY-09H (voir fig. 21 et annexe 59) qui, selon le Programme d'applications satellitaires opérationnelles, présentent des similitudes techniques claires avec les drones qui se sont écrasés à Paju et Samcheok (voir annexe confidentielle 60). La société n'a pas répondu aux demandes de renseignements du Groupe d'experts.

Figure 21

#### **Drones SKY-09P et SKY-09H commercialisés par Trancomm**



Source : [www.trancomm.com.cn](http://www.trancomm.com.cn)

##### *Provenance des composants*

86. Tous les composants des drones trouvés à Paju et Samcheok, notamment les gyroscopes, sont faciles à se procurer et aucun ne figure sur la liste des articles interdits. Le Groupe d'experts attend des réponses à ses demandes de renseignements pour certains articles (voir tableau 5).

Tableau 5

#### **Principaux composants d'origine étrangère dans les drones trouvés à Paju et Samcheok**

<i>N°</i>	<i>Article</i>	<i>Pays de fabrication</i>	<i>Parcours de l'article</i>
1	Moteur et silencieux	Japon	Pas de numéro de série
2	Pompe carburant	États-Unis	Pas de numéro de série
3	Ordinateur de vol/carte de l'unité centrale	Chine	Le fabricant n'a pas encore répondu
4	Carte gyroscopique	Japon	Numéro de série incorrect

<i>N°</i>	<i>Article</i>	<i>Pays de fabrication</i>	<i>Parcours de l'article</i>
5	Récepteur GPS	Suisse	Probablement expédié le 1 <sup>er</sup> septembre 2011
6	Servomoteur	Japon	Probablement fabriqué entre avril 2008 et mars 2013
7	Émetteur-récepteur radioélectrique	États-Unis	Vendu à un intermédiaire chinois le 31 août 2011
8	Appareil photo	Japon	Vendu à un distributeur le 19 septembre 2011
9	Parachute	Chine	Probablement fabriqué en octobre 2011; le fabricant n'a pas encore répondu.

#### **4. Tentative d'achat de capteur optique à usage militaire au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**

87. En février 2015, le Royaume-Uni a informé le Groupe d'experts que la République populaire démocratique de Corée tentait d'acheter à un fabricant britannique des « biens frappés de sanctions », notamment du matériel optique miniaturisé pouvant être utilisé dans des drones (voir annexe 61).

88. Selon les autorités douanières du Royaume-Uni, la société à l'origine de cette tentative a eu recours à des intermédiaires basés en Chine continentale et enregistrés à Hong Kong, qui auraient réexpédié le matériel vers la République populaire démocratique de Corée. La société a été décrite comme « une entreprise de logistique militaire spécialisée dans l'achat de pièces pour engins sans pilote aériens et sous-marins ».

89. Il ressort de la correspondance et la demande de licence d'exportation que la personne qui a tenté d'acheter ce matériel était Richard Wang (Dewen Wang en chinois), directeur de HK Conie Technology, société enregistrée initialement aux Îles Vierges britanniques, puis à Hong Kong en 2014.

90. M. Wang a utilisé le nom d'une importante société chinoise pour falsifier la demande de licence d'exportation et la déclaration d'utilisateur final. Le Groupe d'experts a établi l'existence d'une relation commerciale entre HK Conie et la société Korean Pioneer Technology Company Ltd, qui aurait utilisé le nom Korea 21 Trading Company (voir annexes 62 et 63).

91. Le Groupe d'experts conclut que des personnes ont tenté d'acquérir du matériel à usage militaire pour le compte de la République populaire démocratique de Corée et poursuit son investigation.

#### **5. Tentative de transfert de lunettes de vision nocturne à usage militaire depuis les États-Unis**

92. Le Groupe d'experts a enquêté sur des faits concernant un ressortissant de la République populaire démocratique de Corée, Kim Song Il (né le 23 septembre 1973), qui a acheté et tenté de transférer des armes et du matériel connexe. En

juillet 2015, cet homme a été arrêté aux États-Unis après avoir acheté six paires de lunettes de vision nocturne à usage militaire et tenté de les exporter en Chine, en violation de la loi américaine<sup>53</sup>. Il a plaidé coupable des faits reprochés. Un homme portant le même nom, ayant le même pays de résidence et utilisant aussi la nationalité cambodgienne est inscrit au registre du commerce à Hong Kong en tant que directeur de Greenpine International Co Ltd et de Rich Lead Trading.

93. Étant donné que des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée ont déjà tenté d'utiliser des passeports étrangers (voir S/2013/337, par. 132), le Groupe d'experts exhorte les États Membres à se montrer vigilants lorsqu'ils traitent de telles demandes de passeport.

#### **6. Coopération possible avec l'Érythrée en matière d'armement<sup>54</sup>**

94. Le Groupe d'experts a fait rapport sur l'enquête qu'il a ouverte au sujet d'une coopération présumée en matière d'armement avec l'Érythrée après la publication d'un rapport où le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée faisait état d'un « soutien militaire et technique » apporté au Département érythréen des garages du Gouvernement par Green Pine Associated Corporation, désignée le 2 mai 2012 (voir S/2013/440, par. 92). Le Groupe d'experts a établi l'existence de liens militaires entre Green Pine et le Département. Il a obtenu une lettre officielle datée du 19 mars 2010 où le Président de Green Pine, M. Ri Hak Chol, invitait le chef du Département à visiter Green Pine à Pyongyang, espérant que le séjour d'une semaine « marquerait le début d'une coopération substantielle entre les deux parties ».

95. Le Groupe d'experts a également découvert que Green Pine utilisait un nouveau nom : Green Pine Association (voir annexe 66). Selon des informations fournies par un État Membre, M. Kim Kwang Rim a été envoyé en Érythrée en avril 2011 comme représentant de Green Pine. Dans sa réponse aux demandes de renseignements du Groupe d'experts (voir annexe 67), l'Érythrée a déclaré qu'elle n'entretenait de relations avec aucune personne ou entité en violation des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) (voir annexe 68 et recommandation 4 b) au Comité).

#### **7. Véhicules militaires exhibés au défilé militaire du 10 octobre 2015**

96. Le Groupe d'experts a enquêté sur certains des véhicules qui transportaient du personnel, des armes et des missiles balistiques lors du défilé militaire du 10 octobre 2015.

<sup>53</sup> Cour de district des États-Unis, district de l'Utah, *United States of America vs. Kim Song Il*.

<sup>54</sup> Voir S/2014/147, par. 94-97 et S/2015/131, par. 89.

Figure 22  
Camions lance-roquettes



Source : Oleg Kiriyanov

97. Les véhicules transportant des roquettes d'artillerie guidées de 300 mm testées en 2014 et 2015 (et atteignant finalement une portée de 200 km, voir tableau 1) ont été présentés au public pour la première fois en octobre 2015 (voir fig. 22)<sup>55</sup>.

98. Les camions à trois essieux étaient presque identiques à une série de camions fabriqués par une société chinoise. De plus, le Programme d'applications satellitaires opérationnelles de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche a constaté de nombreuses caractéristiques communes aux deux types de camion. Il a en outre confirmé qu'un logo de la société chinoise était partiellement visible (voir annexe confidentielle 69).

99. Dans une réponse au Groupe d'experts, la Chine a déclaré que la société avait « inclus une clause selon laquelle l'acheteur s'engageait à veiller à ce que le lot de camions exportés en République populaire démocratique de Corée ne soient utilisés qu'à des fins civiles et à se conformer aux dispositions de la législation chinoise et des résolutions des Nations Unies » et que « dans le contrat de vente entre le vendeur chinois et l'acheteur en République populaire démocratique de Corée, il était également convenu que l'acheteur n'utiliserait le camion exporté qu'en zone forestière et pour le transport du bois ».

100. Cette affaire rappelle celle où une entité contrôlée par le Ministère des forêts avait acheté à l'étranger des véhicules qui avaient ensuite été transformés en transporteurs-érecteurs-lanceurs de missiles balistiques (voir S/2013/337, par. 52 à 58). Le Groupe d'experts réitère la recommandation qu'il a faite en 2013 et demande à nouveau aux États Membres de faire preuve d'une vigilance accrue concernant les exportations vers la République populaire démocratique de Corée de

<sup>55</sup> Voir : « Kim Jong Un guides test-fire of newly developed ultra-precision tactical guided missiles », KCNA, 27 juin 2014, disponible à l'adresse [www.kcna.kp](http://www.kcna.kp) (consultée le 27 juin 2014); et « N. Korea's conservative display contrasts with past WPK celebration », NK News, 10 octobre 2015, disponible à l'adresse [www.nknews.org/2015/10/analysis-of-new-updated-equipment-in-october-10-parade/](http://www.nknews.org/2015/10/analysis-of-new-updated-equipment-in-october-10-parade/).

camions commerciaux qui pourraient être convertis en véhicules militaires ou en armement et matériel connexe (voir recommandation 10 et S/2013/337, par. 58).

## 8. Construction d'une usine de munitions en Namibie

101. La société KOMID aurait mené des activités commerciales en Namibie au moins jusqu'au début de l'année 2015, construisant notamment une usine de munitions à Leopard Valley, dans la région de Windhoek, en coopération avec des sociétés de Mansudae Overseas Project Group ou en utilisant son nom<sup>56</sup>.

102. La Namibie a informé le Groupe d'experts qu'elle avait conclu avec la République populaire démocratique de Corée, avant 2005, des contrats concernant des armes et du matériel connexe. L'un d'eux portait sur la construction de l'usine de munitions de Windhoek de 2002 à 2005, en collaboration avec une filiale de Mansudae. La Namibie a également confirmé qu'elle avait bénéficié de formations et d'une assistance technique en matière d'armes, ajoutant cependant que compte tenu des sanctions imposées par l'ONU, les experts concernés étaient retournés en République populaire démocratique de Corée.

103. La Namibie a confirmé que Mansudae avait participé à plusieurs projets de construction militaires, notamment la construction de l'école militaire et celle du siège du Ministère de la défense, encore en cours. Elle a nié avoir connaissance de liens entre Mansudae et KOMID (voir annexe 70).

104. Cependant, des images-satellite montrent que les travaux à la base militaire de Leopard Valley étaient toujours en cours en septembre 2014 (voir annexe 71). La brochure de la société Mansudae évoquait également le contrat conclu en 2010 avec le Ministère de la défense pour la construction d'installations à Leopard Valley (voir annexe 70).

105. Le Groupe d'experts a confirmé qu'en août 2015, des ouvriers de la République populaire démocratique de Corée faisaient des travaux sur une autre base militaire, à Suider Hof (voir fig. 23). Au moment où nous rédigeons ce rapport, la Namibie n'a pas encore indiqué quelle serait la finalité de l'installation en cours de construction.

106. La construction d'une usine de munitions ou d'installations militaires connexes, considérée comme assistance ou services relatifs à la fourniture, à la fabrication ou à la maintenance d'armes et de matériel connexe, est interdite par les résolutions applicables.

---

<sup>56</sup> Voir Département du trésor des États-Unis, « Issuance of new North-Korea-related Executive Order; North Korea Designation », communiqué de presse, 2 janvier 2015, disponible sur : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20150102.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20150102.aspx); « Namibia, expatriate sanctioned Democratic People's Republic of Korea individuals », Radio Free Asia, 8 janvier 2015; « Namibië skend VN-resolusies », *Republikein*, 8 janvier 2015, disponible sur : [www.republikein.com.na/internasionaal/namibi-skend-vn-resolusies.236209](http://www.republikein.com.na/internasionaal/namibi-skend-vn-resolusies.236209).

Figure 23  
**Travaux à la base militaire de Suider Hof**

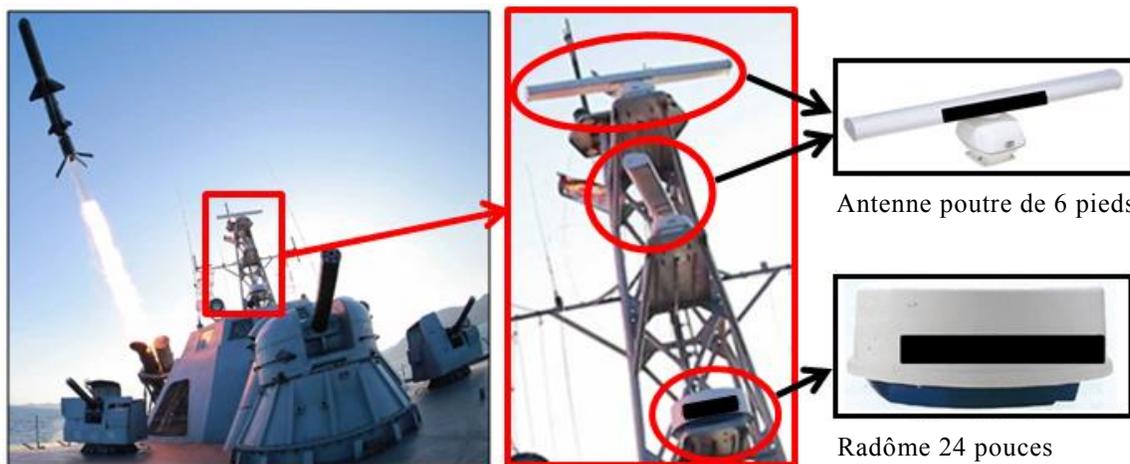


#### 9. Transformation de systèmes radar commerciaux de fabrication japonaise pour utilisation sur des navires

107. La République populaire démocratique de Corée a acheté et adapté des antennes radar commerciales pour ses navires, dont trois ont été vus lors d'essais de tir de missiles antinavires annoncés le 7 février 2015 (voir fig. 24)<sup>57</sup>. Selon le fabricant japonais, aucune vente à la République populaire démocratique de Corée n'a été enregistrée après le 12 juin 2009. Le Groupe d'experts note que des éléments tels qu'écrans, boussoles et capteurs atmosphériques peuvent facilement être intégrés au moyen d'interfaces standard. Les systèmes aperçus sur les bateaux lance-missiles sont des produits standard très répandus sur les marchés mondiaux des articles de pêche et de navigation de plaisance et on ne saurait déterminer leur provenance sans numéro de série. Au vu de cette violation de l'embargo sur les armes, le Groupe d'experts recommande que les États Membres fassent preuve de vigilance concernant les exportations d'appareils électroniques de navigation (radars, sonars, boussoles et appareils similaires) [voir recommandation 10 c)].

<sup>57</sup> Voir : « Kim Jong-Un watches newly developed anti-ship rocket test-firing », *Rodong Sinmun*, 7 février 2015, disponible sur : [http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01\\_02\\_01&newsID=2015-02-07-0015](http://www.rodong.rep.kp/en/index.php?strPageID=SF01_02_01&newsID=2015-02-07-0015).

Figure 24

**Antennes radar commerciales adaptées à des navires de la force navale**

Source : Rodong Sinmun.

Source : fabricant.

**10. Pièces de rechange et équipement pour sous-marins et navires militaires, achetés par Green Pine en Autriche et livrés en Angola et au Viet Nam**

108. Le Groupe d'experts a enquêté sur deux incidents impliquant Green Pine (voir S/2012/287) : deux livraisons, en juillet 2011, d'articles destinés à des patrouilleurs militaires en Angola et l'envoi par avion, en février 2011, de pièces pour sous-marins inspectée à Taipei (voir annexe 1 et S/2015/131, par. 81-83). Ces marchandises ont été envoyées de Vienne par un ressortissant autrichien, Josef Schwartz, par l'intermédiaire de sa société, Schwartz Motorbootservice & Handel GmbH. L'intéressé a fait affaire avec la République populaire démocratique de Corée à plusieurs reprises par le passé, commettant notamment des violations et des tentatives de violations de l'interdiction relative aux produits de luxe<sup>58</sup>. Le Groupe d'experts a confirmé qu'il avait aidé Green Pine à contourner l'embargo sur les armes.

**11. Commerce d'armes et de munitions enregistrées dans la Base de données statistiques sur le commerce des marchandises**

109. Utilisant la Base de données statistiques sur le commerce des marchandises, le Groupe d'experts a confirmé qu'il y avait eu des cas de non-respect de l'obligation de notifier à l'avance toute exportation d'armes légères et de petit calibre visée au chapitre 93 des codes du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. Quelle que soit l'utilisation qui en est faite, ces articles sont des armes légères et de petit calibre tant qu'ils correspondent à la définition donnée dans les normes internationales sur le contrôle des armes légères du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères de juin 2015 (voir annexe 72)<sup>59</sup>.

<sup>58</sup> Il a notamment exporté, en 2007 et 2008, des véhicules de luxe depuis l'Autriche et, en 2009, tenté d'exporter des yachts de luxe depuis l'Italie. Voir S/2012/422, par. 84 et 85 et le Règlement d'exécution (UE) n° 1355/2011 de la Commission.

<sup>59</sup> Disponible sur : <http://smallarmsstandards.org/isacs/0120-fr.pdf>.

110. Il est demandé aux États Membres de faire preuve de vigilance en ce qui concerne l'exportation d'armes légères et de petit calibre vers la République populaire démocratique de Corée et de respecter l'obligation de notifier au Comité, au moins cinq jours à l'avance, la vente, la fourniture ou le transfert de tels articles, conformément au paragraphe 10 de la résolution 1874 (2009).

## **C. Formation, conseils, services et assistance techniques**

111. La République populaire démocratique de Corée continue de fournir des formations et une assistance techniques en violation des résolutions, en tirant partie des relations militaires qu'elle entretient de longue date avec certains pays lesquels ont souvent une connaissance imparfaite des résolutions (voir S/2015/131, par. 90-91). Le pays se livre à ces activités interdites pour des raisons essentiellement financières, mais elles s'inscrivent également dans la logique de ses ambitions diplomatiques et internationales.

### **1. Coopération policière et militaire avec l'Ouganda**

112. Le Groupe d'experts a enquêté sur des informations selon lesquelles la République populaire démocratique de Corée organiserait des sessions de formation destinées aux agents de la police ougandaise. L'Ouganda a confirmé que 45 ressortissants de la République populaire démocratique de Corée, dont 19 instructeurs de la police paramilitaire, avaient effectivement dispensé ce type d'entraînement sur son territoire, et que ces activités se poursuivaient en décembre 2015. L'Ouganda a déclaré que compte tenu de son interprétation des résolutions, la nature de ces activités conjointes de formation ne constituait pas une violation des résolutions (voir annexe 73).

113. En 2015, le Groupe d'experts a demandé à l'Ouganda des précisions concernant des informations communiquées par les médias, selon lesquelles 400 agents de police avaient été formés depuis le 18 avril 2015 par des instructeurs venus de République populaire démocratique de Corée à l'Oliver Tambo Leadership Institute et à l'Uganda Junior Command and Staff College. Le Groupe d'experts a également noté que d'après la page Facebook de la police ougandaise, le Président ougandais avait félicité l'équipe nord-coréenne venue prêter main forte aux instructeurs des forces de police au cours de la formation.

114. Ces sessions de formation constituent une violation du paragraphe 9 de la résolution 1874 (2009). Le Groupe d'experts a noté que les conseillers militaires et les formateurs venus de République populaire démocratique de Corée portaient des uniformes de l'armée de l'air ougandaise et arboraient des badges représentant leurs dirigeants (voir fig. 25).

Figure 25  
**Conseillers militaires et formateurs à la base aérienne de Nakasongola,  
 avril 2014**



## 2. Coopération avec le Viet Nam en matière de formation des forces de police

115. L'Académie populaire de police du Viet Nam a signalé en mars 2013 que des experts venus de République populaire démocratique de Corée dispensaient, depuis 2012, des sessions de formation aux techniques militaires aux forces de police vietnamiennes dans le cadre d'un programme de coopération bilatérale entre les ministères de la sécurité publique des deux pays (voir fig. 26)<sup>60</sup>. Elle a également précisé que des exercices à balles réelles avec des revolvers Mauser K50 et des fusils d'assaut de type AK-47 avaient notamment été effectués lors de cet entraînement militaire.

<sup>60</sup> Voir Académie populaire de police du Viet Nam, « North Korean experts train Vietnamese police », 23 mars 2013, disponible (en anglais) à l'adresse suivante : <http://ppa.edu.vn/en/Training/International-Cooperation/167/3241/North-Korean-experts-train-Vietnamese-police.aspx>.

Figure 26  
**Images de policiers vietnamiens formés par des experts de la République populaire démocratique de Corée**



Source : Tre Tuoi News.

116. Le Groupe d'experts souligne que les activités de formation ou d'assistance technique relatives à la fourniture, l'entretien ou l'utilisation de *tout* armement et matériel connexe sont interdites en application des résolutions pertinentes, sans condition. Toutefois, certains États Membres considèrent que ces sanctions *ne s'appliquent qu'aux armes et au matériel connexe achetés à la République populaire démocratique de Corée*. À cet égard, le Groupe d'experts note que le Conseil de sécurité a déjà réaffirmé qu'elles s'appliquaient à l'ensemble des armes et du matériel connexe (voir annexe 75). En outre, une telle interprétation des sanctions autoriserait la République populaire démocratique de Corée à dispenser et à recevoir une formation et une assistance techniques concernant l'entretien ou l'utilisation de matériel lié à l'arme nucléaire ou aux missiles balistiques acheté à d'autres États Membres, ce qui est contraire aux objectifs des mesures de sanction (voir recommandation 3).

117. Le Groupe d'experts conclut que les activités de formation menées au Viet Nam constituent une violation du paragraphe 9 de la résolution 1874 (2009), dont les dispositions sont réaffirmées au paragraphe 7 de la résolution 2094 (2013).

## **D. Application de l'interdiction relative aux articles de luxe**

### **1. Limousines blindées observées lors de défilés militaires à Pyongyang entre 2012 et 2014**

118. Le Groupe d'experts a déjà rendu compte des quatre Mercedes-Benz S-600 transformées en limousines, vues lors de défilés militaires organisés à Pyongyang les 15 avril 2012, 2013 et 2014 et en octobre 2015 (voir fig. 27). Le transfert à Pyongyang de ces véhicules pourrait constituer une violation de l'alinéa a) iii) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006).

Figure 27

**Berlines Mercedes-Benz S-600 transformées en limousines, vues lors de défilés militaires à Pyongyang le 15 avril 2012 (à droite) et le 10 octobre 2015 (à gauche)**



Source : Oleg Kiriyarov (photo de gauche) et Agence centrale de presse coréenne (photo de droite)

119. Le Groupe a retracé le chemin des véhicules de luxe, qui ont de nouveau été observés lors d'un défilé militaire en octobre 2015. Fabriqués en Europe, ils ont été transformés en limousines blindées aux États-Unis et sont ensuite passés entre les mains d'un intermédiaire chinois (voir annexe 76, S/2015/131, par. 97 et 98 et S/2012/422, par.86).

120. L'opération a été organisée et financée par un homme d'affaires chinois, M. Yunong Ma (également connu sous le nom de George Ma), dont la société Seajet internationale a également servi d'intermédiaire pour Air Koryo à l'étranger (voir S/2013/337, par. 97). Elle a précédemment participé à un transport aérien illicite d'armes et de matériel connexe en provenance de la République populaire démocratique de Corée (voir annexes 77 à 80).

121. Seajet a demandé à une société américaine de désigner comme consignataire de la marchandise, la Liaoning Danxing International Forwarding Co., une importante société chinoise de logistique, qui se décrit elle-même, sur son site Web, comme une société de transport nord-coréenne<sup>61</sup>, la première à avoir établi une ligne régulière de transport maritime de conteneurs entre le port chinois de Dalian et Nampo en République populaire démocratique de Corée. La société Liaoning Danxing n'a pas répondu aux demandes d'informations du Groupe d'experts (voir annexes 77 à 85), lequel poursuit son enquête.

## 2. Autres affaires concernant l'interdiction relative aux articles de luxe

122. Le Groupe d'experts a enquêté sur d'éventuelles violations de l'interdiction relative aux articles de luxe, sur la base des statistiques du commerce établies par les États Membres dans le cadre de la résolution 2094 (2013). Des exportations d'articles de luxe vers la République populaire démocratique de Corée ont été

<sup>61</sup> Voir « One work day of DPRK shipping agency » disponible (en chinois et en anglais) à l'adresse suivante : [www.danxing.cn/En/ChaoXianChuanDaiGonGZuoZheDeYiGeGonGZuoRi-8.html](http://www.danxing.cn/En/ChaoXianChuanDaiGonGZuoZheDeYiGeGonGZuoRi-8.html).

recensées depuis au moins huit pays<sup>62</sup>. Le Groupe d'experts a envoyé des demandes de renseignements et a reçu des informations corroborant les faits.

*Métaux précieux (or)*

123. Le Groupe d'experts a enquêté sur deux cargaisons d'or qui auraient été expédiées en République populaire démocratique de Corée depuis Israël en 2013. Israël a fait savoir au Groupe d'experts que 7 kg d'or avaient été expédiés, pour une valeur de 346 726 dollars. Le pays a en outre signalé que le 9 décembre 2015 son Parlement avait entériné une ordonnance sur le contrôle des exportations illicites vers la République populaire démocratique de Corée, appliquant par-là même les résolutions relatives à l'exportation d'articles de luxe et inscrivant l'or sur la liste des matières interdites.

124. Le Groupe d'experts enquête également sur deux cargaisons de lingots d'or qui auraient été expédiées du Ghana en République populaire démocratique de Corée en 2013.

*Bijoux et pierres précieuses ou semi-précieuses*

125. En ce qui concerne les bijoux vendus au Brésil à des ressortissants non résidents de la République populaire démocratique de Corée en 2013 et 2014, le Brésil a affirmé que les ventes avaient probablement eu lieu dans des boutiques hors taxe d'aéroports.

126. En 2014, l'Inde a exporté des pierres et métaux précieux d'une valeur de 1 913 677 dollars vers la République populaire démocratique de Corée, soit une augmentation par rapport à la valeur exportée en 2013, estimée à 103 107 dollars<sup>63</sup>. D'après l'Inde, de 98,6 % des marchandises exportées en 2014 étaient des déchets d'anodes de cuivre, qui ne sont pas considérés comme des articles de luxe.

127. La Thaïlande a fait savoir au Groupe d'experts qu'entre septembre 2013 et février 2014, elle avait exporté vers la République populaire démocratique de Corée des bijoux en argent et cinq véhicules, d'une valeur de 10 984 dollars pour les premiers et de 262 908 dollars pour les seconds. La Thaïlande a promulgué une notification dans le cadre de sa législation sur l'exportation et l'importation de biens dans laquelle il est explicitement fait référence au respect des obligations découlant des résolutions 1718 (2006) et 2094 (2013)<sup>64</sup>.

128. Le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de corroborer les informations reçues concernant d'éventuelles exportations d'articles de luxe par le Danemark, l'Éthiopie et les Philippines en 2013 et 2014.

<sup>62</sup> Pour recenser les éventuelles exportations d'articles de luxe, le Groupe d'experts s'est appuyé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, et plus précisément sur le code 71 « Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie; monnaies » et le code 87 « Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires ».

<sup>63</sup> Les pierres précieuses et semi-précieuses (sauf diamants) ont été les produits les plus exportés en 2013, pour une valeur d'environ 80 000 dollars. En 2014, les exportations de cette catégorie atteignaient 20 000 dollars. En avril 2013, les exportations de diamants s'élevaient à 7 276 dollars.

<sup>64</sup> Les dispositions prises par la Thaïlande concernant l'exportation d'articles de luxe figure dans une notification publiée par le Ministère du Commerce en 2014.

129. Il ressort des enquêtes menées par le Groupe que certaines des exportations signalées par les États Membres constituent des violations de l'interdiction relative aux articles de luxe. Le Groupe d'experts note que les articles énumérés au paragraphe 1 de l'annexe IV de la résolution 2094 (2013) correspondent à ceux regroupés sous le code 71 de la nomenclature du Système harmonisé. C'est pourquoi les États Membres devraient faire preuve de vigilance en ce qui concerne les articles exportés sous ce code.

## VII. Régime des interdictions : interdictions touchant la flotte maritime

130. Le nombre des navires immatriculés en République populaire démocratique de Corée associés à la Ocean Maritime Management Company, Limited (OMM) diminue à mesure qu'ils sont démantelés (voir tableau 6). Le pays a ordonné le démantèlement d'au moins deux navires. De l'avis du Groupe, les transactions relevant du démantèlement de ces navires constituent également un contournement des sanctions financières.

131. En plus des 14 navires en activité associés à OMM et recensés en 2015, le Groupe d'experts a également établi que le *Hoe Ryong* naviguait pour le compte d'OMM avant l'inscription de la société sur la Liste relative aux sanctions et qu'il a continué de le faire depuis. Au total, 9 des 15 navires seraient toujours en service et 14 ont été à nouveau immatriculés<sup>65</sup>.

Tableau 6  
Statut des navires d'OMM

<i>Nom actuel</i>	<i>Numéro d'immatriculation attribué par l'OMI :</i>	<i>Ancien nom</i>	<i>Statut</i>
<i>Chol Ryong</i>	8606173	<i>Ryong Gun Bong</i>	En service
<i>Hu Chang</i>	8330815	<i>O Un Chong Nyon Ho</i>	En service
<i>Hui Chon</i>	8405270	<i>Hwang Gum San 2</i>	En service
<i>Kan Gye</i>	8829593	<i>Pi Ryu Gang</i>	En service
<i>O Rang</i>	8829555	<i>Po Thong Gang</i>	En service
<i>Song Jin</i>	8133530	<i>Jang Ja San Chong Nyon Ho</i>	En service
<i>Tan Chon</i>	7640378	<i>Ryong Gang 2</i>	En service
<i>Tong Hung San</i>	7937317	<i>Chong Chon Gang</i>	En service
<i>Hoe Ryong</i>	9041552	<i>Wang Jae San 2</i>	En service (désormais compté dans la flotte d'OMM)
<i>Mu Du Bong</i>	8328197		Immobilisé par le Mexique en juillet 2014

<sup>65</sup> Au cours des 10 dernières années, OMM a possédé ou exploité au moins 35 navires (voir S/2015/131, par. 131).

<i>Nom actuel</i>	<i>Numéro d'immatriculation attribué par l'OMI :</i>	<i>Ancien nom</i>	<i>Statut</i>
<i>Myong San 1</i>	7632955	<i>Pho Thae</i>	Démantelé le 22 août 2014
<i>Tae Ryong Gang</i>	8132835	<i>Ap Rok Gang</i>	Démantelé le 24 mars 2015
<i>Ji Hye San</i>	8018900	<i>Hyok Sin 2</i>	Inactif, potentiellement destiné à la casse
<i>Se Pho</i>	8819017	<i>Rak Won 2</i>	Inactif, potentiellement destiné à la casse
<i>Ryong Rim</i>	8018912	<i>Jon Jin 2</i>	Situation incertaine, mais considéré comme en service <sup>a</sup>

<sup>a</sup> Le signal émis par ce navire au système d'identification automatique contient des données qui concernent d'autres navires.

132. Jusqu'au mois d'octobre 2014, le *Hoe Ryong* s'appelait le *Wang Jae San 2*. En août 2014, les autorités du contrôle par l'État du port ont enregistré le navire comme étant exploité par OMM (voir annexe 86). Il a été rebaptisé et immatriculé de nouveau, passant de la *Korea Wangjaesan Shipping Co* à la *Hoeryong Shipping Co Ltd*. À la date d'élaboration du présent rapport, il est toujours enregistré comme appartenant à OMM dans les documents officiels (ibid.). Il était par conséquent toujours sous le contrôle de la société au 28 juillet 2014.

133. OMM a également exploité, avant mais aussi après son inscription sur la Liste, une flotte de navires battant pavillon étranger auxquels elle a fourni des équipages. Elle cogère certains de ces navires avec la *Mirae Shipping (H.K.) Co. Ltd*. (voir par. 151 et 152 et le tableau 7). La société contrôle ces navires par l'intermédiaire de représentants dans des sociétés étrangères, des filiales à l'étranger et d'autres sociétés étrangères avec lesquelles elle entretient des relations de longue date. La structure des équipages des navires battant pavillon étranger contrôlés par OMM est calquée sur celle des navires que la société exploite sous le pavillon de la République populaire démocratique de Corée avec également un secrétaire politique à bord de chaque navire (voir le rang de « P/Secretary », fig. 28) ainsi que des portraits des dirigeants du pays (voir fig. 29).

Tableau 7

**Navires battant pavillon étranger associés à OMM**

<i>Nom</i>	<i>N° d'immatriculation attribué par l'OMI</i>	<i>Statut</i>
<i>Benevolence 2<sup>a</sup></i>	8405402	Vendu, rebaptisé <i>Gold Star 3</i> et navigue désormais sous pavillon cambodgien
<i>Ever Bright 88</i>	8914934	Signalé par un État Membre comme contrôlé par OMM. Le Groupe d'experts enquête sur d'éventuels liens avec la société.
<i>Fertility 5</i>	9147332	Inconnu

Nom	N° d'immatriculation attribué par l'OMI	Statut
<i>Fertility 9</i>	8417962	Inconnu, potentiellement destiné à la casse
<i>Glory Morning</i>	8416164	Vendu en août 2015 et démantelé
<i>Glory Ocean</i>	8306929	Inconnu. Potentiellement destiné à la casse.
<i>Grand Karo</i>	8511823	Signalé par un État Membre comme contrôlé par OMM en juin 2015; deux employés d'OMM figurent parmi l'équipage; le Groupe d'experts enquête sur d'éventuels liens avec la société.
<i>Ma Sik Ryong</i>	8608030	Vendu en août 2015, destiné au démantèlement
<i>Ocean Dawning</i>	8505329	Signalé vendu en février 2015, démantelé par la suite
<i>Ocean Galaxy</i>	8418227	Signalé vendu en février 2015, démantelé par la suite
<i>Orion Star</i>	9333589	Signalé par un État membre comme contrôlé par OMM
<i>South Hill 2</i>	8412467	En service sous pavillon sierra-léonais depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2012
<i>South Hill 5</i>	9138680	En service sous pavillon des Palaos depuis le 1 <sup>er</sup> septembre 2014

<sup>a</sup> D'autres navires de la Petrel Shipping Company Limited sont concernés, notamment le *Petrel 1* et le *Blue Nouvelle*.

Figure 28

### Registre d'équipage faisant mention de l'existence d'un secrétaire politique à bord

IMO CREW LIST							Page No. 1/1
		Arrival		x		Departure	
1.1 Name and type of ship; <b>GLORY MORNING / BULK</b>		2. Port of arrival/denature; Nakhodka / Haldia		3. Date of arrival/departure; 20. May. 2014			
1.2 IMO number; <b>8416164</b>							
1.3 Call sign; <b>T3JU2</b>							
4. Flag State of ship; <b>KIRIBATI</b>		5. Port Arrived from; Shanghai (China)		12. Passport No & Validity Date			
7. No	8. Family name Given name	9. Rank or rating	10. Nationality	11. Date and place of birth			
1		MASTER	D P R KOREA				
2		P/SECRETARY	D P R KOREA				
3		APP/ MASTER	D P R KOREA				
4		CHIEF MATE	D P R KOREA				

Figure 29

**Photos des dirigeants et slogans coréens au mur d'une cabine de capitaine et d'un carré des officiers**



134. Compte tenu des récentes découvertes impliquant des navires et des équipages étrangers associés à OMM, le Groupe d'experts tient à rappeler les dispositions du paragraphe 19 de la résolution 2094 (2013), dans lequel le Conseil de sécurité demande à tous les États de communiquer au Comité toutes informations disponibles sur les transferts à d'autres compagnies de navires de la République populaire démocratique de Corée, notamment le changement de nom ou d'immatriculation d'un navire, et prie le Comité de diffuser largement ces informations [voir recommandation 6 c)].

## **VIII. Activités des entités et individus inscrits sur la Liste**

135. Dix ans après l'adoption de la première résolution, les entités et individus inscrits sur la Liste continuent de contourner les sanctions par des moyens toujours plus divers et sophistiqués, y compris en s'implantant dans des réseaux transnationaux de partenaires étrangers pour dissimuler leurs agissements. Ces entités multiplient les sites d'implantation pour accéder au système bancaire et commercial mondial, profitant du manque de coopération entre les États Membres concernés pour se soustraire au contrôle de leurs activités. Elles bénéficient également du soutien systématique du personnel diplomatique et des ambassades. Il est important de rappeler que les réseaux dépendent souvent de quelques filières dignes de confiance pour fonctionner.

### **A. Ocean Maritime Management Company, Limited (OMM)**

136. Depuis son inscription sur la Liste, le 28 juillet 2014, OMM continue de fonctionner et de s'adapter. Le Groupe d'experts a pu vérifier qu'OMM était placée sous l'autorité du Ministère des transports terrestres et maritimes de la République

populaire démocratique de Corée qui en contrôlait les activités, aussi bien avant qu'après son inscription sur la Liste. Le Ministère a d'ailleurs contribué de manière essentielle au fait qu'OMM puisse contourner les sanctions.

### 1. Le rôle déterminant joué par OMM dans l'incident du *Chong Chon Gang*

137. La société Chinpo Shipping Company (Private) Limited a fait l'objet de poursuites à Singapour pour avoir effectué des transactions au nom d'OMM dans le cadre de l'incident du *Chong Chon Gang*, en juillet 2013 (voir S/2015/131, par. 149). Le 14 décembre 2015, elle a été reconnue coupable par le tribunal de district de Singapour, pour avoir transféré 72 016,76 dollars pour le compte de la société le 8 juillet 2013. L'affaire a mis en évidence l'étendue des liens qui unissent Chinpo à OMM et le rôle clef joué par OMM Singapour dans l'ordre donné à Chinpo de payer pour le transit du chargement illicite.

138. Il ressort clairement des documents de procédure que Chinpo considérait OMM comme une entité affiliée au Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée<sup>66</sup>. De même, les procédures juridiques ouvertes au Panama ont permis d'établir que tous les membres de l'équipage du *Chong Chon Gang* fournis par OMM (et incarcérés au Panama après l'incident) étaient rémunérés par le Gouvernement<sup>67</sup>.

139. Chinpo, qui entretenait de longue date des relations commerciales avec OMM, lui servait d'intermédiaire « multifonctions », et considérait même OMM comme son « propriétaire »<sup>68</sup>. Chinpo a effectué des opérations financières pour le compte d'OMM, qu'elle a divisé en trois catégories dans ses comptes de gestion à savoir, « fonctionnement », « achat de navires » et « salaires des équipages », qui correspondent aux trois catégories habituellement utilisées par OMM.

140. Le directeur général de Chinpo, Tan Cheng Hoe, a reconnu que Chinpo avait bien transféré les fonds incriminés le 8 juillet 2013, sur instruction de la branche singapourienne d'OMM. En amont du transfert, OMM Singapour avait également demandé à Chinpo de faire une fausse déclaration, à savoir que les fonds reçus au titre du fret transporté par le *Chong Chon Gang* étaient destinés à un autre navire, le South Hill 2 (voir annexe 89, fig.5, conclusions du Groupe d'experts à propos de ce navire). Le Parquet a conclu que le courriel contenant cette instruction prouvait que les représentants d'OMM à Singapour à cette époque, Kim Yuil et/ou Choe Cho Ho, étaient au courant de l'existence de la cargaison illicite.

141. Le représentant d'OMM à Singapour, Kim Yu Il, a déclaré au Procureur que son administration de tutelle était le Ministère des transports terrestres et maritimes, qui l'avait d'ailleurs nommé au poste de représentant d'OMM à l'étranger, et qu'il était sous les ordres directs du Ministère, ne mettant OMM en copie de sa correspondance que lorsque cela était nécessaire<sup>69</sup>. Ces déclarations sont conformes aux éléments d'information fournis par trois États Membres selon lesquelles OMM était contrôlée par le Ministère ou « faisait partie intégrante de sa structure » (voir

<sup>66</sup> Avis du parquet à la clôture du procès, 30 octobre 2015.

<sup>67</sup> Documents de procédure fournis par le Panama.

<sup>68</sup> Avis du parquet à la clôture du procès, 30 octobre 2015.

<sup>69</sup> Avis du parquet à la clôture du procès, 30 octobre 2015. Kim Yu Il n'était pas diplomate à Singapour.

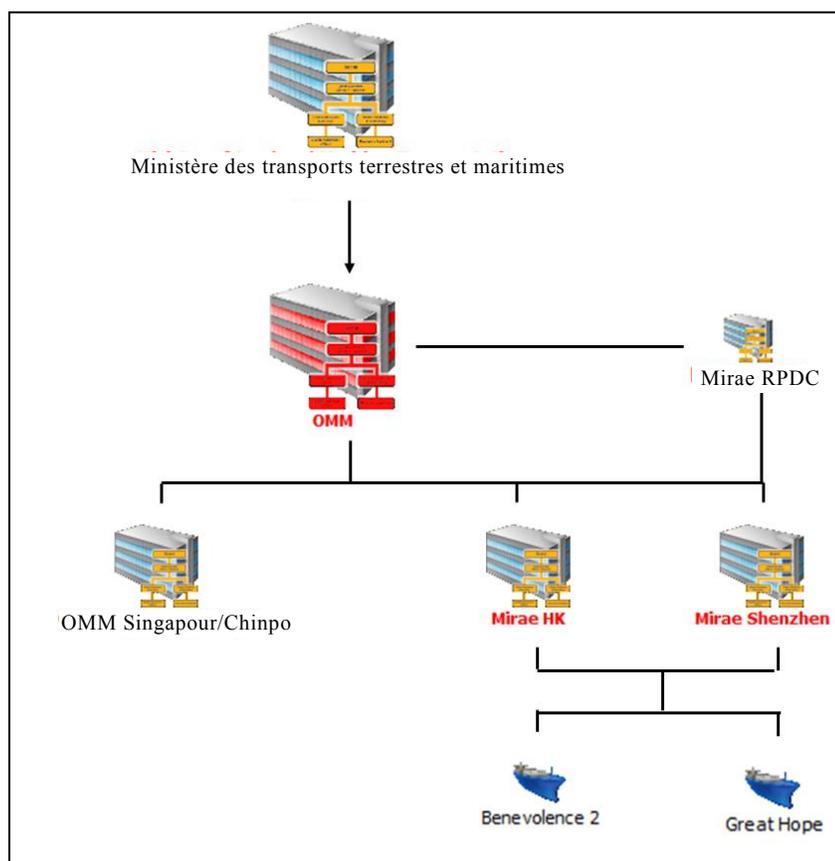
S/2014/147, annexe XXXV). Le Groupe d'experts a conclu que le Ministère contrôlait OMM, y compris OMM Singapour, qui a joué un rôle de premier plan dans la cargaison expédiée en juillet 2013, en violation des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil de sécurité.

## 2. Transferts et acquisitions de navires par OMM en décembre 2014

142. Le Groupe d'experts a confirmé que Mirae Shipping (H.K.) Co. Limited<sup>70</sup>, et notamment son bureau à Shenzhen (ci-après « Mirae »), opérait au nom d'OMM, avant et après son inscription sur la Liste en juillet 2014. Mirae HK était en fait une filiale d'OMM (voir fig. 30). Les principaux responsables de ce réseau étaient le représentant de Mirae à Shenzhen, « M. Lee », et le directeur de Mirae HK, M. Hiroshi Kasatsugu (également connu sous le nom de Kim Bak), un ressortissant japonais. Le bureau de Mirae à Shenzhen était contrôlé par des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée en contact « assez étroit » avec OMM (voir annexe 87).

Figure 30

### Organigramme du réseau d'OMM



<sup>70</sup> En chinois : 米瑞海运（香港）有限公司.

143. Au moment de l'inscription d'OMM sur la Liste, en juillet 2014, Mirae exploitait plusieurs navires battant pavillon étranger. Toutefois, la société, en proie à des difficultés financières, ne s'est pas acquittée de ses paiements. Les sociétés propriétaires et les créanciers hypothécaires (ci-après « les requérants ») ont saisi les tribunaux maritimes de Wuhan et de Qingdao (Chine), respectivement en août et septembre 2014, leur demandant d'arrêter et d'immobiliser plusieurs navires, dont le *Great Hope* et le *Benevolence 2*<sup>71</sup>.

144. En réponse, l'Autorité portuaire de la République populaire démocratique de Corée a arrêté et immobilisé les navires des requérants amarrés dans les ports du pays sous prétexte de « fraude fiscale » (voir annexe 87). Un autre navire appartenant aux requérants était déjà immobilisé par le pays à la suite d'un différend entre l'affréteur et la Korean Ocean Shipping Agency (agence nationale chargée de la gestion des navires étrangers).

145. Le Ministère des transports terrestres et maritimes est ensuite intervenu au nom d'OMM pour entamer des négociations en regroupant les différends et en proposant un compromis général. Les négociations ont abouti à une série d'arrangements complexes visant à ce que toutes les parties relâchent simultanément l'ensemble des navires immobilisés. Le Groupe d'experts constate l'influence notable exercée par le Ministère et OMM sur l'Autorité portuaire et les compagnies de transport maritime du pays.

146. Les négociations se sont achevées en décembre 2014, lorsque la République populaire démocratique de Corée a relâché les navires des requérants et que ces derniers, en échange, ont fait relâcher par la Chine les navires affrétés par Mirae (voir annexe 87)<sup>72</sup>, dans le cadre d'un accord dont les termes étaient clairement favorables à OMM. Mirae a été exemptée des dettes en suspens. Les requérants ont été contraints par le Ministère et OMM de céder un autre navire, qui a ensuite été transféré à la société Korea Tong Hung Shipping and Trading, son affréteur, gratuitement.

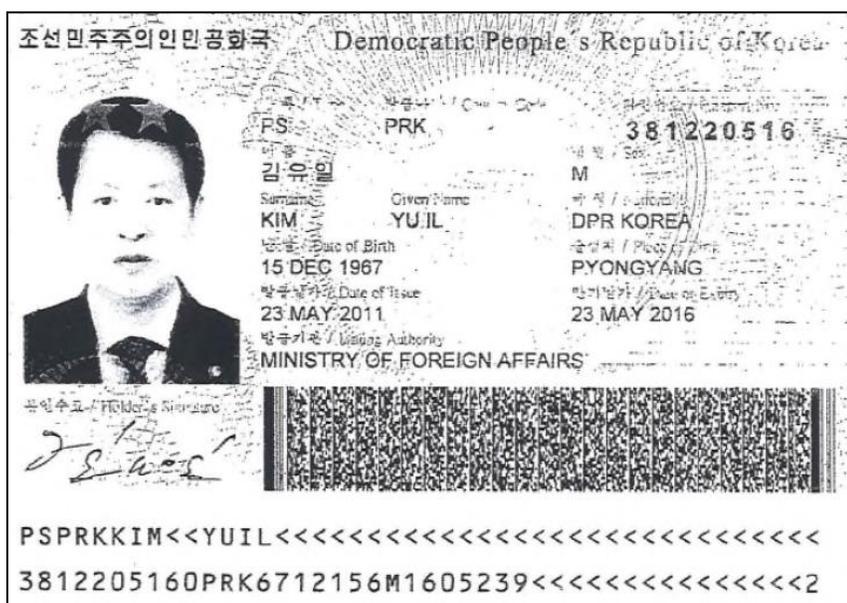
Lors des négociations, le Ministère et OMM étaient représentés par Kim Yu Il, un haut fonctionnaire du Ministère qui, jusqu'en janvier 2014, était en poste à OMM Singapour (voir par. 139 et 140, fig. 31 et annexe 87).

<sup>71</sup> Arrêts des tribunaux maritimes de Wuhan (1<sup>er</sup> et 8 août 2014) et de Qingdao (17 et 25 septembre 2014).

<sup>72</sup> Arrêt du tribunal maritime de Wuhan en date du 23 décembre 2014.

Figure 31  
Signature et passeport de Kim Yu Il

  
.....  
Mr. KIM Yu-il  
Senior Office of Ministry of Land and Maritime Transport  
Democratic People's Republic of Korea  
For and on behalf of  
Ocean Maritime Management Co., Limited of DPRK



148. Pour ce qui est des navires affrétés par Mirae, l'accord conclu<sup>73</sup> prévoyait les transferts de propriété suivants (voir annexe 87) :

- a) La société Hua Heng Shipping Limited devenait propriétaire du *Great Hope*;
- b) La société Petrel Shipping Company Limited devenait propriétaire du *Benevolence 2*.

149. Le Directeur et actionnaire des deux sociétés était à l'époque M. Li Anshan, qui entretenait des relations d'affaires étroites avec M. Kasatsugu (Voir annexe 88). M Li a nié tout lien ou association avec OMM (voir annexe 87).

150. Le Groupe d'experts conclut donc (voir recommandation 7 et annexe confidentielle 109) :

<sup>73</sup> Ces transferts de propriété apparaissent également dans la base de données de l'Organisation maritime internationale (OMI).

a) Que la société OMM et le Ministère des transports terrestres et maritimes, en particulier le haut fonctionnaire du Ministère, M. Kim Yu Il, ont contraint les requérants à céder à la république populaire démocratique de Corée au moins deux des navires (le *Benevolence 2* et le *Great Hope*) affrétés par Mirae (au nom d'OMM), ce qui constitue un contournement des sanctions en vertu du paragraphe 8 d) de la résolution 1718 (2006) et des paragraphes 8 et 11 de la résolution 2094 (2013) du Conseil de sécurité. Le Ministère est intervenu en faveur d'OMM et a aidé la société à contourner les sanctions<sup>74</sup>;

b) Que Mirae a servi les intérêts d'OMM jusqu'en décembre 2014 et l'a aidée à se soustraire aux sanctions par le transfert transfrontière des navires au cours du même mois et en agissant en tant que propriétaire du *Geat Hope*, qui était en fait contrôlé par OMM;

c) Que les sociétés Hua Heng et Petrel ont été désignées par Mirae ou par OMM comme les nouveaux propriétaires du *Benevolence 2* et du *Great Hope*, ce qui a également aidé OMM et Mirae à contourner les sanctions<sup>75</sup>;

d) Que OMM s'est soustrait aux sanctions en soutirant aux requérants, au nom de Tong Hung, un navire supplémentaire.

### 3. Mirae

151. Au mois de janvier 2015, le bureau de Mirae à Shenzhen s'est vu interdire toute nouvelle activité commerciale par les autorités locales pour n'avoir pas présenté son rapport annuel pour 2012-2013 (voir annexe 88). Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les activités de cette entité et des individus qui lui sont associés<sup>76</sup>.

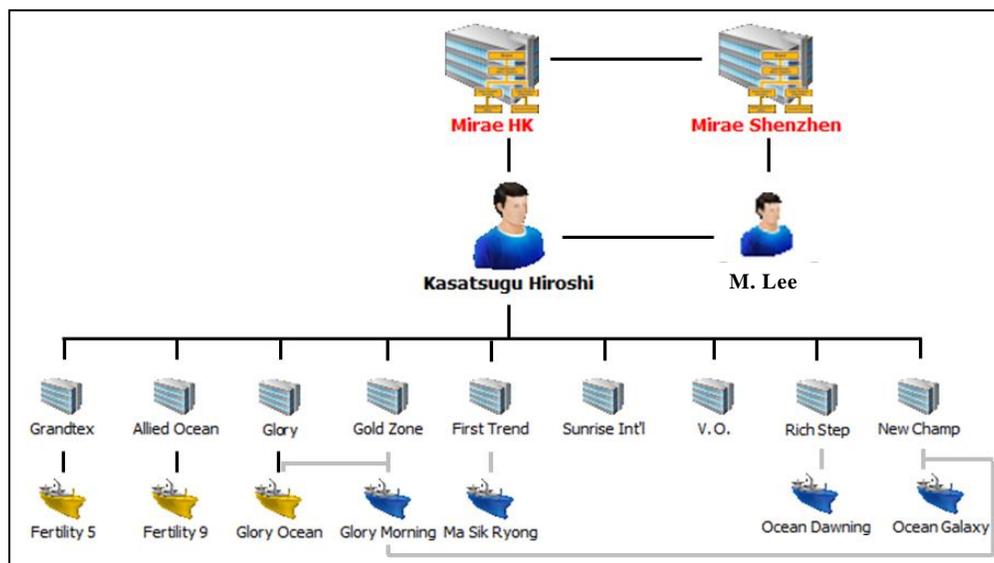
152. Le directeur de Mirae HK, Hiroshi Kasatsugu, a possédé et dirigé neuf sociétés, au nombre desquelles figurent celles qui exploitent sept navires dont les membres d'équipage viennent de la République populaire démocratique de Corée (voir fig. 32 et annexe 88). Toutes les transactions commerciales liées à ces navires et à ces sociétés sont susceptibles de contribuer à aider Mirae et OMM à se soustraire aux sanctions.

<sup>74</sup> Le Groupe d'experts n'a aucune raison de croire que les requérants aient de leur plein gré participé aux activités frauduleuses d'OMM.

<sup>75</sup> Le Groupe d'experts n'a pas encore déterminé si Hua Heng et Petrel avaient ou non connaissance de l'implication d'OMM.

<sup>76</sup> Les représentants de Mirae à Shenzhen étaient M. Ri Sung Il, M. Kong Pong O et M. Jong Kyong Chon.

Figure 32  
Organigramme du « réseau Kasatsugu »



#### 4. Hua Heng Shipping Limited, Petrel Shipping Company Limited et CM Chartering Limited

153. Le directeur et actionnaire de Hua Heng et de Petrel, Li Anshan, a confirmé au Groupe qu'il avait entretenu des relations commerciales avec M. Kasatsugu entre juin 2011 et juin 2015, mais a nié avoir eu connaissance des liens qui unissent M. Kasatsugu à OMM ou avoir fait affaire directement avec OMM. Le Groupe d'experts n'a cependant pas pu vérifier les déclarations de M. Li et a relevé plusieurs incohérences dans ses explications (voir annexe).

#### 5. Navires de la société OMM

154. Après la désignation d'OMM en juillet 2014, les navires associés à cette société ont été rebaptisés et réimmatriculés avec de nouveaux propriétaires, gestionnaires et exploitants. Le nom OMM a été supprimé de la base de données de l'OMI, et la société et les navires ont pu se soustraire aux sanctions. Ainsi, le *Hui Chon*, le *Kang Gye*, le *Ryong Rim* et le *Tae Ryong Gang* ont été inspectés par des autorités portuaires nationales après octobre 2014 (voir annexe 90) mais n'ont jamais été soumis au gel des avoirs.

155. Comme il l'a noté dans son rapport final de 2015, le Groupe d'experts considère le changement de nom et d'immatriculation des navires contrôlés par OMM après le 28 juillet 2014 comme une tentative de contournement des sanctions de sa part et que les sociétés de République populaire démocratique de Corée nouvellement enregistrées pour ces navires ont agi pour le compte d'OMM ou sur ses instructions et l'ont aidée à contourner les sanctions. Au paragraphe 19 de sa résolution 2094 (2013), le Conseil de sécurité a officiellement reconnu que le changement de nom ou d'immatriculation de navires de la République populaire démocratique de Corée relevait du transfert à d'autres sociétés et constituait donc bel et bien un moyen de contourner les sanctions.

156. Le Groupe d'experts insiste à nouveau sur la recommandation qu'il a formulée dans son rapport final de 2015, selon laquelle les navires qu'il a répertoriés (voir S/2015/131, tableau 8 et fig. XXIV) comme étant détenus ou contrôlés par OMM ou par des entités agissant pour son compte ou sur ses instructions en vue de l'aider à contourner les sanctions devraient être soumis aux mesures imposées à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et aux paragraphes 8 et 11 de la résolution 2094 (2013), en particulier le gel des avoirs (voir les évaluations du Groupe d'experts dans l'annexe 90).

157. À cet égard, la Fédération de Russie a demandé au Groupe d'experts des informations complémentaires sur les liens entre certains de ces navires et OMM, déclarant dans une lettre datée du 13 janvier 2006 qu'elle n'en avait aucune preuve. Elle ajouta que si elle disposait d'éléments substantiels, elle serait disposée à examiner la possibilité de conduire des enquêtes pour désigner ces personnes morales aux fins de leur inscription sur la liste relative aux sanctions établie par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006). Les mesures de restriction requises nécessaires visées dans les résolutions du Conseil pourraient alors leur être appliquées (voir annexe 107).

158. Le Groupe d'experts souligne que l'obligation de gel des avoirs qui incombe aux États Membres ne s'applique pas uniquement aux avoirs directement détenus ou contrôlés par OMM mais également à ceux qui sont détenus ou contrôlés par des entités agissant pour son compte ou sur ses instructions, ainsi qu'à celles qui pourraient l'aider à se soustraire aux sanctions.

159. Comme on l'a noté, les navires susmentionnés sont actuellement détenus et contrôlés officiellement par les entités susmentionnées de République populaire démocratique de Corée (propriétaires, opérateurs et gestionnaires nouvellement enregistrés), qui ont agi pour le compte d'OMM et l'ont aidée à contourner les sanctions. Le Groupe d'experts considère donc que ces navires doivent être soumis aux mesures de sanction (voir recommandation 6 et S/2015/131, recommandation 6).

160. Un navire associé à OMM, le *Hui Chon*, a jeté l'ancre près du port de Sakaiminato (Japon) du 9 au 13 mars 2015. Le Japon a informé le Groupe d'experts que le navire avait été autorisé à s'abriter des intempéries dans ses eaux territoriales mais était resté en dehors du port pendant tout ce temps. La position du Japon était qu'en vertu du droit coutumier et de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, il n'était pas fondé juridiquement à retenir le navire alors qu'il exerçait un droit de passage inoffensif dans ses eaux territoriales et n'était jamais entré dans un port japonais, où le Japon aurait pu exercer sa juridiction. Le navire a quitté les eaux territoriales japonaises le 13 mars 2015.

## **6. Mise à jour concernant les sociétés et personnes associées à OMM**

161. Les informations concernant les entités, personnes et navires associés à OMM et figurant dans le rapport final de 2015 du Groupe d'expert (voir S/2015/131, tableau 8 et annexes 18, 24 et 33.2) sont actualisées comme suit :

- a) Personnes ayant travaillé pour OMM<sup>77</sup> :
  - i) M. Kim Phym Bom (directeur en décembre 2014);

<sup>77</sup> Information obtenue par le Groupe d'experts.

- ii) M. Nam Un Gyong (contrôleur de gestion);
- iii) M. Ri Ki Jung (contrôleur de gestion);
- iv) M. Kim Sang Gun (contrôleur de gestion);
- b) Personnes ayant travaillé pour OMM Dalian<sup>114</sup> :
  - i) M. Jin Yong Yuan (pseudonyme possible : Kim Yong Won) (金永元) : ancien représentant en chef;
  - ii) M. Oh Ung Ho (吴雄虎);
  - iii) M. Zhang Liang Yu (张良宇);
- c) Navire associé à OMM : *Hoe Ryong* (numéro OMI : 9041552) (anciennement : *Wang Jae San 2*);
- d) Entités associées à OMM :
  - i) Hoeryong Shipping Co Ltd (numéro OMI : 5817786) :
    - a. Adresse : 108, Pongnam-dong, Pyongchon-guyok, Pyongyang;
    - b. Propriétaire inscrit du *Hoe Ryong* (numéro OMI : 9041552) depuis octobre 2014;
  - ii) Korea Wangjaesan Shipping Co Ltd (numéro OMI : 5787671) :
    - a. Adresse : Tonghung-dong, Chung-guyok, Pyongyang;
    - b. Ancien gestionnaire et exploitant inscrit du *Wang Jae San* (numéro OMI : 9041552) de janvier 2013 à septembre 2014;
  - iii) Taedonggang Shipping Co (n° d'enregistrement à l'OMI : 5435974) :
    - a. Ancien propriétaire inscrit du *Tae Dong Gang* (numéro OMI : 7738656), navire répertorié comme « mis à la casse » dans la base de données de l'OMI le 16 mai 2014. La base de données du Mémorandum d'accord de Tokyo sur le contrôle par l'État du port dans la région de l'Asie et du Pacifique renseignait OMM comme responsable de l'application du Code international de gestion de la sécurité pour le navire;
    - b. Adresse : Tonghung-dong, Chung-gu, Pyongyang; and Tonghung Dong, Central District, Pyongyang;
    - c. Téléphone : 850-2-18111, poste 381-8818-04; télécopie: 850-2-381-4567;
    - d. Adresse électronique : taedonggang@silibank.com.

## B. Korea Ryonbong General Corporation

162. Korea Ryonbong General Corporation (anciennement connue sous le nom de Lyongaksan General Trading Corporation) a été désignée pour son rôle dans des achats et des ventes effectués par le pays dans le domaine militaire. Le Groupe d'experts confirme que Korea Lyongaksan et Korea Ryonbong sont d'autres noms

de Ryonbong<sup>78</sup>. Au moment où nous rédigeons ce rapport, la succursale de Lyongaksan à Zhuhai (Chine) était toujours renseignée comme étant en activité et M. Kim Pyong Chan en était renseigné comme le représentant légal (voir annexe 92)<sup>79</sup>. Des succursales de Lyongaksan à Dandong, Ji'an, Linjiang et Tumen (Chine) étaient également sur la Liste (voir annexe 93). Le représentant d'une succursale a été inscrit sur la Liste comme étant le directeur de Korea Chenggang Trading Corporation, à la même adresse (voir *ibid.*). Selon certains États Membres, Korea International Chemical Joint Venture Company, Korea Hyoksin Trading Corporation, Korea Pugang Trading Corporation, Korea Complex Equipment Import Corporation, Korea Kwangsong Trading Corporation et Korea Ryongwang Trading Corporation sont des filiales de Ryonbong (voir annexes 94 à 96)<sup>80</sup>.

### **Korea Complex Equipment Import Corporation**

163. Korea Complex Equipment Import Corporation a été désignée par le Conseil de sécurité en mars 2013 en tant que filiale de Ryonbong. Le Groupe d'experts a confirmé l'information fournie par un État Membre selon laquelle la société utilise le nom de Korea Equipment & Plant Corporation (KEP) depuis 2001 (voir annexe 95).

164. Le Groupe d'experts recommande au Comité de mettre à jour la Liste relative aux sanctions en y ajoutant les informations suivantes [voir recommandations 4 c) à e)] :

#### **Ryonbong**

Autres noms : Korea Lyongaksan General Trading Corporation  
Korea Ryongaksan General Trading Corporation

Autres informations : Ryonbong possède notamment la Korea International Chemical Joint Venture Company.

#### **Korea Complex Equipment Import Corporation**

Autres noms : Korea Equipment & Plant Corporation (KEP)

Adresse : Central District, Pyongyang

Adresse électronique : kepc@co.chesin.com

## **C. Korea Ryonha Machinery Joint Venture Corporation**

165. Korea Ryonha Machinery Joint Venture Corporation poursuit ses activités en dépit des sanctions de l'ONU. Dans une publication officielle récente figure une photographie de Kim Jong-Un observant le fonctionnement de machines-outils portant la marque « Ryonha Machinery », que le Groupe d'experts n'avait pas vues auparavant (voir fig. 33).

<sup>78</sup> Lyongaksan était connue auparavant sous le nom de Korea Ryongaksan General Trading Corporation (voir annexe 91).

<sup>79</sup> En chinois : 朝鲜龙岳山贸易总会社.

<sup>80</sup> Département du Trésor des États-Unis : « Treasury targets North Korean entities for supporting WMD proliferation », communiqué de presse du 21 octobre 2005, disponible à l'adresse [www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/js2984.aspx](http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/js2984.aspx).

Figure 33  
Machines-outils portant la marque « Ryonha Machinery »



Source : Rodong Sinmun, 21 décembre 2015.

166. Auparavant, le Groupe d'experts avait signalé que Ryonha était en relation d'affaires avec KORTEC, une société basée à Moscou. Selon son ancien directeur exécutif, KORTEC a mis fin à sa relation avec Ryonha en 2012<sup>81</sup>, et un secrétaire de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée à Moscou, Park Sen Gun<sup>82</sup>, s'occupait de tâches administratives (contrats et factures) pour les deux sociétés. Le Groupe d'experts exprime à nouveau ses préoccupations face à la tendance claire des diplomates et du personnel des ambassades de la République populaire démocratique de Corée à se livrer à des activités avec le secteur privé et le monde des affaires.

167. Le Groupe d'experts avait déjà signalé qu'un représentant de Ryonha à Dandong utilisait le nom de « KORTEC » pour vendre des machines-outils de cette société, identiques aux produits de Ryonha (voir S/2015/131, par. 177). Il avait donc recommandé au Comité d'ajouter « KORTEC » à la Liste comme autre nom de Ryonha. Il réitère sa recommandation d'ajouter à la Liste « KORTEC » comme autre nom de Ryonha (KPE.016).

168. Le Groupe d'experts réitère cette recommandation dans la mesure où le nom de KORTEC est utilisé par l'entité de la République populaire démocratique de Corée et non par des sociétés étrangères. Les États Membres doivent en particulier faire preuve de vigilance lorsque l'entité tente de vendre des machines-outils sous le nom de KORTEC.

#### D. Leader (Hong Kong) International

169. En dépit de la désignation de Leader en mars 2013, son directeur, M. Cai Guang, a poursuivi ses activités par l'intermédiaire de Dalian Union, ce qui

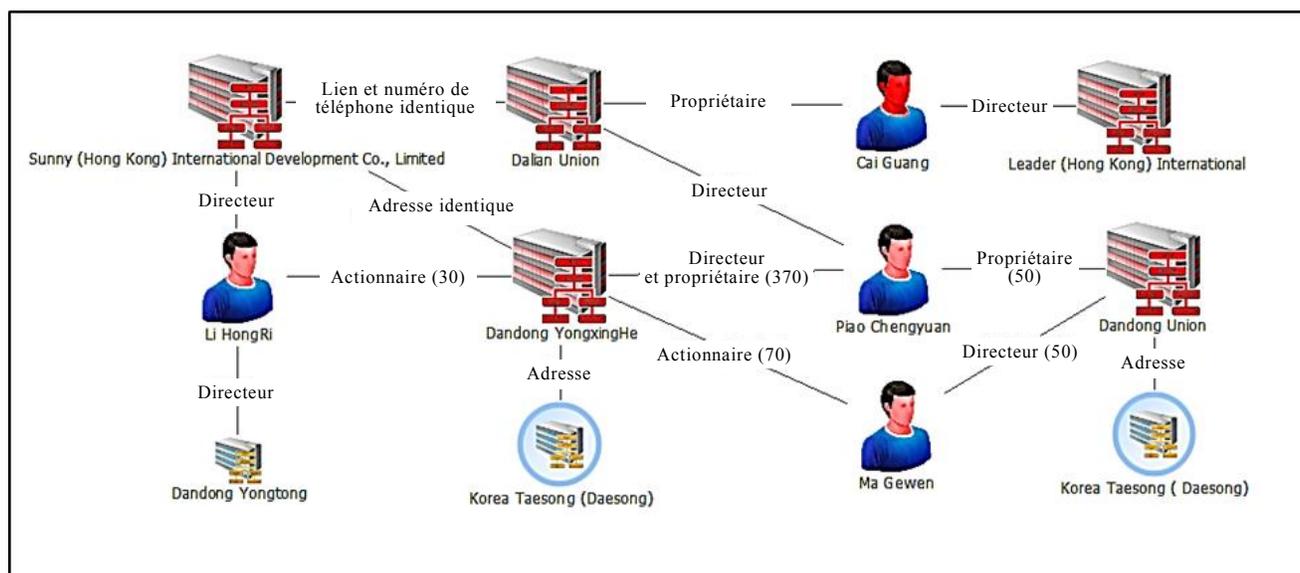
<sup>81</sup> Selon la Fédération de Russie, la relation entre KORTEC et Ryonha a cessé à la suite de la désignation de cette dernière le 22 janvier 2013.

<sup>82</sup> Numéro de téléphone portable : 7 (985) 962-5981; adresse électronique : corustrade@gmail.com.

constitue un contournement des sanctions (voir par. 62 à 70). Dalian Union et son directeur, Piao Chengyuan<sup>83</sup>, ont aidé M. Cai et Leader à se soustraire aux sanctions.

170. M. Piao est directeur ou actionnaire de trois autres sociétés : Dandong Yongxinghe, Dandong Union Trading Co. Ltd et Longjin (Hong Kong) International Trading Co., Ltd. (voir annexes 97 à 99). Dandong Yongxinghe et Dandong Union ont la même adresse que la succursale locale de Korea Taesong Trading Company (voir annexe 98)<sup>84</sup>. L'Union européenne et les États-Unis ont sanctionné Korea Taesong pour ses liens commerciaux avec KOMID, notamment ses rapports avec la République arabe syrienne<sup>85</sup>. M. Li Hongri et M. Ma Gewen<sup>86</sup>, qui avaient également des liens avec Leader et Kumryong, ont conservé leurs relations d'affaires avec M. Piao et ses sociétés, Dalian Union et Dandong Yongxinghe (voir fig. 34, par. 62 à 70 et annexes 97 à 99). Les relations d'affaires avec ces personnes et leurs sociétés pourraient donc contribuer au contournement des sanctions<sup>87</sup>.

Figure 34  
Entités liées à Leader



<sup>83</sup> Également connu sous le nom de Park (Pak) Seung (Sung) Won.

<sup>84</sup> En chinois : 朝鲜大成贸易会社丹东代表处, 朝鲜大星贸易会社丹东代表处.

<sup>85</sup> Décision 2013/183/CFSP du Conseil de l'Union européenne et Département du Trésor des États-Unis, « United States designates North Korean entities and individuals for activities related to North Korea's weapons of mass destruction program », communiqué de presse du 30 août 2010, disponible à l'adresse [www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg840.aspx](http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg840.aspx).

<sup>86</sup> M. Li et M. Ma ont été respectivement directeurs de Xiuhua International Trading Co., Ltd. et de Hong Kong Max Moon Trading Co., Limited (voir annexe 99).

<sup>87</sup> Au paragraphe 11 de sa résolution 2094 (2013), le Conseil de sécurité a interdit la fourniture de services financiers et le transfert de tous actifs susceptibles de contribuer au contournement des mesures.

## **E. Korea Mining Development Trading Corporation and Korea Tangun Trading Corporation**

171. En tout, 11 des 15 nationaux de la République populaire démocratique de Corée désignée par le Département du Trésor des États-Unis en janvier et novembre 2015, avaient été affiliés à KOMID ou avaient agi pour son compte<sup>88</sup>. Trois de ces personnes étaient liées aux activités de KOMID au Myanmar et une personne et une entité à ses activités en Égypte. L'Ambassadeur de la République populaire démocratique de Corée au Myanmar, Kim Sok Chol, a été désigné pour avoir servi d'intermédiaire à KOMID. Au moment où nous rédigeons ce rapport, le Groupe d'experts n'a aucune indication qu'il aurait été démis de ses fonctions depuis lors.

172. Parmi ces 11 personnes, MM. Kim Kwang Yon et Kil Jong Hun ont été inscrits sur la Liste en tant que représentants de KOMID en Namibie (voir S/2015/131, par. 187). La Namibie a confirmé leur accréditation diplomatique jusqu'au début de 2015 mais a déclaré en juillet leur avoir retiré leur statut et avoir demandé leur rappel (voir annexe 100). Elle a dit qu'elle ignorait leurs liens avec KOMID mais qu'elle les avait ajoutés à la liste des personnes interdites d'immigration à la suite de leur désignation.

173. M. Kim et M. Kil avaient été initialement accrédités à l'ambassade de leur pays à Pretoria (Afrique du Sud) en qualité de deuxième et de troisième secrétaire, respectivement. Toutefois, il ressort des renseignements dont on dispose sur leurs déplacements depuis 2012 qu'ils ont passé la majeure partie de leur temps à Windhoek, quittant la Namibie environ tous les deux mois pour des périodes d'une semaine à un mois. Selon les autorités namibiennes, il n'y a plus trace d'entrée ni de sortie depuis décembre 2014. L'ambassade a ouvert un compte bancaire au nom de M. Kil auquel M. Kim a également eu accès.

174. Le Groupe d'experts a également confirmé qu'une autre personne désignée, Kim Kwang Chun, alors représentant de Korea Tangun Trading Corporation en République arabe syrienne, avait joué un rôle clé dans l'envoi en 2012 d'une cargaison d'articles associés aux missiles balistiques saisie par la République de Corée (voir annexe 101 et S/2013/337, par. 44 à 46 et S/2014/147, par. 51 à 54). Deux États Membres ont signalé que M. Kim était le représentant de Ryungseng Trading Corporation (un autre nom de Tangun), société installée à Shenyang (Chine) (voir S/2015/131, par. 87).

---

<sup>88</sup> Département du Trésor des États-Unis, « Issuance of new North-Korea-related executive order; North Korea designation », communiqué de presse, 2 janvier 2015, disponible à l'adresse [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20150102.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20150102.aspx); « North Korea designations », Resource Center, 13 novembre 2015, disponible à l'adresse [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20151113.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20151113.aspx).

## F. Déplacements de personnes qui seraient liées à des entités désignées

175. En 2015, le Groupe d'experts a enquêté sur les déplacements de personnes désignées par des États Membres ou qu'il suspectait de travailler pour le compte d'entités désignées<sup>89</sup>.

176. Le Groupe d'experts a obtenu les numéros de passeport et des informations sur les déplacements par avion de sept personnes désignées par les États-Unis comme représentants ou responsables de KOMID<sup>90</sup> (voir tableau 8).

Tableau 8

### Déplacements de représentants présumés de KOMID

<i>Nom</i>	<i>Date de naissance</i>	<i>Numéro de passeport</i>	<i>Pays dans lequel des activités ont été signalées</i>
M. Jang Yong Son	20 février 1957	563110024	République islamique d'Iran
M. Kim Yong Chol	18 février 1962	472310168	République islamique d'Iran
M. Kang Ryong	18 février 1962	472310168	République arabe syrienne
M. Ryu Jin	21 août 1968	472410192	République arabe syrienne
M. Kil Jong Hun	7 août 1965	563410081	Namibie
M. Kim Kwang Yon	20 février 1972	472410022	Namibie
M. Jang Song Chol	30 juillet 1966	563210059	Fédération de Russie <sup>a</sup>

<sup>a</sup> La Fédération de Russie a informé le Groupe d'experts qu'elle refusait de répondre à toute question fondée sur des sanctions unilatérales (voir annexe 106).

177. À ce jour, le Groupe d'experts n'est pas en mesure de confirmer que les individus susmentionnés sont des représentants ou des responsables de KOMID. Entre 2012 et septembre 2015, ils ont transité par les pays ci-après, y sont entrés ou en sont sortis : Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Malaisie, Ouganda, Singapour, Soudan et Zimbabwe (voir annexe 102). Les Émirats arabes unis, le Pakistan et la Namibie ont confirmé que ceux qui se sont rendus en Namibie ou en République islamique d'Iran étaient des diplomates accrédités. Ils ont obtenu des visas touristiques ou de transit pour se rendre aux Émirats arabes unis. Le Pakistan a noté que leurs demandes de visa reflétaient une intention de se rendre à l'ambassade et dans un consulat de leur pays au Pakistan. Plusieurs de ces personnes ont pris les mêmes vols avec des billets portant des numéros qui se suivaient, émis par la même agence de voyages.

<sup>89</sup> Voir annexe 102 pour des informations complémentaires sur le projet mondial relatif aux compagnies aériennes.

<sup>90</sup> Département du Trésor des États-Unis, « Treasury imposes sanctions against the Government of the Democratic People's Republic of Korea », communiqué de presse du 2 janvier 2015, disponible à l'adresse [www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/j19733.aspx](http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/j19733.aspx).

## IX. Mesures financières

178. Les informations financières que le Groupe d'experts a recueillies au cours de la période considérée offrent une vue d'ensemble des opérations commerciales réalisées par la République populaire démocratique de Corée et de ses pratiques bancaires. Un État Membre a informé le Comité des mesures qu'il avait prises en application de l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) concernant le gel des avoirs.

179. Malgré les sanctions financières applicables, la République populaire démocratique de Corée continue d'avoir accès au système financier international (y compris à la banque et à l'assurance) et d'en tirer parti par le biais de prête-noms, d'agents, de citoyens étrangers basés dans plusieurs juridictions et d'un réseau déjà ancien de sociétés écrans et de personnel d'ambassades, qui appuient les activités illégales par des activités bancaires et commerciales et la fourniture d'argent en espèces.

180. Le Groupe d'experts est préoccupé par les banques dépourvues de réglementation adéquate et n'ayant guère l'intention de l'appliquer, en particulier dans les pays sans législation effective ni organismes de contrôle efficaces<sup>91</sup>. Des transactions ont été effectuées depuis des banques situées à l'étranger et les sommes ont transité par des comptes bancaires aux États-Unis et en Europe. Le fait que des compagnies liées à la République populaire démocratique de Corée soient souvent immatriculées par des non-ressortissants, qui utilisent des modes de paiement indirects et dissimulent leurs activités par des transactions détournées échappant au mouvement des biens et services, met en échec les plus amples précautions prescrites par le Conseil de sécurité dans ses résolutions.

181. L'application des sanctions financières est de plus en plus complexe : les sanctions financières ciblées ne visent plus seulement les personnes et entités inscrites sur la Liste mais aussi certaines activités<sup>92</sup>. Il faut donc déterminer avant tout si une entité donnée est contrôlée ou utilisée par une entité inscrite sur la Liste. Cela n'est guère aisé, car les listes de noms d'emprunt ne sont jamais exhaustives, ne serait-ce qu'en raison des différentes transcriptions possibles des noms coréens. En outre, le fait que les réponses à ses demandes de renseignements tardent à lui parvenir empêche le Groupe d'experts d'actualiser les informations sur les entités désignées et donne plus de marge à celles-ci pour poursuivre leurs activités.

### A. Transactions associées aux éléments de fabrication étrangère de la fusée Unha-3

182. Les émetteurs de pression trouvés dans les débris de la fusée Unha-3 lancée en décembre 2012 avaient été achetés par la Royal Team Corporation (RTC), basée à Taipei, à l'occasion de deux transactions : la première en décembre 2006, la seconde

<sup>91</sup> Les banques de pays par lesquels la République populaire démocratique de Corée passe pour mener ses activités illicites n'ont pas offert d'incitations financières à leur secteur financier pour qu'il consacre des ressources à la lutte contre le financement illicite en général, et contre la prolifération en particulier, ce qui pose un problème supplémentaire.

<sup>92</sup> Les sanctions relatives à certaines activités visent à empêcher la fourniture, à la République populaire démocratique de Corée, de services financiers, de ressources ou d'une assistance liés à la fourniture, la vente, le transfert ou l'utilisation d'articles interdits par les résolutions.

en mai 2010. La RTC avait acheté ces articles à une compagnie européenne sans l'informer de leur destination finale, avant de les transférer à la Korea Chonbok Trading Corporation à Pyongyang. Depuis mars 2004 au moins, la RTC a acheté de nombreux émetteurs au même fournisseur (voir tableau 9).

Tableau 9  
Nombre et types d'émetteurs de pression achetés par la RTC après octobre 2006

Date d'achat	610					530			1400				
	16 bars	40 bars	60 bars	100 bars	250 bars	400 bars	6 bars	250 bars	400 bars	16 bars	60 bars	160 bars	250 bars
Septembre 2006													
Décembre 2006	12		28	31		41				3	2	3	1
Juillet 2007	3					3							
Avril 2008								8	15				
Juin 2008	9												
Août 2009	12	3					5	14	10				
Septembre 2009				3	3	9		14	10				
Avril 2010	23		21	14		61							

Note : Les articles dont le transfert à Chonbok a été confirmé par le Groupe d'experts sont encadrés.

## 1. Transfert d'émetteurs de pression à Chonbok en mai 2010

### *Transfert d'articles illicites*

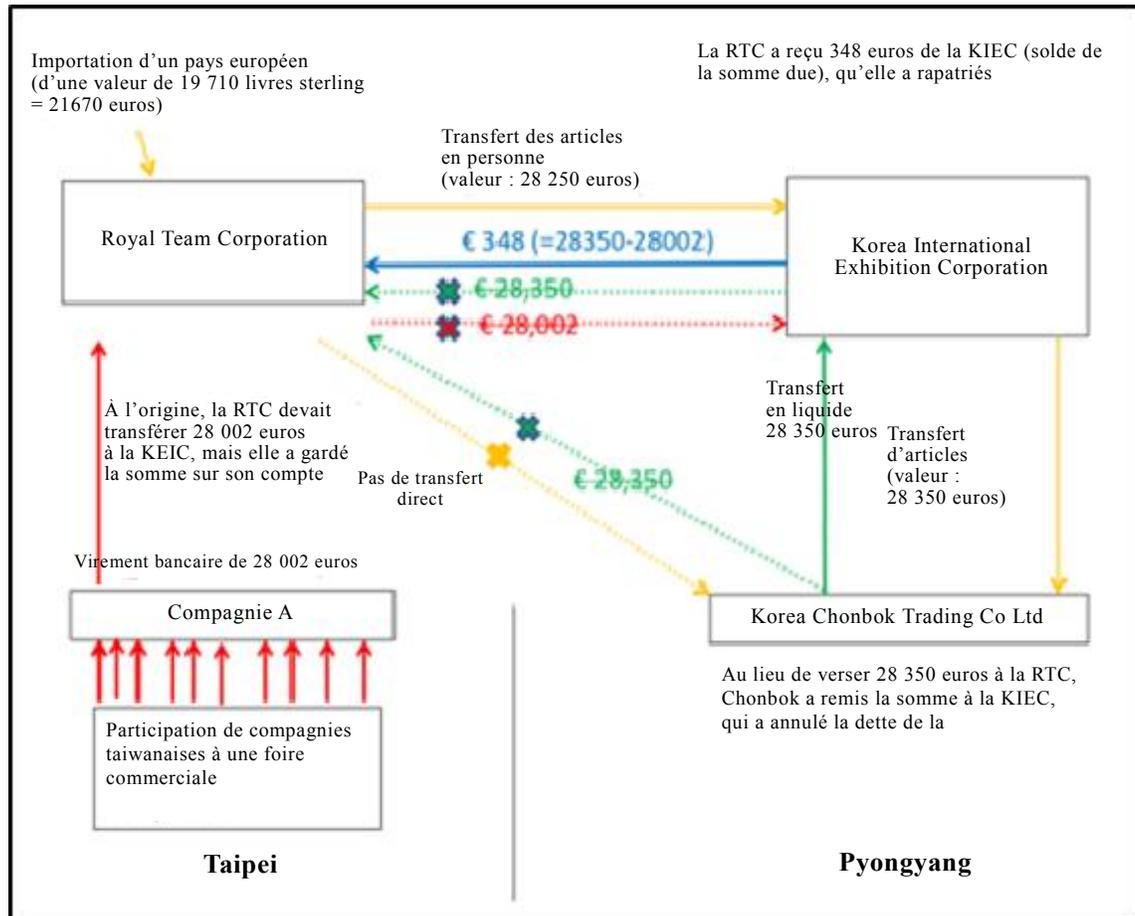
183. La RTC a eu de multiples échanges avec le Groupe d'experts, mais n'a pas été en mesure de lui fournir de document d'exportation. Elle lui a toutefois révélé qu'elle avait elle-même transporté les articles en avion de Taipei à Pyongyang, en passant par Beijing, sans les déclarer aux autorités douanières et ce, bien que deux de ses employés aient été condamnés en 2008, par le tribunal de district de Taipei, pour avoir exporté des articles de haute technologie stratégiques vers la République populaire démocratique de Corée via Beijing et Macao (Chine). Elle a donc fait plusieurs trajets en avion pour transporter les articles, au cours desquels elle a utilisé les mêmes pratiques de dissimulation. Le Groupe d'experts a établi qu'en transférant ces articles, la République populaire démocratique de Corée avait violé ses obligations de suspendre toutes les activités liées aux missiles balistiques et d'abandonner son programme de missiles balistiques.

### *Transactions financières*

184. Dans un premier temps, la RTC a présenté au Groupe d'experts un système de paiement complexe faisant intervenir la compagnie A, autre compagnie basée à Taipei, et la Korean International Exhibition Corporation (KIEC), compagnie de la République populaire démocratique de Corée, les trois sociétés s'étant entendues pour payer leurs créanciers par compensation de sorte qu'aucune transaction avec l'étranger ne soit nécessaire. La compagnie A devait à la KIEC (pour la participation de compagnies basées à Taipei à une foire commerciale) à peu près la même somme que Chonbok devait à la RTC. La compagnie A a transféré des fonds à la RTC tandis que Chonbok a payé à la KIEC le montant qu'elle devait à la RTC, ce qui a ramené les dettes de chacune à zéro (voir fig. 35 et annexe 108). Par la suite, la RTC a fourni une autre explication : elle n'a pas parlé de la compagnie A, mais a dit que Chonbok lui avait transféré du liquide directement à Pyongyang, qu'elle

avait immédiatement remis à la KIEC pour l'organisation de la participation de compagnies basées à Tapei à la foire commerciale.

Figure 35  
**Organigramme des transactions effectuées en 2010**



185. La RTC n'a pu fournir au Groupe d'experts aucun document qui atteste l'un ou l'autre scénario. Ses dirigeants étaient juridiquement tenus de déclarer aux autorités qu'ils avaient reçu de Chonbok la somme de 28 350 euros en devises. Cependant, les organismes de réglementation n'auraient pas pu repérer la moindre transaction. Le Groupe d'experts conclut que la RTC s'est soustraite à la réglementation locale, sciemment ou par omission, et qu'elle a donc aidé la République populaire démocratique de Corée à contourner les sanctions<sup>93</sup>.

<sup>93</sup> Paragraphe 10 de la résolution 1874 (2009), qui annule et remplace l'alinéa a) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006); interdiction de transférer tous actifs financiers susceptibles de contribuer aux activités de la République populaire démocratique de Corée en rapport avec les missiles balistiques [paragraphe 18 de la résolution 1874 (2009)].

## **2. Transfert d'émetteurs de pression à Chonbok par la RTC en décembre 2006**

186. En 2006, Chonbok a transféré 71 700 euros à la RTC depuis une banque malaisienne, par l'intermédiaire d'un certain Ryom Jong Chol. Selon les informations dont dispose le Groupe d'experts, M. Ryom agissait alors en tant que représentant de la Bank of East Land en Malaisie. La Bank of East Land a été inscrite en 2013 par le Conseil de sécurité sur la Liste des entités visées par les sanctions pour avoir facilité des transactions liées aux armes pour le compte de Green Pine, autre entité inscrite sur la Liste. Le Groupe d'experts s'est mis en relation avec la Malaisie au sujet de cette transaction, mais n'a pas encore reçu de réponse.

## **B. Bureau général de reconnaissance**

187. Le Groupe d'experts s'est procuré des documents qui montrent que Kim Su Gwang, agent du Bureau général de reconnaissance dont les avoirs ont été gelés par un État Membre européen en 2013, a usé de son statut de membre du personnel d'une organisation internationale en Europe pour faire venir sur le continent d'autres nationaux de la République populaire démocratique de Corée, dont deux autres agents du Bureau. Il s'agissait de Kim Su Gyong, directrice du département des relations internationales de la Korean United Development Bank à Pyongyang<sup>94</sup>, et de son père, Kim Yong Nam, qui, d'après un État Membre, gérait un réseau de soutien des agents itinérants du Bureau présents en Europe et dans le reste du monde, auxquels il fournissait les ressources financières et autres dont ils avaient besoin pour s'acquitter des missions qui leur étaient confiées par la direction du Bureau. De connivence avec son frère et son père, Mme Kim s'est livrée à des activités illicites et a dissimulé les activités de l'organisation.

## **C. Législation relative à l'application de mesures financières ciblées**

188. Le Groupe d'experts a constaté que, dans bien des cas, l'absence de loi de mise en œuvre nationale et de mécanisme d'échange d'informations entre les organisations pour aider les États Membres à repérer les activités prohibées avait conduit à une application très inégale des sanctions financières ciblées. Il a été demandé au Groupe d'experts, dans le cadre de ses activités de communication, d'aider à l'examen des projets de loi sur le financement de la prolifération. À cet égard, le Groupe d'experts souligne que pour s'acquitter des obligations que leur imposent les résolutions, les États Membres doivent inclure dans ces lois des mesures qui interdisent le commerce de tous armements et de tout matériel connexe (en sus de la prolifération des armes de destruction massive) avec la République populaire démocratique de Corée. En l'absence de telles dispositions, les États Membres auront bien du mal à prendre des mesures contre les entités désignées et celles qui agissent en leur nom en cas de violation de l'embargo sur les armes classiques.

---

<sup>94</sup> La Fédération de Russie a informé le Groupe d'experts que ce n'est pas parce que les intéressés faisaient l'objet de sanctions unilatérales qu'elle-même devait les soupçonner de conduire des activités illicites sur son territoire (voir annexe 106).

## D. Gel des avoirs de l'OMM

189. Le Mexique a demandé au Comité des éclaircissements sur le statut du *Mu Du Bong*, immobilisé depuis juillet 2014. Dans une lettre adressée au Mexique en date du 6 mai 2015, le Comité a déclaré que le gel des avoirs prévu par la résolution 1718 (2006) du Conseil de sécurité s'appliquait à l'OMM et à tous ses avoirs financiers et ressources économiques, y compris le *Mu Du Bong*. S'appuyant sur ce constat, le Mexique a immobilisé le navire.

## E. Chinpo Shipping et le financement de la prolifération

190. Dans une rare affaire de financement de la prolifération, le tribunal de district de Singapour a accusé Chinpo Shipping Company (Private) et son directeur, Tan Cheng Hoe, de fournir des services financiers ou de transférer des avoirs ou des ressources à l'OMM (voir par. 137 à 141). Le 14 décembre 2015, le tribunal a conclu que M. Tan avait transféré 72 016,76 dollars à un agent d'expédition étranger pour la cargaison du *Chong Chon Gang* de juillet 2013 (interceptée par le Panama).

191. La juge Jasvender Kaur a déclaré que Chinpo n'avait nullement exercé son devoir de précaution avant de transférer les fonds le 8 juillet 2013. Elle a constaté que Chinpo avait fait 605 versements à l'étranger, d'un montant total de 40 millions de dollars, entre 2009 et 2013, pour le compte de nationaux de la République populaire démocratique de Corée. L'accusé s'est qualifié lui-même d'« agent de paiement » pour l'OMM.

192. Les documents judiciaires fournissent de nombreuses preuves de l'application de mesures financières ciblées et de leur contournement. Ils montrent que même si à un moment donné, Chinpo a précisé le nom des navires dans ses formulaires de versements à l'étranger, elle a cessé de le faire au cours du second semestre de 2010. M. Tan a déclaré au tribunal que les banques des États-Unis posaient davantage de questions lorsque le nom des navires était précisé, et certaines banques rejetaient la transaction après avoir obtenu un complément d'information. Il a ajouté que la branche de la Bank of China à Singapour, à partir de laquelle Chinpo avait effectué la transaction de 72 016,76 dollars, lui avait conseillé de ne pas indiquer le nom des navires dans les transactions : elle savait que les versements étaient faits sur ordre d'entités de la République populaire démocratique de Corée<sup>95</sup>. M. Tan a semble-t-il, suivi son conseil et commencé à supprimer les noms des navires des formulaires. Chinpo a de même conseillé à des entités de la République populaire démocratique de Corée, à de multiples reprises, de ne pas faire figurer les noms des navires dans les formulaires de virement en provenance de l'étranger, contribuant encore davantage au contournement des sanctions. Une employée a déclaré qu'elle avait reçu pour instructions de rappeler dans ses courriers électroniques qu'il ne fallait pas préciser les noms des navires. Un de ses collègues a précisé qu'on leur avait donné cet ordre notamment parce que Chinpo voulait récupérer l'argent, or les États-Unis bloqueraient les fonds s'ils savaient que les transferts se rapportaient à

<sup>95</sup> La Chine a informé le Groupe d'experts que la Bank of China avait traité la demande de transferts de fonds présentée par Chinpo Shipping Co Pte Ltd et transféré les fonds au destinataire, C.B. Fenton & Co, SA, conformément à la réglementation applicable.

un navire de la République populaire démocratique de Corée<sup>96</sup>. Le Groupe d'experts note que la suppression de ces informations correspond aux pratiques de contournement utilisées par d'autres entités et individus liés à OMM.

## **F. Groupe d'action financière**

193. Le Groupe d'experts travaille en étroite collaboration avec le Groupe d'action financière et communique avec les organes régionaux analogues pour promouvoir et appuyer l'application des sanctions financières ciblées prescrites par l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de son processus d'évaluation mutuelle, le Groupe d'action financière examine si les mesures financières ciblées prescrites dans la résolution 1718 (2006) et les résolutions ultérieures sont respectées. Le Groupe d'experts assiste aux évaluations pour répondre aux questions des États Membres. Les 27 février et 23 octobre 2015, le Groupe d'action financière a maintenu la République populaire démocratique de Corée sur sa liste des pays visés par une déclaration publique et souligné que ses pratiques menaçaient l'intégrité du système financier international. Il prie instamment les institutions financières des États Membres d'adopter des contre-mesures, et notamment de prendre de plus amples précautions, dans leurs transactions avec la République populaire démocratique de Corée.

## **X. Conséquences involontaires des sanctions**

194. Le Groupe d'experts n'a constaté aucun cas dans lequel les interdictions imposées par les résolutions ont causé directement une pénurie de denrées alimentaires ou d'autres articles d'aide humanitaire. D'après certaines sources, les mesures législatives ou procédurales prises au niveau national par les États Membres et le secteur privé empêcheraient ou retarderaient l'approvisionnement du pays en certaines denrées. Ces mesures sont souvent difficiles à distinguer des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies.

195. Un des problèmes rencontrés en 2015 concerne les transactions financières opérées avec des organismes des Nations Unies travaillant dans le pays. Le Groupe d'experts n'a pas été en mesure d'établir qu'il y avait un lien direct avec les sanctions prononcées par l'ONU, mais a pris note de la quatrième recommandation formulée dans la Notice d'information pratique n° 6, par laquelle le Comité a engagé la République populaire démocratique de Corée à prendre des mesures raisonnables visant à faciliter les activités des missions diplomatiques sur son territoire, notamment pour proposer, s'il y a lieu, des circuits bancaires de remplacement.

196. Le Groupe d'experts a également pris acte du rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, dans lequel il est dit que « [l]es sanctions de l'Organisation des Nations Unies et les sanctions unilatérales qui frappent la République populaire démocratique de Corée ne s'appliquent évidemment pas à l'aide humanitaire, mais elles ont eu des conséquences défavorables involontaires et indirectes pour les personnes vulnérables » (A/70/393, par. 41). Le Groupe d'experts poursuit son enquête.

---

<sup>96</sup> Mémoire en clôture de l'accusation, 30 octobre 2015 (Singapour).

## XI. Recommandations

197. Depuis le premier rapport qu'il a adressé au Comité et au Conseil de sécurité en 2010, le Groupe d'experts a pris note de l'évolution des recommandations qui, de générales, sont devenues plus ciblées, plus concrètes et plus faciles à appliquer. Il répète que les recommandations formulées dans son rapport précédent (S/2015/131) continuent de s'appliquer et qu'elles devraient être réexaminées à la lumière des recherches qu'il a effectuées et des éléments supplémentaires qu'il a rassemblés.

### A. Recommandations au Comité

#### **Recommandation 1**

##### **Rapports nationaux de mise en œuvre et obligations des États Membres**

Le Groupe d'experts recommande que le Président et les Vice-présidents du Comité demandent aux États Membres qui n'ont pas encore présenté de rapport en application des résolutions pertinentes de s'acquitter de leur obligation en la matière. Ils devraient :

- a) Organiser régulièrement des réunions d'information pour les États membres;
- b) Organiser des réunions d'information pour les présidents des groupes régionaux;
- c) Organiser périodiquement des réunions bilatérales;
- d) Encourager les membres non permanents du Conseil de sécurité à présenter leurs rapports, pour donner l'exemple.

#### **Recommandation 2**

##### **Enseignement et formation spécialisés**

Le Groupe d'experts recommande que le Comité propose que le Conseil de sécurité renforce les mesures prescrites au paragraphe 28 de la résolution 1874 (2009) :

- a) En exhortant les États Membres à empêcher que des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée reçoivent un enseignement ou une formation spécialisés dispensés sur leur territoire par leurs propres ressortissants, dans des disciplines qui favoriseraient les programmes prohibés, l'enseignement général n'étant pas concerné;
- b) En encourageant les organisations internationales à demander conseil au Comité pour s'assurer que leurs programmes et cours de formation ne vont pas à l'encontre des sanctions imposées au paragraphe 11 de la résolution 2087 (2013).

#### **Recommandation 3**

##### **Paragraphe 10 de la Notice n° 5 d'aide à l'application des résolutions**

Le Groupe d'experts recommande que le Comité adapte l'avant-dernière phrase du paragraphe 10 de la Notice n° 5 d'aide à l'application des résolutions comme suit :

Ces résolutions interdisent tout transfert à destination ou en provenance de la République populaire démocratique de Corée, par leurs nationaux ou en provenance de leurs territoires respectifs, de conseils, de services ou d'assistance technique liés à l'entretien ou à l'utilisation d'armes et matériel connexe prohibés, *que ces articles aient été fournis par la République populaire démocratique de Corée ou transférés depuis son territoire.*

#### **Recommandation 4**

##### **Mise à jour de la Liste relative aux sanctions**

Le Groupe d'experts recommande que le Comité mette à jour la Liste relative aux sanctions comme suit :

a) Pour KPi.002 (Ri Je-Son), ajouter le nom « Li Je Sen » comme pseudonyme fiable;

b) Pour KPe.010, ajouter les informations suivantes :

**KPe.010** GREEN PINE ASSOCIATED CORPORATION

**Autres noms connus :**

Green Pine Association

Green Pine Associate

c) Pour KPe.02, ajouter les informations suivantes :

**KPe.002** Korea Ryonbong General Corporation

**Autres noms connus :**

Korea Lyongaksan General Trading Corporation

Korea Ryongaksan General Trading Corporation

**Renseignements divers :** Les entités appartenant à Ryonbong comprennent Korea International Chemical Joint Venture Company.

d) Pour KPe.019, ajouter les informations suivantes :

**KPe.019** Korea Complex Equipment Import Corporation

**Autre nom connu :** Korea Equipment & Plant Corporation (KEP)

**Adresse :** Central District, Pyongyang

**Renseignements divers :** Adresse électronique : kepc@co.chesin.com

e) Pour KPe.006, ajouter les informations suivantes :

**KPe.006** Korea Hyoksin Trading Corporation

**Renseignements divers :** Adresse électronique : rbc635@co.chesin.com

#### **Recommandation 5**

##### **Mise à jour de la Liste des articles interdits**

Le Groupe d'experts recommande que le Comité ajoute à la Liste des articles associés aux missiles balistiques les articles suivants (S/2014/253) :

a) Drones dotés de capacités de reconnaissance et ayant une capacité de commande de vol et de navigation autonomes (par exemple, pilotage automatique avec système de navigation par inertie);

b) Tous les systèmes, matériel et composants, y compris les systèmes de navigation, d'attitude, de guidage ou de commande spécialement conçus pour être intégrés dans des drones, tels que définis à l'alinéa a).

**Recommandation 6****Gel des avoirs**

a) Le Groupe d'experts recommande que le Président du Comité communique à tous les États Membres la lettre datée du 6 mai 2015 adressée au Mexique, dans laquelle il a dit que le *Mu Du Bong* était un avoir de l'OMM et qu'il devait donc être immobilisé.

b) Pour que les États Membres s'acquittent effectivement de leurs obligations en ce qui concerne le gel des avoirs et les mesures financières, le Groupe d'experts recommande que le Comité diffuse largement les informations suivantes dans une note d'information pratique :

i) Le Comité précise que les mesures prescrites à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et aux paragraphes 8 et 11 de la résolution 2094 (2013) s'appliquent aussi à tous les avoirs financiers et autres qui, *de l'avis d'un État*, pourraient contribuer à la conduite des activités interdites par les résolutions ou au contournement des mesures imposées par les résolutions;

ii) Le Comité précise que pour lui, « avoirs » et « ressources » s'entendent de biens de toute nature, y compris les navires, et que les États Membres devraient donc geler les navires qui sont la propriété ou sont sous le contrôle d'entités désignées;

iii) Le Comité réaffirme que la République populaire démocratique de Corée est également liée par les mesures prescrites au paragraphe 11 de la résolution 2094 (2013), qui interdit le transfert de tous actifs ou ressources économiques par ses nationaux ou des entités relevant de sa juridiction inscrits sur la Liste à d'autres nationaux ou entités relevant de sa juridiction;

iv) Dans le cadre de l'application du gel des avoirs, le Comité précise que les États Membres peuvent décider de prendre le contrôle des ressources ou avoirs gelés afin d'empêcher leur fuite, conformément à leurs procédures légales respectives [en application de l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et des paragraphes 8 et 11 de la résolution 2094 (2013)].

c) Le Groupe d'experts recommande que le Comité propose au Conseil de sécurité de :

i) Demander à chaque État Membre, dans le cadre de l'application des mesures imposées à l'alinéa d) du paragraphe 8 de la résolution 1718 (2006) et aux paragraphes 8 et 11 de la résolution 2094 (2013), de présenter rapidement au Comité un rapport contenant des informations détaillées sur le gel des fonds, autres actifs ou ressources économiques ou la prévention du transfert de tels avoirs ou ressources;

ii) Demander à tous les États de communiquer au Comité toutes les informations dont ils disposent sur les transferts d'aéronefs ou de navires de la République populaire démocratique de Corée à d'autres compagnies qui auraient pu être réalisés dans le but de contourner les sanctions ou en violation des dispositions des résolutions, y compris de signaler le changement de nom ou d'immatriculation d'un aéronef, navire ou bâtiment, et de prier le Comité de diffuser largement ces informations.

**Recommandation 7****Désignations**

En application du paragraphe 12 de la résolution 2087 (2013) et du paragraphe 27 de la résolution 2094 (2013), le Groupe d'experts recommande que le Comité désigne les personnes et l'entité qui ont violé les dispositions des résolutions ou qui ont aidé à contourner les sanctions (voir annexe confidentielle 109).

**B. Recommandations aux États Membres****Recommandation 8****Paragraphe 22 de la résolution 2094 (2013)**

Les États Membres devraient prendre les précautions prescrites par la Notice d'aide à l'application des résolutions n° 4 concernant l'exportation vers la République populaire démocratique de Corée de drones d'un rayon d'action inférieur à 300 kilomètres et dotés de capacités de reconnaissance, compte tenu de leur utilisation potentielle à des fins militaires.

**Recommandation 9****Paragraphe 9 de la résolution 1874 (2009)**

Les États Membres devraient accorder une attention particulière à l'exportation de cours de formation, conseils, services ou assistance techniques liés à la fourniture, à la fabrication, à l'entretien ou à l'utilisation de toutes armes ou matériel connexe à destination de la République populaire démocratique de Corée.

**Recommandation 10****Paragraphe 22 de la résolution 2094 (2013)**

Les États Membres devraient redoubler de vigilance vis-à-vis des exportations vers la République populaire démocratique de Corée des articles suivants :

a) Camions commerciaux qui pourraient être convertis en véhicules militaires ou utilisés en tant qu'armements et matériel connexe;

b) Articles commerciaux qui pourraient contribuer au programme de missiles balistiques à lanceur sous-marin, notamment sous-systèmes et composants, en particuliers moteurs électriques, batteries au plomb et systèmes de chargement, et technologie sonar;

c) Électronique navale (radars, sonars, boussoles et appareils similaires) pouvant être utilisée sur des navires.

**Recommandation 11****Obligations de faire rapport**

Les États Membres devraient communiquer au Comité les informations dont ils disposent sur les tentatives de violations et sur les mesures prises dans le cadre de l'application des résolutions.

## Annex 1 : Ongoing Investigations

### Case 1. Shipments of spare parts and equipment for submarines and military boats brokered by Green Pine from Austria to Angola and Vietnam

1. The Panel continued its investigation of two incidents involving Green Pine Associated Corporation (designated on 2 May 2012 as a primary arms dealer)<sup>1</sup>: two July 2011 deliveries of equipment and spare parts for military patrol boats to Angola and a February 2011 air shipment of submarine parts inspected in Taipei.<sup>2</sup> These consignments were shipped from Vienna by an Austrian national, Mr. Josef Schwarz through his company, Schwarz Motorbootservice & Handel GmbH. Mr. Schwartz had engaged in many previous trades with the Democratic People's Republic of Korea including violations and attempted violations of the luxury goods bans.<sup>3</sup>
2. The Panel confirmed that Mr. Schwarz acted on behalf of and assisted Green Pine in the evasion of the sanctions by acquiring and transferring arms and related materiel in violation of paragraph 8 (b) of resolution 1718 (2006) and paragraph 9 of resolution 1874 (2009).
3. As the items in the shipment were parts for submarines and military patrol boats, the Panel considers them arms and related materiel. Member States are prohibited from procuring from the Democratic People's Republic of Korea all arms and related materiel, whether or not originating in the territory of the country.<sup>4</sup>
4. The Panel notes that some Member States interpret the resolutions as only prohibiting the transfer of arms procured from North Korea, and not those brokered by North Korean entities but originating in other countries. The Panel recalls that paragraph 7 of resolution 2094 reaffirmed the prohibition of brokering or other intermediary services.
5. The Panel recommends that Member States ensure that all military-to-military cooperation with the Democratic People's Republic of Korea complies fully with the resolutions, in accordance with paragraph 11 of the Committee's IAN No. 5. The Panel further recalls paragraph 24 of resolution 2094 (2013), which calls upon States to exercise enhanced vigilance over the country's diplomatic personnel, given the key role played by the diplomats in promoting Green Pine's business activities abroad.
6. Green Pine had customers in Africa and Asia, procured arms and related materiel from the United States and Europe, and routed all shipments through Asia. Many of the countries with which it did business had long-term military-to-military cooperation with some States to evade sanctions. Green Pine also embedded its representatives within Democratic People's Republic of Korea's embassies under aliases in a neighbouring country. Green Pine further evaded States' export regulations by operating under the cover of Mr. Schwartz's company.

<sup>1</sup> S/2012/287.

<sup>2</sup> S/2015/131, paras. 81-83.

<sup>3</sup> The export of eight Mercedes Benz vehicles from Austria 2007 - 2008, attempted export of two luxury yachts from Italy in 2009. See, S/2012/422, paras. 84-85; and EU Regulation, No 1355/2011.

<sup>4</sup> Pursuant to paragraph 8 (b) of resolution 1718 (2006) and paragraph 9 of resolution 1874 (2009).

7. The July 2011 shipments were shipped from Vienna to a Luanda-based military company, Simportex E.P., as part of a 2 September 2009 contract with Green Pine relating to its provision of technical assistance for Mandume-class patrol boats (e.g. maintenance, repairs and replacement of parts). The contract expired in January 2012. In cooperation with the Angolan authorities, the Panel found that Green Pine's representative, Mr. Kim Hyok Chan, served as a diplomat in the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea in Luanda, and used Schwarz Motorbootservice to procure the items from a European company. Green Pine also operated from this embassy.<sup>5</sup>
8. The February 2011 consignment also originated in Austria. The consignee was a Vietnamese military company, General Army of Economic and Technology (GAET). Green Pine's office in a neighboring country ("Saeng Pil Trading Corporation") was involved in the shipment. The shipment was part of an agreement with GAET on technical training and services for the repair of Yugo class submarines. Mr. Schwartz had also procured items for this cargo from a United States company. The United States had already designated Green Pine at that time.<sup>6</sup>
9. The rerouting of shipments from Vienna through a neighbouring country to other destinations, despite less expensive alternate transportation routes, erased Mr. Schwartz's name from the documents on the final leg of the shipments. Angola provided information to the Panel indicating that Simportex's payments to Green Pine were to be made to a Beijing-based bank account held by an individual named "Kim Kwang Ho," routing through two corresponding banks in New York (figure 1).

Figure 1. Bank account used by Green Pine's representative

Dados Bancários da GPA	
(para o pagamento de serviços de assistência técnica às Lanchas Patrulheiras da classe Mandume da MGA)	
Beneficiário:	KIM KWANG HO
Banco de Beneficiário:	[REDACTED]
SWIFT:	[REDACTED]
Nº da conta:	[REDACTED]
Bancos Intermediários:	[REDACTED] NEW YORK BRANCH
SWIFT:	[REDACTED]
	NEW YORK FEDWIRE [REDACTED]
	NEW YORK FEDWIRE [REDACTED]

Source: The Panel.

<sup>5</sup> Email: gpa\_angola@yahoo.com.

<sup>6</sup> US Treasury, Fact Sheet, 30 August 2010.

**Case 2. Attempted arms transfer to United Arab Emirates**

10. The Panel is investigating a United Arab Emirates entity named Al Mutlaq Technology and its representatives, including Mr. Abdulrahman Abdulla Abdulrahman Baqer and associated individuals, over a reported attempt to acquire 100 million USD of arms and related materials from KOMID, as well as this entity's potential past dealings with other Democratic People's Republic of Korea entities. The UAE stated that Al Mutlaq had been investigated and that "Al Mutlaq had requested a 100 million dollar quotation "from an individual named Mr. Yoon Song Kim from North Korea based in China" but that "no relationship between KOMID and Al Mutlaq Technology or Mr. Baqer was detected." The UAE stated that as a precautionary measure Al Mutlaq Technology had been shut down (see annex 104-105).<sup>7</sup>

**Case 3. Possible brokering of military communication equipment in Malaysia**

11. According to a Member State, a Democratic People's Republic of Korea national, Mr. Pyon Won Gun, was likely working for a Malaysia-based company, Global Communication Co. ("Glocom"), which manufactures and supplies equipment for communication, navigation, command and control for military and para-military organizations. Glocom has reportedly been connected to the Reconnaissance General Bureau (RGB). Furthermore, Mr. Pyon's name is featured in email address on Glocom's online advertisements (figure 2).
12. The Panel has confirmed that no company under the name of Glocom exists at its listed physical address and that another company's information, "International Golden Services Sdn Bhd" (IGS) is listed as Glocom's contacts (figure 3). Mr. Fareeq Qael was listed as ICG's director since January 2013. Mr. Qael removed ICGS from his personal professional profile shortly after he was contacted by the Panel (but has never replied to the Panel). The Panel has also been waiting for a reply from Malaysia since November 2014.
13. The resolutions prohibit brokering by the Democratic People's Republic of Korea of the transfers of all arms and related materiel, as reaffirmed by paragraph 7 of resolution 2094 (2013). The Panel continues to investigate the activities of Glocom and its reported connections to the RGB.

---

<sup>7</sup> The Panel's meeting with UAE delegation, New York, December 2015.

Figure 2. An example of GLOCOM's product advertisements referring to the contact information of [wg.pyon@glocom.com.my](mailto:wg.pyon@glocom.com.my)

**Glocom C4ISR System**  
 Shipborne Communication System  
 GS-2400

## Flexible range of applications

### Flexibility when selecting the voltage source (Wide DC voltage inputs, AC power supply)

All Glocom radios come with wide range of DC inputs. There are optional DC power supply adaptors, so it can be chosen according to the installation conditions. An external multi range AC power supply available from Glocom enables operation of the radio with conventional AC power grids. The power supply is monitored automatically by means of a BIT function in the system. The AC power supply complies with current standards and contains active power factor correction. Supply voltage fluctuations are compensated for without affecting operation of the radio

### Suitable for fixed, mobile, aircraft operated by air force, army and navy

Military ship and aircraft place a variety of demands on the radio with respect to environmental impact such as g-force, vibration and temperature range. Furthermore, army, air force and navy platforms must sometimes support special applications in the variable frequency ranges. The Glocom radios offer a wide bandwidth to support a variety of applications.

### Software defined radio concept

All software elements of the Glocom radio system, including the waveforms and software options, can be loaded into the radio as needed by using the A/S and maintenance tool. Numerous software packages are available for this purpose. This approach also allows functional enhancements to be loaded at a later time with this approach. That means existing software functions can be enhanced without opening the radio or replacing hardware modules.

The current status of the software is shown in a comprehensive inventory report, which contains the status of all versions of the software and its components.

### Wireless interface in range of ship

The electric wiring in small space of air force, ship borne, vehicle would be brought on the intricate problems. Especially, electric wiring in air-tight space of air force is very difficult for modernization of old airborne and ships. The connecting the tactical terminal and equipment with individual soldiers of airborne, ship borne and special forces is also inconvenience and dangerous from them. Glocom supports the clear solutions using Wi-Fi technology. The wireless intercom system using wireless interface is very convenient in ship, vehicle and stationary, so it is very flexible to installation in field environment.

Stationary system (interior configuration)



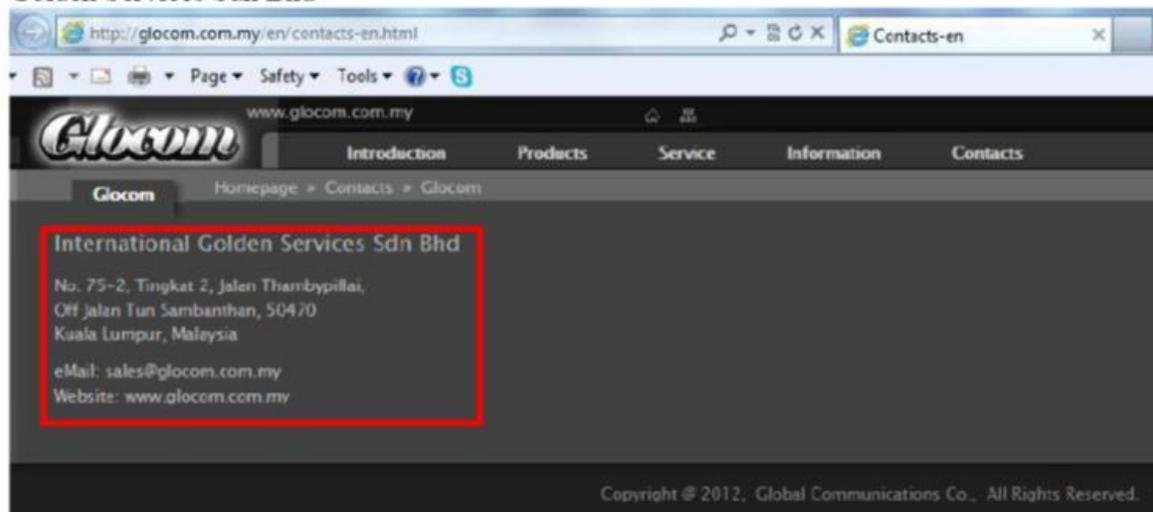
[wg.pyon@glocom.com.my](mailto:wg.pyon@glocom.com.my)

Copyright © 2012, Glocom, All Rights Reserved.

[www.glocom.com.my](http://www.glocom.com.my) [wg.pyon@glocom.com.my](mailto:wg.pyon@glocom.com.my)

Source: GLOCOM's homepage available at <http://glocom.com.my/public/pdf/GS-2400%20Catalogue%20v11e.pdf>.

Figure 3. GLOCOM's contact information provided on its website referring to International Golden Services Sdn Bhd



Source: <http://glocom.com.my/en/contacts-en.html>.

#### Case 4. Korea National Insurance Corporation links to designated entities

14. The Panel identified business relationships between OMM and Korean National Insurance Corporation (KNIC) whose German subsidiary was designated by the EU on 2 July 2015. KNIC purchased vessels and commodities including sugar via Chinpo Shipping, an OMM agent. The Panel has evidence demonstrating that KNIC insures Air Koryo aircraft for international flights (figure 4). Air Koryo has not responded to the Panel's request for insurance certificates. Further, the Panel notes that KNIC has insured both cargo and vessels operated by Ocean Maritime Management Co. Ltd (figure 5) and is thus continuing its investigation into KNIC and its role in facilitating the movement of assets of designated entities.

Figure 4. Korea National Insurance Corporation



## 조선민족보험총회사

### Korea National Insurance Corporation

비행기보험증권  
AIRCRAFT POLICY

번호 No. 10/4-1016-4

피보험자이름	Name of the Insured: AIR KORYO, D.P.R KOREA		
피보험처주소	Address of the Insured: SUNAN DISTRICT, PYONGYANG, D.P.R KOREA		
보험기간	Period of Insurance:	From 18 <sup>th</sup> Jan. 2012 To 31 <sup>st</sup> Oct. 2012	both days inclusive
비행기이용목적	Purpose of Use:	PASSENGER TRANSPORTATION	
비행사자명	Details of Pilots	MR. KIM CHOL	
지역범위	Geographical Limits:	From Pyongyang to Asia, America, Africa and Europe	

**비행기사유 Particulars of Aircraft**

제식형태 Make & Type	등록번호 Registration Marks	제작년도 Year of Manufacture	적객수 Declared Max. No. of Passenger at any one time	보험금액 Amount Insured	취급담보 Risks covered (Flight, Taxing, Moored, Ground)
IL-62	AIR KORYO P-886P	1988	160	K WON: 1,314,710,000.00	"FLIGHT, TAXING, MOORED, GROUND" AS APPLICABLE

조선민주주의인민공화국 보험사 총국의 AIRCRAFT  
 总行地址 平壤市 100-2-281444  
 电 话 850-2-281444  
 电 传 850-2-281444

Korea National Insurance Corporation, Pyongyang DPR Korea  
 Tel: 850-2-281444  
 Fax: 850-2-281444  
 E-mail: knc@knc.dpr.kp

Source: The Panel.

Figure 5. Korea National Insurance Corporation insuring Ocean Maritime Management Ltd., vessels

PARTICULARS OF VESSEL  
MV AP ROK GANG / DPR OF KOREA FLAG  
BUILT; AUG 1979 KOREA  
TYPE; TWEEN DECKER GENERAL CARGO SHIP  
CALL SIGN; HMYF  
INMARSAT NO; 444512310/11  
IMO NO; 8132835  
DWT; 13250MT ON SW 9.40M  
GRT/NRT; 9145/5610  
GRAIN/BALE; 19443/17822 CBM  
LOA/BEAM; 155.3M/20.5M  
SHLODS/SHATCHES ; 4 FOREWARD 1 AFTER  
DERRICK; 16 DR X 5TONS SWL  
CLASS; KOREA CLASSIFICATION SOCIETY  
P & I; KOREA SHIPOWNERS PROTECTION & INDEMNITY ASSOCIATION  
INSURANCE; KOREA NATIONAL INSURANCE CORPORATION

Korea National Insurance Corporation

Source: The Panel.

### Case 5. September 2009 export of machine tool

15. The Panel continued its investigation into the activities of Hsien Tai Tsai (also known as Alex Tsai) who has reportedly had business dealings with KOMID. Alex Tsai and his son, Yueh-Hsun Tsai (also known as Gary Tsai), were prosecuted by the United States in connection with their activities which violated United States laws against weapons of mass destruction proliferation, including through the September 2009 export of a machine tool from the United States to Taiwan Province of China. Both individuals pleaded guilty, and were sentenced by the court. The Panel could not confirm Alex Tsai's intention to re-route the machine tool to the Democratic People's Republic of Korea from Taiwan Province of China. The Panel continues to investigate Alex Tsai's reported dealings with KOMID.

### Case 6. Suspected arms-related cooperation with Ethiopia<sup>8</sup>

16. The Panel continued to investigate past military cooperation between an Ethiopia-based company (Homicho Ammunition Engineering Industry) and a Democratic People's Republic of Korea entity (Korea Mineral Trading General Corporation).<sup>9</sup> According to media reports, assistance to the Homicho Ammunitions Engineering Industry continued until at least late 2007.<sup>10</sup> Ethiopia confirmed to the Panel that Homicho was established in the 1980s with support from the Democratic People's Republic of Korea, but stated, "that kind of military cooperation does not exist anymore." The Panel notes that Korea Mineral Trading General Corporation is still listed as one of Homicho Ammunitions Engineering Industry's primary suppliers on the company's website (figure 6).

Figure 6. Extract of Homicho Ammunitions Engineering Industry profile

Homicho Ammunition Engineering Industry (HAEI) – Fact Sheet		
	For spare parts :	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Governmental and nongovernmental organizations</li> </ul>	
<b>Major Suppliers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Anton Spare Parts Trading GMBH Hamburg (Germany)</li> <li>Communication and Accessories Int. (Italy)</li> <li>Effective Laboratory (India)</li> <li>HMT International Limited (India)</li> <li><b>Korea Mineral Trading General Corporation</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>North Industries Corporation (China)</li> <li>Proflex (Czech Republic)</li> <li>Serind S.P.A. (Italy)</li> <li>Shiv Dial Sud and Sons (India)</li> <li>West Kemper Engineering (Germany)</li> <li>Poly, ALIT (China)</li> </ul>

Source: <http://www.metec.gov.et/index.php/en/metec-industries/homicho-ammunition-industry>, accessed 8 December 2015.

<sup>8</sup> S/2014/147, paras. 100-101 and S/2015, para. 88.

<sup>9</sup> See S/2015/131, para. 88 and S/2014/147, paras. 100-101.

<sup>10</sup> Andrea Berger, "Is Ethiopia Violating United Nations Sanctions against North Korea: New Evidence Uncovered", 38 North, 23 December 2014, available from <http://38north.org/2014/12/aberger122314/>

## Annex 2 : Correspondence with Member States

Country	Number of letters sent	Responses received	No responses
Albania	1	1	0
Angola	4	3	1
Austria	1	(one letter for previous inquiries)	1
Bangladesh	6	6	0
Belgium	1	1	0
Brazil	3	3	0
Cambodia	7	0	7
Cameroon	1	0	1
Canada	1	1	0
China	8	5	3
Cuba	3	0	3
Côte d'Ivoire	1	0	1
Czech Republic	1	1	0
Denmark	3	0	3
Egypt	4	3	1
Eritrea	1	1	0
Ethiopia	5	1	4
Estonia	2	0	2
Fiji	1	1	0
France	6	1	5
Germany	8	4	4
Ghana	5	1	4
Greece	2	2	0
Guinea	1	0	1
India	6	4	2
Indonesia	4	0	4
Iran	1	0	1
Israel	6	4	2
Italy	5	4	1
Japan	4	4	0
Kazakhstan	2	2	0
Kiribati	5	5	0
Latvia	1	1 (plus one letter for previous inquiry)	0
Lebanon	1	1	0
Malaysia	6	0	6
Mexico	4	4	0
Mongolia	2	2	0
Morocco	1	1	0

Mozambique	2	0	2
Myanmar	4	3	1
Nigeria	1	0	1
Pakistan	1	1	0
Panama	3	1	2
Paraguay	1	1	0
Peru	1	1	0
Philippines	7	4	3
Poland	1	1	0
Qatar	3	3	0
Republic of Korea	4	4	0
Russia	5	5	0
Saudi Arabia	3	0	3
Senegal	1	1	0
Sierra Leone	4	0	4
Singapore	5	5	0
Solomon Islands	1	0	1
South Africa	3	1	2
Spain	6	5	1
Sudan	2	0	2
Switzerland	3	3	0
Tanzania	1	0	1
Thailand	8	4	4
Togo	1	0	1
Turkey	1	1	0
Tuvalu	4	4	0
Uganda	6	4	2
Ukraine	4	4	0
United Arab Emirates	2	1 (plus one letter for previous inquiries)	1
United Kingdom	6	6	0
United States	3	1 (plus 2 letters for previous inquiries)	2
Viet Nam	7	5	2
Yemen	1	0	1
<b>TOTAL</b>	<b>229</b>	<b>136 (plus 5 letters for previous inquiries)</b>	<b>93</b>

Source: The Panel

**Annex 3 : Member States to submit NIR****Africa**

1. Angola
2. Benin
3. Botswana
4. Burundi
5. Cameroon
6. Cape Verde
7. Central African Republic
8. Chad
9. Comoros
10. Congo
11. Côte D'Ivoire
12. Democratic Republic of  
Congo
13. Equatorial Guinea
14. Eritrea
15. Ethiopia
16. Gabon
17. Gambia
18. Ghana
19. Guinea
20. Guinea Bissau
21. Kenya
22. Lesotho
23. Liberia
24. Libya
25. Madagascar
26. Malawi
27. Mali
28. Mauritania
29. Mauritius
30. Mozambique
31. Niger
32. Rwanda
33. Sao Tome and Principe
34. Senegal
35. Seychelles
36. Sierra Leone
37. Somalia
38. South Sudan
39. Sudan
40. Swaziland
41. Tanzania
42. Togo

43. Tunisia
44. Zambia
45. Zimbabwe

**Americas**

46. Antigua and Barbuda
47. Bahamas
48. Barbados
49. Belize
50. Bolivia
51. Costa Rica
52. Dominica
53. El Salvador
54. Grenada
55. Haiti
56. Honduras
57. Jamaica
58. Nicaragua
59. Saint Kitts and Nevis
60. Saint Lucia
61. Saint Vincent and the  
Grenadines
62. Suriname
63. Trinidad and Tobago
64. Venezuela

**Asia**

65. Afghanistan
66. Bangladesh
67. Bhutan
68. Cambodia
69. Iran
70. Iraq
71. Malaysia
72. Myanmar
73. Nepal
74. Oman
75. Syria
76. Tajikistan
77. Timor-Leste
78. Yemen

**Europe**

79. Bosnia and Herzegovina

**Oceania**

80. Fiji
81. Kiribati
82. Micronesia
83. Nauru
84. Palau
85. Papua New Guinea
86. Samoa
87. Solomon Islands
88. Tonga
89. Tuvalu
90. Vanuatu

### Annex 4 : Pyunggye-ri Nuclear test site

West portal (15 October 2015)



Signs of heavy traffic and grounding activities are visible.

Main support area (15 October 2015)



Source: The Panel

**Annex 5 : Yongbyon nuclear complex**

Light water reactor and 5 MWe reactor (15 October 2015)



5MWe reactor (15 July 2015)



Source: The Panel

Areas near the possible fuel assembly building (15 October 2015)



*North side of the possible fuel assembly building*

15 October 2015

15 July 2015



Source: The Panel

Fuel fabrication plant (uranium enrichment facility)



15 October 2015

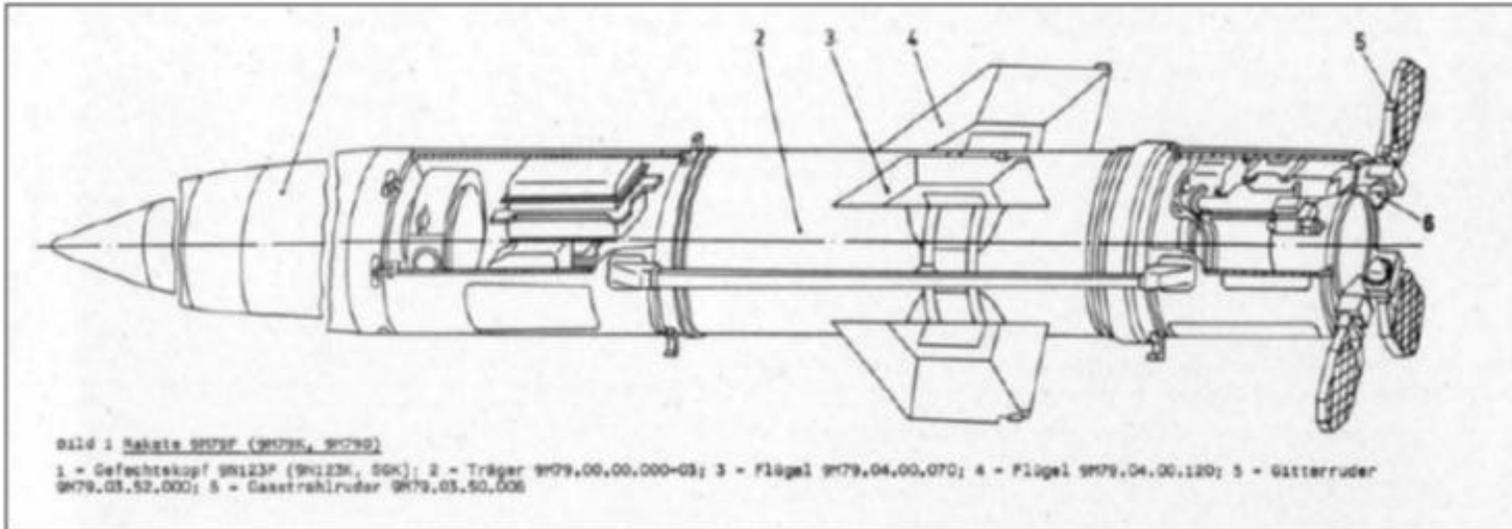


15 July 2015



New building

## Annex 6 : 9M79 missile main characteristics



*Unofficial translation by the Panel*

- 1: Warhead (9N123F or 9N123K)
- 2: Body
- 3: Fins
- 4: Fins
- 5: Aerodynamic rudders
- 6: Gas-dynamic rudders

Panel Translation:

Diameter: 650 mm  
 Length of the missile: 6400 mm  
 Wingspan: 1440 mm  
 Mass at take-off: 2000 kg  
 Length of the body: 4075 mm  
 Mass of missile body (without Warhead): 1518 kg  
 Missile engine fuel: solid fuel mixture  
 Mass of the fuel incl. armor: 926 kg  
 Mass of armor: 17 kg  
 Thrust: 96020 N  
 Missile engine operation time: 18.4 ... 28 s (depending on the fuel temperature.)  
 Medium pressure in the combustion chamber: 6.77 MPa

Durchmesser	650 mm
Länge der Rakete	6 400 mm
Spannweite der Luftruder	1 440 mm
Startmasse der Rakete	2 000 kg
Länge des Trägers	4 075 mm
Masse des laborierten Trägers	1 518 kg
Treibstoff der Triebwerkeinrichtung	Feststoffgemisch
Masse des Treibstoffs der Triebwerkeinrichtung mit Panzerung	926 kg
Masse der Panzerung	17 kg
Nennschub der Triebwerkeinrichtung	96 020 N (9 700 kp)
Betriebszeit der Triebwerkeinrichtung	18,4 ... 28 s (in Abhängigkeit von der Treibstoffanfangstemperatur)
Mittlerer Druck in der Kammer der Triebwerkeinrichtung	6,77 MPa (69 kp/cm <sup>2</sup> )

Masse des Gefechtskopfes 9N123F	482 kg
Sprengstoffmasse der Sprengladung	162,5 kg
Zu bekämpfende Fläche durch den Gefechtskopf 9N123F bei einer spezifischen Splitterenergie von	
a) 1,32 kJ/cm <sup>2</sup> (135 kp/cm <sup>2</sup> ) auf eine Zielfläche von 1,8 m <sup>2</sup>	3 ha
b) 2,35 kJ/cm <sup>2</sup> (240 kp/cm <sup>2</sup> ) auf eine Zielfläche von 1,8 m <sup>2</sup>	2 ha
Masse des Gefechtskopfes 9N123K	482 kg
Anzahl der Splitterladungen	50
Sprengstoffmasse in der Splitterladung	1,45 kg
Zu bekämpfende Fläche durch den Gefechtskopf 9N123K bei einer spezifischen Splitterenergie von	
a) 1,32 kJ/cm <sup>2</sup> (135 kp/cm <sup>2</sup> ) auf eine Zielfläche von 1,8 m <sup>2</sup>	7 ha
b) 2,35 kJ/cm <sup>2</sup> (240 kp/cm <sup>2</sup> ) auf eine Zielfläche von 1,8 m <sup>2</sup>	3,5 ha

Mass of the 9N123F warhead: 482kg  
 Mass of the explosive: 162.5 kg  
 Effective combat area of the 9N123F warhead with specific burst energy of:

- a) 1,32 kJ/cm<sup>2</sup> (135 kp/cm<sup>2</sup>) on a target area of 1,8 m<sup>2</sup> 3 ha
- b) 2,35 kJ/cm<sup>2</sup> (240 kp/cm<sup>2</sup>) on a target area of 1,8 m<sup>2</sup> 2 ha

Mass of the 9N123K warhead: 482kg  
 Number of sub-munitions: 50  
 Mass of the sub-munition explosive: 1.45 kg  
 Effective combat area of the 9N123K warhead with specific burst energy of:

- a) 1,32 kJ/cm<sup>2</sup> (135 kp/cm<sup>2</sup>) on a target area of 1,8 m<sup>2</sup> 7 ha
- b) 2,35 kJ/cm<sup>2</sup> (240 kp/cm<sup>2</sup>) on a target area of 1.8 m<sup>2</sup> 3.5 ha

Source: The Panel.

Annex 7 : SLBM test media release 9 May 2015

Headline: "Kim Jong Un Watches Strategic Submarine Underwater Ballistic Missile Test-fire"



Source: Rodong Sinmun, available from NK News archive at <http://kcnawatch.nknews.org/pub/assets/pdf/rodong-sinmun/2015/05/09/rodong-sinmun-2015-05-09.pdf>.

**Annex 8 : Enlargement of the SLBM**



*Source:* Kim Jong Un Watches Strategic Submarine Underwater Ballistic Missile Test-fire, Rodong Sinmun, 9 May 2015.

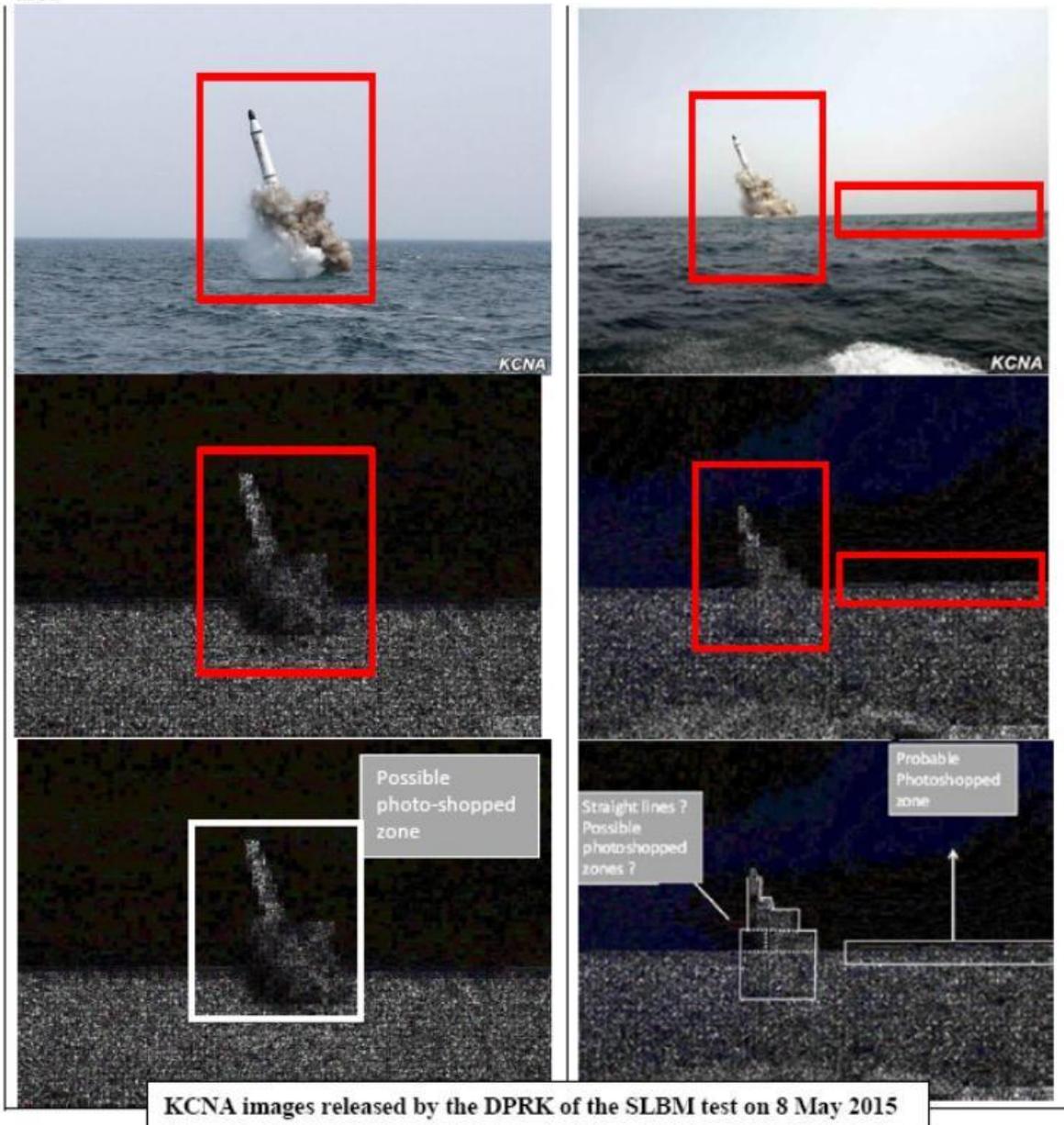
**Official test images**

The Panel is of the view that several of the 8 May 2015 test official photographs were manipulated and that images unrelated to the test may have been inserted (see annex 9). While the additional release of test video footage showed the missile emerged from the sea, it is unclear whether the ejection was from a submarine or a submerged platform. Without underwater footage, the launch platform could not be verified with certainty by the Panel. However, two Member States reported that the SLBM was launched from a submarine.

**Annex 9 : Error-level analysis**

Image 1: Note the box-like straight-edges showing image adjustment or superimposed cut-outs of other images of the missile exhaust smoke area

Image 2: Note the squares and rectangles showing possible image manipulation, erasure and superimposed image cut-outs



Annex 10 : Sohae Overview



**Annex 11 : Sohae Assembly Building Area**

**Tongchang-ri (Assembly Building Area)**



Map No. 4551.2  
January 2016

Department of Field Support  
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

Annex 12 : Sohae Launch Pad

Tongchang-ri Launch Pad



Map No. 4551.3  
December 2015

Department of Field Support  
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

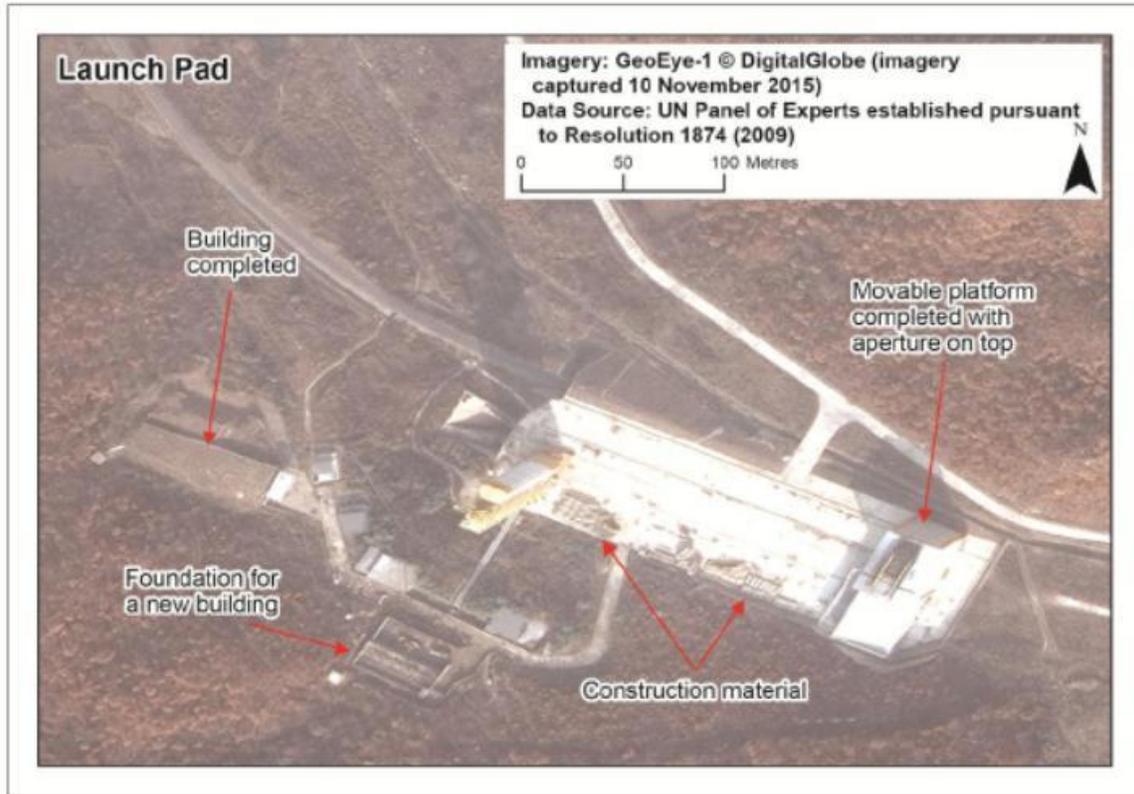
# Tongchang-ri Launch Pad



Map No. 4551.4  
December 2015

Department of Field Support  
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

## Tongchang-ri Launch Pad

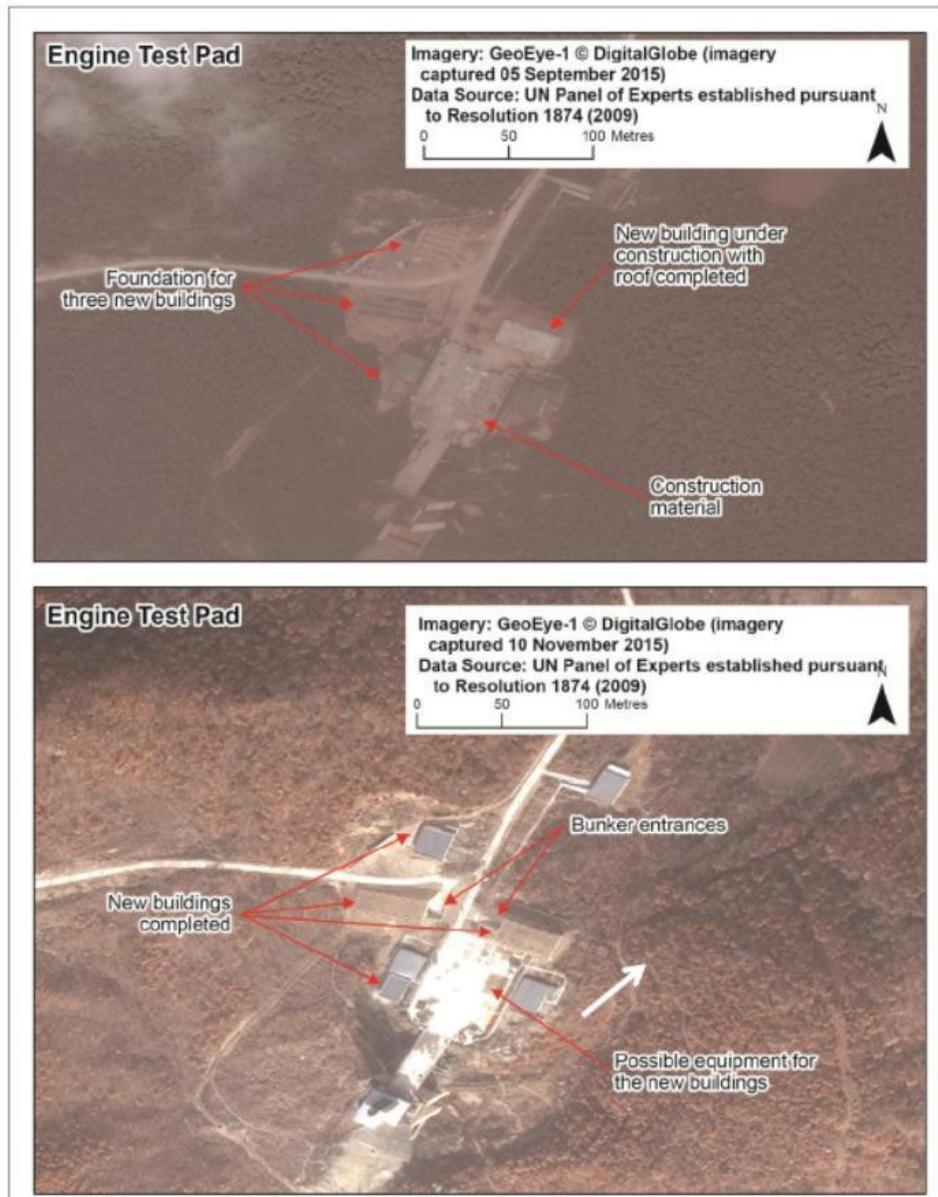


Map No. 4551.5  
January 2016

Department of Field Support  
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

Annex 13 : Sohae Engine Test Pad

Tongchang-ri Engine Test Pad



Map No. 4551.6  
January 2016

Department of Field Support  
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

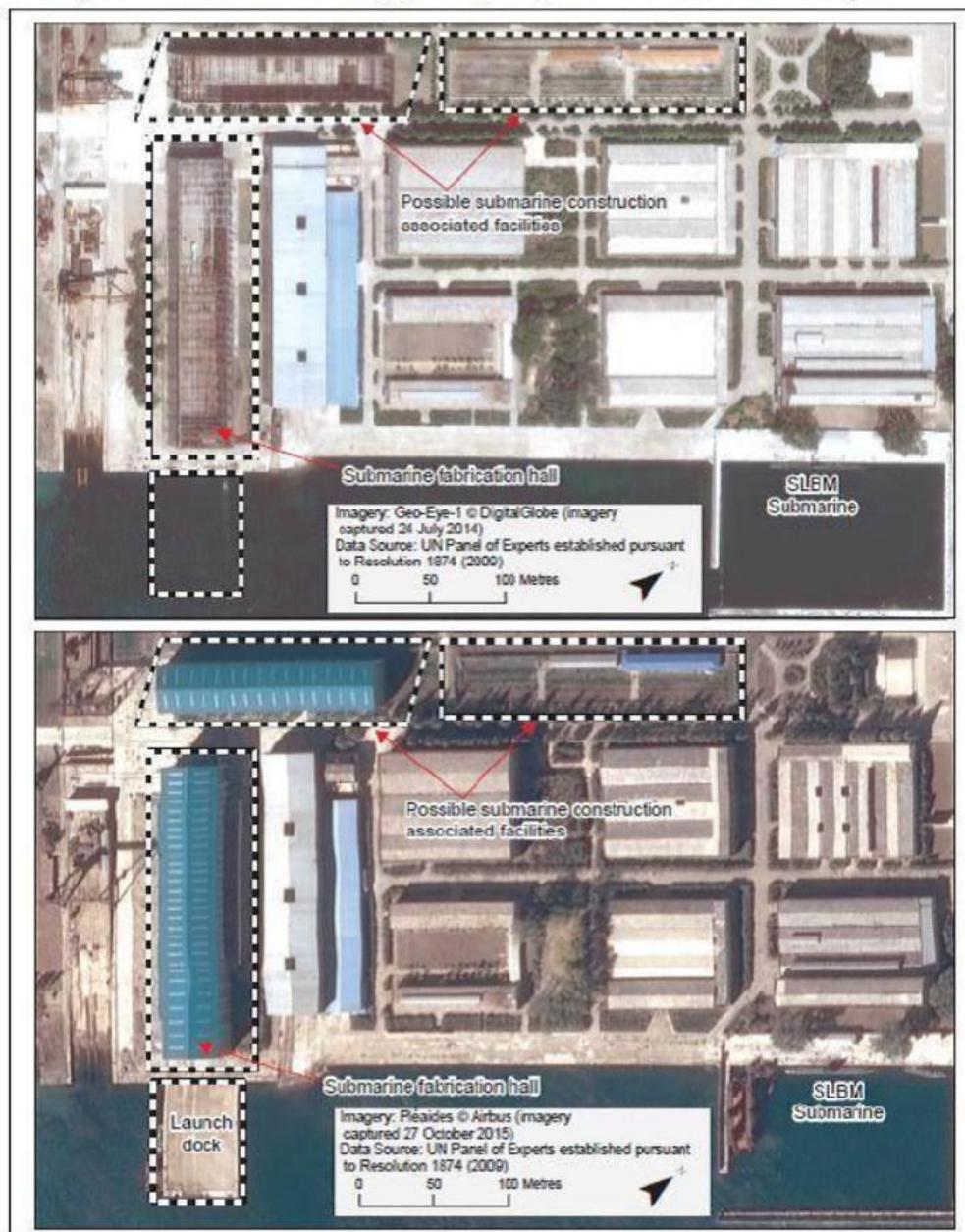
### Annex 14 : SLBM related facilities at Sinpo



Map No. 4551.7  
January 2016

Department of Field Support  
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

### Annex 15 : Sinpo South Shipyard Sinpo submarine shipyard progress since 24 July 2014



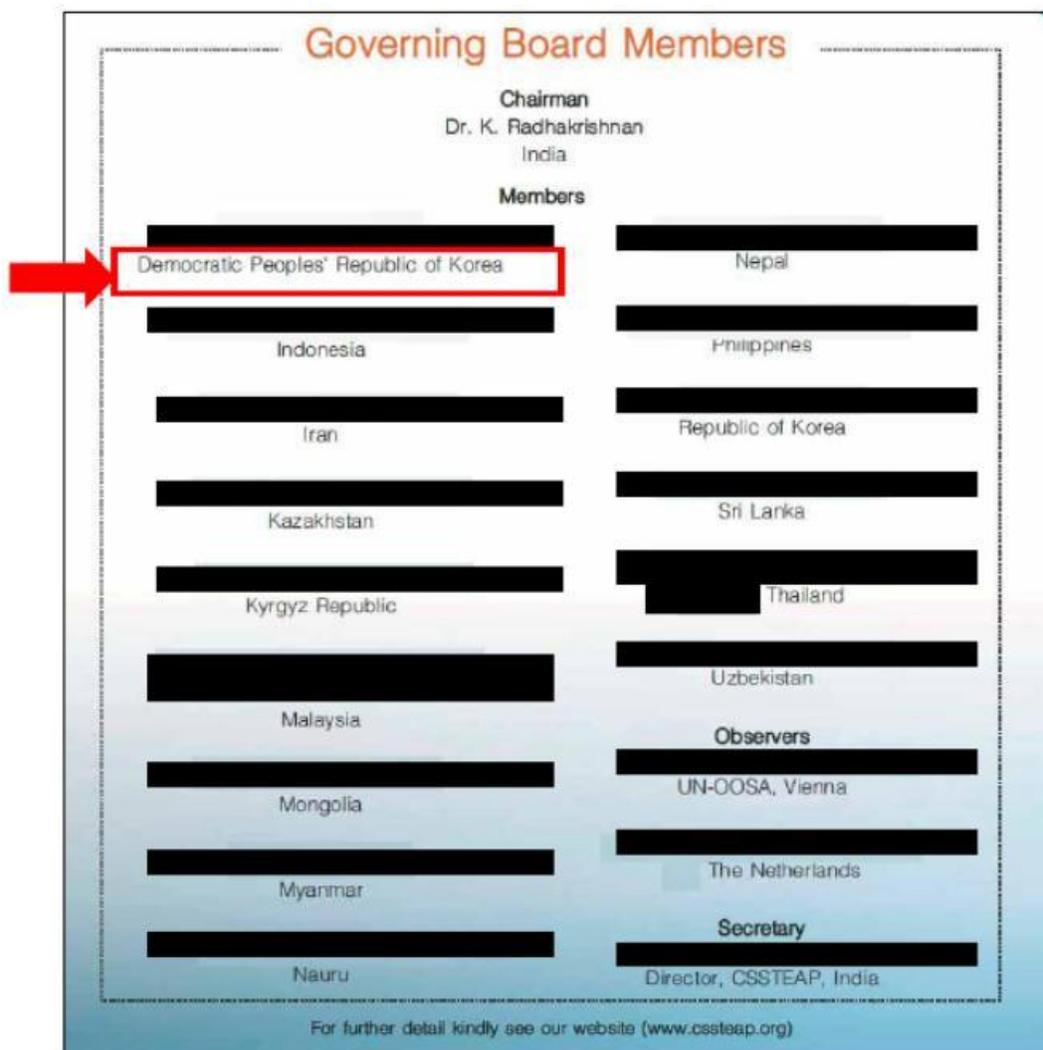
Map No. 4551.8  
January 2016

Department of Field Support  
Geospatial Information Section (formerly Cartographic Section)

**Annex 16 : CSSTEAP introduction**

The CSSTEAP was the first regional centre established in November 1995 in Dehradun, India pursuant to UNGA resolutions 45/72 of 11 December 1990 and 50/27 of 6 December 1995 referring to the need for space science and technology education to become accessible to developing countries. Its activities are administered by an international governing board consisting of 15 signatory members from countries in the Asia- Pacific, including the Democratic People's Republic of Korea (see figure 1).

**Figure 1:** Governing Board of the CSSTEAP



Source: <http://www.cssteap.org/> accessed 30 December 2015.

## Annex 17 : Mr. Paek Chang Ho at CSSTEAP

7/30/2016 Second PG Course in Satellite Communications 1999 - 2000 | CSSTEAP

**Second PG Course in Satellite Communications 1999 - 2000**

S.No.	Participant Name	Country	Project Title (Click on Title for Details)
1.			
2.			
3.			
4.	Mr. Paek Chang Ho	DPR Korea	Study and System Design of HEO based Communication system
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			
11.			
12.			
13.			
14.			
15.			
16.			
17.			
18.			

Source: <http://www.cssteap.org/> accessed 30 December 2015.

## Annex 18 : DPRK's participation into the CSSTEAP courses since 2006

LIST OF PARTICIPANTS ENROLLED AFTER OCTOBER 2006 FROM DPR KOREA				
S.N.	Name	Organization Address	Course Year	Passport No.
<b>Course: Remote Sensing &amp; Geographic Information System (PG)</b>				
1.		Academy of Science, RS & GIS Institute, Sat image processing division, Kwahak1-dong, Unjong District, Pyongyang, DPR Korea	2008-2009	
2.		State Academy of Sciences, Institute of Geography, Water Resources Division, Kwahak -1 dong, Unjong District, Pyongyang, DPR Korea	2008-2009	
3.		Senior Researcher Institute of Earth Environmental Information (IEEI), State Academy of Sciences, Kwahak-1 Dong, Unjong District, Pyongyang, DPR Korea	2014-2015	
4.		Senior Researcher Scientific Research Institute for Municipal Administration (SRIMA), State Academy of Sciences, Gyangbok 1-Dong, Gyangbok Street, Pyongyang, DPR Korea	2014-2015	
5.		Senior Researcher Institute of Earth Environmental Information (IEEI), State Academy of Sciences, DPR Korea, Kwahak-1 Dong, Unjong District, Pyongyang, DPR Korea	2015-2016 <i>(ongoing)</i>	
6.		Researcher Research Institute, National Aerospace Development Administration, Central District, Pyongyang, DPR Korea	2015-2016 <i>(ongoing)</i>	
<b>Course: Satellite Meteorology &amp; Global Climate (PG)</b>				
7.		Central Meteorological Institute State Hydrometeorological Administration (SHMA), Oesong-dong, Central District Pyongyang, DPR Korea	2010-2011	

8.		Institute of RS & Geoinformatics State Academy of Sciences Kwahak 1-dong, Unjong District Pyongyang, DPR Korea	2010-2011	
<b>Course: Satellite Communications (PG)</b>				
9.		Senior Researcher The State Academy of Science, DPR Korea Kinmaul1-dang, Moranbong District Pyongyang, DPR Korea	2009-2010	
10.		Head of Laboratory of Space Communication The State Academy of Science, DPR Korea Kinmaul1-dang, Moranbong District Pyongyang, DPR Korea	2009-2010	
<b>Course: Space &amp; Atmospheric Sciences (PG)</b>				
11.		The State Academy of Sciences, DPR Korea Institute of Remote Sensing & Geo- Geoinformatics (IRGS) Gwang Myong Dong, Unjong District, Pyongyang, DPR Korea	2010-2011	
12.		Institute of Physics (IOP) The State Academy of Sciences, DPR Korea, Kwahak – 1 Dong, Unjong District Pyongyang, DPR Korea	2010-2011	

Source: The Panel.

**Annex 19 : CSSTEAP cancellation regarding four DPRK nationals**

Annexure -E

Contact details of 4 participants from DPR Korea (two each from SATCOM and GNSS courses of year 2016), whose admission has been cancelled.

1. [REDACTED] (SATCOM course)  
Senior Researcher  
Institute of Earth Environmental Informatics (IEEI)  
State Academy of Sciences,  
Pyongyang, DPR Korea  
Phone: +850-02-18111 Ext: 381 8544  
Fax: +85023182100/4410  
Email: arirangip@star-co.net.kp
2. [REDACTED] (SATCOM course)  
Institute of Earth Environmental Informatics (IEEI)  
State Academy of Sciences,  
Pyongyang, DPR Korea  
Phone: (O) +85-02-18111 Ext : 8050  
Fax: 00850-02-3814585  
Email: Nada.Dprk@Star-Co.Net.Kp
3. [REDACTED] (GNSS course)  
Researcher  
National Aerospace Development Administration  
Central District, Pyongyang  
Phone: +00850-2-18111 Ext : 381 8544  
Email: Nada.Dprk@Star-Co.Net.Kp  
Fax: +00850-2-3814585
4. [REDACTED] (GNSS course)  
State Academy of Science, Unjong District,  
Pyongyang DPR of Korea  
(O): +85-02-18111  
Ext: 381- 8544  
Email: Arirangip@Star-Co.Net.Kp  
Fax: +00850-2-381-2100/4410

Source: The Panel.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 20**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

## Annex 21 : Extract of the SAS syllabus

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ionosonde</li> <li>• HF and VHF Radars</li> <li>• Coherent and Incoherent Scatter Radars (HF, VHF and MST)</li> <li>• Radio Beacon Techniques</li> <li>• Global Positioning System (GPS)</li> </ul>
1.3.3 Optical Techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Photomultipliers Tubes</li> <li>• Image Intensifiers</li> <li>• Lasers</li> <li>• Semiconductor Photonic Devices</li> <li>• Photo diodes</li> <li>• Avalanche diodes</li> <li>• Laser diodes</li> <li>• CCD &amp; CMOS imaging detectors</li> <li>• Imagers Interference Filters and Etalons</li> <li>• Fabry Perot Interferometer</li> <li>• Filter Photometers</li> <li>• Lidar, Aerosols, Trace Gases and Ozone measuring devices</li> </ul>
1.3.4 Airglow	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Airglow</li> <li>• Oxygen green and red line emission</li> <li>• Nightglow</li> <li>• Dayglow</li> <li>• Twilight Glow</li> <li>• Applications of Airglow Measurements for Ionospheric Dynamics</li> </ul>
<b>SAS.104 Space Instrumentation</b>	
1.4.1 Launch Vehicles, Satellites and their Orbits	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principles of Rocketry</li> <li>• Rocket Motors</li> <li>• Solid and Liquid Fuel Rockets</li> <li>• Sounding Rockets</li> <li>• Cryogenic engines</li> <li>• Multistage Rockets</li> <li>• Satellite Launch Vehicles</li> <li>• Basics of Satellite orbits</li> <li>• Kepler's Laws</li> <li>• Sub-satellite Point</li> <li>• Orbital Parameters</li> <li>• Sun-synchronous and geosynchronous Orbits</li> <li>• Low-Earth Orbits</li> </ul>
1.4.2 Attitude Control, Power and Thermal systems of Spacecrafts	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attitude Sensors</li> <li>• Sun Sensors</li> <li>• Star Sensors</li> <li>• Earth Sensors</li> <li>• Magnetic Aspect Sensors</li> <li>• Accuracy</li> <li>• Spin Stabilization and Gyros</li> <li>• Control of Flight-path</li> <li>• Close-loop Guidance, Spacecraft Power System</li> <li>• Solar Cells and Panels</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Primary and Secondary Batteries</li> <li>• Special Power Sources</li> <li>• Radioactive Thermoelectric Generators (RTG)</li> <li>• Spacecraft thermal control techniques</li> </ul>
1.4.3 Selection of Materials for Space – borne payloads	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Behavior of Materials in Space (Temperature, Pressure and Radiation)</li> <li>• Outgassing</li> <li>• Corona Discharge</li> <li>• Coating and Coating-compounds</li> <li>• Radiation Damage</li> <li>• Mounting of Subsystems</li> <li>• Structural and Mass Limitations</li> <li>• Carbon Fiber Reinforced Plastic (CFRP)</li> <li>• Honeycomb Structures</li> <li>• Effects of Vibrations and Shocks on Spacecraft Structures</li> <li>• Spacecraft Thermal Environments</li> <li>• Thermal Paints and Surface Finish</li> </ul>
1.4.4 Reliability, Tests and Qualification of Payloads for Space Experiments	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fabrication of Electronics</li> <li>• Subassemblies</li> <li>• Electromagnetic Compatibility</li> <li>• Checkout, Reliability Considerations and derating</li> <li>• Test and Evaluation</li> <li>• Thermovac tests</li> <li>• Vibration and shock tests</li> </ul>
1.4.5 Telemetry, tracking, Command (TTC) and Data Handling System	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Telemetry System</li> <li>• Signal Conditioner, Onboard Data Recorder, Telecommand</li> <li>• Encoder</li> <li>• Decoder</li> <li>• Pulse and Data Commands</li> <li>• RF Systems</li> <li>• Receivers, Transmitters and Antenna</li> <li>• Ground Segments</li> <li>• Real-time and Off-line</li> <li>• Tracking</li> </ul>
1.4.6 In Situ Techniques on Space Platforms	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Langmuir Probe</li> <li>• Electric Field Probe</li> <li>• Ion Drift Meter</li> <li>• Retarding Potential Analyzers</li> <li>• Mass Spectrometers and Magnetometers</li> <li>• Satellite based temperature measurement</li> <li>• Satellite Drag for Neutral Densities</li> </ul>
<b>SAS.105 Space Exploration</b>	
1.5.1 Atmospheres of other Planets and Satellites	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inner and outer planets</li> <li>• Structure and Composition of atmospheres planets (e.g. Jupiter, Mars, Venus and Saturn)</li> <li>• their important Satellites</li> </ul>
1.5.2 Ionospheres of	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ionospheres and magnetospheres of solar planets</li> </ul>

Source: The Panel.

## Annex 22 : Extract of the GNSS syllabus

6.8 Receiver Output	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1pps signal</li> <li>• NMEA</li> <li>• RINEX</li> </ul>
<b>7.0 GNSS/INS Integrated Navigation</b>	
7.1 Inertial Navigation Systems	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inertial Sensors <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accelerometer</li> <li>- Gyroscopes</li> </ul> </li> <li>• Inertial Measurement Units</li> <li>• Inertial Navigation <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inertial-Frame Navigation Equations</li> <li>- Earth-Frame Navigation Equations</li> <li>- Local-Navigation-Frame Equations</li> <li>- Navigation equation Precession</li> <li>- Initialization and Alignment</li> <li>- INS Error Propagation</li> </ul> </li> <li>• Platform INS</li> <li>• Horizontal-Plane Inertial Navigation</li> <li>• Integration GNSS and INS data using Kalman Filter</li> </ul>
<b>8.0 GNSS Applications</b>	
8.1 GNSS Navigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Professional and personal</li> <li>• GIS/mapping</li> <li>• Surveying</li> <li>• Natural Hazards management</li> <li>• Earth science</li> <li>• Natural resources</li> <li>• Infrastructure</li> <li>• Heavy Equipment navigation</li> <li>• Navigation for Bicyclers</li> <li>• Hikers, Climbers, Pedestrians</li> <li>• Space Flight navigation</li> </ul>
8.2 Navigation and Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Automobile Navigation</li> <li>• Aircraft Navigation</li> <li>• Maritime Navigation</li> <li>• Tracking</li> <li>• Time Related Applications</li> </ul>
8.3 Communication, Navigation and Surveillance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Geodesy</li> <li>• Location-Based Services</li> <li>• Precision Agriculture</li> <li>• Natural resources management</li> <li>• Disaster warning and emergency response</li> <li>• Aviation</li> <li>• Maritime</li> <li>• Land transportation</li> </ul>

Source: The Panel.

## Annex 23 : Extract of the SATCOM syllabus

1.4 Digital Signal Processing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Discrete Time Signals and Systems</li> <li>• Sampling of Continuous Time Signals</li> <li>• Z-Transform</li> <li>• Discrete Fourier Transform</li> <li>• Computation of Discrete Fourier Transform</li> <li>• Structure for Discrete Time Systems</li> <li>• Filter Design Techniques</li> <li>• Wavelet Transforms</li> <li>• Signal Compression</li> <li>• Examples of DSP based subsystems for Satellite Communications</li> </ul>
 1.5 Modulation, Multiplexing and Multiple Access	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analog and Digital Modulation and Demodulation Techniques (AM/ FM/ PM/ M-PSK/ MSK/ Hybrid)</li> <li>• Transmission Impairments</li> <li>• Source Coding of Video &amp; Audio signals</li> <li>• Channel coding</li> <li>• Multiplexing /De-multiplexing</li> <li>• Spread Spectrum Techniques</li> <li>• Multiple Access Techniques</li> </ul>
1.6 Seminar	Topics on societal applications based on Satellite Communications
Module-II	
2.1 Earth Station Technology	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Satellite Communications Earth Station – An Overview</li> <li>• Technology of Earth Station Sub-Systems</li> <li>• Earth Station Design Considerations</li> <li>• Earth Station Standards</li> <li>• Checkout of Earth Station</li> <li>• Operations &amp; Maintenance of Fixed and Transportable Earth Station</li> <li>• Fabrication Techniques</li> </ul>
2.2 Broadcasting using Satellite Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analog &amp; Digital Broadcasting Systems &amp; Standards</li> <li>• Satellite TV and Access Systems</li> <li>• Internet Protocol (IP) over Satellite</li> <li>• Selected Applications</li> <li>• Satellite News Gathering (SNG) for Radio and TV</li> <li>• Radio Networking</li> <li>• Digital Audio Broadcasting</li> <li>• TV Studio and its Operations/ Outdoor Broadcasting Van</li> <li>• Video Conferencing via Satellite</li> <li>• Multimedia &amp; IP TV</li> <li>• Video On-Demand</li> </ul>

Source: The Panel.

**Annex 24 : Satellite Control Center location in Pyongyang**



Source: Google Earth.

## Annex 25 : NADA as the focal point on the registration of space objects



조선민주주의인민공화국  
상설대표부

*Permanent Mission of the Democratic People's Republic of Korea*

No: \_\_\_\_\_ Date: 26 February 2015

The Permanent Mission of the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) to the United Nations (Vienna) presents its compliments to the Secretary-General of the United Nations and, in accordance with article II of the Convention on the Registration of Objects Launched into Outer Space (General Assembly resolution 3235, annex), has the honour to inform him that the DPRK has established a national registry of objects launched into outer space.

Pursuant to paragraph 2 ( c ) of General Assembly resolution 62/101, entitled "Recommendations on enhancing the practice of States and international intergovernmental organizations in registering space objects", the Democratic People's Republic of Korea also wishes to inform the Secretary-General of the United Nations of the establishment of a national focal point on the registration of space objects. The national focal point on the registration of space objects is the National Aerospace Development Administration (NADA) of the DPRK. The contact details are:

National Aerospace Development Administration (NADA) of the DPRK  
E-mail: [nada.dprk@star-co.net.kp](mailto:nada.dprk@star-co.net.kp)  
Fax: 00850 23814585  
Address: Central district, Pyongyang, DPR Korea

The Permanent Mission of the Democratic People's Republic of Korea avails itself of this opportunity to renew to the Secretary-General of the United Nations the assurances of its highest consideration.

Secretary-General of the United Nations  
c/o United Nations Office for Outer Space Affairs



---

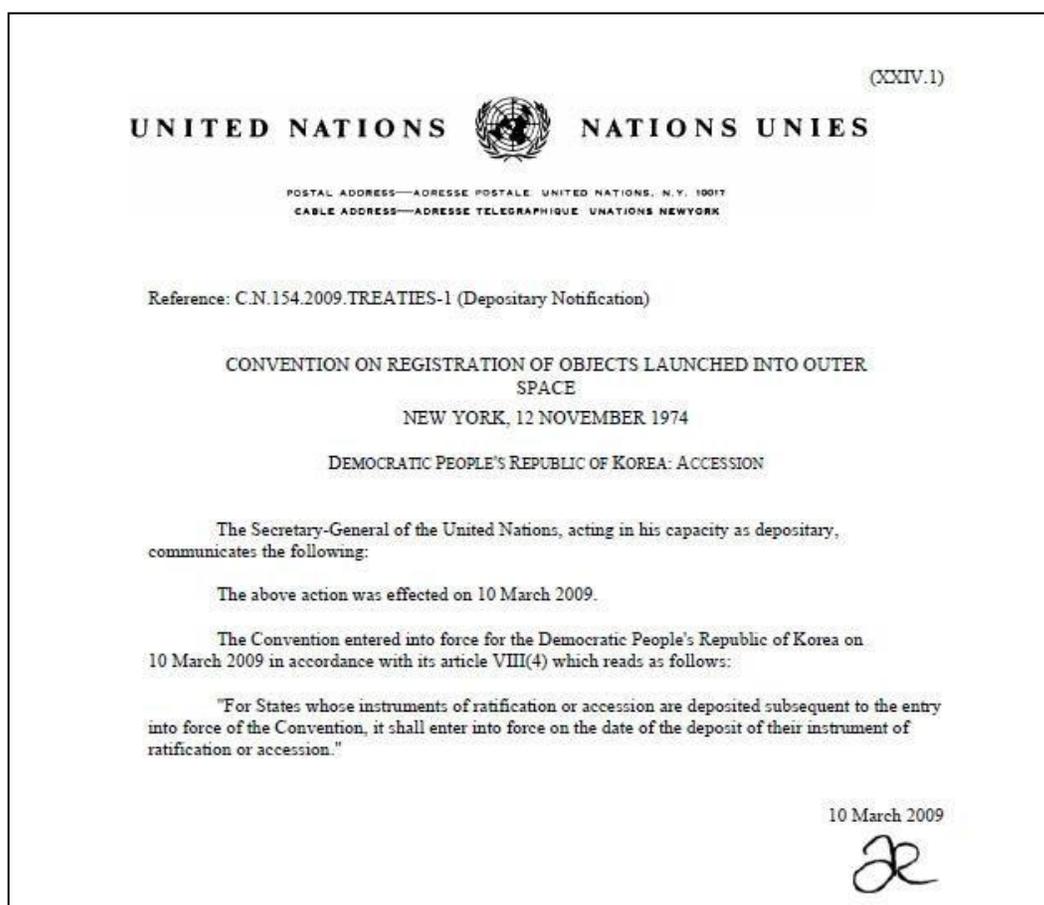
Beckmanngasse 10-12, A-1140 Vienna, Austria  
Tel: (+431) 894 2313 Fax: 894 3174 Email: [ri.dprk@chello.at](mailto:ri.dprk@chello.at)

Source: The Panel.

## Annex 26 : The DPRK and the Registration Convention

In 2009, the Democratic People's Republic of Korea ratified the 1967 Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and other Celestial Bodies ("Outer Space Treaty") and acceded to the 1975 Convention on Registration of Objects launched into Outer Space ("Registration Convention") (see figure below). This notification follows the registration of the Democratic People's Republic of Korea's space object "Kwangmyongsong 3-2" launched into Earth orbit on 12 December 2012 and registered under the Convention on 24 January 2013 (see ST/SG/SER/E/662), and considered as a purely "technical procedure" in a letter of the Secretary General of the United Nations to the President of the Security Council (see S/2013/108).

Figure: Document showing the Registration Convention entered into force for the Democratic People's Republic of Korea on 10 March 2009



*Source: The Panel.*

**Annex 27 : NADA bylaw**

국가우주개발국

**National Aerospace Development Administration**

Email: [nada.dprk@star-co.net.kp](mailto:nada.dprk@star-co.net.kp) Fax: 0085023814585 Tel:  
00850218111(8050) Address: Central District, Pyongyang, DPR Korea

**Bylaw of the  
National Aerospace Development Administration of the Democratic People's Republic of  
Korea**

**1. Name and establishment**

- 1) Official name of the space development leading organ of the DPRK is the National Aerospace Development Administration (NADA) of the DPRK.
- 2) NADA of the DPRK was established pursuant to the 7<sup>th</sup> session of the 12<sup>th</sup> Supreme People's Assembly in April 2013.

**2. General Provisions**

- 1) NADA of the DPRK is the governmental central leading organization that administers all the space exploration and activities of the DPRK for peaceful purposes of accelerating economic construction and bettering people's living by making a great advancement in the space science and technology.
- 2) NADA of the DPRK carries out its tasks for realization of the national space development policy of the national space development policy in conformity to the "Law of the Democratic People's Republic of Korea on the Space Exploration", observing the constitution of the DPRK.
- 3) NADA of the DPRK has its own official seal and emblem.

**3. Structure**

- 1) NADA of the DPRK belongs to the cabinet of the DPRK.
- 2) NADA of the DPRK has its sub-departments including Planning Dep, Scientific Research & Development directive Dep, Manufacturing & Coordination directive Dep, International Affairs Dep, Financial Dep, etc...

3) NADA of the DPRK has the following affiliated organs

- Space Science Academy
- Space Production Complex
- Satellite Control Center

- 4) The head of NADA of the DPRK is the Administrator (Minister Level)

**4. Primary task**

- 1) NADA of the DPRK draws the comprehensive plans for space exploration and space activities, gets them approved by the Supreme People's Assembly through the Cabinet of the DPRK, and provides unified guidance to their implementation.
- 2) NADA of the DPRK monitors and controls everything concerned with space exploration and space activities within the national boundary and establishes the necessary order.
- 3) NADA of the DPRK guides the production, assembly and launch of all space equipment and their launch vehicles.
- 4) NADA of the DPRK processes and disseminates the data received from space equipment.
- 5) NADA of the DPRK ensures the safety of space activities.
- 6) NADA of the DPRK authenticates the space exploration technology.
- 7) NADA of the DPRK activates the cooperation and exchange with international space organizations and other foreign space organizations.

#### 5. Obligations and Rights

##### 1) Obligations

- NADA of the DPRK is obliged to bear the responsibilities for execution of the national space development policy to the state.
- NADA of the DPRK is obliged to supervise and control all the space activities for successes achieved from them to be put into peaceful purposes including the state interest, economic development and the improvement of people's living as specified in the "Law of the Democratic People's Republic of Korea on the Space Exploration".
- NADA of the DPRK is obliged to confine the scope of its work within the boundary of the space plans approved by the Supreme People's Assembly and to write a detailed report about the implementation of those plans to the Cabinet every 6 months and to the Supreme People's Assembly every year.

##### 2) Rights

- NADA of the DPRK is authorized to grasp, control, and guide all the space research institutes and production enterprises in the country for their activities to be carried out in keeping with the "Law of the DPRK on the Space Exploration".
- For the successful implementation of the space plans approved by the Supreme People's Assembly, NADA of the DPRK is authorized to organize the necessary organs.
- NADA of the DPRK is authorized to make an agreement with foreign GOs and NGOs as well as IOs, to review and approve the space-related agreements

and contracts between government organizations or groups and other foreign organizations, and to monitor their successful implementation.

6. International cooperation

- 1) NADA of the DPRK seeks for the active cooperation with space-related IOs and other foreign organizations for peaceful space exploration and space activities upon principles of equality, mutual benefits and complements.
- 2) NADA of the DPRK respects the international laws and orders in respect to space exploration and space use.
- 3) NADA of the DPRK encourages the cooperation and exchange between domestic space organizations or groups and foreign space organizations or groups as well as IOs.
- 4) NADA of the DPRK is willing to be an active member of space related IOs and to render further contributions to international cooperation.

*Source:* The Panel.

---

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 28**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.



B. Bill of lading

**SHIPPER**  
DAN DONG YONGXINGHE TRADE CO., LTD.

**CONSIGNEE**  
MECHANICAL SYSTEMS  
ALEPPO STREET-BUILDING NO.14/B  
DAMASCUS, SYRIA  
TEL & FAX: +963-11-5110117

**NOTIFY PARTY**  
MECHANICAL SYSTEMS  
ALEPPO STREET-BUILDING NO.14/B  
DAMASCUS, SYRIA  
TEL & FAX: +963-11-5110117

**DRAFT BILL OF LADING**

**PLACE OF RECEIPT**  
DALIAN

**SHIPPER: Dandong Yongxinghe Trading Co., Ltd.**

**Same phone/ fax number 963-11-5110117**

Source: The Panel

C. Information on Handasieh and Syronics from EU Council Regulation No 36/2012

25.	Syronics – Syrian Arab Co. for Electronic Industries	Kaboon Street, P.O. Box 5966, Damascus Tel-No: +963-11-5111352 Fax: +963-11-5110117	Front company for the acquisition of sensitive equipment by the CERS.	1.12.2011
26.	Handasieh – Organization for Engineering Industries	P.O. Box 5966, Abou Bakr Al-Seddeq St. Damascus and P.O. Box 2849 Al-Moutanabi Street, Damascus and P.O. Box 21120 Baramkeh, Damascus Tel: 963112121816 – 963112121834 – 963112214650 – 963112212743 – 963115110117	Front company for the acquisition of sensitive equipment by the CERS.	1.12.2011

Source: Official Journal of the European Union.

**Annex 30 : List of items found on the cargo**

<b>Items number as on packing list</b>	<b>Nature of items as declared on packing list</b>
WHKR-14-1-2/6	Blower Fan
WHKR-14-1-5/6	Blower Fan
WHKR-16-22-1/2	Standing Furnace
WHKR-12-13-2/2	Electric control ark
WHKR-12-5-2/2	Electric control ark
WHKR-12-8-2/4	Electric control ark
WHKR-12-8-4/4	Electric control ark
WHKR-13-11-1/4	Vapour drier
WHKR-13-11-2/4	Electric control ark
WHKR-13-11-4/4	Electric control ark
WHKR-14-1-1/6	Hardening machine
WHKR-14-1-3/6	Electric control ark
WHKR-14-1-4/6	Hardening machine
WHKR-14-1-6/6	Electric control ark
WHKR-18-2-2/2	Centrifugal dewatering machine
WHKR-33-43-1/1	Glass cutter
WHKR-34-10-2/5	Hydrogen refiner
WHKR-34-20-1/5	Hydrogen refiner
WHKR-34-27-3/8	Nitrogen gas cylinders
WHKR-34-27-4/8	Nitrogen gas cylinders
WHKR-34-27-7/8	PE pipe
WHKR-34-27-8/8	PE pipe
WHKR-34-31-1/2	Accessories for vibration test stand
WHKR-34-41-1/1	Quartz tube cutter
WHKR-34-70-1/2	Sanblast machine
WHKR-5-16/2-1/1	Rectifier
WHKR-5-26-1/2	Ball crusher
WHKR-5-26-2/2	Ball crusher
WHKR-5-27-1/2	Grade Sifter
WHKR-5-27-2/2	Grade Sifter
WHKR-5-39-1/1	Anode active mat. Screen
WHKR-5-41-1/1	Electrolyte screen
WHKR-17-23-1/2	Crank press
WHKR-17-23-2/2	Crank press
WHKR-17-5/1-1/1	Crank press
WHKR-17-6-1/1	Crank press
WHKR-21-2/30-12-33-30-1/1	Painting film impact tester
WHKR-21-2/30-12-33-30-1/1	Sound pressure gauge
WHKR-21-2/30-12-33-30-1/1	Illiminometer
WHKR-21-5-1/1	Resin bending tester with QC-01
WHKR-21-6-1/1	Elastic tester withg QC-A02
WHKR-21-8-1/1	Rubber sample machine
WHKR-5-28-1/1	Crank press

WHKR-R-5-1/1	Shock/Bump tester
WHKR-12-13-1/2	Drier
WHKR-12-8-1/4	Heating furnace
WHKR-12-8-3/4	Heating furnace
WHKR-13-11-3/4	Vapour drier
WHKR-13-14-1/2	Mixer
WHKR-13-14-2/2	Mixer
WHKR-16-22-2/2	Electric control ark
WHKR-17-16-1/1	Spring tester
WHKR-18-2-1/2	Centrifugal dewatering machine
WHKR-18-29-1/1	Vacuum dewatering machine
WHKR-21-3-1/1	Painting film bending tester
WHKR-25-35-1/1	Winding number counter
WHKR-30-31-1/1	Resin film butting device
WHKR-30-32-1/2	Phaser
WHKR-30-32-2/2	Phaser
WHKR-33-13-1/1	Supersonic washer
WHKR-33-67/34-13-2/2	Accessories for high vacuum meter
WHKR-33-67-1/2	High vacuum meter
WHKR-34-10-4/5	PE pipe
WHKR-34-10-4/5	PE pipe
WHKR-34-13-1/2	High vacuum meter
WHKR-34-20-1/5	Working microscope
WHKR-34-20-2/5	Working microscope
WHKR-34-20-3/5	Working microscope
WHKR-34-20-4/5	Working microscope
WHKR-34-20-5/5	Working microscope
WHKR-34-24-1/1	Semiconductor display
WHKR-34-25-1/1	Auto collimator
WHKR-34-27-1/8	High purity nitrogen refiner
WHKR-34-27-2/8	High purity nitrogen refiner
WHKR-34-27-5/8	Accessories for high purity nitrogen refiner
WHKR-34-31-2/2	Vibration test stand
WHKR-34-54-1/2	Mirror face grinding machine
WHKR-34-54-2/2	Accessories for mirror-face grinding machine
WHKR-34-59-1/1	Digital multimeter
WHKR-34-60-1/1	Liquid nitrogen vessel
WHKR-34-66-1/1	Konimeter (Hand held particle counter )
WHKR-34-67-1/1	High Temp. Tester
WHKR-34-68-1/1	Low temp tester
WHKR-34-69-1/6	Liquid nitrogen dewar flask
WHKR-34-69-2/6	Liquid nitrogen dewar flask
WHKR-34-69-3/6	Liquid nitrogen dewar flask
WHKR-34-69-4/6	Liquid nitrogen dewar flask
WHKR-34-69-5/6	Liquid nitrogen dewar flask
WHKR-34-69-6/6	Liquid nitrogen dewar flask
WHKR-34-70-2/2	Air compressor for sandblast machine
WHKR-34-74-1/1	Conduction judgement
WHKR-34-76-1/2	IC solder
WHKR-34-76-2/2	IC solder and accessories for IC solder
WHKR-1-20-1/2	Surface plate
WHKR-1-20-2/2	Surface plate
WHKR-12-5-1/2	Roller
WHKR-16-23-1/1	Surface plate
WHKR-33-24-1/1	Centrifugal coating machine (vacuum drier)
WHKR-34-10-3/5	Stainless pipe
WHKR-34-27-6/8	Stainless pipe

Source: The Panel.

## Annex 31 : Example of advertisement of similar products for military application

### A. Inclined Precision Press



#### Product Details

- Primary Competitive Advantages:
- Brand-name Parts
  - Quality Approvals
  - Country of Origin
  - Reputation
  - Distributorships Offered
  - Guarantee/Warranty
  - Product Features
  - Electronic Link
  - International Approvals
  - Product Performance
  - Experienced Staff
  - Military Specifications
  - Prompt Delivery

Source: <http://www.globalsources.com/si/AS/Anhui-Huyin/6008848128990/pdtl/High-Speed-Precision-Power-Presses-25-Ton-High-Performance-Crankshaft-Punch-Press/1071098543.htm>.

### B. Bump Test Machine



The Shock and Bump (SB) Series Machines are used to simulate and evaluate the design and destructive testing of components, circuits, hybrids, and complete assemblies. There are 13 standard shock and bump machine test systems available or we can also customize one to meet your needs. Our shock and bump machines are programmable powered shock testers for accurate repeatable laboratory and production impact testing. With suitable pneumatic, these shock and bump machines can produce half sine, sawtooth, and square wave pulse shapes which meet the specifications of military, industrial, and individual test requirements. Generated waveforms comply with typical military specifications, including MIL-STD-883C, MIL-STD-883D, and MIL-STD-883E. This is used for test the capacity of the test machine and the test results are able to be used.

**meet the specifications of military, industrial, and individual test requirements.**

Source: <http://www.spectraldynamics.com/index.php/products/shakers/shock-test-machines>

### C. Liquid Nitrogen Dewar flask

“Self-pressurized liquid nitrogen tank produces pressure by evaporation of little liquid nitrogen so that liquid nitrogen will exhaust itself and complement other containers. It finds its application in the transportation and storage of liquid medium (liquid nitrogen, liquid oxygen and liquid argon) and cold source of other refrigeration equipments. It is now widely used in tool and die industry, animal husbandry, medicine, semi-conductor, food, cryogenic chemical industry, aerospace, military and other industries and areas. (Dewar flask, dewars, dewar, etc)”

Source: <http://www.tradekorea.com/product/detail/P439798/pressure-building-liquid-nitrogen-tank.html>.

## Annex 32 : Documents on Dalian Union and Dandong Yongxinghe

Invoice referring to Dalian Union as purchaser

<b>COMMERCIAL INVOICE</b>			
<b>Bill To:</b> 大連益聯國際貿易有限公司 大連市中山區長江路123號1034室 連絡人: 蔡光 先生 TEL: +86-411-82557218		DATE: JUNE 18, 2010 NO.: 06180110 SHIPMENT: BY SEA	
<b>Ship To:</b> 大連天寶國際物流有限公司 DALIAN SUN MOON STAR INTERNATIONAL LOGISTICS CO., LTD. 大連市中山區魯迅路72號1801室 聯繫人: 梁焯 電話: +86-411-39805230 傳真: +86-411-82701207		TO: DALLIAN ETD: JUNE 20, 2010 ETA: JUNE 25, 2010 S/O: 8495	
ITEM & DESCRIPTION OF GOODS	QTY	UNIT PRICE (USD)	AMOUNT (USD)
		<u>CIF DALLIAN</u>	
	1 SET	US\$26,000.00	US\$26,000.00
<b>TOTAL :</b>			<b>US\$26,000.00</b>
SAY TOTAL US DOLLARS TWENTY SIX THOUSAND ONLY.			
SHIPPING MARKS:		<i>Informal English translation</i> Bill To: Dalian Union International Trading Co., Ltd. [address abbreviated] Contact Person: Cai Guang Tel: +86-411-82557218	

Source: The Panel.

Contract dated 26 March 2010 referring to Dandong Yongxinghe as purchaser of the item found in the container

设备订货合同						
合同编号: 20100326				签约地点: [REDACTED]		
需方单位 (买方): 丹东市永兴和贸易有限公司				签约时间: 2010年 03月 26日		
供方单位 (卖方): [REDACTED]						
序号	产品名称	型号规格	单位	数量	单价(元)	总价(元)
1	[REDACTED]	[REDACTED]	台	2.6	8700	8700
2	[REDACTED]	[REDACTED]	台	1.3	5800	5800
合计 (大写): 人民币 壹万肆仟伍佰元整 (末税)						14500

Source: The Panel.

Purchaser: Dandong Yongxinghe Trade Co., Ltd.

## Annex 33 : Sales record of foreign companies

<b>COMMERCIAL INVOICE</b>				
<b>Bill To:</b> 大連益聯國際貿易有限公司 大連市中山區長江路123號1034室 連絡人: 蔡光 先生 TEL: +86-411-82557218		<b>DATE:</b> JUNE 18, 2010 <b>NO.:</b> 06180110 <b>SHIPMENT:</b> BY SEA <b>FROM:</b> KEELUNG, TAIWAN <b>TO:</b> DALIAN <b>PER SS:</b> WAN HAI 235 V-N170 <b>ETD:</b> JUNE 20, 2010 <b>ETA:</b> JUNE 25, 2010 <b>S/O:</b> 8495		
<b>Ship To:</b> 大連天寶國際物流有限公司 DALIAN SUN MOON STAR INTERNATIONAL LOGISTICS CO., LTD. 大連市中山區魯迅路72號1801室 聯繫人: 梁偉 電 話: +86-411-39805230 傳 真: +86-411-82701207				
<b>ITEM &amp; DESCRIPTION OF GOODS</b>		<b>QTY</b>	<b>UNIT PRICE (USD)</b>	<b>AMOUNT (USD)</b>
		<u>CIF DALIAN</u>		
彈跳沖擊試驗機 BUMPING TESTER DP-201-60 MADE IN TAIWAN		1 SET	US\$26,000.00	US\$26,000.00

产品名称: 尘埃粒子计数器			
货号: [REDACTED]			
产品品牌: [REDACTED]			
日期			
年/月/日	客户	机身编码	出货数量
2006年6月8日	[REDACTED]	E7200	1
2006年7月3日	[REDACTED]	E5345	1
2006年7月22日	[REDACTED]	E6649	1
2006年8月10日	[REDACTED]	E6650	1
2006年8月10日	[REDACTED]	E7201	1
2006年10月8日	[REDACTED]	F5978	1
2006年10月15日	[REDACTED]	F7284	1
2006年11月22日	[REDACTED]	F5975	1
2007年1月25日	[REDACTED]	F7286	1
2007年3月7日	[REDACTED]	F5976	1
2007年3月27日	[REDACTED]	F5974	1
2007年4月18日	[REDACTED]		1
2007年5月15日	[REDACTED]	F7240	1
2007年7月13日	[REDACTED]	F8045	1
2007年9月5日	[REDACTED]	G6199	1
2007年10月17日	[REDACTED]	G6198	1
2007年12月14日	[REDACTED]	G6200	1
2008年3月6日	[REDACTED]		1
2008年5月20日	[REDACTED]	H2521	1
2008年6月21日	[REDACTED]	H5459	1
2008年7月17日	[REDACTED]	H2522	1
2008年10月31日	[REDACTED]	H5462	1
2009年6月4日	[REDACTED]	H5458	1
2009年10月16日	[REDACTED]	H5461	1
2009年12月30日	[REDACTED]	H5460	1
2010年4月16日	[REDACTED]	K12153	1
2010年4月1日	大連益聯國際	K10056	1

Source: The Panel.

## Annex 34 : Financial transaction records referring to Sunny

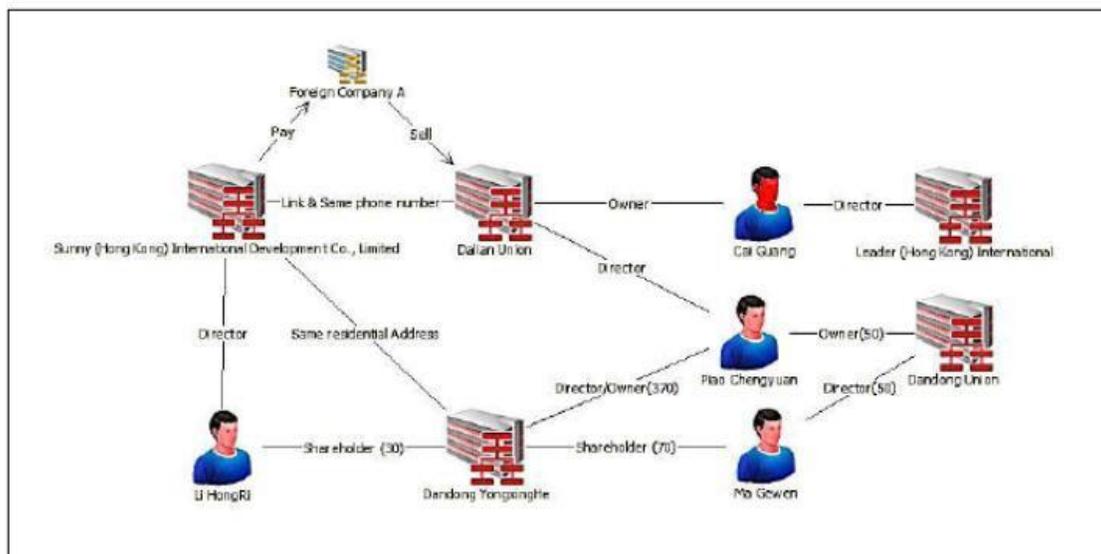
**Online-banking Transaction Summary**

受理时间 (Date Accepted) : 20100412  
 业务受理编号 (Reference No): EPOSA110071238  
 业务处理状态 (Status): 已处理(processing)  
 付款人联系电话 (Ordering Customer's Telephone No): 0411-82557218  
 业务种类 (Transaction Type): 汇至其他银行汇款(Remittance to banks other than [redacted])  
 付款人账号 (Debit From): OSA11443630374254  
 付款人名称 (Ordering Customer's Name):  
 荣光 (香港) 国际发展有限公司  
 SUNNY (HONG KONG) INT'L DEVELOPMENT CO., LIMITED  
 付款币种 (Currency): 美元(USD)  
 付款金额 (Amount In Figures): 7800.00  
 收款银行代理行信息 (Intermediary Institution Information): Dalian Union's telephone number  
 收款银行代理行 SWIFT BIC (Intermediary Institution's Swift BIC):

Source: The Panel.

### Annex 35 : Information on the companies and individuals connected to the 2010 Shipment

The Panel has identified multiple companies and individuals connected to the 2010 shipment. These connections are visualized in the chart below.



Further details of each company and individual are summarized below.

#### 1. Dalian Union International Trading Co., Ltd.

Address: Room 1606, No. 96 Changjiang Street, Zhongshan District, Dalian, China.

Individuals involved:

- Mr. Cai Guang (shareholder)
- Mr. Piao Chengyuan (or Park Seung Won) (Chinese: 朴承源) (director and shareholder)

#### 2. Dandong Yongxinghe Trading Co., Ltd.

Address: Room 1101 Jiadi Square, Economic Development Zone, Dandong, China

Individuals involved:

- Mr. Piao Chengyuan (or Park Seung Won) (Chinese: 朴承源) (director and shareholder)
- Mr. Ma Gewen (Chinese: 马革文) (shareholder)
- Mr. Li Hong Ri (Chinese: 李红日) (shareholder)
- Mr. Chen De Bin (Chinese: 陈德斌) (shareholder)

#### 3. Dandong Union Trading Co., Ltd.

Address: Room 1106, No 64 Binjiangzhong Street, Dandong City, China

Individuals involved:

- Mr. Ma Gewen (Chinese: 马革文) (director and shareholder)
- Mr. Piao Chengyuan (or Park Seung Won) (Chinese: 朴承源) (shareholder)

**4. Sunny (HONG KONG) Int'l Development Co. Ltd.**

Address: LM 873, Room B, 14/F, WaH Hen Commercial Centre, 383 Hennessy Road, Wanchai, Hong Kong

Individual involved:

- Mr. Li Hong Ri (Chinese: 李紅日) (director and shareholder)

**Additional information about each individual****1. Mr. Cai Guang (Chinese: 蔡光)**

- Chinese identification number: 220104197201271530
- Date of birth: 27 January 1972
- Description:
  - o Leader's director and shareholder
  - o Dalian Union's shareholder

**2. Mr. Piao Chengyuan (Chinese: 朴承源)**

- Possible aliases: Mr. Park [or Pak] Seung [or Sung] Won
- Chinese national identification number: 120104196601256358
- Date of birth: 25 January 1966
- Description:
  - o Dalian Union's director and shareholder
  - o Dandong Yongxinghe's shareholder
  - o Longjin (Hong Kong) International Trading Co., Ltd.'s director
  - o Dandong Union Trading Co., Ltd. (in Chinese: 丹东市永联贸易有限公司) (hereafter "Dandong Union")'s shareholder

**3. Mr. Ma Gewen (Chinese: 马革文)**

- Chinese national identification number: 22010219660804333X
- Date of birth: 4 August 1966
- Description:
  - o Dandong Yongxinghe's shareholder
  - o Dandong Union's shareholder
  - o Hong Kong Max Moon Trading Co., Ltd.'s director

**4. Mr. Li Hongri (Chinese: 李红日)**

- Also known as Li Hong Ri
- Chinese national identification number: 22242619640705113X
- Date of birth: 5 July 1964
- Description:
  - o Dandong Yongxinghe's shareholder
  - o Sunny's director
  - o Dandong Yingtong Trading Co., Ltd.'s director
  - o Xiuhua International Company Limited's director and shareholder

**STRICLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 36**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 37**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 38**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 39**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 40**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL \***

**Annex 41**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL \***

**Annex 42**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 43**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 44**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

### Annex 45 : Rungrado General Trading Corporation

**Name:** Korea Rungrado General Trading Corporation  
**Alternate name(s):** Rungrado Trading Corporation, Korea Rungrado Jonsong Trading Company  
**Address:** Pothonggang District, Pyongyang, DPR Korea  
**Telephone:** 850-2-18111-3818022  
**Fax:** 850-2-3814507  
**Email address:** [rrd@co.chesin.com](mailto:rrd@co.chesin.com)

Extract of Foreign Trade of the DPRK (Issue number 3, 2006):

*Korea Rungrado General Trading Corporation*

The Korea Rungrado General Trading Corporation is a state-run corporation with eight subsidiaries and 20-odd export bases.

Since its establishment in the early 1970s, the corporation has carried on trade dealings with its partners in over 50 countries.

It has branches and agencies in China, Russia, Singapore and other countries.

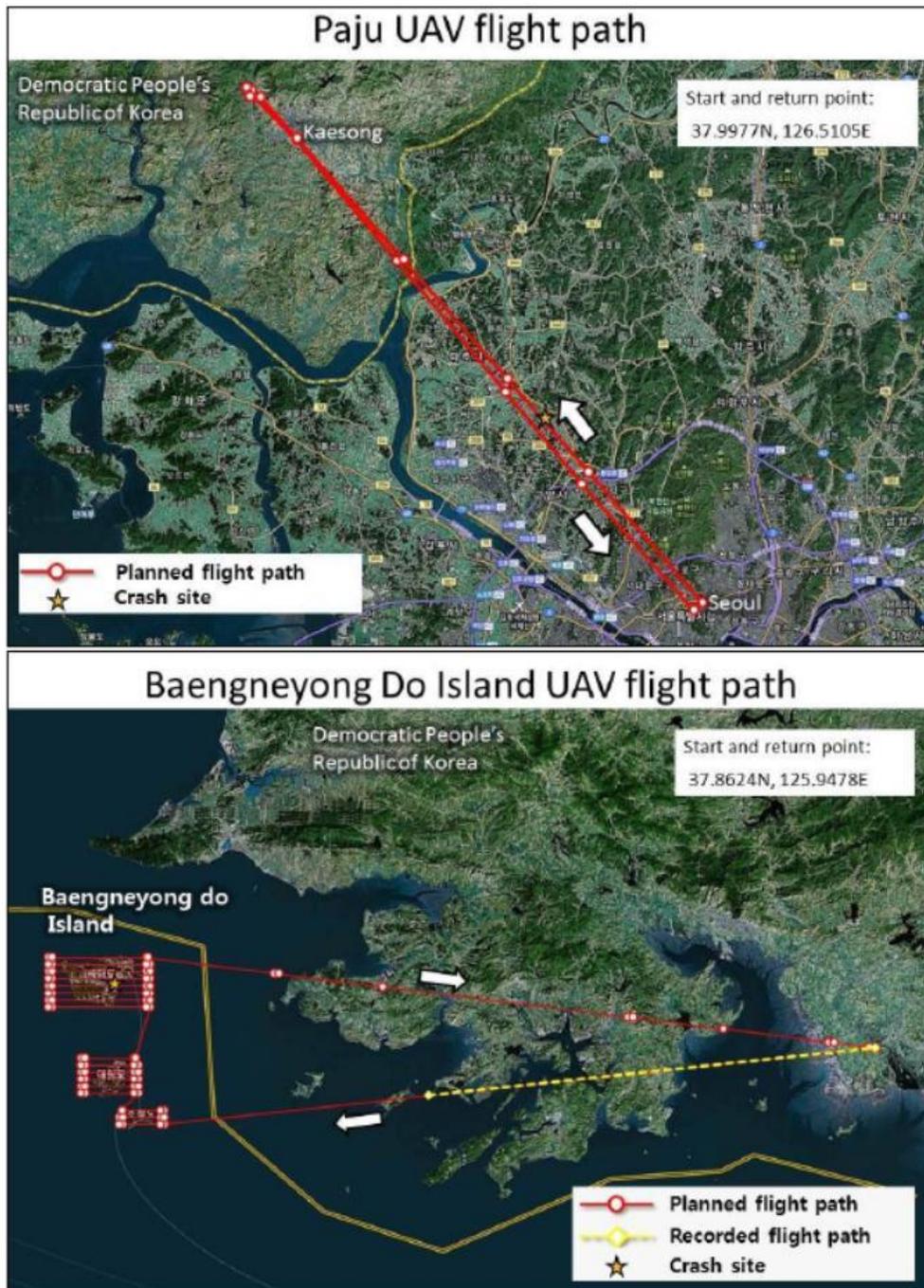
The corporation handles the export of marine products and sea foods.

It engages in such businesses as cargo transportation and chartering with its own cargo vessels.

Its major exports comprise clothes, knitwear, plaited articles, processed foodstuffs, agricultural produce, jewelry and nonferrous metals, and its imports include animal fodder, tropical fruits, plastics and raw materials for chemical products.

Pothonggang District, Pyongyang,  
 DPR Korea  
 Tel: 850-2-18111-3818022  
 Fax: 850-2-3814507

Annex 46 : Paju and Baengneyeong-do Island UAVs flight path



Source: The Panel.

## Annex 47 : Morrowind website advertising the UV10

12/29/2015 UV10无人机项目\_晨风影像科技

**图像稳定平台:**  
该无人机可安装两轴稳定图像平台,提供可见光和红外稳定探测能力。

**应急指挥车:**  
该无人机可配合用户的应急指挥车工作,相关无人机操控设备可集成在用户的应急指挥车内,便于应急指挥首长与无人机操作人员沟通,无人机发源相关情况也可以在第一时间汇报首长。

**视频实时传输:**  
该无人机使用COFDM模式视频实时传输系统,该系统实时性好,传输距离远,保密性强,抗干扰能力强,在目前国际同类民用无人机中,该技术处于领先水平。

**总部视频传输:**  
无人机通过COFDM视频传输系统将视频传回无人机地面控制站以后,无人机地面站可将视频通过目前国内应急部门普遍采用的“动中通”等系统将视频转发回后方指挥人员处。

**摄像机和照相机平台复用性和模块化设计:**  
同一架无人机既可搭载摄像机进行视频监控作业,又可搭载照相机进行取证作业,两种任务载荷在接口上完全兼容,用户可很方便地进行互换。

航拍微电影私人定制服务...  
- 您航拍的照片案例...  
- 平面航拍地产宣传图片...  
- 航拍新闻小报及多帧图片...  
- 个人写真航拍MV服务...  
- 上海企业宣传片业务及航拍、摄影...

[我也要咨询](#) [点击咨询](#)



UV10无人飞机在空中



UV10无人飞机准备降落

<http://www.5ihangpai.com/news/gs/2011.html>

2/4

Source: www.5ihangpai.com.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 48**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

Annex 49 : Microfly website

Homepage of Microfly's website



Page of Microfly's website featuring the UV10



Source: <http://www.microfly.com.cn>.

## Annex 50 : Engine manufacturer invoice to Maikaifei

Description / Popis		PLU / Číslo	Quantity / Množství	Unit Price / Cena za jednot.	Price Excl. VAT / Cena bez DPH	VAT / DPH	Price Total / Cena celkem
ROTO 35FS			6 Pc.	530,00	3 180,00	0%	3 180,00
ROTO 50V2			2 Pc.	545,00	1 090,00	0%	1 090,00
ROTO 70V2			1 Pc.	555,00	555,00	0%	555,00
Propeller drill jig			1 Pc.	12,00	12,00	0%	12,00
SSA for ROTO 50			2 Pc.	58,00	116,00	0%	116,00
SSA for ROTO 70			1 Pc.	58,00	58,00	0%	58,00
Air intake			5 Pc.	9,00	45,00	0%	45,00
Svíčka NGK M10x1 - spark plug			6 Pc.	5,00	30,00	0%	30,00
Gasket			10 Pc.	0,20	2,00	0%	2,00
Transport			1	416,00	416,00	0%	416,00
Zapalování 35FS - ignition			4 Pc.	64,00	256,00	0%	256,00
<b>Total / Celkem:</b>			<b>39 mu/mj</b>		<b>5 760,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 760,00</b>
Rate/Sazba	Basic (CZK) / Základ (Kč)	VAT (CZK) / DPH (Kč)					
0%	0,00	0,00					
<b>Rounded / Zaokrouhleno:</b>						0,00	USD
<b>Total / Celkem:</b>						<b>5 760,00</b>	<b>USD</b>
<b>Paid advancement / Úhrazená částka:</b>						<b>5 338,00</b>	<b>USD</b>
<b>To be paid / Zbývá strážiti:</b>						<b>422,00</b>	<b>USD</b>

The exporter of the products covered by this document declares that where otherwise clearly indicated these products are of Czech Republic preferential origin. CIP

**Invoice / Faktura 201300054**

Issue date / Datum vystavení: 25.9.2013  
 Due for payment / Datum splatnosti: 25.9.2013  
 VAT date / Datum uskutečnění zdaněvatelného plnění: 25.9.2013

**Customer / Odběratel:**  
**MAIKAIFEI Engineering & Technology (HongKong) Co., Ltd**  
 Room 517, Qing Run Building,  
 Ching Ho Estate, Sheung Shui.  
 999077 New Territories, Hongkong  
 China

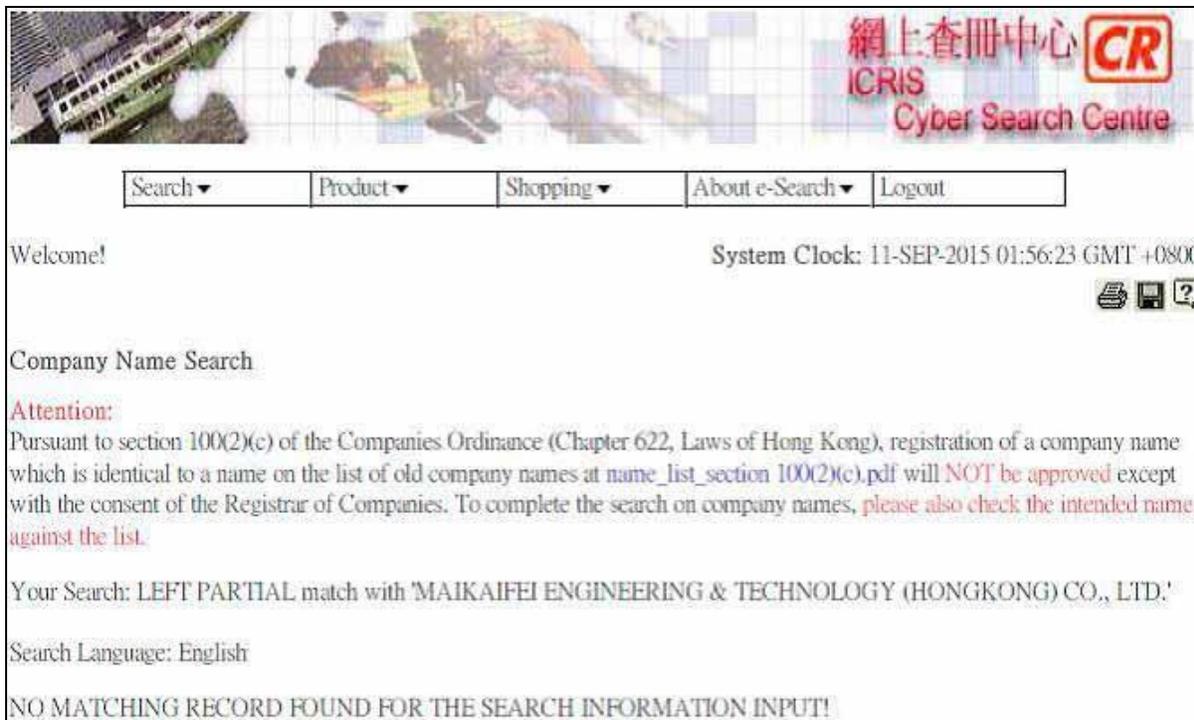
**Description / Obchodní údaje:**

Issued by / Vystavil:  
 software Atlas VARO - www.varo.cz

Page / Strana 1 of / z 1

Source: The Panel.

## Annex 51 : Hong Kong company registration result for Maikaifei and correspondence from the Hong Kong Housing Authority



網上查冊中心 **CR**  
ICRIS  
Cyber Search Centre

Search ▼ Product ▼ Shopping ▼ About e-Search ▼ Logout

Welcome! System Clock: 11-SEP-2015 01:56:23 GMT +0800

Company Name Search

**Attention:**  
Pursuant to section 100(2)(c) of the Companies Ordinance (Chapter 622, Laws of Hong Kong), registration of a company name which is identical to a name on the list of old company names at name\_list\_section 100(2)(c).pdf will **NOT be approved** except with the consent of the Registrar of Companies. To complete the search on company names, **please also check the intended name against the list.**

Your Search: LEFT PARTIAL match with 'MAIKAIFEI ENGINEERING & TECHNOLOGY (HONGKONG) CO., LTD.'

Search Language: English

**NO MATCHING RECORD FOUND FOR THE SEARCH INFORMATION INPUT!**

*Source:* The Hong Kong company registration records database available from <http://icris.cr.gov.hk/csci>.

 **香港房屋委員會**  
**Hong Kong Housing Authority**

本函檔號：HD3-4/DTMO(NTH1)/1-65/3  
Our Ref

來函檔號：S/AC.49/2015/PE/OC.116  
Your Ref

圖文傳真：2677 9009  
Fax

電話：2677 2002  
Tel

日期：  
Date : 5 June 2015

Mr. Hugh Griffiths,  
Coordinator of the Panel of Experts established,  
pursuant to Security Council Resolution 1874(2009),  
United Nations Security Council,  
Headquarter-Siege, New York NY 10017  
(email: furukawa@un.org)

Dear Mr. Griffiths,

**Provision of Information**  
**on MAIKAI FEI Engineering & Technology (HongKong) Co., Ltd.**

I refer to your facsimile dated 22<sup>nd</sup> May, 2015 requesting provision of information regarding the address of 'Room 517, Qing Run Building, Ching Ho Estate, Sheung Shui, New Territories, Hong Kong, China'. Since there is no such 'Qing Run Building', I regret to inform you that the aforesaid address is not a valid address in Ching Ho Estate.

  
(YEUNG Chi-keung)  
Acting Housing Manager  
District Tenancy Management Office (North1)  
Housing Department

HD800 房屋署北區租約事務管理處(一)  
新界上水天平邨天怡樓地下107號

Housing Department North District Tenancy Management Office (1)  
No. 107, G/F., Tin Yee House, Tin Ping Estate, Sheung Shui, N.T.

Source: *The Panel.*

## Annex 52 : Aliases used by Mr. E Chengwen

Information obtained by the Panel shows that Mr. E Chengwen has used aliases when dealing with foreign companies.

The document in figure 1 proves that an individual named “Mr. Chengwen Able” brokered the deal of 10 autopilots MP2028 for RedChina Geosystems. The email address used by this individual for this communication is [albert\\_aircam@yahoo.com.cn](mailto:albert_aircam@yahoo.com.cn). The document in figure 2 shows that the same email address was used by Mr. E Chengwen from Maikaifei. According to information obtained by the Panel, Mr. E Chengwen also used the following aliases: “Chengwen”, “Cheng Wen”, “E Cheng Wen”, “Able E”, “Able Chengwen” and “Able Cheng Wen”.

Figure 1: “Chengwen Able” using the email address [albert\\_aircam@yahoo.com.cn](mailto:albert_aircam@yahoo.com.cn)

Task  
Email: asked if he has heard anything from his client

Task Detail

Task Information

Assigned To: [Redacted]

Subject: Email: asked if he has heard anything from his client

Due Date: 25/05/2011

Comments

From: Chengwen Able <albert\_aircam@yahoo.com.cn>  
Received at: 25/05/2011 4:16:55 PM  
Hi Able

Hope things are good. Just wondering if you have heard from your client?  
Are there any problems, is there anything can do to help?  
If you need any assistance, please do not hesitate to contact me.

Related To: Red:4102 (10xMP2028)  
Name: Able Wang  
Type: Email

Source: The Panel.

Figure 2: E Chengwen using the email address [albert\\_aircam@yahoo.com.cn](mailto:albert_aircam@yahoo.com.cn)



Source: The Panel.

Annex 53 : Microfly registration

全国企业信用信息公示系统 (北京)

北京初派飞工程技术有限公司 注册号: 110108013690311

登记信息 股东信息 动产抵押登记信息 股权出质登记信息 行政处罚信息 经营异常信息 严重违法信息 抽查检查信息

主要人员信息

序号	姓名	职务	序号	姓名	职务
1	薛强	董事长	2	程成文	董事
3	付强	董事	4	于强	董事
5	于东海	董事	6	孙智通	董事
7	梁博峰	董事	8	薛强	经理
9	张法毅	监事			

Xue Qiang: Head of board member (legal representative)

E Chengwen: board member

序号 注册号 名称 登记机关

清算信息

清算组负责人

清算组成员

其他部门公示信息

Source: available from <http://qyxy.baic.gov.cn/beijing>.

## Annex 54 : Import agency authorization agreement between the consignee and Microfly

<b>Import agency authorization agreement</b>	
Agreement number: 2013HXI/070US/C	
Client (Party A): Beijing Maikaifei Engineering & Technology Co., Ltd.	Agent (Party B):
Address: First level, No. 12, Shuangyang St., Yizhuang, Beijing Post code: 100176	
Telephone: 13910182382 Fax:	
Bank information: Account-holding bank: Account name: Account number:	
<p>[Partial impression of Beijing Maikaifei Engineering &amp; Technology Co., Ltd. company seal]</p> <p>For details of product names and valuations, see the Foreign-Trade Contract signed between Party B and [redacted] (Contract number: 2013HXI/110SP/C, hereafter abbreviated as "the Contract")</p>	
<p><b>I. Duties and responsibilities:</b></p> <p><b>A. Party A:</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Obligations to Party B voluntarily assumed by Party A under the Contract include but are not limited to the following. Party A assumes responsibility for providing Party B with signed and verified inventories (in bilingual Chinese and English text) of goods contracted for import; guarantees compliance with the Customs Law of the People's Republic of China and relevant national laws; and also guarantees that the product names, quantities and prices of the goods actually imported match those [appearing in] the Contract as well as in the declared invoices and packing lists, and assumes full responsibility in case of failure to do so.</li> <li>If needed, [Party A shall] provide Party B and relevant Government organs (including the relevant Customs and State organs etc.) with the necessary product descriptions and technical explanations of goods imported, and accept final Customs identification [of same].</li> <li>Party A assumes responsibility for paying contract payments and taxes (first calculated according to that day's exchange rate, with refund for overpayment or supplemental payment for deficiency in the actual payment) into Party B's account, within two days prior to outgoing payment by Party B, and also exclusively for handling bank fees. Consignee service charges (1.5 per cent of the contract payment, with RMB ¥1000 to be assessed for amounts below RMB ¥1000) to be paid [by Party B] before Party B settles the account with Party A. If payment is not made on time, [Party A] assumes all responsibility for all liabilities and losses sustained by Party B as a result; Party B retains ownership rights to the goods [involved] and may also take control of them.</li> <li>If trans-shipment is required after Party A takes delivery of the goods, it may make its own arrangements [in that regard], and may also authorize Party B to do so; Party A assumes responsibility for associated shipping-insurance costs and service fees. Party A is [also] responsible for international shipping insurance.</li> </ol>	

Engine manufacturer

5. In the event of a foreign claim, Party A must provide Party B with the claim-compensation demand in writing and the commodity inspection certificate within the claim or warranty period specified by the Contract; furthermore it must come to an agreement with Party B on a claim-payment programme and assume responsibility for the associated costs, or be deemed to have abandoned its right to the claim.
6. After Party B has concluded and signed the Contract, Party A assumes responsibility for pecuniary losses resulting from amendment to or cancellation of the Contract by Party A.
7. Party A assumes responsibility for all costs incurred by reason of delayed declaration, delayed tax payment, or warehousing on its part.
8. Party A concludes and signs after-sales services agreements on its own. Party B assumes no responsibility for after-sales service.
9. Party A is responsible for confirming product specifications, examination of goods and domestic shipping. If a third party raises any objection to a product, Party A is solely responsible.
10. Party B is authorized by Party A to act as import agent on its behalf. Party A is solely responsible for dealing with all conflicts with third parties arising as a result of actions by Party A, or by reason of the goods themselves; Party B is entirely exempt from any liability.

*[Partial impression of Beijing Maikaifei Engineering & Technology Co., Ltd. company seal]*

**B. Party B:**

1. Following conclusion and signing of the Agreement, Party B assumes responsibility for concluding and signing import foreign-trade contracts with foreign parties, as well as foreign payments, within the scope authorized by Party A.
2. If Party A requests changes in the content of the Contract during the period of validity of the Contract, Party B shall make written representations to foreign parties based on the written changes in the Contract provided by Party A; responsibility for any fees arising from such negotiations must be assumed by Party A. If Party A requests termination of the Contract, Party A must assume responsibility for all consequent pecuniary losses, including pecuniary claims made by foreign merchants arising from non-performance of the Contract.
3. Party B shall assist Party A in handling Customs clearance for goods imported.
4. Following the completion of foreign-payment and customs-declaration procedures, Party B shall submit the clearing list to Party A, and shall draw up the value-added tax invoice.  
The clearing list should include agency fees and other costs necessitated by the import process: for example, import-permit application fees, Customs clearance fees, commodity inspection fees, shipping costs (including international and domestic shipping costs), along with all taxes arising in connection with performance of the Contract.
5. When foreign claims are presented (within the claim-compensation or warranty periods), they shall be handled in accordance with the claim-compensation demand in writing and the commodity inspection certificate provided by Party A

along with the foreign-claims procedure mutually agreed by the two parties; [associated] fees are the responsibility of Party A.

6. If repairs are required after the goods have been imported, Party B shall undertake the necessary repairs in cooperation with Party A; [associated] fees are the responsibility of Party A.

**II. Other agreed matters:**

1. After each imported-goods manifest submitted by Party A has been signed by both Parties, each Party shall retain a copy, which shall be considered an integral part of this Agreement. Each transaction automatically takes effect upon the signing of the imported-goods manifest by Parties A and B and the receipt by Party B of pre-payment for goods by Party A, and automatically concludes upon receipt by Party A of goods and the value-added tax invoice.
2. Following the signing of this Agreement, both Parties shall complete and execute all operations [stipulated in] the Agreement in accordance with the provisions of the Agreement. Any conflict arising in the course of execution of this Agreement shall be settled by the two Parties through negotiation; if agreement cannot be reached through negotiation, either party may apply to the Economic Contract Arbitration Board of the Beijing Municipal Administration Bureau for Industry and Commerce for arbitration, or bring suit in Beijing court.
3. Force majeure: In the event of such force majeure events recognized by Parties A and B as war, fire, flood, cyclone or earthquake, the Party encountering force majeure shall promptly notify the other Party, and provide the corresponding evidence. Upon receipt of [such] notification, the Parties shall actively discuss ways to deal with the situation. If the Party encountering force majeure is unable to fulfil [its obligations under] the Contract, it shall not be held liable for breach of contract.
4. If either party wishes to terminate this Agreement, it must obtain the prior agreement of the other Party; if agreement has not been reached through mutual consultation, the Party terminating this Agreement shall assume responsibility for all pecuniary losses entailed for the other Party.
5. Matters not covered under this Agreement shall be resolved in accordance with the Provisional Regulations on the Foreign Trade Agency System, promulgated on 29 August 1991 by the Ministry of Foreign Economic Relations and Trade.
6. The present Agreement is made in duplicate, with a copy to be retained by each party, and each copy having equivalent legal validity.

Party A: Beijing Maikaifei Engineering & Technology Co., Ltd.  
*[Beijing Maikaifei Engineering & Technology Co., Ltd. company seal]*  
Representative: Xue Qiang  
Date: 4 September 2013  
Place: Beijing

Party B:   
Place: Beijing

*[Officially Translated from Chinese by the United Nations]*

Annex 55 : Payment confirmation associated to the sale of the engine

**境外汇款申请书**  
APPLICATION FOR FUNDS TRANSFERS (OVERSEAS)

致: 中国银行  
TO: BANK OF CHINA

日期: 2013/06/28

汇款申请书编号: 0VJ2299130001042

发钞等项:  普通 Normal  加急 Urgent

申报号码 BOP Reporting No.		币种及金额	
20 银行业务编号 Bank Trans. Ref. No.		22A 汇款币种及金额 Currency & Amount Settlement Amount	
21 现汇金额 Amount in US		金额大写 Amount in Words	
22 购汇金额 Amount of Purchase		账号 Account No./Credit Card No.	
23 其他金额 Amount of Others		卡号 Account No./Credit Card No.	
50a 收款人名称及地址 Beneficiary's Name & Address		个人身份证号码 Individual ID No.	
50b 收款银行之代理行 名称及地址 Correspondent of Beneficiary's Bank Name & Address		收款人开户银行 名称及地址 Beneficiary's Bank Name & Address	
50c 收款人名称及地址 Beneficiary's Name & Address		70 汇款用途 Remittance Information	
收款人所在国家(地区)名称及代码 Resident Country/Region Name & Code		71A 汇款币种及金额 Currency & Amount	
请选择: <input type="checkbox"/> 预付货款 Advance Payment <input type="checkbox"/> 货到付款 Payment Against Delivery <input type="checkbox"/> 退款 Refund <input type="checkbox"/> 其他 Other		交易币种及金额 Currency & Amount	
交易编码 BOP Trans. Code		交易附言 Trans. Remark	
本笔款项是否为货物项下付款 <input type="checkbox"/> 是 <input type="checkbox"/> 否		交易号	
银行专用栏 For Bank Use Only		中行 Bank of China	
附汇汇率 Rate		备注 Remarks	
每人限购 RMB Equivalent		本人已核实该笔汇款全部信息, 确认无误。	
手续费 Commission		日期 Date	
电汇费 Cable Charges		经办 Attended Person	
合计 Total Charges		日期 Date	
支付方式 In Payment of		日期 Date	
支票 Check		日期 Date	
电汇 Remittance		日期 Date	
经办 Attended Person		日期 Date	

请仔细阅读并保留各款背面条款及填单说明  
Please read the conditions and instructions enclosed before filling in this application.

Source: The Panel.

**Annex 56 : Autopilot manufacturer invoice to RedChina Geosystems**

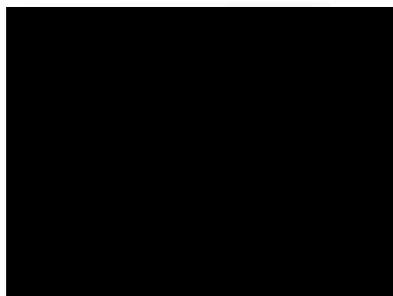
<b>Invoice</b>				<table border="1" style="width:100%;"> <tr> <td style="width:50%;">Date Jul 11, 2011</td> <td style="width:50%;">Page 1</td> </tr> <tr> <td colspan="2" style="text-align: center;">Invoice Number IN006001</td> </tr> </table>		Date Jul 11, 2011	Page 1	Invoice Number IN006001	
Date Jul 11, 2011	Page 1								
Invoice Number IN006001									
<b>Sold To:</b> Red China Geosystems (Beijing) Co., Ltd. RM1013 Richen Intl Center No. 13 NongZhanGuan NanLu Beijing 100125 China Attn: Able Weng Tel: +86 01 65858518		<b>Ship To:</b> <div style="border: 1px solid gray; height: 60px; width: 100%;"></div>		Auth # VC1377 B13A Form ID 20110700003 Export Permit # 1105081026					
Order No. ORD004275	Order Date Mar 10, 2011	Customer No. RED-CHINA	Salesperson RB	PO Number	Ship Via UPS	Terms PREPAY			
Item Number/Description	Qty. Ord.	Qty. Shp.	Qty. B/O	UOM	Unit Price	Discount	Extended Price		
A-2028 - MP2028g flight control computer <u>Serial Numbers</u> 04-02136 04-02139 04-02140 04-02141 04-02142 04-02155 04-02170 04-02171 04-02175 <b>04-02176</b> This item includes autopilot circuit board 1Hz GPS receiver only	10	10	0	ea	4,000.00	0.00	40,000.00		
SHIP Shipping & Handling  Does not include any duty brokerage fees or taxes, associated with the importation of these goods. These expenses are the customer's responsibility.					0.00	0.00	855.40		
Tax summary: GSTU 0.00					Subtotal Total sales tax		40,855.40 0.00		
					Total amount Less payment Less pmt. disc		40,855.40 40,855.40 0.00		
					Amount due:USD		0.00		

04-02176 is the serial number of the autopilot retrieved in the Baengneyong-do Island UAV

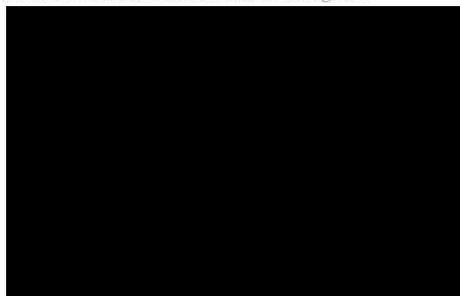
Source: The Panel.

**Annex 57 : End-use statement provided by RedChina Geosystems****END USE STATEMENT**

Name and address of exporter:



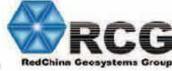
Name and address of intermediate consignees:



Name and address of end-user:

RedChina Geosystems (Beijing) Co.,Ltd  
Address: RM1013 Richen Int'l Center, No.13 NongZhanGuan NanLu,  
City: Beijing  
Province / State: Beijing  
Postal code / Zip code: 100125  
Country: China  
Website: www.ilidar.com  
Ph: +86 10 65858516  
Fax: +86-01-65858516-801  
E-mail: info@ilidar.com  
Contact Name: Chen SiCong  
Title: Manager

中测瑞格测量技术（北京）有限公司  
RedChina Geosystems(Beijing) Co., Ltd.  
北京市朝阳区农展馆南路 13 号瑞辰国际中心 1013 室 邮编 100125  
电话: +86 10 65858516 传真: +86 10 65858526  
网址: www.iLIDAR.com



## Description of goods:

Part No.	Description	Quantity	Unit Value	Total Value
MP1028g	Flight control computer (autopilot)	10	\$2,250 CAD	\$ 22,500 CAD
MP2028g	Flight control computer (autopilot)	20	\$8,250 CAD	\$165,000 CAD
MP2128g	Flight control computer (autopilot)	10	\$9,000 CAD	\$ 90,000 CAD
MP2128heli	Flight control computer (autopilot) – enabled for helicopter control	10	\$12,000 CAD	\$ 120,000 CAD
MP2128-LRC	Integrated Flight control computer (autopilot)	6	\$12,600 CAD	\$ 75,600 CAD
MP2128heli-LRC	Integrated Flight control computer (autopilot) – enabled for helicopter control	6	\$15,600 CAD	\$ 93,600 CAD
Updates	Software updates downloaded from the MicroPilot customer support website for MicroPilot autopilots, Horizon ground control software, Xtender system developer kit and trueHWIL simulator..	60	\$75 CAD	\$ 4,500 CAD
Repair/Replacement	MP 1028, MP 2028, MP 2128, MP 2128 Heli to cover warranty or non-warranty repair work or replacement	15	\$3,750 CAD	\$ 56,250 CAD
Repair/Replacement Integrated autopilots	MP 2128 LRC, MP 2128 Heli LRC to cover warranty or non-warranty repair work or replacement	15	\$5,400 CAD	\$ 81,000 CAD
MP2128 3x	Triple Redundancy Flight control computer (autopilot) – enabled for helicopter control	2	\$37,500 CAD	\$ 75,000 CAD

## Specific end-use of goods:

RedChina Geosystems (Beijing) Co.,Ltd is a private holding company, which is not affiliated with any other companies.

This project, in which [redacted] autopilots are used, is for the civil mapping.

As an in-development country, China has huge requirement of updating its map for city construction.

RedChina Geosystems (Beijing) Co.,Ltd will develop a mapping UAV, on which [redacted] autopilots are used, to rapidly get remote sensing pictures for the mapping department. [redacted] autopilot has

reliable performance of control UAV. RedChina Geosystems (Beijing) Co.,Ltd will choose it to control its mapping UAV. The UAV is a electrical powered hand launch UAV. The UAV will equip a [redacted]

[redacted] card camera as its payload to capture remote sensing pictures. The UAV can be operated by mapping professional operators. The UAV can fly upto 45 minutes to capture about 10 square

中测瑞格测量技术（北京）有限公司  
 RedChina Geosystems(Beijing) Co., Ltd.  
 北京市朝阳区农展馆南路 13 号瑞展国际中心 1013 室 邮编 100125  
 电话: +86 10 65858516 传真: +86 10 65858526  
 网址: www.IIDAR.com



kilometer pictures.

The specification of the UAV is as follow:

Weight: 2.5Kg

Dimension: Length:950mm, Wing span:1600mm, Height:445mm

Endurance: 45 minutes

Range: 10km

Flight Altitude: 300 to 1000 meter AGL

Cruise Speed: 35 to 60 km/h

Payload: RICOH Caplio GX100 digital card camera

Propulsion: Electrical

**Certifications and assurances:**

- The above goods will be used only by the end-user.
- The above goods will not be diverted to another destination, trans-shipped or re-exported.
- The above goods will only be re-exported by the end user in accordance with the export control laws of the country of final destination.
- The products will not be used to develop or produce nuclear, chemical and biological weapons or their delivery systems.

**Authorized Signature:**

  
 \_\_\_\_\_  
 Signature

Chen Sicong \_\_\_\_\_  
 Print Name

Manager \_\_\_\_\_  
 Title / Position

January 25, 2011 \_\_\_\_\_  
 Date

中测瑞格测量技术（北京）有限公司  
 RedChina Geosystems(Beijing) Co., Ltd.  
 北京市朝阳区农展馆南路 13 号瑞辰国际中心 1013 室 邮编 100125  
 电话: +86 10 65858516 传真: +86 10 65858526  
 网址: www.iLiDAR.com

Source: The Panel.

**Annex 58 : Extract of Microfly correspondence to the Panel**

*Microfly email to the Panel of 20 November 2015*

Sir,

[...]

Mr. E Chengwen is a staff member of our company, who uses Able as his English name when corresponding electronically with foreign enterprises (including Micropilot Co.).

Owing to the differences between Chinese and Western given names, foreign enterprises may have addressed him as Able E, Able Chengwen or Able Cheng Wen when contacting him; out of courtesy, Mr. E Chengwen did not try to correct this.

[...]

When RedChina Geosystems was planning to purchase flight controllers, our company recommended Micropilot Co. to them, and helped them to contact Micropilot Co. Thereafter, our company and Mr. E Chengwen had no further dealings [with RedChina Geosystems], including but not limited to signing end-user statements, making payments for goods, or taking delivery of consignments.

[...]

In our previous letter to you, we noted our suspicion that someone was manufacturing knockoff UV10 drones; we have subsequently seen, via the news media, negative stories of [the existence of] drones closely resembling the UV10 in appearance outside of China. For the foregoing reasons, therefore, we have decided to halt the production and sale of UV10 drones, and have accordingly removed all related material from our website.

[...]

UV10 drones have not been sold to customers with military backgrounds.

To protect our customers' privacy, please pardon our inability directly to provide you with the names and contact information of customers to whom we have sold UV10 drones since June 2009. We are, nonetheless, willing to cooperate actively with you in your work. We therefore advise you to contact the relevant departmental authorities in our country's Government; our company will be very happy to provide those authorities with the information you seek, based on the relevant Chinese laws and in accordance with the requirements of the relevant departmental authorities of the Chinese Government.

At present, we can [only] provide you with the information that RedChina Geosystems was [indeed] one of the purchasers of UV10 drones.

Naturally, the reason we mention RedChina Geosystems here is only because it was already mentioned in your letter to us; this represents no determination or conjecture on our part.

Beijing Maikaifei Engineering and Technology Co., Ltd.

---

*Microfly email to the Panel of 08 January 2016*

Hello,

We believe the following information may be helpful to you.

When RedChina Geosystems purchased UV10 unmanned aerial vehicles [drones] from us, they made a special request that the drone flight controllers should be supplied by them. In the light of that request, when we produced UV10 drones paid for by RedChina Geosystems, we installed the MP2028g flight-controller circuit boards supplied to us by RedChina Geosystems in all those drones. We did not record the serial numbers of those controllers. Beijing Microfly Engineering Technology Co., Ltd.

---

Official translation from the United Nations

*Source:* The Panel.

Annex 59 : Trancomm website advertising the SKY-09P

12/28/2016
SKY-09P 无人机

24小时全天候热线：400 88 0087

海事卫星手机 中国总代理商

集行力中国海事卫星通信入口站

马来西亚皇家通信局总代理、培训中心

[首页](#)
[关于中文](#)
[业务网络](#)
[产品展示](#)
[解决方案](#)
[培训与支持](#)
[联系我们](#)

**产品展示**  
PRODUCTS

- 海事卫星产品
- 陆上通信
- BGAN
- Iastphone 2
- Iastphone pro
- mini-C
- 海上通信
- F88
- mini-C
- VHF/UHF
- 海上卫星电话
- 航空通信
- AVIATOR
- AVIATOR SP
- 增值服务产品
- 特色服务产品
- 无人机产品

**支持与下载**

设备说明书-中英文版本免费下载

海陆空产品宣传册

宣传册产品宣传册

航空产品Special Purpose...

航空产品S8800产品宣传册

## SKY-09P 无人机

请点击此处下载产品宣传PDF文件资料

**产品概述**

SKY-09P无人机机身结合的三角形布局，机翼为仿生“M”型机翼，全复合材料制作，斜射起飞。该无人机具有极强的自身稳定性，抗风能力强，续航能力大，飞行高度好。

**技术指标**

**外型**

翼展：1.92m  
机长：1.21m  
机高：0.56m

**性能**

控制半径：R<30km  
巡航速度：80-100km/h  
实用升限：4000m  
续航时间：3h  
最大起飞重量：≤1.2kg  
有效载荷：≤3kg  
起飞方式：弹射  
降落方式：伞降

**可靠性和维护性**

全系统展开时间：≤30min

<http://trancomm.com.cn/contents/50158.html>

Source: www.trancomm.com.cn.

**Annex 60**

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**Annex 61 : Case summary, documentation on HK Conie and Mr. Wang**

In February 2015, the United Kingdom informed the Panel about an attempt by Democratic People's Republic of Korea to procure "sanctioned goods" from its manufacturer. The UK stated that the goods included miniaturized optical equipment which could be used in UAVs.

The Panel undertook a visit to the United Kingdom. The manufacturer noted that its main clients for these particular items were major world militaries and defence manufacturers. According to the company's information and through its investigation into the characteristics of the items, the Panel assessed that they are mainly used in military applications.

According to the United Kingdom customs, the company which attempted to procure the equipment did so through intermediaries based on the mainland and registered in Hong Kong before onward shipment to the Democratic People's Republic of Korea.<sup>11</sup> The report described the company as "a military logistics company specialising in the procurement of parts for unmanned aerial and undersea vehicles."

Dewen Wang was listed as the Director of HK Conie Technology, originally registered in the British Virgin Islands before registering in Hong Kong in 2014. In correspondence relating to the procurement attempt, Mr. Wang stated that his company had an "R&D office" in China. (see figures 1,2,3,4)

Correspondence records and the export licence application showed that the person who attempted to procure the goods was Richard Wang (Dewen Wang in Chinese). The Panel identified HK Conie's trade relationship with a company called Korean Pioneer Technology Company Ltd, which reportedly used the alias Korea 21 Trading Company (annex 50, 51).

Documentation shows that HK Conie invited representatives of Korean Pioneer to China shortly after submission of the export licence. This further demonstrates the linkage between HK Conie and Pioneer. HK Conie also maintained an account in a Pyongyang bank which made a large transfer order in United States dollars to a Democratic People's Republic of Korea national (annex 51).

In response to the Panel's inquiry, an unsigned letter was sent from the HK Conie email address on 2 January 2016. The author denied involvement in any attempt to procure military grade sensors, but acknowledged that he had a business relationship with (Korea) 21 company (annex 51). The Panel concludes this was an attempted procurement of military grade goods for use in a UAV program by individuals acting on behalf of the Democratic People's Republic of Korea for their UAV program and is continuing its investigation.

---

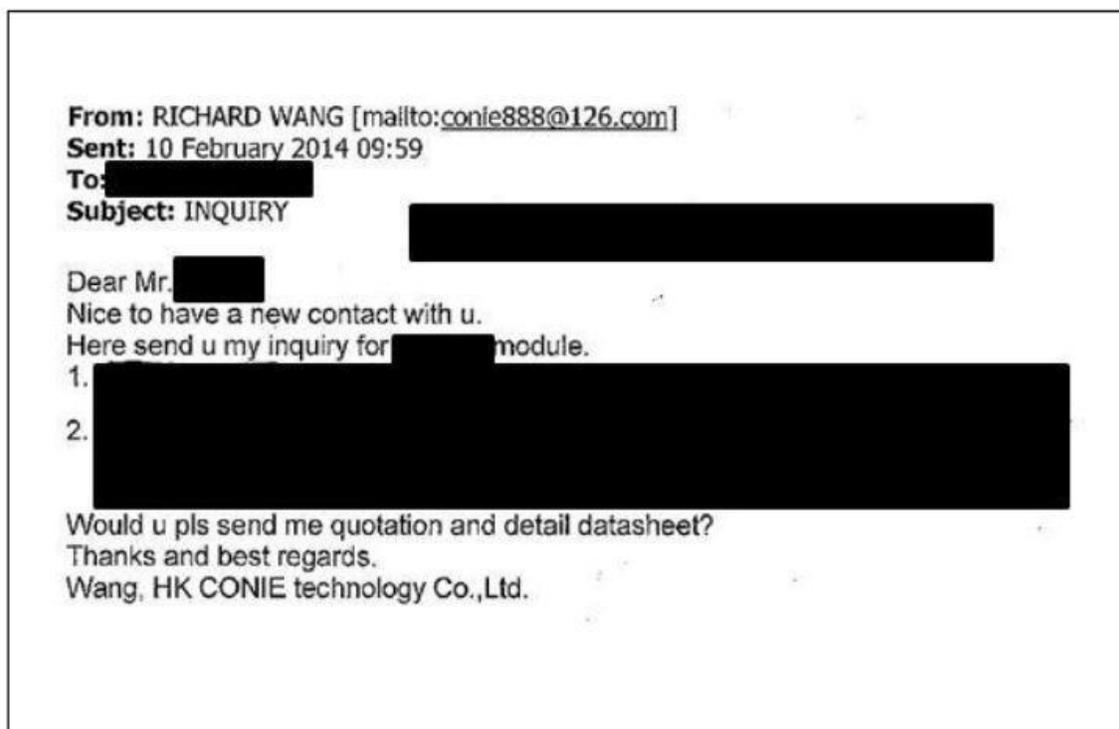
<sup>11</sup> The optical equipment procured by Member States for use in technologically advanced UAVs for military purposes.

**Figure 1:** National Identity Card of Dewen Wang / Richard Wang



*Source:* The Panel.

**Figure 2:** Email from Richard Wang on behalf of HK Conie to UK Manufacturer



*Source:* The Panel.

Figure 3: Email from Richard Wang to UK manufacturer regarding HK Conie

Dear Mr. [REDACTED]  
Nice to get news from u.  
My company name is HK CONIE TECHNOLOGY CO.,LTD ,currently have no website and R&D office located in shenyang,Liaonig China.  
My company is IT development and marketing company many years involved in developing industry automation products including day and night plant field surveillance and accident preventing.  
We have many customers and once we complete new [REDACTED] system the further market is rather good  
Recently we have come to know that [REDACTED] is a big revolution for day/night surveillance with lower cost than IR theraml imaging and also u are professional maker of [REDACTED]  
I hope u can surpport in good touch further for em ccd products and closely co operate each other.

And can u let me know [REDACTED] is for surveillance or sientific?  
What information do u need for future promotion?

Lookoing forward yr early reply.  
Thanks.

At 2014-02-14 01:53:34, [REDACTED] wrote:

Hello Richard,

I hear you have been calling the office for me.  
I have been traveling and have inconsistent access to the internet, so I apologies for the delay.

Can you give me some feedback on your company, Web address etc.  
Also who and where is this end user, and what are their application.

These items are export controlled and we will need to make an export licence application, its best to know if it's worth the effort before we get to involved.

Export licence takes Approx. 6 weeks to get once we file all the details.

Source: The Panel.

Figure 4: Hong Kong Company registry records of Mr. Dewen Wang's companies

網上查冊中心 **CR**  
ICRIS  
Cyber Search Centre

Search▼ Products▼ Shopping▼ About e-Search▼ Logout

Welcome! System Clock: 26-JUN-2015 23:03:53 GMT +0800

Directors Index Search (Director-based)

Name in English: WANG, DEWEN  
Name in Chinese: 王德文  
HKID No.:  
Overseas Passport No.: ID210106196007260930  
Passport Issuing Country: 中國 CHINA

No.	CR No.	Company Name	Company Type	Remarks	Director Particulars
1	2204548	HK CONIE TECHNOLOGY CO., LIMITED 香港科尼科技有限公司	Private company limited by shares		
2	1941470	HONGKONG YONGLI TECHNOLOGY LIMITED 香港永利科技有限公司	Private company limited by shares		

Displaying: Record 1 to 2 of 2 records.  
Jump to page  of 1

Please select the Order Type:

Order certified report HK\$152.00 plus additional handling charges for different delivery mode(\*)

(\*) Additional handling charges for different delivery mode will be shown when check out shopping cart.

Back to top  
ICRIS\_Ver\_1.0.5\_Build\_08\_01

ICRIS CSC Companies Registry, The Government of the Hong Kong Special Administrative Region.

Source: The Hong Kong companies registry database.

Annex 62 : UK Export Licence End User Undertaking (EUU) and Annex

*EUU FORM*

**SECTION 1 – PARTIES**

<p>(a) Name of UK Licensee <sup>1</sup></p> <p>???</p>	<p>(b) Licensee's Reference <sup>2</sup></p> <p>???</p>
<p>(c) Name of Consignee <sup>3</sup></p> <p><u>HK CONIE TECHNOLOGY CO.,LTD</u></p>	<p>(d) Consignee's Address</p> <p><u>ROOM NO.309,CHUANGFU CENTER, 6TH STREET OF XINGSHUN AVENUE, SHENYANG CITY,LIAONING,CHINA</u></p>
<p>(e) Name of End-User <sup>4</sup></p> <p>[REDACTED]</p>	<p>(f) End-User's Address</p> <p>[REDACTED] <u>ZHEJIANG,CHINA</u></p>
<p>(g) Is the End user the armed forces or internal security forces of the country? <sup>5</sup></p> <p>Please DELETE an option: Yes / No</p>	<p>(h) Specific location where goods will be used or based (if known) and if different from (f) <sup>6</sup></p> <p>[REDACTED] <u>FACTORY BUILDINGS AREA</u> <u>(SAME WITH THE ABOVE CLARIFIED ADD)</u></p>

**SECTION 2 – GOODS**

<p>(a) Quantity of Goods</p> <p><u>1 SET</u></p>	<p>(b) Description of the Goods <sup>7</sup></p> <p>(for consumable goods, include length of time supplies are expected to last)</p> <p><u>CURRENTLY NEED ANALOG OUTPUT [REDACTED] FOR SAMPLE STAGE.</u> <u>IF THE TEST USE IS OK CONIE WILL LAST PURCHASING MORE QTY FOR FURTHER MANY YEARS ACCORDING TO THE CUSTOMER'S DEMAND.</u></p>
--	--

(If you need to use continuation sheets, each must carry the licensee's reference, and must be signed and dated by the same person who signs this form.)

EUU (Revised July 2012)
Page 4 of 5
Designed by Export Control Organisation, BIS

**SECTION 3 – END-USE OF THE GOODS**

Please set out the specific purposes for which the goods are to be used by the end-user (including, if applicable, where the goods are being incorporated) <sup>8</sup>

INSTALLED ON PTZ  
AND USED FOR ██████████ FACTORY AREA DAY/NIGHT SECURITY DETECTION

**SECTION 4 – END-USER UNDERTAKING <sup>9</sup>** (to be completed by the person or body named in 1(e) and 1(f))

We – the person or body named at 1(e) and 1(f) – certify that we are the end-user of the goods described in Section 2, which are to be supplied by the licensee named in 1(a). We further certify that we shall use the goods for the purposes described in Section 3; that the goods will not be used for any purpose connected with chemical, biological or nuclear weapons, or missiles capable of delivering such weapons; that they will not be re-exported or otherwise re-sold or transferred if it is known or suspected that they are intended or likely to be used for such purposes; that the goods will not be re-exported or otherwise re-sold or transferred to a destination subject to UN, EU or OSCE embargo where that act would be in breach of the terms of that embargo <sup>10</sup>; and that the goods, or any replica of them, will not be used in any nuclear explosive activity <sup>1</sup> or unsafeguarded nuclear fuel cycle <sup>1</sup>.

Sign Here ██████████ Date 2014.3.9  
(Signature of official of End User)

Print Name ██████████  
(Add Name of Signatory in Capitals)

Role VICE PRESIDENT OF ██████████  
(Add Job Title of Signatory in Capitals)

**Note**

i Includes research on or development, design, manufacture, construction, testing or maintenance of any nuclear explosive device or components of subsystems of such a device.

ii Includes research on or development, design, manufacture, construction, operation or maintenance of any reactor, critical facility, conversion plant, fabrication plant, reprocessing plant, plant for the separation of isotopes of source or special fissionable material, or separate storage installation, where there is no obligation to accept IAEA safeguards at the relevant facility or installation, existing or future, when it contains any source or special fissionable material; or of any heavy water production plant where there is no obligation to accept IAEA safeguards on any nuclear material produced by or used in connection with any heavy water produced therefrom; or where any such obligation is not met.

EIA (Revised July 2012) Page 5 of 6 Designed by Export Control Organisation, BIS

Source: The Panel.

## Annex 63 : Extracts of Panel correspondence with Mr. Wang/HK Conie

United Nations  Nations Unies

HEADQUARTERS • BIRGB NEW YORK, NY 10017  
TEL.: +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED  
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: S/AC.49/2015/PE/OC.699

YOUR REFERENCE:

22 October 2015

Dear Mr. Wang,

I am writing to you with regard to efforts of the Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009) adopted under Chapter VII of the UN Charter, to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed in relation to the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#) and [2094 \(2013\)](#), in particular incidents of non-compliance.

The Panel wishes to follow up on its correspondence of 1 October 2015 (reference number S/AC.49/2015/PE/OC.488; see annex 1). The Panel noted your comments relating to a falsified end user statement submitted by your company as part of an export licence application pertaining to a [REDACTED] used in Unmanned Aerial Vehicles (UAVs) (see annex 2) and sought clarification concerning your business relationships with DPRK nationals and individuals. The Panel requested a reply within two weeks of the date of this letter, but has yet to receive a response. The Panel kindly reiterates its request for this information as it intends to utilize this information for its upcoming Final Report and for its records.

In addition to our previous inquiries, the Panel has gathered additional information and requests your assistance in obtaining the following information:

- The names, dates of birth and passport numbers of all DPRK nationals working for the Korean Pioneer Technology Company that HK Conie Technology has engaged with.
- The names, dates of birth, passport numbers and contact details of all individuals working for or on behalf of the Korea 21 Trading Company for whom HK Conie Technology has procured and supplied goods to.

Mr. Dewen Wang  
HK Conie Technology Co. Ltd.  
Email: Conie888@126.com  
Fax: ++86 2425483266

**To: Panel of Experts established pursuant to Security Council Resolution  
1874 (2009)**

**Attn: Mr. Hugh Griffiths, Coordinator**

**Date : 2015-9-8**

Dear Mr.Hugh Griffiths.

How are you?

It is really a great honor to have an opportunity of mailing with you, the important coordinator of UN security council, and think it thankful that you have sent me a letter of kindly requesting some explanations and co operation.

Just today, I have got the chance to see your letter and reply.

Sorry for my late reply and for the fact that I disturbed and made u doubtful thought it is unintentional or not.

I have received and read a letter from the Panel and were much knocked on reading that I tried to submit the UK license for purchasing the product with military application.

And also feel pity that because of my unsatisfactory documentation brought some confusions and doubts.

Frankly speaking it was the first time for me to fill in that kind of EUU document and still I have no clear idea of such documentation.

I only followed the seller's requirement for further promotion of the business.

At that time, maybe beginning of last year ,as a lucrative business project ,I was planning to develop a new model of [REDACTED] which can be widely used for day and night time security surveillance because I found that the market of security [REDACTED] was still very big and the demand of the customers is growing by the time goes by.

The most important point was to develop high specs of the product with the lowest budget.

While consulting which kind of [REDACTED] suitable and how can we develop the product at the lowest cost, one of my partner engineers who mainly deals automation products recommended me to use individual camera module, lens and rotating stand and compose the product ,not whole set of [REDACTED] in order to save budget. His advice was reasonable.

For many days I searched several kinds of [REDACTED] from several makers for outdoor surveillance and among them there was also UK's [REDACTED] series which looked rather reliable for outdoor use and support many kinds of signal output.

But there was no mentioning of military use and said only it is for scientific and surveillance.

And since then I began to contact with the several makers, sent and received the lists of prices and questions.

But to my failure the price from UK company was very expensive than what we expected and the method of use was also complicated.

Other specifications such as resolutions was also lower when comparing with the recently introduced [REDACTED] which are available on normal

Chinese electronic market.

The budget of using this module together with separately purchasing [REDACTED]

[REDACTED] was much higher than normal [REDACTED]

After receiving the final quotations from different makers of [REDACTED], I made a decision not to use that expensive one.

I really forgot all of this thing since so long time has past.

When I received the form of EUU from the maker I really and only tried to fill in actual contents, but it was really first time for me to make such kind of document and that is why, I think, it could not satisfy the requirement of relative organ.

Of course when I prepare the document I used a big company's name and details which was on their website thinking that small company can not be the end user, and it was really incorrect. It was really my fault and I deeply apologies to [REDACTED] and you. I was only seeking my favor and commercial interest.

But after I compared the price with other normal cheaper [REDACTED] and received the mail from the seller that my documentation did not passed, I just gave up and did not contact the seller anymore.

I felt the price was expensive and the purchasing course was rather complicated.

When considering it is only 1Megapixel resolution of [REDACTED] camera sensor module, I could not understand why this product is so expensive and why should the customer pass such documentation.

And how could I think this small [REDACTED] camera can be used for military purpose by the countries under UN sanctions?

At the time of the first contact, if the seller taught me such conception I surely

would not have tried to receive the price and prepare document.

I only thought using big company's name can easily prevail the seller and easily can receive price and promote the business course.

All were only my faults and there was no other bad attempt or purpose and u know actual selling and buying were not executed.

I would be grateful if u read this letter with deep understanding and hope you have clear and full image of all the circumstances at that time.

I really do not wish harm the others and disturb you any more because of my mistake and what I now can guarantee is that really there was not such serious and bad attempt as you supposed.

And at the same time I assure you and the panel that from now on I will be careful not to make you doubtful, confused and violate the resolution of the security council while doing my business. This time is really a good experience to me.

Hope your good health and the success of your responsible business.

Again beg your deep understanding to this small businessman. Thanks.

Yours sincerely. Wang.

**Annex 64 : Reply**

Dear sir,

I send u this letter in response to yr letter which requested me to mention the following points on which your doubt is focused.

**. You knowingly falsified documentation relating to the purchase of UK manufactured strategic goods, namely [REDACTED] used in sophisticated military UAVs.**

In the first letter of the beginning of Sept, I have already explained in detail about the purpose and the course of my falsification of end user statement and expressed my apologizing mind.

It was only for searching cheap [REDACTED] which can be conveniently used for second development of [REDACTED] not for procurement of military use product as u doubt.

**. You attempted to procure the UAV [REDACTED] on behalf of a DPRK military logistics technology company that specialises in the acquisition of components for UAV and unmanned undersea vehicles.**

No, I didn't attempt to buy [REDACTED] for military use on behalf of any 3<sup>rd</sup> party.

I really don't know what kind of [REDACTED] military use. Your comment is literally an exaggeration.

No one asked me to supply such product and, as u insist, when considering that [REDACTED] military one what about the other [REDACTED] which is widely available in normal Chinese electronic markets? Are they all for military use?

I again assure u that my inquiry has no relation with military conception and no one pushed me to do it. Why do not u believe my words and where is the evidence that D.P.R.K company or individual asked me to supply [REDACTED] accordingly attempted to get it? How can u define that the fact is so.

And u can see that [REDACTED] module was not actually procured by me or others related and for nearly two years since then I completely forgot about it.

Of course I respect your sensitive opinion, but really it has no relation with what u are worrying about.

Would u pls kindly tell me which is military one or not, so that I can note in my future businesses?

**.Your company HK Conie employs or is represented by DPRK nationals or individuals who act on behalf of your company.**

I have never employed individuals from D.P.R.K and only had some normal businesses with them for about two years and there were not so many contracts and transactions of big volume of amount.

And clearly speaking, I know entities from D.P.R.K sometimes used the name of CONIE when they ask the price and terms of the products in contact with our Chinese suppliers.

I think it is natural psychology for foreign traders in China to get direct prices for their maximum interest because normally the foreigners are quoted higher than native.

And only using my company name when mailing or calling under my allowance can not be regarded commercial rudeness.

**. Your company HK Conie has a bank account in the DPRK.**

U know many Chinese companies have their bank accounts in D.P.R.K because direct remittance is impossible.

For convenient reception of the payment from D.P.R.K companies I had ever opened account in D.P.R.K ,but two or three years ago that bank was closed and also my account was automatically deleted .And since the time I had no big business with them ,at the moment I have no account in D.P.R.K.

**. Your company HK Conie has established trade and business relationships with DPRK entities named Korean Pioneer Technology Company and Korea 21 Trading Company.**

As I mentioned in the last mail I don't deny that in the past I had some business relationship with 21 company and not sure whether the name was changed to Pioneer or Pioneer is an other company's name. And I also gave u the names of two entities from that company and the items of the products I did with them.

U know many Chinese companies are making business with many D.P.R.K companies for commercial purpose through normal opened route under the inspection of the customs office.

My relationship with them was only normal trading for normal products such as construction materials, computer accessories ,electronic products and other civil commodities and there was no violation against my country's law or UN resolutions. Invoice, packing lists and payment records, as I told u before because since then over five years has past, are not kept in my hand at the moment.

For many years I have no business contact with them and will not in future.

I am sure that company is normal money making one which is selling popular commodities in their homeland market, not specialized one for obtaining military components. Though somebody asked me to provide such products how can I do it and survive till now with the history of crimes? And how can such dangerous goods pass the inspection of our customs office?

And concerning with your words going that you will publish my relationship with D.P.R.K company I would like to ask u if I had built an illegal trade relationship or smuggled with them before or violated our law and UN resolutions? Upon violation against our law, if there was, I will take full responsibility as one of the citizens of PRC. Could u please tell me what is wrong with me while doing business with them?

Dear sir,

Unless there is a clear evidence of attempt or actual delivery for military purpose by D.P.R.K company or related Chinese company I kindly recommend u to give deep consideration to this case .

I think if u conclude my company and those two D.P.R.K companies and individuals attempted to procure the product for military purpose it is really unreasonable and their normal reputation will polluted by the "truth" of no clear evidence.

What is clear is that everyone has a rights to be fairly commented as much as what he actually did.

I really wish you to give fair and scientific solution to this case with high responsibility on behalf of divine UN which represents the interests and the rights of all the states and individuals of the world. Your correct and fair conclusion will highly be appreciated.

If any other questions please contact me, and any of your requests will cooperatively be replied.

Best regards.

Annex 65 : Green Pine invitation letter

 **GREEN PINE ASSOCIATION**

---

**LETTER OF INVITATION**

Date: 19<sup>th</sup> March 2010

To: Government Garage Center  
Att: Col. Woldu G/Yesus

Dear Sir:

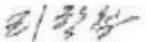
We are delighted to issue an official invitation to your delegation headed by Mr. Tzahaye Mokonen Zerom.

We are planning to receive your delegation for 1-week period during April 2010. We hope that your visit would be of great importance in starting substantial co-operation between two sides.

All of your visa will be prepared at Pyongyang Airport.

We will send necessary information for arranging your flight schedule.

Sincerely Yours.

Ri Hak Chol 

President/GPA 

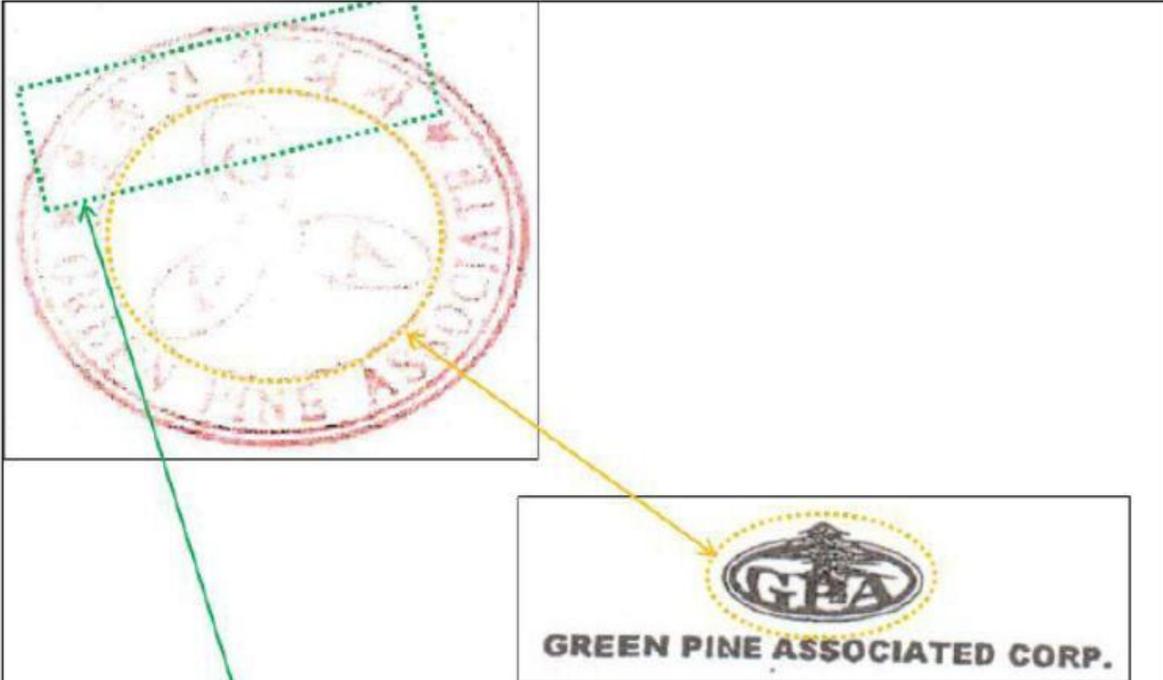
---

ADD: RAKRANG NO. 1 RAKRANG DISTRICT PYONGYANG KOREA  
TEL: 008502-18111-8327 E-MAIL: PAC@SILIBANK.COM  
FAX: 008502-3814585 P.B. NO: 2465

Source: The Panel.

### Annex 66 : “Green Pine Association” as an alias of Green Pine Associated Corporation

Green Pine Association’s name in Korean script provided in the letter (figure 1), “청송연합회사”, is the same as and identical to that of the Korean script used for Green Pine Associated Corporation. In addition, Green Pine Association’s logo “GPA” is used by Green Pine Associated Corporation. Close up of the company’s stamp provided in the letter:



Source: The Panel

Korean script of Green Pine Associated Corporation provided in the 1718 Sanctions List (in Korean)

<p><b>KPe.010</b>      <b>GREEN PINE ASSOCIATED CORPORATION</b>  <b>A.K.A.:</b> CHO'NGSONG UNITED TRADING COMPANY; CHONGSONG YONHAP;          CH'O'NGSONG YO'NHAP; CHOSUN CHAWO'N KAEBAL TUJA HOESA; JINDALLAE;          KU'MHAERYONG COMPANY LTD; NATURAL RESOURCES DEVELOPMENT AND          INVESTMENT CORPORATION; SAEINGP'IL COMPANY</p> <p><b>KOREAN:</b>      <span style="border: 1px solid green; padding: 2px;">청송연합회사</span>          (a.k.a. 청송연합무역회사, 청송연합, 조선자원개발투자회사,          진달래, 금해릉회사, 자원개발투자회사, 생필연합)</p>
--

Annex 67 : Panel Letter to Eritrea (extracts)

United Nations  Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK / NY 10017  
TEL. : +1 212 963 1055 • FAX: +1 212 963 2013

UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL PANEL OF EXPERTS ESTABLISHED  
PURSUANT TO RESOLUTION 1874 (2009)

REFERENCE: S/AC.49/2015/PE/OC.819

YOUR REFERENCE

7 December 2015

Excellency,

I am writing to you with regard to efforts of the Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009) adopted under Chapter VII of the Charter of the United Nations, to gather, examine and analyse information regarding the implementation of the measures imposed in relation to the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) by Security Council resolutions [1718 \(2006\)](#), [1874 \(2009\)](#), [2087 \(2013\)](#) and [2094 \(2013\)](#), in particular incidents of non-compliance.

The Panel wishes to follow up on its previous consultation with the Eritrean Mission to the United Nations in New York concerning its investigation of the reported provision by the DPRK of military support to Eritrea (for ease of reference, see annexes 1-3 which include the previous correspondence). The Panel is grateful for the cooperation received from your Government. In light of the additional information obtained by the Panel, we wish to ask for further assistance from your Government in obtaining information as summarized below.

In its previous correspondence, the Panel noted the following reports related to the DPRK's possible violations of the resolutions 1718 (2006) and 1874 (2009):

- A May 2011 inspection by an East African Member State of cargo containing machine tools which may have originated from the DPRK reportedly destined for an Eritrean Military-related entity, the **Eritrean Department of Governmental Garages** ("EDGG"); and
- The 2010 provision of "military and technical support" to Eritrea by a DPRK entity, the **Green Pine Associated Corporation** ("Green Pine"), which was designated by the 1718 Sanctions Committee on 2 May 2012 as the DPRK's primary arms dealer and main exporter of arms and related materiel, including military boats (see annex 4).

His Excellency  
Mr. Girma Asmerom Tesfay  
Permanent Representative of Eritrea  
to the United Nations

Fax: (212) 687-3138  
Email: [general@eritrea-unmission.org](mailto:general@eritrea-unmission.org)

In this regard, the Panel obtained additional information concerning these allegations and confirmed that it is consistent with the aforementioned information.

According to the information, Mr. Hak Chol Ri (Korean: 리 학철), the Green Pine's President, sent an official invitation letter dated 19 March 2010 to Colonel Woldu G/Yesus, EDGG's chief (see annex 5 for a copy of this letter obtained by the Panel). In this letter, Mr. Ri officially invited an EDGG's delegation to Pyongyang, stating: "*We are planning to receive your delegation for 1-week period during April 2010. We hope that your visit would be of great importance in starting **substantial co-operation between two sides.***"

The Panel obtained further information to corroborate the aforementioned letter, which is summarized below:

- The EDGG's delegation visited Pyongyang, DPRK, from 10 to 17 April 2010 (the delegation included the Eritrean nationals Mr. Abraha Ghebresilassie, Mr. Aman Mohammednur, Mr. Russom Mahare, and Mr. Russom Ghebru); and
- A DPRK national named Mr. Kwang Rim Kim (Korean: 김 광림) (date of birth 11 July 1978) has been posted in Eritrea since April 2010 as a representative of Green Pine (also known as **Saeing Pi'l Company**).

The Panel notes that in June 2009, the Security Council prohibited any transfer from the DPRK of all arms and related materiel, as well as technical training, advice, services or assistance related to the provision, manufacture, maintenance or use of such arms or materiel.<sup>1</sup> The Security Council resolutions require Member States to ensure that all military cooperation with the DPRK complies fully with the measures imposed by the resolutions.<sup>2</sup> Therefore, the Panel wishes to confirm the facts surrounding EDGG's business dealings with Green Pine.

In its efforts to obtain credible and verifiable information, the Panel would be grateful for the following:

- Information on the cooperation between Green Pine and EDGG, including:
  - Time period as to when the two entities started cooperation, and confirmation as to whether the cooperation was terminated since May 2012 when Green Pine was designated by the 1718 Committee;
  - Explanation as to what activities have been undertaken between the two entities since they started business cooperation (e.g. whether Green Pine supplied spare parts for military boats or related technical services or training);

<sup>1</sup> Paragraph 9 of resolution 1874 (2009)

<sup>2</sup> Implementation Assistance Notice No. 5, paragraph 11

## Annex 68 : Eritrea Letter to Panel

	12-28-15:04:06PM;		:212 129 4667	# 1/ 1
<p>ቀዋሚ ሚሽን ሃገረ ኦሮሞ እብ ውድብ ሕብረት ሃገራት ኒዮ ዮርክ</p>		<p>البعثة الدائمة لدولة إريتريا لدى الأمم المتحدة - نيويورك</p>		
<p>Permanent Mission of The State of Eritrea To the United Nations, New York</p>				
<p>The Permanent Mission of Eritrea to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) and has the honor to refer to the letter of the later with reference S/AC.49/2015/PE/OC.819 dated 7 December 2015.</p>				
<p>In this connection, the Permanent Mission would like to inform the Panel the Expert that Eritrea is not engaging with persons and/or entities in violation to the UN Security Council resolution 1718 (2006) and 1874 (2009) and designations of thereof.</p>				
<p>The Permanent Mission of Eritrea to the United Nations seizes this opportunity to renew to the Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) the assurances of its highest consideration.</p>				
<p> New York, 28 December 2015</p>				
<p>Panel of Experts established pursuant to United Nations Security Council resolution 1874 (2009) New York, NY 10017</p>				
<p>800 Second Avenue 18th Floor New York, NY 10017 • Tel : (212) 687-3390 • Fax : (212) 687-3138 e-mail : general@eritrea-unmission.org</p>				

Source: The Panel

**STRICLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 69**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

## Annex 70 : Munitions Factory of Namibia and Mansudae's construction projects

### A. Excerpts from Namibia's reply to the Panel

REQUEST FOR ADDITIONAL INFORMATION AND OFFER TO PROVIDE CLARIFICATION OR AND TECHNICAL SUPPORT IN THE IMPLEMENTATION OF THE SECURITY COUNCIL RESOLUTIONS 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013) AND 2094 (2013), RELATING TO THE DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA (DPRK)

#### 2. Major Public Construction Projects undertaken by MOP in Namibia

MOP was involved in the construction of the following State projects:

- a) State House;
- b) Heroes Acre;
- c) Independence Museum; and
- d) Military Academy.

MOP is further sub-contracted by August 26 Holding, a 100% government owned company to construct the new Headquarters of the Ministry of Defence. The estimation for the construction of the Headquarters was about N\$600 million and the project was expected to be completed in 2017/18 Financial Year.

#### 3. Copies of Official Contracts Submitted by MOP to Government Authorities/Ministries including Tenders

*The detailed information is being sourced from stakeholders.*

#### 4. Response to the reported Munitions Factory under construction in Leopard Valley

The project started in 2002 and was completed in 2005. August 26 Holdings was the main contract and sub-contracted the MOP Company to construct the factory. The Ammunition Factory in terms of corporate governance is a subsidiary of August 26 Holdings which is a 100% government owned. The main purpose of the Ammunition Factory is to produce Small Arms Ammunitions of 7.62 mm caliber for own Defence Force use and the general markets. The Factory is located in Khomas Region, Windhoek. The Ministry of Defence has no knowledge of the linkage between MOP Company which was sub contracted to construct the Ammunition Factory to KOMID.

The official addresses and contact details of **Ammunition Factory**:

**Ndilimani Pyrotechnics Industries (PTY) LTD**  
**P.O. Box 30400**  
**Windhoek**

Source : The Panel.

B. Excerpts of Mansudae's company broucher advertising its construction capability of military related facilities and activities at the Leopard Valley



**M . O . P**  
Architectural & Technical Services (NAMIBIA)

Ref: \_\_\_\_\_ Tel: (061) 271873 E-mail: NMOP@iway.na  
Date: \_\_\_\_\_ Fax: (061) 271873 P.O.B : 81229 OLYMPIA,WHK

---

Fax Number: 061 271873  
E-mail: nmop@iway.na  
MANAGING DIRECTOR: Mr. Kim Tong-Chol  
AUDITORS: Grand Namibia  
BANKERS: First National Bank  
INSURERS: Old Mutual

**SPECTRUM OF WORK**

Architectural and Engineering Designs  
Construction  
Demolition  
Earthmoving  
**Special Structure (Underground Facilities and bunkers)**



**M . O . P**  
Architectural & Technical Services (NAMIBIA)

Ref: \_\_\_\_\_ Tel: (061) 271873 E-mail: NMOP@iway.na  
Date: \_\_\_\_\_ Fax: (061) 271873 P.O.B : 81229 OLYMPIA,WHK

---

**MAJOR HIGH PROFILE PROJECTS**

New State House (Office of President) 2006

Luiperds Valley Research Centre (Ministry of Defense) 2010  
Extension of Leopards Valley Phase II (Ministry of Defense) 2010

New Independence Memorial Museum (Ministry of Works and Transport) 2011

Source: The Panel.

**Annex 71 : Satellite Imagery showing construction activities at Leopard Valley Base**

*Satellite imagery of November 2009*



*Satellite Imagery of June 2013*



*Satellite Imagery of April 2014*



Source: Google Earth.

## Annex 72 : Ammunition trade recorded in UN Comtrade database

The Panel has examined accredited international organizations' databases to identify all possible reported "arms and related materiel" transactions to and from the DPRK. These databases maintain transaction records based on reporting by Member States, through the Harmonized System (HS) code. Although the prohibited items do not have the exact corresponding identifiers in the HS code, the Panel utilized chapter 93 of the HS, "Arms and ammunition, parts and accessories thereof", and 8710 "tanks and other armored fighting vehicles", to identify possible arms and related materiel transfer (see the below table). To ensure the accuracy of transaction records, the Panel cross-checked the databases.

The Panel also noted the definition of "small arms and light weapons" adopted by International Small Arms Control Standards (ISACS) provided by the UN Coordinating Action on Small Arms (CASA) in June 2015. Based on this definition, the Panel examined the transactions of HS code 9301, 9302, 9303 and 9306, which are consistent with the definition.<sup>12</sup> The Panel also confirmed with the WCO that all parts of chapter 93, from 9301 to 9307 cover small arms and light weapons.

HS Code	Description
9301	Military weapons, other than revolvers, pistols and the arms of heading 93.07.
9301.10	Artillery weapons (for example, guns, howitzers and mortars)
9301.20	Rocket launchers; flame-throwers; grenade launchers; torpedo tubes and similar projectors
9302	Revolvers and pistols, other than those of heading 93.03 or 93.04.
9303	Other firearms and similar devices which operate by the firing of an explosive charge (for example, sporting shotguns and rifles, muzzle-loading firearms, Very pistols and other devices designed to project only signal flares, pistols and revolvers for firing blank ammunition, captive-bolt humane killers, line-throwing guns).
930310	Muzzle-loading firearms
930320	Other sporting, hunting or target-shooting shotguns, including combination shotgun-rifles
930330	Other sporting, hunting or target-shooting rifles

<sup>12</sup> According to definition adopted by International Small Arms Control Standards (ISACS) provided by UN Coordinating Action on Small Arms (CASA) in June 2015, small arm is any man-portable lethal weapon designed for individual use that expels or launches, is designed to expel or launch, or may be readily converted to expel or launch a shot, bullet or projectile by the action of an explosive. It includes, inter alia, revolvers and self-loading pistols, rifles and carbines, sub-machine guns, assault rifles and light machine guns, as well as their parts, components and ammunition, but excludes antique small arms and their replicas. And, light weapon is any man-portable lethal weapon designed for use by two or three persons serving as a crew (although some may be carried and used by a single person) that expels or launches, is designed to expel or launch, or may be readily converted to expel or launch a shot, bullet or projectile by the action of an explosive, which includes, inter alia, heavy machine guns, hand-held under-barrel and mounted grenade launchers, portable anti-aircraft guns, portable anti-tank guns, recoilless rifles, portable launchers of anti-tank missile and rocket systems, portable launchers of anti-aircraft missile systems, and mortars of a caliber of less than 100 milli-metres, as well as their parts, components and ammunition.

- 9304 Other arms (for example, spring, air or gas guns and pistols, truncheons), excluding those of heading 93.07.
- 9305 Parts and accessories of articles of headings 93.01 to 93.04.
- 9306 Bombs, grenades, torpedoes, mines, missiles and similar munitions of war and parts thereof, cartridges and other ammunition and projectiles and parts thereof, including shot and cartridge wads.
- 9307 Swords, cutlasses, bayonets, lances and similar arms and parts thereof and scabbards and sheaths thereof.
- 8710 Tanks and other armored fighting vehicle, motorised, and parts of such vehicles.

Through its investigative work, the Panel identified transaction records of items that may be considered to fall within the category of "arms and related materiel" between Member States and the Democratic People's Republic of Korea. The summary of its findings are as follows:

Country	Year	HS Code	Export/Import	Amount (US \$)
Antigua and Barbuda	2009	9305	Import	619
Bahrain	2011	8710	Import	517
Chile	2011	9304	Import	156
	2009	9306	Export	54,754
	2010	9306	Export	38,675
China	2012	9304	Export	13,429
		9306	Export	29,717
	2014	9306	Export	50,000
	2009	9306	Import	3,381,264
Colombia	2010			14,040
	2011			22,400
Egypt	2009	9303	Import	917
Fiji	2011	9301	Import	37,570
India	2012	9305	Export	303,706
New Caledonia	2010	9304	Import	4,624
		9305		106
Paraguay	2013	9306	Import	273,781
Qatar	2011	9303	Import	47,000
Saudi Arabia	2007	8710	Import	323,155
	2008	9306	Export	407,997
	2012	9302		21,787
Switzerland		9303		44,632
		9304		40,950
		9305		76,642
Thailand	2008	9306	Import	13,630
	2009			117,207
Zimbabwe	2011	9303	Export	600

The Panel decided to conduct its investigation into the repetitive transactions valued at USD \$1000 or more.<sup>13</sup> The Panel's investigation mainly focused on substantial "arms and related materiel" transactions with the Democratic People's Republic of Korea since 2006, when resolution 1718 (2006) was adopted by Security Council.

The Panel noted that it had previously conducted investigations into two of these cases. It sent out eight additional letters to Member States. Three Member States including Fiji, Paraguay, Qatar replied that clerical or printing errors were made by their respective reporting agencies, and provided supporting documents including contracts or customs declarations. They claimed that part of the arms transactions with the Republic of Korea had erroneously been attributed to the Democratic People's Republic of Korea. The Panel confirmed that items listed in the supporting documents were in line with the items mistakenly reported to have been acquired from the country, although all the particulars of the reported items could not be verified independently.

Two Member States, including China, confirmed that they exported the items of the HS code 93 category to the Democratic People's Republic of Korea, but stated that those items were only for civilian purposes, such as competitions and hunting. One Member State also viewed that sporting and air guns and pistols did not fall into the category of small arms and light weapons. Thailand, Saudi Arabia and New Caledonia have not replied to the Panel's inquiries as yet. Thailand explained in its reply to the Panel that the relevant government agencies were requested to supply further detailed information, but these processes may require long amounts of time and involve personnel who may have since been reassigned. The Panel is waiting for replies from States concerned including Thailand.

---

<sup>13</sup> Single transactions valued at less than \$1000 were consistently found to be antique small arms or their replicas for souvenir, which are excluded from the definition of small arms and light weapons.

**Annex 73 : Uganda Letter to Panel**



REPUBLIC OF UGANDA

OUR REFERENCE **UN/LG/14**  
YOUR REFERENCE

**PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF UGANDA TO THE UNITED NATIONS**

**UGANDA HOUSE  
336 EAST 45<sup>th</sup> STREET  
NEW YORK, N.Y 10017**

Tel: (112) 469 3110  
Fax: (112) 687-4515  
E-mail: [uganda@un.org](mailto:uganda@un.org)

December 4, 2015

The Coordinator  
Panel of Experts pursuant to  
Security Council Resolution 1874 (2009)  
**NEW YORK**

**UGANDA – DPRK COOPERATION IN POLICE AND MILITARY TRAINING**

Reference is made to your letter ref. **S/AC.49/2015/PE/OC.769** dated 10 November, 2015 requesting for information regarding cooperation between the DPRK and Uganda in Police and Military training. You also refer to previous communication on the same subject and request for a response within one month, that's to say, before December 10, 2015.

In your letters dated 31<sup>st</sup> March 2015, 29<sup>th</sup> May 2015, 24<sup>th</sup> July 2015, 30<sup>th</sup> September 2015 and 10<sup>th</sup> November 2015, it is stated that the training in Kabalye, Butiaba and Wantebo constituted a potential violation of paragraph 9 of resolution 1874(2009) which prohibits the DPRK from exporting technical training, advice, services or assistance related to the provision, manufacture, maintenance or use of all arms or related material.

In addition, you also raise the following issues:

- i) Whether the training at Kabalye, Butiaba and Wantebo was still ongoing?
- ii) What is the type of training and advisory services that have been given or are being given by these individuals?
- iii) What are the names, ranks and affiliations of all DPRK nationals responsible for this training?

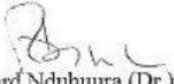
Uganda's response to the issues raised is as follows:-

- 1) Uganda's understanding of the overarching objective of the sanctions imposed upon the DPRK is non-proliferation of nuclear weapons and other weapons of mass destruction as outlined in paragraph 8 in particular sections (a), (b), (c) and (e) of Security Council resolution 1718 (2006).
- 2) Following the imposition of further sanctions on the DPRK in its resolution 1874 (2009) the Security Council escalated sanctions in resolution 1718 (2006), paragraph (8) mentioned

above to include “.....all arms and related material as well as to financial transactions, technical training, advise, services or assistance related to the provision, manufacture or use of such **arms or material**”, as outlined in paragraph (9) of resolution 1874 (2009).

- 3) Uganda’s understanding of the resolution when read together with paragraph 8 (b) of resolution 1718 (2006), is that the prohibited training and provision of technical advice is only limited to arms and equipment procured from the DPRK. Therefore, Uganda reiterates the earlier position that in promoting mutual cooperation with DPRK, no arms or equipment have been purchased by or supplied to the Uganda Police Force by DPRK.
- 4) Whether the trainings were still going on at the said training centers. Indeed, the training is ongoing at Wantebo, as in Butiaba. The following trainings have been or are being conducted:
  - i) Martial arts training;
  - ii) Marine rescue training;
  - iii) Paramedical training;
  - iv) Construction engineering; and
  - v) Security and technical trainings for Uganda Police Special Force, Criminal Investigations and Intelligence Department (CIID), and Forensics.
- 5) It is also emphasized that the training weapons and materials are property of the training centers not supplied by DPRK.
- 6) The training courses were designed in accordance with a jointly prepared training plan and syllabus.
- 7) The information requested for bullet (ii) of the Panel’s letter of September 30, 2015 that is to say, “the names of those DPRK individuals” is attached in Annex I.
- 8) Investigations regarding a DPRK national, one Ryong Kang, reportedly linked to a designated entity, and who is alleged to have travelled to and from Uganda, are still being carried out. When the investigations are concluded, the requested information will be availed.
- 9) Uganda’s understanding is therefore that the cooperation agreement for training of the police, and occasionally extended to the military, does not violate Security Council resolutions on DPRK.

Uganda remains open to engaging with the Panel of Experts and the Security Council Committee on DPRK in case of any areas requiring further clarification.

  
Richard Nduhuura (Dr.)  
**PERMANENT REPRESENTATIVE**

**Annex I****Security Instructors for Field Force Unit (19)**

Nº	Name	Position
1	Pang Yong Bin	Head of Security Team
2	Jon Yong Chan	Shooting Instructor
3	Han Yong Ho	Martial Art Instructor
4	Jang Kyong Il	Operation Tactics
5	Kang Yong Min	Anti-Terror Expert
6	Pak Chon Bok	Shooting Instructor
7	Choe Yong Chol	Operation Tactics
8	Kim Sang Phil	Shooting Instructor
9	Kim Kwang Song	Martial Art
10	Kim Jin Hyok	Community Policing
11	Kang Yong Chol	Martial Art
12	Kim Sok Chol	Anti-Terror Expert
13	Choe Won Hyok	Martial Art
14	Kim Kwang Il	Anti-Terror Expert
15	Jong Tong Il	Anti-Terror Expert
16	Kang Chol Song	Martial Art
17	Kim Kwang Chol	Shooting
18	Kang Ho	Shooting
19	Choe Myong Chol	Shooting

- **Instructors for Police Marine(4)**

Nº	Name	Unit
1	RI KWANG SU	Navigation
2	JANG CHOL	Martial Art/Shooting
3	Jong Un Guk	Diving
4	Ri Jong Hyok	Swimming/Interpreter

- **Instructors for Police Training School(5)**

Nº	Name	Unit
1	RO KWANG CHOL	Martial Art
2	Kim Myong Nam	Martial Art
3	Jo Kwang Song	Martial Art
4	Pak Chung IL	Shooting
5	KIM HAK CHOL	Shooting

- **Instructors for Forensic and Investigation(5)**

Nº	Name	Position
1	Pak Sung IL	Forensic
2	PIN MYONG CHOL	Forensic
3	Choe Kwang Jin	Investigation Tactics
4	Choe Jong Sik	Investigation Tactics
5	Jong Yong Rim	Investigation Tactics

- **Construction Team(8)**

No	Name	Position
1	Pak Kwan IL	Architect
2	Ri Ki Won	Carpenter
3	Ryu Yong IL	Plaster
4	Pak Kil Nam	Steel Fixer
5	Ri Sang Gi	Welder
6	Pak Jin Hyok	Carpenter
7	Jang In Chol	Plaster
8	Kim Tae San	Plaster

- **Taekwondo Instructors(2)**

No	Name	Position
1	Kim Se In	Taekwondo Instructor
2	Pak Song Su	Taekwondo Instructor

- **Paramedics Team(2)**

No	Name	Position
1	Ri Ki Sung	Paramedical Doctor
2	Han Song Gyu	Paramedical Doctor

Source: Permanent Mission of Uganda to the United Nations.

## Annex 74 : Viet Nam's People's Police Academy website reporting the training

http://www.hvcsnd.edu.vn/en/Acedemy/International-Cooperation/167/3241/North-Korean-experts-train-Vietnamese-police.aspx

Korean experts train ...

Wed 06/1/2016 7:54:25pm Hi, Guest Login Home Sitemap Contact | Việt Nam | English

**The people police academy**

Home About PPA News & Events Education and Training Students International Cooperation Science & Technology

History | Organizational structure

HOME » INTERNATIONAL COOPERATION

### North Korean experts train Vietnamese police

Print this page Send email this page

Experts from the Democratic People's Republic of Korea's Ministry of People's Security have completed a four-month training course for 98 trainees from mobile police and task force units across Vietnam.

The course, which ended in a closing ceremony held yesterday in the barracks of Task Force Battalion No. 2 in Ho Chi Minh City's District 9, is part of a cooperation program between the DPRK Ministry of People's Security and the Vietnamese Ministry of Public Security.

During the course, which lasted from November 2012 to March 2013 under the coordination of the battalion, North Korean experts taught trainees in military knowledge and martial arts.

The trainees belong to the police units in 63 provinces and cities and a number of units under the Ministry of Public Security and the High Command of Mobile Police.

Of the trainees, 17.4 percent has been classified as 'good', 62.2 percent as 'fairly good' and the rest as 'qualified'.

**LATEST STORIES**

- Working with the US Embassy on program of strengthening foreign-language capacity for officers of MPS in 2nd phase
- Leaders of PPA visit and work at the University of Moscow, Russian Federation Ministry of Internal Affairs
- PPA's thank letter to the University of Moscow - the Ministry of Internal Affairs of Russian Federation
- Opening ceremony of integrated border management operational training course and appearance of International & ASEAN Cooperation Study Centre
- Professor Lawrence Sherman teaches special subject on Police Science at PPA
- High-ranking delegation of People's Public Security University of China visits and works in PPA
- Closing ceremony of

**HEAD OF EDITORIAL BOARD**  
 Assoc. Prof. Dr. DANG XUAN KHANG  
 Vice President of the PPA

**Search**

Keyword

Advanced search | About Rss?

**Score lookup**

Select exam :

ID :

**SEARCH**

**Website Links**

Website Links

Source: <http://www.hvcsnd.edu.vn/en/Acedemy/International-Cooperation/167/3241/North-Korean-experts-train-Vietnamese-police.aspx>.

### **Annex 75 : Explanation note on the sanction measures concerning the provision of technical assistance or services related to all arms and related materiel**

Pursuant to paragraph 9 of resolution 1874 (2009) superseding paragraph 8 (b) of resolution 1718 (2006), all Member States are prohibited from procuring “**all arms and related materiel**” and transferring from the Democratic People’s Republic of Korea of “technical training, advice, services or assistance related to the provision, manufacture, maintenance or use (hereafter “assistance”)” of “such arms or materiel”.

Some Member States interpret that the phrase “such arms or materiel” refers only to “**all arms and related materiel**” that were “**procured from the DPRK**”. Thus, in their interpretations, the resolutions do not prohibit the provision by the Democratic People’s Republic of Korea of assistance related to arms and related material as long as they were not procured from this country.

Paragraph 8 (c) of resolution 1718 (2006) also refers to similar measures: all Member States are prohibited from transferring from the DPRK of assistance related to certain arms and related materiel in subparagraphs 8 (a) (i) of the same resolution. In their interpretation, the items referred to in this paragraph were not superseded by “all arms and related materiel” in resolution 1874 (2009).<sup>14</sup> Therefore, to them, these measures do not prohibit the provision by the Democratic People’s Republic of Korea of assistance related to arms and related material as long as they were not procured from this country.

In this regard, the Panel notes that the Security Council has already reaffirmed in paragraph 7 of resolution 2094 (2013) that the measures imposed by paragraph 8 (c) of resolution 1718 (2006) applies to “items prohibited by the resolutions”, which include all arms and related materiel.<sup>15</sup> The Panel further notes that the Security Council has used the terms “reaffirms”, as opposed to “decides”, “requests”, or “calls upon”, which indicates that this provision is intended to provide reaffirmation of its intent regarding the measures already imposed by resolutions 1718 (2006) and 1874 (2009).

In addition, the aforementioned conditional interpretation by some Member States contains a contradiction when applied to the sanction measures prohibiting the provision to or from the Democratic People’s Republic of Korea of assistance related to nuclear- or ballistic missile-related items.<sup>16</sup> According to such interpretation, these sanction measures would not prohibit the provision to or from Democratic People’s Republic of Korea of assistance related to foreign-sourced items. Such interpretation contradicts the objectives of the UN sanction measures which demands the Democratic People’s Republic of Korea to abandon all its ballistic missile- and nuclear programmes (paragraphs 6 and 7 of resolution 1874 (2006)).

Therefore, the Panel considers that the measures of paragraph 8(c) of resolution 1718(2006) should apply to all arms and related materiel without any condition, as reaffirmed by paragraph 7 of resolution 2094 (2013).

<sup>14</sup> Resolution 1874 (2009) has no paragraph that explicitly supersedes paragraph 8 (c) of resolution 1718 (2006).

<sup>15</sup> All items prohibited by paragraphs 8 (a) (i) and (ii) of resolution 1718 (2006) and paragraphs 9 and 10 of resolution 1874 (2009).

<sup>16</sup> Paragraphs 8 (a) (ii) and (b) of resolution 1718 (2006) and paragraph 9 of resolution 1874 (2009).

**Annex 76 : Report of investigation into limousine conversions exported from the United States to the Democratic Peoples' Republic of Korea**

The Panel previously reported on four Mercedes Benz S-600 limousine conversions observed during several military parades in Pyongyang on 15 April 2012, 2013 and 2014, that could constitute a violation of paragraph 8 (a) (iii) of resolution 1718 (2006).

The Panel has investigated the chain of custody of the vehicles from their origin in Europe, to their armored customization in the United States (Ports of New Jersey and Long Beach) to an intermediate delivery point at the Port of Dalian, China. The ultimate consignee in the Democratic People's Republic of Korea has not yet been identified.

United States authorities stated that no export licence was required for the export of the vehicles to China, but that a licence would have been required for their transfer to the Democratic People's Republic of Korea, the final destination country. The United States also stated that an export licence would have been required "if any party involved in the transaction" appeared on any lists related to export control and unilateral sanctions measures maintained by the United States (see Annex 66).

As part of its investigation, the Panel identified a number of individuals, entities, transfer inconsistencies, and a false declaration, which indicate that when the vehicles were exported from the United States to China, the Democratic People's Republic of Korea was already the intended destination.

The Panel has identified the organizer and financier of the various shipments as Yunong Ma, a Chinese businessman whose English name is George Ma. One of Mr. Ma's companies, Seajet International, has been identified in previous Panel reports as an overseas agent of the state airline of the Democratic People's Republic of Korea, Air Koryo. Moreover, Mr. Ma is under a separate Panel investigation because the role of another of his companies in an air shipment of arms and related materiel from the Democratic People's Republic of Korea

Transfer inconsistencies indicate that George Ma was likely aware that the Democratic People's Republic of Korea was the ultimate end user prior to the vehicle's departure from the United States include the issuance of instructions by Seajet to the United States-based freight-forwarder to list in United States documentation various Chinese buyers as responsible for the shipments. Several of these shipping documents were made available to United States authorities and carried an export liability warning. For example, Mr. Ma issued instructions to a United States company that shipping documents must name the financially responsible party (consignee) as his offshore company, ZM International Ltd, registered in Hong Kong (See Annexes 67,68,69)

The Panel obtained documentation showing that ZM International Ltd indirectly acquired the armored Mercedes vehicles by transferring funds to a United States freight forwarder to purchase the vehicles on its behalf (Annex 71). The transfer of \$375,705 to the freight forwarder on 29 December 2010 lists as its originator "ZM International Company Ltd" which shares an address with Seajet. No such company exists in the China business registry. Seajet also instructed the United States freight-forwarder to purchase Shipper's Own Containers to transport the vehicles.

Shipper-owned containers generally ensure a greater degree of anonymity than those owned and monitored by global shipping carriers (See annex 72).<sup>17</sup>

A Seajet email of April 2010 also made reference to an unspecified “customer” when the armoured limousines were held by United States customs, delaying their shipment to China (See annex 73).

In other shipping documents, Seajet instructed a United States company to name the consignee as Liaoning Danxing International Forwarding Co., a major Chinese logistics company that describes itself on its website as a Democratic People’s Republic of Korea shipping agency<sup>18</sup> which established the first container shipping line between Dalian and Nampo in March 2000 (Annex 69, 70). Liaoning Danxing has not responded to any of the Panel’s requests for information.

George Ma instructed the U.S freight-forwarder to falsely declare to the carrier that the Mercedes batteries had been disconnected, against warnings by the United States company of the liability and penalties associated with such a false declaration given shipping safety regulations requiring that batteries be disconnected for shipping. These instructions were given after George Ma had been informed that any authorized Mercedes dealership could reconnect the batteries. (See annex 74) While there are many authorized Mercedes dealerships in the People’s Republic of China, there are none in the Democratic People’s Republic of Korea.

---

<sup>17</sup> S/2014/394, para. 64. Shipper owned containers allow the shipper to avoid the possibility of their containers being tracked across the globe using commercially available databases. See Griffiths, H., Jenks, M., “Maritime Transport and Destablizing Commodity Flows”, *SIPRI Policy Paper* No.32, 2012, p.30.

<sup>18</sup> “One day in the life of Democratic People’s Republic of Korea shipping agency”, <http://www.danxing.cn/En/ChaoXianChuanDaiGonGZuoZheDeYiGeGonGZuoRi-8.html>.

In October 2014, Office of Export Enforcement (OEE) opened an investigation into the export of certain armored vehicles to the Democratic People's Republic of Korea (DPRK). The investigation was predicated upon information from the United Nations, which identified two armored 2010 Mercedes Benz S600 sedans in use by the DPRK military and alleged to be previously owned and armored by U.S. Company 1 (USC1).

OEE identified two additional Mercedes Benz S600 sedans owned and armored by USC1. All four vehicles were purchased from USC1 by a freight forwarder, U.S. Company 2 (USC2). U.S. Person 1 (USP1), an employee of USC2, served as USC1's client. The vehicles were exported in three shipments.

The four armored 2010 Mercedes Benz S600 sedans are identified as follows:

1. Two vehicles from USC1 orders 4795 and 4796 were exported on May 12, 2010. [Exhibit 1-2]
2. Vehicle from USC1 order 4827 was exported on October 27, 2010. [Exhibit 3]
3. Vehicle from USC1 order 4828 was exported on January 14, 2011. [Exhibit 4]

All of the vehicles were listed as destined for China, and ZM International Company Ltd in Hong Kong was listed as the ultimate consignee. ZM is owned by Ma Yunong (aka George MA), who also owns Seajet Company Limited (Seajet) in China. [Exhibit 5]

The shipping documents and correspondence provided by USC2 reveal the coordination between USC2 and Seajet personnel including Ma Yunong. Seajet personnel directed the shipments to Lianoning Danxing International Forwarding Co., Ltd. in Dalian, China. [Exhibits 9-11]

According to BIS License Determinations, the vehicles are classified under EAR99. BIS licenses were not required for the vehicles' export to China, but BIS licenses would have been required for the vehicles' export or reexport to the DPRK. [Exhibit 12]

Investigation is therefore ongoing to identify details of the vehicles' alleged transshipment or reexport from China to the DPRK.

---

*Source:* Permanent Mission of the United States to the United Nations.

### Annex 77 : United States Department of Commerce note

License Determination  
E1007672  
Date of Completion:  
March 12, 2015



UNITED STATES DEPARTMENT OF COMMERCE  
BUREAU OF INDUSTRY AND SECURITY  
WASHINGTON, D.C. 20230

Witness(es): Technical: [REDACTED]  
Foreign Policy: [REDACTED]

Commodity Description: 2010 Mercedes-Benz S600 armored by [REDACTED]

Manufacturer: Mercedes-Benz (armoring by [REDACTED])

Requested Start/End Dates: January 01, 2010 - June 01, 2012

Intermediate Countries: China

Destination Country: Korea Democratic People Republic Of

#### Determination Details

Start Date: January 01, 2010 End Date: June 01, 2012

BIS License Required: Yes

ECCN: EAR99

Reason(s) for Control: N/A

Policy Text:

Based on the information provided with this request, the Bureau of Industry and Security (BIS) has determined that the 2010 Mercedes-Benz S600 sedan with armoring by

[REDACTED] classified as EAR99. From January 1, 2010 to June 1, 2012, a BIS license was required under Section 746.4 of the Export Administration Regulations (EAR) (15 C.F.R. Part 730 et seq.) for the export or reexport to North Korea of items classified as EAR99. During the specified time period, license applications for the export or reexport to North Korea of an item classified as EAR99 would have been reviewed pursuant to the licensing policy set forth in Section 746.4 of the EAR.

Regardless of the items exported, a BIS license may also be required if any party involved in the transaction appears on the Entity List (Supplement No. 4 to Part 744 of the EAR), the Denied Persons List, or the Specially Designated Nationals and Blocked Persons List. A consolidated screening list is available at [http://www.export.gov/ECR/eg\\_main\\_023148.asp](http://www.export.gov/ECR/eg_main_023148.asp). Further, a BIS license is required to export or reexport an item subject to the EAR, even when one would not otherwise be necessary, if an exporter or reexporter knows, has reason to know, or is otherwise individually informed by the Deputy Assistant Secretary for Export Administration with respect to a specific transaction, that the item will be used in activities related to nuclear, chemical, or biological weapons or missile delivery systems as defined in Part 744 of the EAR.

Source: United States Department of Commerce.

## Annex 78 : Instructions from Seajet

Page 1 of 6

[REDACTED]

---

From: [REDACTED]@seajet.com.cn]  
 Sent: Wednesday, April 14, 2010 11:27 PM  
 To: [REDACTED] 'George Ma'  
 Cc: [REDACTED]  
 Subject: 答复: 答复: 2 x S600

Dear [REDACTED]  
 Pls arrange telex released B/L and consign Danxing as cnee on MBL:

Liaoning Danxing International Forwarding Co., Ltd  
 Room A1609-A1612 Mingshi International Building  
 No30 Wuzhu Road Zhongshan District, Dalian, China  
 Postcode: 116001  
 FAX: 86-411-39887711

Issue ZM as cnee on HBL:

ZM International Company Limited  
 4/F Enterprise Bldg, 228-238 Queen's Road Central, Hong Kong

Pre-alert should be send before vessel departed, so as we could arrange insurance timely  
 Thanks in advance!  
 Any unclear pls let me know!

B/r gds

[REDACTED] Supervisor- Logistics  
 Seajet Company Limited  
 B-804, SOHO New Town,  
 88 Jianguo Road, Chaoyang District,  
 Beijing 100022 P. R. China  
 Tel: +86-10-85803334 ext 708  
 Fax: +86-10-85803052 ext 708; +86-10-85803051  
 E-mail: [REDACTED]@seajet.com.cn  
<http://www.seajet.com.cn>

---

[REDACTED]  
 [REDACTED] 'George Ma'  
 [REDACTED]  
 2 x S600

[REDACTED] please keep me posted for the name of trucking company.  
 who will send me the original MSO & when?

morning George please provide mbl & hbl instruction asap.

tk.  
 Best Regards

[REDACTED]

Source: The Panel.

Annex 79 : Documents created according to Seajet instructions

BILL OF LADING				
1. DOCUMENT NUMBER		2. BILL OF LADING NUMBER		
3. EXPORT REFERENCES				
4. ZIP CODE		7. FORWARDING AGENT (Name and address - references)		
8. POINT (STATE) OF ORIGIN OR FTZ NUMBER				
9. EXPORTED TO ZM INTERNATIONAL COMPANY LIMITED 4/F ENTERPRISE BLDG 228-238 QUEEN'S ROAD CENTRAL HONG KONG		10. DOMESTIC POLYMER EXPORT INSTRUCTIONS DELIVERY AGENT LIAONING DANXING INTERNATIONAL FORWARDING CO LTD ROOM A1609-A1612 MINGSHI INTERNATIONAL BUILDING NO.30 WUJU ROAD ZHONGSHAN DIST DALIAN CHINA		
4. NOTIFY PARTY/INTERMEDIATE CONSIGNEE (Name and address) SAME AS CNEE				
12. PRE-CARRIAGE BY		13. PLACE OF RECEIPT BY PRE-CARRIER		
14. FOREIGN PORT OF UNLOADING (Sea and air only) DALIAN		15. PORT OF LOADING/EXPORT LONG BEACH		
16. PLACE OF DELIVERY BY ON-CARRIER		11. TYPE OF MOVE CY / 7 CYT		
11a. CONTAINERIZED (Weight only) <input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No				
MARKS AND NUMBERS (18)	NUMBER OF PACKAGES (19)	DESCRIPTION OF COMMODITIES as Schedule B code (20)	GROSS WEIGHT (21)	MEASUREMENT (22)
	1 X 40' GP SOC	SAID TO CONTAIN: 2 UNITS OF 2010 MERCEDES-BENZ S600 [REDACTED] ** EXPRESS RELEASE ** OCEAN FREIGHT COLLECT	5,616.0KGS 12,381.0LBS	33.050CBM 1,167.130CF
CONTAINER NO. DKOU721583-8		LADEN ON BOARD		
SEAL NO. 1972458				
CY/CY				
THESE COMMODITIES, TECHNOLOGIES, OR SOFTWARE WERE EXPORTED FROM THE UNITED STATES IN ACCORDANCE WITH THE EXPORT ADMINISTRATION REGULATIONS. DIVERSION CONTRARY TO U.S. LAW IS PROHIBITED.				
DECLARED VALUE: _____ READ CLAUSE 29 HEREOF CONCERNING EXTRA FREIGHT AND CARRIER'S LIMITATIONS OF LIABILITY.				
FREIGHT RATES, CHARGES, WEIGHTS AND/OR MEASUREMENTS				
SUBJECT TO CORRECTION		PREPND	COLLECT	
OCEAN FRT COLLECT		AS	ARRANGED	
GRAND TOTAL				
Received by Carrier for shipment by ocean vessel between port of loading and port of discharge, and the arrangement or procurement of pre-carriage from place of receipt and on-carriage to place of delivery, where stated above, the goods as specified above in apparent good order and condition unless otherwise stated. The goods to be delivered at the above mentioned port of discharge or place of delivery, whichever is applicable, subject always to the exceptions, limitations, conditions and Surveys set out on the reverse side hereof, to which the Shipper and/or Consignee agree in accepting this Bill of Lading.				
BY WITNESS WHEREOF, these 03 original Bills of Lading have been signed, not otherwise stated above, one of which being acknowledged by the carrier and the other two by the shipper.				
SHIPPER'S SIGNATURE OF THE CARRIER OR ITS AGENT				
DATED: [REDACTED]				
By: [REDACTED] AGENT FOR THE CARRIER MAY 12, 2010				
MO.		DAY		YEAR
BL No. LAYD [REDACTED]				

Source: The Panel.

Annex 80 : Other documents created according to Seajet instructions

**PROFORMA**

PORT TO PORT OR COMBINED TRANSPORT BILL OF LADING

1. Shipper <small>Insert Name Address and Phone/Fax</small>		Booking No. 8002761990		Bill of Lading No.	
2. Consignee <small>Insert Name Address and Phone/Fax</small>		Forwarding Agent and References		Point and Country of Origin	
3. Notify Party <small>Insert Name Address and Phone/Fax</small>		Also Notify Party-routing & Instructions			
4. Combined Transport* <small>Re-Carriage by</small>		5. Combined Transport* <small>Place of Receipt</small>			
6. Ocean Vessel Vty. No.		7. Port of Loading		Service Contract No.	
8. Port of Discharge		9. Combined Transport* <small>Place of Delivery</small>		Commodity Code	
DALIAN		/		Type of Movement FCL / FCL	
CY-CY					
Marks & Nos. Container / Seal No.		No. of Container or Packages		Description of Goods (If Dangerous Goods, See Clause 20)	
AES# X20100423054279		2 UNITS		1X40' "SOC" CONTAINER SLAC. : 2 UNITS 2010 MERCEDES-BENZ S600 VIN# [REDACTED] FREIGHT PREPAID	
OCEAN FREIGHT PREPAID ON CY-CY TERM					
"SHIPPER'S LOAD, STORAGE AND COUNT" THESE COMMODITIES, TECHNOLOGIES OR SOFTWARE WERE EXPORTED FROM THE UNITED STATES IN ACCORDANCE WITH THE EXPORT ADMINISTRATION REGULATIONS. DIVERSION CONTRARY TO U.S. LAW IS PROHIBITED.					
OKOU7215838 /1972458		/		2 UNITS /FCL / FCL	
Gross Weight		Measurement			
5616.000KGS		33.0500CBM		12381.000LBS	
1167.130CFT					
Declared Cargo Value USD		Description of Contents for Shipper's Use Only (Not part of this B/L Contract)			
		SAY ONE CONTAINER TOTAL			
10. Total Number of Containers and/or Packages (in words)		Subject to Clause 7 Limitation			
11. Freight & Charges		Revenue Term		Rate	
LAN1009		1100.00		1/40GP	
BUNKER CHARGE		525.00		1/40GP	
CARRIER SECURI		6.00		1/40GP	
ORIGIN DOC FEE		50.00		1.000	
Amount		Currency		Freight & Charges Payable at / by	
USD 1,100.00		USD 525.00		PPD	
USD 6.00		USD 50.00		PPD	
USD 50.00				PPD	
Received in external apparent good order and condition except as otherwise noted. The total number of the packages or units stuffed in the container, the description of the goods and the weights shown in this Bill of Lading are furnished by the merchant, and which the carrier has no reasonable means of checking and is not a part of this Bill of Lading contract. The carrier has issued 3 original Bills of Lading, all of this tenor and date, one of the original Bills of Lading must be surrendered and endorsed or signed against the delivery of the shipment and whenever any other original Bills of Lading shall be void. The merchants agree to be bound by the terms and conditions of this Bill of Lading as if each had personally signed this Bill of Lading. *Applicable Only When Document Used as a Combined Transport Bill of Lading.		Date Laden on Board		12 MAY 2010	
Signed by:		[REDACTED]		AGENT	
9805 Date of Issue		12 MAY 2010		Place of Issue	
LOS ANGELES		Signed for the Carrier,		[REDACTED]	

Source: The Panel.

## Annex 81 : Liaoning Danxing website page describing itself as first container shipping line between Dalian, China and Nampo, Democratic People's Republic of Korea

Current Location: Home - News - News

### Dalian International Freight Forwarders

Time: 2010.06.30 News Sources: Tony Liu Views: 527

**Liaoning Danxing Int'l Forwarding Co.,Ltd** is a Grade-A int'l forwarding company authorized by China Ministry of Commerce .Company's headoffice is in Dalian -the important port city in Northern China.it's established in 1996 with registry fund RMB5,000,000.00.,its services cover wide transportation field,including sea-freight,land-freight,air-freight,courier,int'l combined transportation business as details as Cargo collection,booking ,chartering,stowage,delivery,customs clearance ,authorized int'l shipping agency .we have concentrated on Market Development,Network Completion,Quality Improval since the fundation, we provide the modern logistics service to customers based on super team and professional attitude,with Economic,Security and Fast as our company's principals

We're the First one in China to open the container shipping line between Dalian and Nampo/DPRK in March, 2000, it's regular line and weekly voyage, accepts cargo in/out to DPRK, including export cargo from China to DPRK and int'l transshipment cargo to DPRK, and is able to provide LCL service.

We have sufficient experience in railway/truck transportation to inland city in DRPK via borders as Dandong/Sinuiju,Ji'an/Mampo,Changbai/Hyesan,Tumen/Namyang .

Since its fundation in 1995, Liaoning Danxing Int'l Forwarding Co.,Ltd has been dedicated to providing sophisticated and worldwide logistic solution. We focus on customers'needs and offer tailored logistic services,We offers services to customers that enable them to better manage their supply chain. Quality- the most import point in Danxing corporate culture-ensures our market success and makes our customers fans of Danxing services. With more than 15 yeares experience in China,Danxing is equipped with a team of specialists familiar with the market requirements and knowing how to combine international service standards with the real practice in the country .

We cover most of the areas in China by sea ,and air road and train transport service with our own offices and reliable partners. Our customers of different industry sectors such as automotive ,petroleum,industry automation and telecommunication are our word-of-mouth recommendation. Today we hold a major share in China freight forwarding market providing our services to various private, enterprise, government and semi-government organizations.

Our dedicated and professional staffs at Dalian HO and at all ICDs in China are available 24 hours a day and 7 days a week to cater your requirements regarding international freight forwarding & shipping in China.

Home | Culture | News | Products | Download | Advisory | Other Info | Guestbook | About US | wlyx |

Web Site Technology Framework: 1000.Bo Corporate Site Management System Copyright 2006 - 2007, http://www.danxing.cn/ All rights reserved.

Source: The Panel.

**Annex 82 : Indirect payments for armoured limousines to U.S-based freight forwarder by ZM International (owned by George Ma, registered in Hong Kong)**

Wire Transfer Detail Report  
As of 01/07/2010  
Treasury Information Reporting

Currency: USD  
Bank: [REDACTED]  
Account: [REDACTED]

Credit Wire Amount	Process Date Time	Wire Service Wire Detail	Status
344,740.81	01/07/2010 08:41 AM CT	From: FEDWIRE N/A ZM INTERNATIONAL COMPANY LIMITED N/A	COMPLETE

Corresponding Bank: N/A  
Wire Service Reference Number: [REDACTED]  
Wells Message Number: [REDACTED]  
PC Reference/Confirmation Number: [REDACTED]  
Value Date: 01/07/2010  
Text: [REDACTED]

Ref# SEAVET-123109  
INV# 0236638

Wire Transfer Detail Report  
As of 04/01/2010  
Treasury Information Reporting

Currency: USD  
Bank: [REDACTED]  
Account: [REDACTED]

Credit Wire Amount	Process Date Time	Wire Service Wire Detail	Status
441,705.81	04/01/2010 05:21 AM CT	From: FEDWIRE N/A ZM INTERNATIONAL COMPANY LIMITED N/A	COMPLETE

Corresponding Bank: N/A  
Wire Service Reference Number: 0401B1Q6984C000719  
Wells Message Number: 100401001756  
PC Reference/Confirmation Number: HK1010400K88KLR6  
Value Date: 04/01/2010  
Text: [REDACTED]

Wire Transfer Detail Report  
As of 05/04/2010

Treasury Information Reporting

Currency: USD

Bank: [REDACTED]

Account: [REDACTED]

Wire Amount	Credit	Process Date Time	Wire Service Wire Detail	Status
33,361.92		05/04/2010 05:20 AM CT	From: [REDACTED] N/A ZM INTERNATIONAL COMPANY LIMITED N/A N/A	COMPLETE

*Bk: \$35-*

Corresponding Bank:  
Wire Service Reference Number:  
Wells Message Number:  
PC Reference/Confirmation Number:  
Value Date: 05/04/2010  
Text: [REDACTED]

Treasury Information Reporting

Currency: USD  
Bank: [REDACTED]  
Account: [REDACTED]

Credit Wire Amount	Process Date Time	From	Corresponding Bank	Status
✓ 375,705.81	12/29/2010 05:15 AM CT	FEDWIRE N/A ZM INTERNATIONAL COMPANY LIMITED N/A	N/A <i>#00347824</i>	COMPLETED <i>-SECRET</i>

Included Currency Amount: USD/375,705.81  
Exchange Rate: .000000

Originator Name and Address:  
ZM INTERNATIONAL COMPANY LIMITED  
B-804 SOHO NEW TOWN #8  
JIANGUO RD CHAOYANG DIST  
BEIJING CHINA

Originating Bank Code/ID:  
N/A

Beneficiary Bank Code/ID:  
N/A  
Beneficiary Bank Name and Address:  
N/A  
Originator to Beneficiary Info:  
N/A

*Secret Company address in Beijing!*

Source: The Panel.

**Annex 83 : Email requests by George Ma for Shipper Owned Containers (SOC)**

**From:** George Ma [mailto:george.ma@seajet.com.cn]  
**Sent:** Wednesday, April 07, 2010 7:00 PM  
**To:** [REDACTED]  
**Cc:** [REDACTED]  
**Subject:** 答复: 2 x S600

Dear Mandy,  
Tks for your below infm and pls buy used container accordingly. Meanwhile can you arrange the survey of

4/20/2010

---

Page 4 of 5

the car by certified vehicle inspector as you did the last time?  
B/rgds  
George

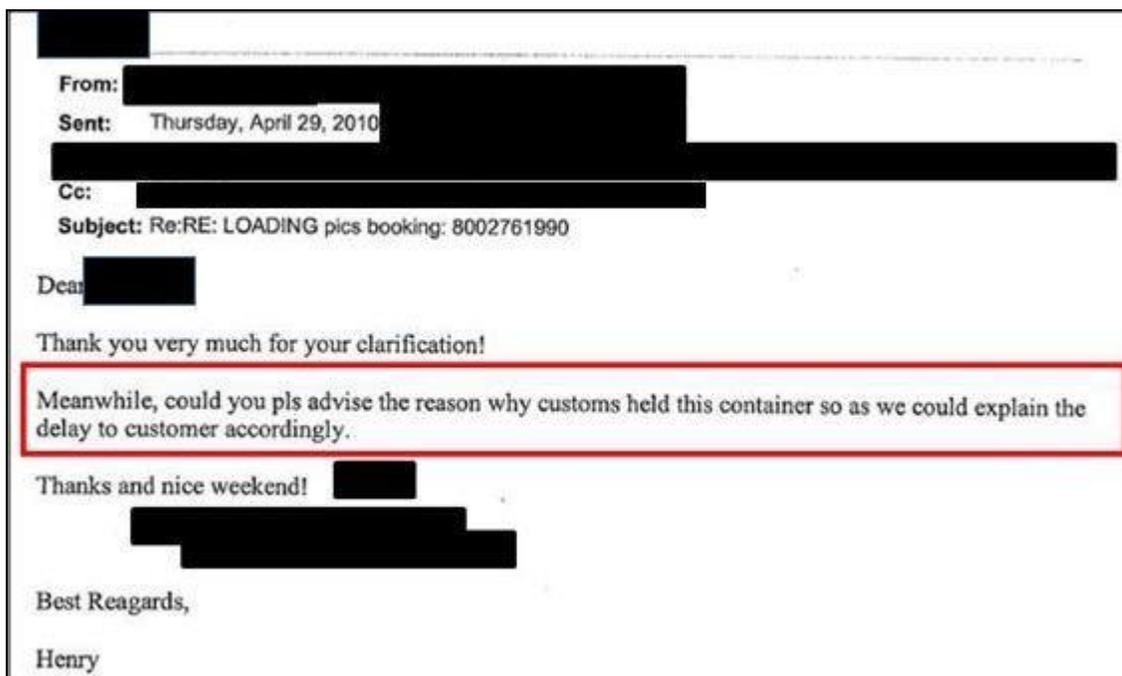
发件人: [REDACTED]  
发送时间: 2010年4月8日 8:21  
收件人: George Ma [REDACTED]  
抄送: [REDACTED]  
主题: 2 x S600

Morning George & [REDACTED]

see below SOC 40' cy/cy rate (net/net cost) from LGB to Dalian for 2 units of S600.

Source: The Panel.

**Annex 84 : Seajet employee Henry references unspecified customer when armoured limousines held by United States Customs**



Source: The Panel.

### Annex 85 : George Ma instructs U.S freight forwarder to make false declaration in documents for Carrier

---

**From:** George Ma [mailto:george.ma@seajet.com.cn]  
**Sent:** Monday, April 12, 2010 9:02 PM  
**To:** [REDACTED]  
**Cc:** [REDACTED]  
**Subject:** 答复: 2 x S600

Dear [REDACTED]  
Pls don't disconnect the batter and confirm by return. Tks.  
B/rgds  
George

---

发件人: [REDACTED]  
发送时间: 2010年4月13日 10:39  
收件人: 'George Ma'; [REDACTED]  
抄送: [REDACTED]  
主题: RE: 2 x S600

morning George,  
see below in GREEN.

*Best Regards*  
[REDACTED]

 Member of C-TPAT

---

**From:** George Ma [mailto:george.ma@seajet.com.cn]  
**Sent:** Saturday, April 10, 2010 10:45 AM  
**To:** [REDACTED]  
**Cc:** [REDACTED]  
**Subject:** 答复: 2 x S600

Dear [REDACTED]  
Pls find my answer as below.  
B/rgds  
George

---

发件人: [REDACTED]  
发送时间: [REDACTED]  
收件人: 'George Ma'; [REDACTED]  
抄送: [REDACTED]  
主题: RE: 2 x S600

4/20/2010

Source: The Panel.

morning George,

I already place the order to purchase the used 40'GP.

Regarding the survey of the car, do you mean by inspection of the equipment & features? Every dealership will have PDI (Pre-Delivery Inspection) done prior to release the car to customer. Transloading warehouse can do the **standard (general)** equipment & features instruction upon receiving the cars but you need to send me a checklist. Inspection fee: usd 150 per auto.

Dear [REDACTED] can you send all of us a check list of it in order the inspection can be executed?

If you mean to have certified surveyor, they only inspect body of the auto upon arrival at loading location, during loading & lashing and check carrier's regulation (empty fuel tank & The battery must be disconnected). They never perform equipment & feature inspection. Then there is no need of it.

Our auto rate with carrier is based on non-haz which means auto must ship with empty fuel tank & the battery must be disconnected. Since these 2 x S600 are very high tech vehicles, cnee may have problem to operate the auto after battery is disconnected.

We can 1) declare with carrier that batteries are disconnected but actually are not and Seajet is liable for all claims and penalties if and when carrier finds out the misdeclaration. How much will be the penalties and what the carrier may claim?  
**\*\* We won't know until [REDACTED] find out OR there is damage or accident occurs.**

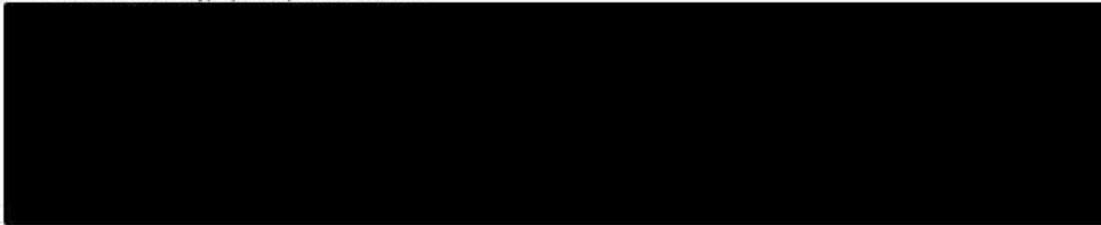
2) declare with carrier that batteries are disconnected and it is disconnected but cnee may have problem to start the vehicles

What the cnee should do to restart the vehicles? Is there any operation manual to restart the vehicles after battery disconnect due to transport? **\*\* cnee will need to contact with their local Mercedes Benz dealership for how to restart or reprogram the vehicles.**  
these are the two options and it is up to you to decide. Please advise.



 Member of C-TPAT

**From:** George Ma [mailto:george.ma@seajet.com.cn]  
**Sent:** Wednesday, April 07, 2010 7:00 PM



Annex 86 : The *Hoe Ryong* and Mirae Shipping HK

## Information on Mirae Shipping HK

		<b>周年申報表</b> <b>Annual Return</b>		表格 Form <b>NAR1</b>	
公司註冊處 Companies Registry		公司編號 Company Number 1136375			
<b>1 公司名稱 Company Name</b> MIRAE SHIPPING (H.K.) CO. LIMITED					
<b>2 商業名稱(如有的話) Business Name (If any)</b> --					
<b>3 公司類別 Type of Company</b> 請在適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box(es)					
<input checked="" type="checkbox"/> 私人公司 Private company		<input type="checkbox"/> 公眾公司 Public company		<input type="checkbox"/> 擔保有限公司 Company limited by guarantee	
<b>4 本申報表的結算日期</b> <b>Date to which this Return is Made Up</b>					
29		05		2014	
日 DD		月 MM		年 YYYY	
<b>董事 (自然人) Director (Natural Person)</b> (如超過一名董事屬自然人，請用續頁 B 填報 Use Continuation Sheet B if more than one)					
適用的空格內加上 ✓ 號 Please tick the relevant box(es)					
<input checked="" type="checkbox"/> 董事 Director		<input type="checkbox"/> 候補董事 Alternate Director		代辦 Alter	
姓名 Name in Chinese		--			
姓名 Name in English		姓氏 Surname		KASATSUGU	
		名字 Other Names		Hiroshi	
護照 Passport		簽發國家 Issuing Country		Japan	
		號碼 Number		TK0666126	

Source: The Hong Kong company registration records database.

Official information for the *Hoe Ryong* (fka *Wang Jae San 2*) referring to OMM

Information from the Tokyo MOU database on the vessel's port state control inspections records

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON PORT STATE CONTROL IN THE ASIA-PACIFIC REGION ASIA PACIFIC COMPUTERIZED INFORMATION SYSTEM					
SHIP DETAILS (according to last update)					
Ship Name: <u>HOE RYONG</u>	IMO No.: <u>54152</u>	Call Sign: <u>HMBF</u>			
Ship type: <u>300 - General cargo/multipurpose</u>	Gross Tonnage: <u>4157</u>	Deadweight: <u>..</u>			
Flag: <u>KP - Korea, Democratic People's Republic of</u>	Date Keel Laid: <u>09.07.1991</u>	Company IMO Number: <u>5817785</u>			
Classification Society: <u>KCS - Korea Classification Society</u>					
Company Name: <u>Hoeryong Shipping Co Ltd.</u>					
▼ Click to get details ==> High Risk Ship, Window Inspection Range: 15.03.2016 - 15.05.2016					
Legend: □ - initial inspection   ■ - follow-up without new deficiencies recorded   ▣ - follow-up with new deficiencies recorded					
Inspection Date	Inspection Place	Ship Name	Call Sign	Flag	No. of Deficiencies (total / open)
(at the moment of inspection)					
□ 15.01.2016	Yancheng, China	HOE RYONG	HMBF	Korea, Democratic People's Republic of	11 / 11
□ 12.11.2015	Taichou, Jiangsu, China	HOE RYONG	HMLM	Korea, Democratic People's Republic of	11 / 11
□ 02.04.2015	Rizhao, China	WANG JAE SAN 2	HMLM	Korea, Democratic People's Republic of	19 / 19
□ 22.08.2014	Rizhao, China	WANG JAE SAN 2	HMLM	Korea, Democratic People's Republic of	11 / 11

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON PORT STATE CONTROL IN THE ASIA-PACIFIC REGION ASIA PACIFIC COMPUTERIZED INFORMATION SYSTEM	
INSPECTION DETAILS	
name of ship: <u>WANG JAE SAN 2</u>	call sign: <u>HMLM</u>
date keel laid: <u>09.07.1991</u>	
gross tonnage: <u>4157</u>	
deadweight: <u>..</u>	
type of ship: <u>General cargo/multipurpose</u>	
flag of ship: <u>Korea, Democratic People's Republic of</u>	
classification society: <u>Korea Classification Society</u>	
company IMO No: <u>1790183</u>	
particulars of company: <u>OCEAN MARITIME MANAGEMENT CO.LTD.</u>	
name of reporting authority: <u>China</u>	
place of inspection: <u>Rizhao</u>	
date of inspection: <u>22.08.2014</u>	
deficiencies: <u>yes</u>	
ship detained: <u>no</u>	
number of deficiencies: <u>11</u> , including:	

Source: Tokyo MOU database.

**船位信息**

船名: HOE RYONG	经度: E 122度59.4549分	纬度: N 31度18.8505分
中文船名:	航速: 9.20节	航向: 357
呼号: HMBF	航行状态: 动力航行中	吃水: 10.403m
IMO:9041552	目的港口: OF CHINA	
MMSI:445150000	预计到日期: 12月28日10时0分	
船舶类型: 货船	最后时间: 2015-12-31 02:21:08	

**船东信息**

港口	Shipowner	船舶所有人: Ocean Maritime Management
		联系人: 联系方式: +850 2 18111
	Ship Management Company	船舶管理人: Mirae Shipping Co Ltd
		联系人: 联系方式: +850 2 18555
		船舶经营人: Mirae Shipping Co Ltd
		联系人: 联系方式: +850 2 18555

Source: <http://www.chinaports.com/souchuan/view/445150000>.

Annex 87

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**Annex 88 : Companied related to Mr. Kasatsugu**

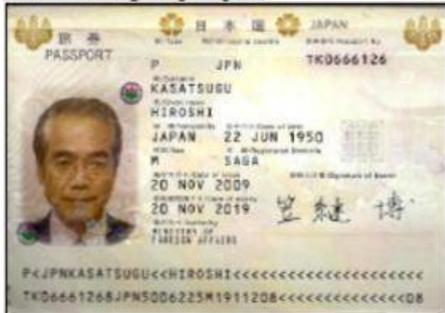
Mirae HK’s director, Mr. Kasatsugu, has owned and controlled the following companies, including those involved in the operation of vessels using DPRK crews:<sup>19</sup>

- Allied Ocean Shipping Limited (registered owner of the *Fertility 9* (IMO 8417962));
- First Trend Shipping Limited (former registered owner of the *Ma Sik Ryong* (IMO 8608030));
- Glory Shipping (H.K.) Limited (registered owner of the *Glory Ocean* (IMO 8306929)) ;
- Gold Zone Shipping Limited (involved in the loan arrangements for several vessels, including the *Glory Ocean* and the *Glory Morning* (IMO 8416164));
- Grandtex Shipping Company Limited (ship manager, operator and registered owner of the *Fertility 5* (IMO 9147332));
- New Champ Shipping (former registered owner of the *Glory Morning* and the *Ocean Galaxy* (IMO 8418227));
- Rich Step Shipping (former registered owner of the *Ocean Dawning* (IMO 8505329));
- Sunrise International (HK) Trade Company Limited; and
- V.O. Shipping Limited (the director and owner is officially listed as Mr. Kastsugu’s son).

Information obtained by the Panel indicates these companies were experiencing financial difficulties. Three of the aforementioned vessels were demolished in 2015 and another one is scheduled to be demolished.<sup>20</sup> Only three remaining vessels (*Fertility 9*, *Fertility 5*, and *Glory Ocean*) were listed officially in the IMO database as inactive, as of 1 January 2016.

The Panel sent a letter to Mr. Kasatsugu to request for information about his current relationship with OMM, but has received no reply. Therefore, business dealings with these companies and vessels could contribute to the evasion of the measures by Mirae/OMM.

**Mr. Kasatsugu’s passport**



<sup>19</sup> The Hong Kong company registry database; the IMO database  
<sup>20</sup> *Glory Morning*, *Ma Sik Ryong*, *Ocean Dawning*, *Ocean Galaxy*.

## Official company registration record for Mirae Shenzhen

工商公示信息		变更信息		动产抵押登记信息		行政处罚信息		经营异常信息		严重违法信息		抽查投资信息			
<p>全国企业信用信息公示系统 (广东)</p> <p>朝鲜未来海运公司深圳代表处      注册号: 440301508087211</p>															
基本信息															
统一社会信用代码															
注册号		440301508087211		名称		朝鲜未来海运公司深圳代表处		类型		外商(港澳台)企业分支机构		首席代表		-5	
营业场所		深圳市福田区蛇口太子路1号新时代广场4楼402单元		营业期限自		2007年12月04日		营业期限至		2049年12月03日		登记机关		深圳市市场监督管理局南山分局	
成立日期		2007年12月04日		核准日期		2015年10月29日		经营状态		登记成立					
变更信息															
序号	变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期											
1	代表	0010 0010 0010 (代表) 02 0010 01 (首席)	0010 0010 0010 (代表) 02 0010 01 (首席)	2015年10月29日											
2	住所	深圳市福田区蛇口太子路1号新时代广场402单元	深圳市福田区蛇口太子路1号新时代广场4楼402单元	2015年10月29日											

工商公示信息		登记信息		备案信息		动产抵押登记信息		行政处罚信息		经营异常信息		严重违法信息	
<p>朝鲜未来海运公司深圳代表处      注册号: 440301508087211</p>													
经营范围信息													
章程记载的经营范围		代表本公司开展业务联络, 不得直接从事经营活动。											

Source:

<http://www.szcredit.com.cn/web/GSZJGSPT/QtyxyDetail.aspx?rid=8a4ddbfc3e045239dec08128348baed>

### Annex 89 : Mirae-linked companies

#### Hua Heng Shipping Limited, Petrel Shipping Company Limited and CM Chartering Limited

1. Mr. Li Anshan is the director and shareholder of Hua Heng and Petrel. In replying to the Panel, Mr. Li denied having any business relationships with OMM. Mr. Li confirmed his business dealings with Mr. Kasatsugu from June 2011 until June 2015, but emphasized that he had no knowledge of Mr. Kasatsugu's connection to OMM (figure 1). However, the Panel noted inconsistencies between Mr. Li's explanations and information obtained by the Panel. The Panel also found that Mr. Li's companies were utilized by OMM previously and had business dealings with a company previously involved in the 2011 suspected violation of the resolutions.

#### *Mr. Li's relationship with Mr. Kasatsugu*

2. With respect to the December 2014 settlement, Mr. Li confirmed that he had purchased the vessels from Mr. Kasatsugu as part of normal commercial activities. To corroborate Mr. Li's statements, the Panel requested records of his correspondence with Mr. Kasatsugu in connection with these transactions, but was informed that Mr. Li no longer kept any relevant records (figure 1).
3. Mr. Li also explained that his business relationships with Mr. Kasatsugu were limited only to the provision of ISM Management services for several vessels<sup>21</sup> and that all issues related to the vessel's operation or crews were handled by Mr. Kasatsugu. However, documents obtained by the Panel listed Hua Heng as the vessel's operator and an "employer" of DPRK crew (figure 2). Also, Mr. Li's explanation does not appear consistent with the responsibility imposed by the relevant IMO resolutions for ISM managers to ensure that the crew is adequately qualified and certified to operate the vessels. The Panel is as yet to confirm the specific activities undertaken by Hua Heng for these vessels.

#### *OMM's utilization of Petrel Shipping and CM Chartering Co Ltd*

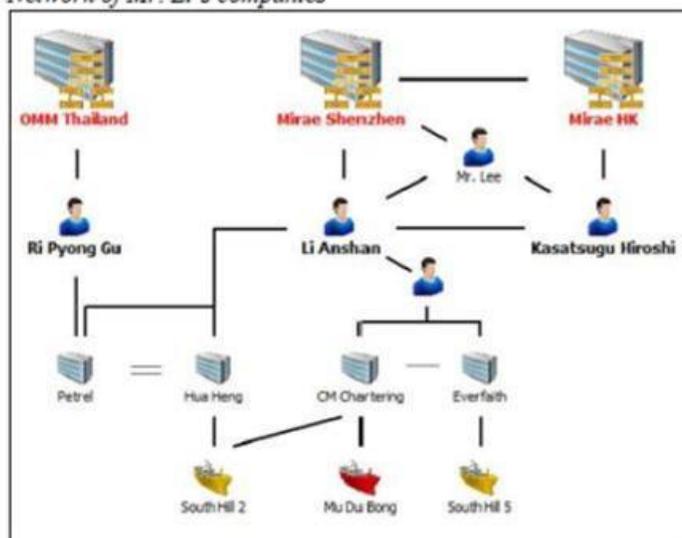
4. Previously, the Panel found that OMM representative based in Bangkok (OMM Bangkok) had listed his affiliation and title as "the Chartering Manager of the PETREL SHIPPING COMPANY LIMITED" in an official document submitted to Thailand (legally valid from December 2013 to December 2014, at least) (figure 3).<sup>22</sup>
5. OMM Bangkok controlled the vessel *Mu Du Bong*. Documentation obtained by the Panel from this vessel lists OMM-associated companies which included "MIRAE SHIPPING" and "CM Chartering". CM Chartering Limited (IMO 5687371) had has close business relationship with Hua Heng (figure4).

<sup>21</sup> *Chon Un 68* (IMO 9001021), *Great Hope*, *Glory Morning*, *Glory Ocean* and *Ma Sik Ryong*.

<sup>22</sup> S/2015/131, footnote no. 71.

6. CM Chartering has owned the *South Hill 2* (IMO 8412467) (Hua Heng served as the vessel's ship manager and operator).<sup>23</sup> OMM Singapore used this vessel's name in its instruction to Chinpo to make a false declaration to the remitting bank for the July 2013 shipment (figure 5).

Network of Mr. Li's companies



7. CM Chartering's director has also served as the director of Everfaith Trade Limited which owns the *South Hill 5* (IMO 9138680) (figure 6). Everfaith purchased this vessel in August 2014. The Panel learned that at that time there was unknown "ultimate buyer" of the *South Hill 5* who initially nominated Mirae HK to buy this vessel but later switched its nomination to Everfaith (figure 6). A Member State informed the Panel that the two foreign-flagged vessels (*South Hill 2* and -5) were controlled by OMM as of June 2015. The Panel continues to investigate OMM's reported connections to these two vessels.
8. In replying to the Panel, Mr. Li confirmed that he was the sole director and owner of Petrel but that he had never let any other person to use this company. According to Mr. Li, CM Chartering's director learned of OMM when purchasing the *South Hill 2* in June 2012 through Mirae Shenzhen, but MC Chartering had no business relationship with OMM. It was also stated that CM Chartering had served as a broker for the *Mu Du Bong* "years ago" (figure 1).
9. Previously, Mr. Li used the email address of CM Chartering when he replied to the Panel in January 2015 on behalf of this company. The same email address was listed on the document from the *Mu Du Bong*. This document also listed Mirae's representative's email address of [miraerep@cmchartering.com](mailto:miraerep@cmchartering.com) which used the domain name of CM Chartering (figure 4). In

<sup>23</sup> IMO database.

replying to the Panel, however, Mr. Li simply stated that he was told by CM Chartering that the “e-mail ID” was stopped since late 2012.

10. In light of the multiple connections between Mr. Li and Mirae/OMM, as well as the inconsistencies between Mr. Li’s statements and information obtained by the Panel, and in the absence of precise explanations and supporting documentation from Mr. Li, the Panel could not confirm Mr. Li’s denial of his relationship with OMM and his knowledge of Mr. Kasatsugu’s connection to OMM.

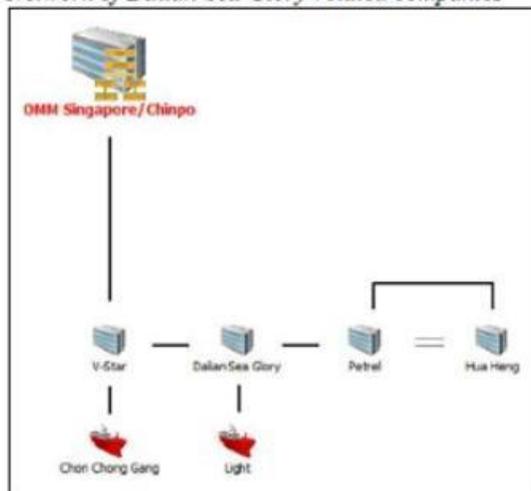
#### Dalian Sea Glory Shipping Co Ltd and V-Star Ships Limited

11. The Panel found that Hua Heng/Petrel have had business relationships with three directors of Dalian Sea Glory Shipping Co Ltd (IMO 5233903) which was previously involved in a May 2011 suspected transfer of proliferation-related items on-board the vessel *Light* (IMO 8415433) (figure 7).<sup>24</sup> Mr. Fan Min Tian (one of the three individuals) stated that they had provided consultancy services for ship registration and inspection for Hua Heng, which was also confirmed by Mr. Li. Mr. Fan also stated that Dalian Sea Glory was dissolved in October 2015 (figure 7).
12. The three individuals also served as the directors of V-Star Ships Limited (figure 7). This company was mentioned during the Singapore court trial related to the CCG incident. According to the prosecutor, Chinpo sent an email to OMM on 11 July 2013 (5 days after the remittance for the CCG incident) in which “Chinpo had requested OMM not to send any instructions for outward and inward remittances to and from *V-Star Ships Limited* and Cuba so as to avoid being blacklisted.”<sup>25</sup>
13. In replying to the Panel, Mr. Fan stated that V-Star had no connection to OMM, Chinpo, or the *Chon Chong Gang* (figure 7). It was explained that another company with a very similar name was “on the blacklist” of the United States, and that Mr. Fan had informed the matter to the authorities previously. The Panel could not find such company and was unable to confirm his statements denying his companies’ connections to OMM.

<sup>24</sup> From May 2006 to July 2011, Dalian Sea Glory was listed in the IMO database as the ship manager and operator of the vessel *Light* (IMO 8415433). In May 2011, the U.S. Navy attempted to inspect this vessel because the vessel was considered to be transferring proliferation-related items. After this incident, this vessel was renamed to *Victory 3* and re-registered with a new ship manager and operator of Sea Star Ship Co Ltd.

<sup>25</sup> *Prosecution’s submissions at the close of trial*, 30 October 2015.

*Network of Dalian Sea Glory-related companies*



Other companies related to Mirae

14. Mirae-linked companies, Grandtex Shipping Co Ltd and Allied Ocean Shipping Limited, have had business relationships with Aoyang International Co Ltd and East Grand Shipping Co Ltd, through the operations of the vessels *Fertility 5* and *Fertility 9* (see table 2). Aoyang Marine Company Limited (connected to Aoyang International) has shared the same contact details as Grandtex (figure 8).<sup>26</sup> Aoyang International and East Grand are managed by the same individuals (figure 8).

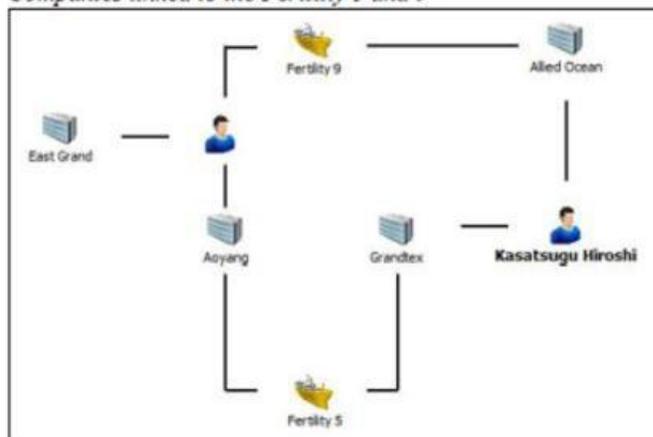
*Table 1. Companies connected to the Fertility 5 and Fertility 9*

Company	Vessels	Role	Period
Allied Ocean Shipping Limited	<i>Fertility 9</i>	Registered owner	From 23 December 2011 to present
Aoyang International Company Limited	<i>Fertility 5</i>	ISM Manager	From 25 August 2011 to present
East Grand Shipping Co Ltd.	<i>Fertility 9</i>	ISM Manager, ship manager and operator	From 26 August 2013 to present
Grandtex Shipping Co Ltd	<i>Fertility 5</i>	Registered owner, ship manager and operator	From 3 May 2012 to present

Source: IMO and Equasis databases

<sup>26</sup> According to information obtained by the Panel, Aoyang International assisted Grandtex by registering in the IMO database the official company records for Grandtex. Aoyang International is linked to other companies that have business dealings with the DPRK in the fields of shipping business.

Companies linked to the Fertility 5 and 9



15. Aoyang International is listed in the IMO database as a group beneficial owner of the *Grand Karo* (IMO 8511823). The vessel's registered owner has been listed as Yuanyao Shipping Ltd. (IMO 5821925), since September 2014. This company is listed with a "care of" address provided by Aoyang International. According to information from a Member State, the vessel was reportedly controlled by OMM as late as June 2015. The Panel learned that Mr. Kasatsugu was previously involved in financing for this vessel. The Panel found that the vessel's DPRK crew included two individuals who were crew on OMM-controlled vessels (figure 8). The Panel continues to investigate the vessel's reported connection to OMM.
16. Mr. Kasatsugu has had business relationships with Shenghao Marine (Hong Kong) Co Ltd. and Jinjiang Shipping Pte Ltd through the operation of the vessels *Ocean Galaxy* (IMO 8418227) and *Ocean Dawning* (IMO 8505329), until February 2015 (see table 1 below). Shenghao Marine provided a "care of address" for Mirae-linked companies, Rich Step Shipping Limited and New Champ Shipping Limited. In the Korean Register of Shipping database, New Champ and Shenghao Marine were listed with the same contact information (figure 9).

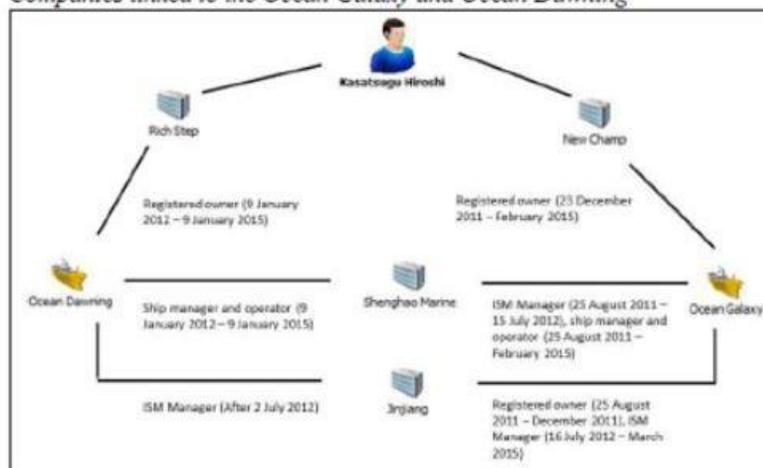
Table 2. Companies connected to the *Ocean Galaxy* and *Ocean Dawning*

Company	Vessels	Role	Period
New Champ Shipping Limited	<i>Ocean Galaxy</i>	Registered owner	From 23 December 2011 to February 2015
Rich Step Shipping Limited	<i>Ocean Dawning</i>	Registered owner	From 9 January 2012 to 9 January 2015
Shenghao Marine (Hong Kong) Ltd	<i>Ocean Galaxy</i>	ISM Manager	From 25 August 2011 to 15 July 2012
		Ship manager and operator	From 25 August 2011 to February 2015
	<i>Ocean Dawning</i>	Ship manager and operator	From 9 January 2012 to 9 January 2015
Jinjiang Shipping	<i>Ocean Galaxy</i>	Registered owner	From 25 August 2011 to

Pte Ltd			December 2011
		ISM Manager	From 16 July 2012 to March 2015
	<i>Ocean Dawning</i>	ISM Manager	After 2 July 2012

Source: IOM database

#### Companies linked to the Ocean Galaxy and Ocean Dawning



17. One of Shenghao Marine's directors, Mr. Zhang Qiao, has been listed as the director and/or shareholder of several other companies including Baili Shipping and Trading Limited (the ship manager of the vessel *Ever Bright 88*) and Bene Star Shipping & Trading Ltd (the ship manager and registered owner of the *Orion Star*) (figure 10). According to information provided by a Member State, these two vessels were controlled by OMM as late as September 2015. The Panel continues to investigate OMM's reported connections to these vessels.

#### Senat Shipping Limited

18. Bene Star had business relationship with Senat Shipping which was designated by the United States Department of the Treasury on 23 July 2015 for its role in providing extensive material support to OMM. Information provided by Senat's lawyer shows the company's business dealings with Bene Star in chartering vessels operated by DPRK crews, including Senat-owned vessel *Dawnlight* (IMO 9110236).
19. According to Senat, Bene Star operated *Dawnlight* under a bareboat charterer agreement with Senat of April 2014, using Hua Heng as ISM manager for this vessel until July 2015. The vessel was sold from Senat to Bene Star in September 2015. The Panel found that the Democratic People's Republic of Korea crews of the vessel included two individuals who were crew of OMM-controlled vessels (figure 10). Senat's lawyer stated that one of them

was employed by Bene Star. It was also stated that almost all Democratic People's Republic of Korea crew members would have worked for OMM at some point because OMM was the largest shipping company. The Panel continues to investigate the crews' links to OMM.

20. In replying to the Panel, Senat's lawyer stated that Senat's business relations with OMM was terminated since December 2011. With respect to Senat's employment of Mr. Kim Yu Il (former OMM Singapore) until January 2014, it was explained that Mr. Kim was tasked to collect from OMM the outstanding bunker bills (US\$ 2 million) (figure 10). At this point, the Panel has no further evidence showing Senat's direct link to OMM after the July 2014 designation.

**Figure 1. Correspondence from Mr. Li Anshan****Correspondence of 23 December 2015**

To: The Panel of Experts of UN  
 CC: Mr. Katsu Furukawa  
 Fm: HUA HENG SHIPPING LIMITED  
 Re: S/AC.49/2015/PE/OC.81  
 Dear Mr. Katsu Furukawa

To my huge surprise when I received your email and attached documents in which we feel we have been involved in some political situation rather than business dispute according to your mentioned letter. We never expect that we will meet this kind of serious situation as we are just doing routine maritime business as per international shipping rules and laws.

My company mainly engaged in ISM operating business since established in Jun. 2012. And we only accept vessels which comply with flag state and IMO conventions requirement, and national laws and regulations. anyway we will try our best to cooperate with UN panel of experts, and clarify the actual information which you required in your letter.

A summary of our relationship with concerns:

1. I hereby declared that we have no any relationship and connection with OMM mentioned by you, and any business with them.
2. It was my first time to meet Mr. Kasatsugu in Jun. 2011, at that time he visited our office and discussed M.V GREAT HOPE's(IMO 8307492 ) ISM management business with Liaoning Foreign Trade Foodstuffs Shipping Co Ltd (IMO 1409699), and the company only provide the ISM management. The contract have been terminated since Jun 2012, the reason is that all shareholders including the G. manager have been retired, and the company suspended since that time.  
  
After that time, I established Hua Heng Shipping limited in Jun. 2012 , and re-signed contract of GREAT HOPE's ISM management with Mr. Kashatsuku to keep the ISM business. Actually Mr. Kashatsuku gave us some vessel's ISM management business(eg: GREAT HOPE, MASIK RYONG, GLORY MORNING, GLORY OCEAN and CHUN UN 68.) , but HE was out of any contact since Jun. 2015. All those company your mentioned are registry owners of above vessels, I only can carefully check who is the director and his nationality. I could not find any way to get more information about those company because it is commercially confidential. Copies of my company's contract with these companies (Annex I).
3. Mr. Hyun was introduced to me by Mr Kasatsugu and I met him in Jun.2014 in my office. I did remember he only asked some information about ISM management and cost, and we did not have any contact with him after that meet.
4. I know Mr. Lu Tie He, Mr. Fan Min.Tian, and Mr. Dong Chang Qing. They provide consultation for us (eg: apply IMO no. for company). That's all.

**I hereby claimed again that I have no any connection and business with OMM, so I have no any information on all individuals and entities that have worked for OMM.;**

B. explain for your description

1. I as the scrapping buyer got MV GREAT HOPE from Mr. Kasatsugu in December, 2014 and then directly re-sold her for scrap to make profit, before that I have checked the website of OFCA, but nothing sanction information found. As you are aware we are business man, we do not concern more about and do not pay more attention to political matter. And indeed I would check each vessel before operation on the website of OFCA. If there is no sanction listed, then I will proceed. That's all.

2. Other Vessels:

MV Glory Morning and MV Musik Ryong have been sold by auction of High court of South Africa at Durban port in Aug. 2015.

And we have been lost contact with Glory Ocean and Mr. Kasatsugu since Jun.2015.

I have been terminated ISM management contract with Chun Un 68 in May, 2015 due to not pay management fee.

And I hereby declared that all crew manning and operating controlled by Mr. Kasatsugu and not controlled by our company. some information in IMO database is not fully correct. Because, flag states registry form and contents and explains are different.

M.V SOUTH HILL 2 is actually owned by CM CHARTERING LIMITED and the director is Chinese. Our ISM management business with them started in June 2012, when the owner owned the ship.

M.V SOUTH HILL 5 is actually owned by Everfaith Trade Ltd and director is also Chinese. and our ISM management business with them started since Oct. 2014.

As regard of the "care of" address provided by Hua Heng Shipping Limited, it is a routine practice in shipping field, because usually the owners are not familiar with registry procedure, so we are authorized to do it, that is the reason why always showing HUA HENG as "care of". Since economic crisis in 2008, the shipping market is getting worse and worse, the owners are saving cost, and I worked in shipping for more than 25 years and can provide good service and lower cost, so we got some owners support and get ISM management business.

Petrel Shipping Co Ltd. was registered in the British Virgin Islands (BVI) in May 2013, and I'm the sole director and shareholder of this company. I bought M.V PETREL 1(IMO 9009085) in Jun.2013, M.V BLUENOVELL((IMO 8909575) in Apr. 2014, and M.V BENEVOLENCE 2 (IMO 8405402) in Dec. 2014. And the Kiribati flag state cancelled their registry because you mentioned something in your report issued last year, eventhough I have provided all supporting evidence and explained to them, but they insist doing it. And I lost a lot of money for this reason. The shipping market is quite bad now, and I have no way but to sell all of them.

You mentioned OMM's representative used my company name, I can ensure to say that I have never authorized to any body to perform any business of petrel shipping limited. Because I have never signed any authorized letter to any person. So, I don't know the case you mentioned. I found that you get too much information from IHS website, but I have never provide any information to them even though they required me. So, I think their information is not actually correct.

About Befirst Enterprises Ltd. and K&H Shipping Ltd (IMO 5535608), I only know they are vessel's registry owner and share holder is Mr. Hyun Hyun Bae from ROK. And these company have not been listed in OFCA. So, I think that I can perform ISM management for their vessels.

I don't know Profit Asia Shipping Limited, because I do not have any business with them.

My company got ISM management contract for Dawnlight in Feb. 2014, and have noticed them to terminate in Jul.2015 due to they have been in sanction list by the US Department of the Treasury. And I have not arranged annual audit for her DOC. So, I can't perform ISM management for her more. And about Senat Shipping limited others information, I don't know well.

In light of the aforementioned information summarized above, I hereby declared that I disagree with any statements which I or my company have any relationship with OMM. And I accept that I have ever been managed some vessels which owned by Mr. Kashatsuku from JAPAN and Mr. Hyun Hyun Bae from KOREA. But I don't think I have violated any laws and international regulations.

Your faithfully



Li Anshan  
2015/12/22

Annex:

1. ISM management agreement (M.V Great Hope, Glory Oceann, Chun Un68, Masik Ryong and Glory Morning etc.)
2. All vessels registry certi. and CSR.

Correspondence of 31 December 2015

To: The Panel of Experts of UN  
CC: Mr. Katsu Furukawa  
Fm: HUA HENG SHIPPING LIMITED  
Re: S/AC.49/2015/PE/OC.856

Dear Mr. Katsu Furukawa

Re follow-up letter inquiry, Your e-mail noted, and we would like to clarify following:

1. Explanation about the circumstances which led to your decision to purchase these vessels:

As we stated in last e-mail, mv great hope we act as scrapping buyer to re-sell her to make a profit, it is quite normal decision

And M.V Benevolence 2 had been lay up for 3months, we bought to re-sell her to make a profit. It's same quite normal decision.

we do not have correspondence records for year 2014, as these vessels are not under our ISM management already and our e-mail space is not enough to save 12months records.

Moreover SOPEP also not available in our office, as vessels are not under our management.

We disagree your view that we are helping OMM to evade UN sanction, we do not have any connection with OMM, how we can help OMM to evade UN sanction??

2 relationship with Mr Kasatsugu

As we stated in last message, we indeed act as ISM manager, and no more business involved, we also do not know whether Mr Kasatsugu have any connection with OMM or not??

Usually it may contain many content under management contract, such as operation of the vessel, chartering of the vessel, sale and purchase, crew manning, etc, but we just do their ISM management, this is definitely true.

3 the vessel dawnlight

We are just as ISM manager, crew are employed by owners , we do not know when and where crew coming from, this is not our concern.

It is very strange that we do not employ any DPRK crew, how you can ask us to prove an non-existing matter??

4, OMM connection to petrel shipping and cm chartering

We checked with the Director of CM Chartering, they told us they do not have business with OMM but they know OMM when they purchase mv south hill 2 (previous name mv ryongnam 2) in June 2012, at that time they contact MIRAE SHENZHEN OFFICE, the owner of mv ryong nam 2 in June 2012, after that they appoint us as ISM manager. MV south hill 5 was purchased by EVERFAITH TRADE LIMITED IN SEP 2014, after that also appoint us as ISM manager.

About Petrel shipping, I have been stated in my last email.

5. ANNEX matters:

We checked again with CMCHARTERING, they told us that they might fixed mv mu du bong as broker only but it was many years ago, they cannot remember details exactly, as they told us many DPRK flag ships traded in shipping market at that time. And voyage communication with vessel is a normal operation matter.

We asked the e-mail address matter, they said they have stopped this e-mail ID end of 2012 and told me they have replied to you in Jan 2015.

6. "All crew manning and replacement...for this vessel should obey the order from Part B". We are ISM manager, if have no some documents comply with convention requirement, how to get SMC for vessel, then vessels how to perform trading?

In general, our statement of above are true and we tried our best to provide all information you required, we hope those information can support you. We are not SPY AGENCY, we just doing small business under shipping rules and practice.

Your faithfully



2016/1/6

Figure 2. Information on Hua Heng

An example of the agreement of ship's safety management

<p><b>Attachement II</b></p> <p><b>M/V. GLORY OCEAN 委托代管协议书</b></p> <p><b>Agreement of ship's safety Management</b></p> <p>本协议由甲方: <u>GLORY SHIPPING(H.K.) LIMITED</u> (以下简称: 甲方, 地址: <u>14/F., CHUN WO COMMERCIAL CENTRE, 25 WING WO STREET, CENTRE, 25 WING WO STREET, HONG KONG</u>)</p> <p>和乙方: <u>HUA HENG SHIPPING LIMITED</u> (以下简称: 乙方, 地址: <u>RM 19C, LOCKHART CTR., 301-307 LOCKHART RD., WAN CHAL HONG KONG</u>), 共同签署, 就下列条款和条件达成共识。</p> <p>The agreement is agreed and signed by <u>GLORY SHIPPING (H. K.) LIMITED</u> (hereinafter referred to as Part A, address: <u>14/F., CHUN WO COMMERCIAL CENTRE, 25 WING WO STREET, CENTRE, 25 WING WO STREET, HONG KONG</u>) and <u>HUA HENG SHIPPING LIMITED</u> (hereinafter referred to as Part B, address: <u>RM 19C, LOCKHART CTR., 301-307 LOCKHART RD., WAN CHAL, HONG KONG</u>) as follows:</p>
---

- |   |
|---|
| <p>5. 甲方应当向乙方提供足够的资源, 确保乙方有效开展船舶安全与防污染及船舶保安的管理工作;</p> <p>Part A shall provide adequate resource to Part B, so that ensure Part B effectively implement ship safety and pollution prevention and ship's security management.</p> |
|---|

<p>All crew manning and replacement, ship and equipments maintenance and emergency response etc for this vessel, should obey the order from Part B.</p>
---

Source: Mr. Li Anshan.

Articles of agreement between the master and seafarers of the *Glory Morning* referring to Hua Heng Shipping Limited as "employer"

 <b>KIRIBATI SHIP REGISTRY</b> Ministry of Communications Transport and Tourism Development				
ARTICLES OF AGREEMENT BETWEEN THE MASTER AND SEAFARERS ON KIRIBATI SHIP				
CA/10194				
Name of vessel	Official No.	Port of Registry	GT	Propulsion Power
<i>Glory morning</i>	<i>K-17861365</i>	<b>TARAWA</b>	<i>13036</i>	<del><i>8641</i></del> <i>7350HP</i>
Name & address of employer		Trading Area		
<i>HUAHENG SHIPPING LIMITED</i>		<i>A1, A2 A3</i>		
Name of Masters		Date	Signature	
1	<i>Kim Kyong chal</i>	<i>9, 1, 2014</i>		
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				

Source: The Panel.

Figure 3. Information on Mr. Ri Phyong Gu

An official document referring to Mr. Ri Phyong Gu's connection to Petrel Shipping Company Limited

A Thailand-based company's request for Thailand to issue visa for Mr. Ri Phyong Gu



บริษัท มารีนเนอร์ส ชิปปิ้ง แอนด์ แทรคดิ้ง จำกัด  
MARINER'S SHIPPING & TRADING CO., LTD.

Ref: MST008/2312 24 December 2013

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary  
The Royal Thai Embassy,  
Beijing, China

Dear Excellency,

We would like to request your Excellency to kindly issue visa to The Kingdom of Thailand to the following persons:

Name	Date of Birth	Passport No.
Mr. RI PHYONG GU	23 SEPT 1961	563420640
Mrs. RI SUN YONG (Spouse)	19 MAY 1961	563420641

Mr. RI PHYONG GU, the Chartering Manager of the PETREL SHIPPING COMPANY LIMITED, Pyongyang, D.P.R. of Korea and his spouse will visit our office for the purpose of Practicing in the field of Shipping and Chartering Operations of Thai's system for duration of about 90 days.

We, as their exclusive representative in Thailand will be fully responsible for the said persons during their stay in the Kingdom of Thailand.

Your kind attention would be greatly appreciated.

Faithfully yours,



Managing Director

Source: The Panel.

Figure 4. CM Chartering's email address

A directory obtained by the Panel from the *Mu Du Bong* lists multiple OMM-associated entities connected to this vessel, which includes "MIRAE SHIPPING" and "CM Chartering".

MIRAE SHIPPING	E-Mail	MIRAESHIP007@MRESHIPPING.COM.CN	CHINA
REP MIRAE	E-Mail	miraerep@cmchartering.com	
CM CHARTERING	E-Mail	CHARTERING@CMCHARTERING.COM	CHINA
CM CHARTERING	E-Mail	OPERATION@CMCHARTERING.COM	CHINA

Source: The Panel

#### Reference

From: "Cmchartering" <chartering@cmchartering.com>  
 To: "Cmchartering" <chartering@cmchartering.com>, <guoc@un.org>, <furukawa@un.org>  
 Cc: <furukawa@un.org>  
 Date: 08/01/2015 02:46  
 Subject: 答复: re Inquiries from 1874 Panel, United Nations Security Council

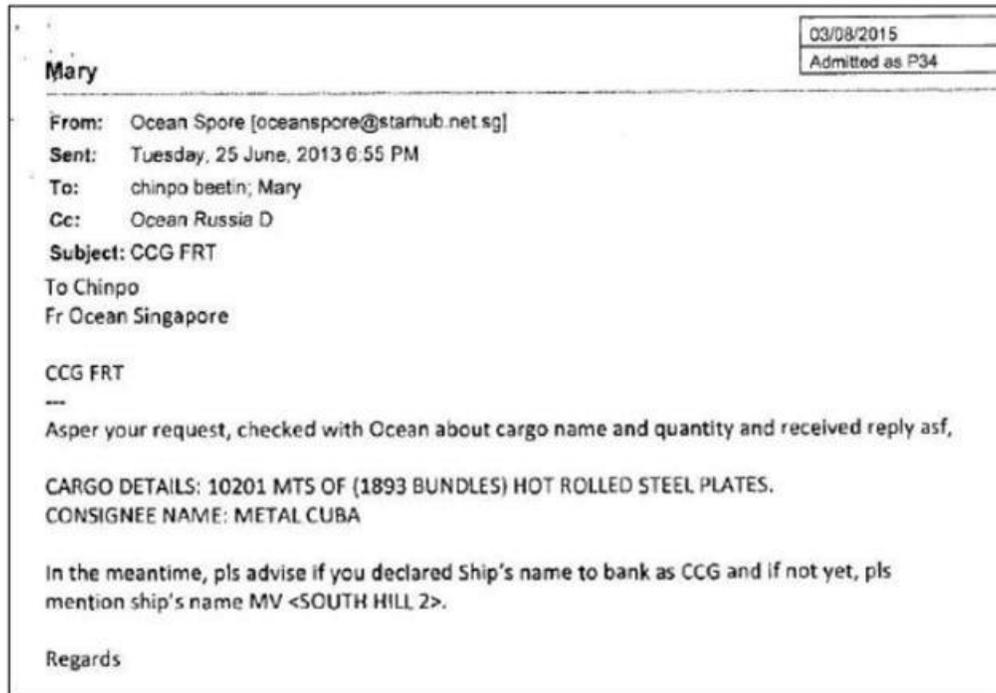
Following was sent to you nominated e-mail address by hua heng shipping and it was returned, we we quote here below:

Qte

To: CM chartering LTD.  
 Fm: Hua Heng Shipping Limited  
 Dear Mr.FU  
 As we received your information and I have replied to them, but the system have been returned the email.  
 so please help me to T/S the explain to them.  
 tks for your good coop.  
 h/r/gds  
 capt.li

发件人: huahengshipping  
 发送时间: 2015-01-08 15:17  
 收件人: guoc; furukawa

Figure 5. OMM Singapore's email instruction to Chinpo referring to *South Hill 2*



Source: Singapore.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

Figure 6.

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

Figure 7. Information on Dalian Sea Glory

Through its investigation, the Panel has identified that Sea Star Ship Co Ltd and Hua Heng Shipping Limited are managed by the same three Chinese nationals who are linked to a Dalian-based company, Dalian Sea Glory Shipping Co Ltd, which was possibly involved in an incident of violation in 2011.

Hua Heng Shipping Limited is registered both in Hong Kong and in Panama. The Panamanian registration record provides the following three Chinese individuals as the "Authorized Official" for Hua Heng Shipping:

- **Lu Tie He**
- **Fan Min Tian**
- **Dong Chang Qing**

These individuals are also listed in the Hong Kong company registration database as the shareholders and current/former directors of Sea Star Ship Co., Ltd (Hong Kong company number).

They are registered in Hong Kong with an address "Room 09, Chengda Building, Renmin Road, Zhongshan District, Dalian, Liaoning Province, China". This address has been used by Dalian Sea Glory Shipping Co Ltd, which shows that these three individuals are also affiliated with Dalian Sea Glory Shipping Co Ltd.

From May 2006 to July 2011, Dalian Sea Glory Shipping Co Ltd was listed in the IMO database as the ship manager and operator of the vessel Light (IMO 8415433). In May 2011, the United States Navy attempted to inspect this vessel because "it had reasonable grounds to believe the vessel was transferring proliferation-related items" (Letter from United States to 1718 Committee dated 24 August 2011 [ref./AC.49.2011/COMM.26]). After this incident, this vessel was renamed in July 2011 to Victory 3 and re-registered in August 2011 with a new ship manager and operator of Sea Star Ship Co Ltd.

Figure 7-1. Correspondence from Mr. Fan Min Tan

Email correspondence from Mr. Fan of 23 December 2015.

Dear [abbreviated],

刚与您办公室通电话，关于安理会调查一事，本人澄清理顺以下：

1. Dalian Sea Glory Shipping Co., Limited 已于2015年10月正式注销，解体。
2. V - Star ships co.Ltd. 于2014年10月更换股东，目前只有股东一人（范民田），完全由范民田操作该公司。
3. Sea star ships Co Ltd 于2014年更换股东，范民田及董长青不是该公司股东，不参与该公司任何事务。
4. 范民田/董长青/吕铁和三人于2014年9月分开，不在一起共事，各自独立工作。
5. 对于Hua heng shipping limited 是个管理公司，我们只做顾问咨询，协助船舶登记检验事宜，因为上述三人是船旗国验船师，做合理工作。
6. V-star ships co.,Ltd. 与OMMC 及Chinpo /cuba 没有任何联系，更不涉及这条船Chon Chong Gang 任何操作，记得2013年汇款一事，有个公司与 V-star ships Co.,Ltd 很相似，那家公司是blacklist，美国以为是同一家公司，后来我们解释一下就没事了，信箱出过问题，当时回复内容都丢失了。
7. 关于Victory 3，再次澄清我们以前只是做ISM & ISPS，不涉及任何商务及技术服务，这条船是中国船东（Ever ocean shipping agency Co）, [abbreviated]，如果违反联合国对朝鲜制裁政策，将通知[abbreviated]解除管理。
8. 如有任何想知道的，随时联系我：[abbreviated]

顺祝圣诞快乐！

范民田

English translation

I have just spoken with your office by telephone. Regarding the Security Council investigation, I hereby make the following clarifications:

1. Dalian Sea Glory Shipping Co., Limited formally cancelled its registration in October 2015 and has [thus] been dissolved.

2. V-Star Ships Co. Ltd. changed ownership in October 2014, and currently has a single owner (Mintian FAN). The company is solely operated by Mintian FAN.
3. Sea Star Ships Co. Ltd. changed ownership in 2014; Mintian FAN and Changqing DONG are not shareholders in that company, and they do not take part in any of its business.
4. Mintian FAN, Changqing DONG and Tiehe LÜ separated in September 2014. They do not work together, as each now has his own job.
5. Hua Heng Shipping Limited is a management company; we only provide consultancy and assistance in ship registration and inspection. As the above-mentioned three individuals are flag state ship surveyors, [we] work accordingly.
6. V-Star Ships Co., Ltd. has no connection of any kind with OMMC or Chinpo/Cuba, nor is it involved with any operations of the vessel Chon Chong Gang. I recall the 2013 wire transfer; because there was a company [whose name was] very similar to V-Star Ships Co., Ltd., and that company was on the blacklist, the U.S. believed they were the same; we later [provided] clarification and the issue blew over. As there have been problems with my email account in the past, [however,] my [email] responses at the time have all been lost.
7. As to the Victory 3, let me clarify once again that we provided ISM & ISPS only [for that vessel], and were not involved in [providing] any business or technical services. This vessel is owned by a Chinese ship owner (Ever Ocean Shipping Agency Co.), while [abbreviated] act as the general agent for its operations. If the vessel has violated UN sanctions policies regarding the DPRK, [abbreviated] will be notified that the management contract shall be terminated immediately.
8. For any further information, you can reach me any time at: [abbreviated]

Wishing you a Merry Christmas!

Mintian FAN

Figure 7-3. The IMO registration record for Hua Heng Shipping

	
Company Name:	<b>Hua Heng Shipping Ltd</b>
IMO Company Number:	<b>5678925</b>
Company Address:	<b>Room 19C, Lockhart Centre, 301-307, Lockhart Road, Wan Chai, Hong Kong, China.</b>
Country of Registration:	<b>Hong Kong, China</b>

Source: IMO database.

Figure 7-4. The Panamanian registration record for Hua Heng Shipping

	Full Term Certificate No.: PM-121131 Interim Certificate No.: PM-12 100 145
<b>DOCUMENT OF COMPLIANCE</b>	
Issued under the provisions of the INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SAFETY OF LIFE AT SEA, 1974, as amended,	
<b>UNDER THE AUTHORITY OF THE GOVERNMENT OF PANAMA</b>	
<i>By: Panama Maritime Documentation Services Inc.</i>	
Name and Address of the Company: <small>Check paragraph 1.1.2 of the ISM Code</small>	<b>HUA HENG SHIPPING LIMITED</b> <b>RM 19C LOCKHART CTR 301-307 LOCKHART RD WAN CHAI HONG KONG</b>
Company Identification Number:	<b>5678925</b>

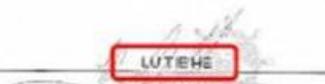
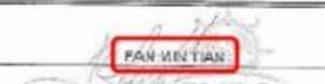
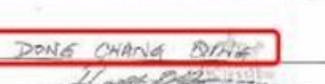
Source: The Panel.

Figure 7-4 The Panamanian registration record for Hua Heng Shipping referring to "Authorized Official"

Full Term Certificate No.: PM52111

### ENDORSEMENT FOR ANNUAL VERIFICATION

THIS IS TO CERTIFY THAT, at the periodical verification in accordance with Regulation (K/6.1 of the Convention and paragraph 13.4 of the ISM Code, the Safety Management System was found to comply with the requirements of the ISM Code.

<p>1<sup>st</sup>. ANNUAL VERIFICATION</p> <p>Authorization No.: <u>A/10/107</u></p>	<p>Name: <u>LUTIEHE</u></p> <p>Signed: </p> <p style="text-align: center;">Signature of Authorized Official</p> <p>By: <u>Hua Heng Shipping Service Co., Ltd.</u></p> <p>Place/Date: <u>DALIAN, CHINA / JANUARY 13<sup>th</sup>, 2010</u></p>
<p>2<sup>nd</sup>. ANNUAL VERIFICATION</p> <p>Authorization No.: <u>A/11/165</u></p>	<p>Name: <u>FAN MINTIAN</u></p> <p>Signed: </p> <p style="text-align: center;">Signature of Authorized Official</p> <p>By: <u>Hua Heng Shipping Service Co., Ltd.</u></p> <p>Place/Date: <u>DALIAN, CHINA / APRIL 15<sup>th</sup>, 2011</u></p>
<p>3<sup>rd</sup>. ANNUAL VERIFICATION</p> <p>Authorization No.: <u>A/12/171</u></p>	<p>Name: <u>LUTIEHE</u></p> <p>Signed: </p> <p style="text-align: center;">Signature of Authorized Official</p> <p>By: <u>Hua Heng Shipping Service Co., Ltd.</u></p> <p>Place/Date: <u>DALIAN, CHINA / APRIL 24<sup>th</sup>, 2012</u></p>
<p>4<sup>th</sup>. ANNUAL VERIFICATION</p> <p>Authorization No.: <u>A/13/169</u></p>	<p>Name: <u>DONG CHANG BING</u></p> <p>Signed: </p> <p style="text-align: center;">Signature of Authorized Official</p> <p>By: <u>Hua Heng Shipping Service Co., Ltd.</u></p> <p>Place/Date: <u>HONGKONG CHINA / 29 APR, 2012</u></p>

ISM/DOC/PTC/P (10/13) 2/2

Source: The Panel.

Figure 7-5. The Hong Kong registration record for Sea Star Ship Co., Limited (Annual return dated 20 October 2011)

<b>CR</b>		周年申報表 Annual Return (《公司條例》第107(1)條) (Companies Ordinance s. 107(1))		表格 Form <b>AR1</b>	
公司註冊處 Companies Registry		公司編號 Company Number 1517895			
<p>重要提示 / Important Note</p> <p>請在提交表格前 (或傳真前) 讀取表格背面內之說明。 Please read the accompanying notes before completing this form. Please print in black ink.</p>					
1 公司名稱 Company Name SEA STAR SHIP CO., LIMITED 海之星船務有限公司					
2 商業名稱 Business Name N/A					
3 公司類別 Type of Company <input checked="" type="checkbox"/> 有股本的私人公司 Private company having a share capital <input type="checkbox"/> 其他 Others					
4 本申報表日期 Date of this Return 本申報表列載公司截至本日期為止的資料 The information in this return is made up to 20 10 2011 DD MM YYYY					
表格 Form <b>AR1</b>		公司編號 Company Number 1517895			
0 有股本公司的成員詳情 Details of Member(s) of a Company Having a Share Capital (有股本的公司必須填報此項，如表格背面餘下空間不足，請用續頁A填報。 Company having a share capital must complete this section. Use Continuation Sheet A if there is insufficient space.)					
截至本申報表日期的成員詳情 Details of Member(s) as at the Date of this Return					
股份類別 Class of Shares		Ordinary			
姓名 / 名稱 Name	地址 Address	現時持有量 Current Holding	轉讓* Transferred*		備註 Remarks
			數目 Number	日期 Date	
范民田 FAN MINTIAN	ROOM M09, CHENGDA BUILDING, RENMIN ROAD, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN CITY, LIAONING PROVINCE, CHINA	4,000			
呂鐵和 LU TIEHE	ROOM M09, CHENGDA BUILDING, RENMIN ROAD, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN CITY, LIAONING PROVINCE, CHINA	3,000			
董長青 DONG CHANGQING	ROOM M09, CHENGDA BUILDING, RENMIN ROAD, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN CITY, LIAONING PROVINCE, CHINA	3,000			

Source: ICRIS website available at <http://www.icris.cr.gov.hk/csci/>.

Figure 7-6. Information on the *Victory 3*

Ship Particulars / VICTORY 3 IMO 8415433	
Name:	VICTORY 3 (effective 2011-07) Light (effective 2006-05)
Ship manager:	Sea Star Ship Co Ltd (effective 2011-08-01) IMO company number IMO 5570925 Nationality of registration Hong Kong, China Company status
	Dalian Sea Glory Shipping Co (effective 2006-05-23) IMO company number IMO 5233903 Nationality of registration China, People's Republic of
	Sea Star Ship Co Ltd (effective 2011-08-01) IMO company number IMO 5570925 Nationality of registration Hong Kong, China Company status
	Dalian Sea Glory Shipping Co (effective 2006-05-23) IMO company number IMO 5233903 Nationality of registration China, People's Republic of
Operator:	

Source: IMO database.

Figure 7-7. Information on V-Star Ships Limited  
Hong Kong company registration record for V-Star Ships Limited

		<b>周年申報表</b> <b>Annual Return</b>		(《公司條例》第107(1)條) (Companies Ordinance s. 107(1))		表格 Form <b>AR1</b>	
公司註冊處 Companies Registry						公司編號 Company Number 1456770	
<b>重要提示 Important Notes</b>							
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 請先閱讀附錄 (如有附錄)。 • 請用黑色墨水列印。</li> <li>• Please read the accompanying notes before completing this form. Please print in black ink.</li> </ul>							
<b>1 公司名稱 Company Name</b>							
V-STAR SHIPS LIMITED 海之星船業有限公司							
<b>2 商業名稱 Business Name</b>							
N/A							
<b>3 公司類別 Type of Company</b>							
請在適用的方格內加上 ✓ 號。 Please tick the relevant box.							
<input checked="" type="checkbox"/> 有股本的私人公司 Private company having a share capital <span style="margin-left: 100px;"><input type="checkbox"/> 其他 Others</span>							
<b>4 本申報表日期 Date of this Return</b>							
本申報表列載公司截至右列日期為止的資料 The information in this return is made up to							
		14		5		2013	
		日		月		年	
<b>截至本申報表日期的成員詳情 Details of Member(s) as at the Date of this Return</b>							
<b>股份類別 Class of Shares</b>		Ordinary					
姓名/名稱 Name	地址 Address	現時持有量 Current Holding	轉讓* Transferred*				
			數目 Number	日期 Date			
范民田 FAN MINTIAN	ROOM M09, CHENGDA BUILDING, RENMIN ROAD, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN CITY, LIAONING PROVINCE, CHINA	4,000					
呂鐵和 LU TIEHE	ROOM M09, CHENGDA BUILDING, RENMIN ROAD, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN CITY, LIAONING PROVINCE, CHINA	3,000					
董長青 DONG CHANGQING	ROOM M09, CHENGDA BUILDING, RENMIN ROAD, ZHONGSHAN DISTRICT, DALIAN CITY, LIAONING PROVINCE, CHINA	3,000					

Source: The Hong Kong company registration database.

**Figure 8. Aoyang International and East Grand Shipping**

The contact person for Aoyang International Company Limited (澳洋國際有限公司) is listed on commercial company websites as Mr. Li Kun (李鵬). He is also listed as a designated person for the Fertility 9 of East Grand Shipping Co Ltd (IMO 5720074) on the vessel's registration document.

*Shipping document of the Fertility 9 referring to Mr. Li Kun*

10. MANAGER'S / MANAGEMENT COMPANY'S PARTICULARS AND DECLARATION		
Name of Manager / Management Company EAST GRAND SHIPPING CO. LIMITED	IMO Reg. Company Number 5720074	Address ROOM 918, NAN FUNG CENTRE, 264-298 CASIL PEAK ROAD, TSUEN WAN, N.T., HONG KONG Emergency contact details
Name of Designated Person (ISM Code) <sup>(*)</sup> LI KUN		Mobile phone : 0086-13840817883
Designation in Management Company (P/A)		Telephone : 0086-411-82727761
		Fax : 0086-411-82727760
		E-mail : AOYANGMARINE@HOTMAIL.COM

Source: The Panel.

Figure 8-1. Grand Karo

DPRK crew members affiliated with OMM-controlled vessels who were *Grand Karo*'s crew as of 2014

- Crew list of the *Grand Karo* of 2014

Mr. Pak Kwang Il (date of birth: 13 June 1979)

PAK KWANG IL	M	APP. Deck officer	D.P.R. KOREA	13 JUN 1979/ N.HAMGYONG	931399896 / 20 JUL 2019
--------------	---	-------------------	--------------	----------------------------	-------------------------

Mr. Kang Yong Ho (date of birth: 5 January 1968)

KANG YONG HO	M	Deck Rating	D.P.R. KOREA	05 JAN 1968/ KANG WON	942324178 / 25 MAR 2018
--------------	---	-------------	--------------	--------------------------	-------------------------

- Crew list of the *Jang San* of 2011

Mr. Pak Kwang Il (date of birth: 13 June 1979)

DECK RATING	PAK KWANG IL	DPRK	1979.06.13	931399896	05 Nov 2014	26 Jul 2010
-------------	--------------	------	------------	-----------	-------------	-------------

- Crew list of the *Po Thong Gang* of 2011

Mr. Kang Yong Ho (date of birth: 5 January 1968)

KANG	YONG HO	DECK RATING	KOREA	1968.1.5	942324178	Seamans Passport
------	---------	-------------	-------	----------	-----------	------------------

Source: The Panel

Figure 9. Shenghao Marine

Shenghao Marine Hong Kong Ltd is connected to Mr. Kasatsugu through at least two companies and two vessels.

- Shenghao Marine Hong Kong Ltd provides a “care of address” for at least two Hong Kong-registered companies, Rich Step Shipping Limited (IMO 5647097) and New Champ Shipping Limited (IMO 5649955); Mr. Kasatsugu serves as the director of these two companies.
- Until early 2015, Shenghao Marine Hong Kong Ltd was listed as the ship manager and operator of the two vessels *Ocean Dawning* (IMO 8505329) and *Ocean Galaxy* (IMO 8418277); their registered owners were Rich Step Shipping Ltd and New Champ Shipping Ltd, respectively (both vessels were registered in the IMO database as “Broken up” in February 2015) (IMO database).
- Shenghao Marine’s directors have also served as the directors or shareholders of Shenghao Shipping Limited. This company’s director included Mr. Zhang Qiao.

Shenghao Marine Hong Kong Ltd’s address used by Rich Step Shipping Limited and New Champ Shipping Limited

IMO number :	5647097
Name of company :	RICH STEP SHIPPING LTD
Address :	Care of Shenghao Marine (Hong Kong) Ltd Room 1105, Tower One, Lippo Centre, 89, Queensway, Central, Hong Kong, China. 999077,
Last update :	22/06/2015
IMO number :	5649955
Name of company :	NEW CHAMP SHIPPING LTD
Address :	Care of Shenghao Marine (Hong Kong) Ltd Room 1105, Tower One, Lippo Centre, 89, Queensway, Central, Hong Kong, China. 999077,
Last update :	22/06/2015

Source: Equasis database.

Figure 9-2. The Hong Kong company registration record for Shenghao Shipping Limited

 公司註冊處 Companies Registry	<b>周年申報表</b> <b>Annual Return</b> (《公司條例》第107(1)條) (Companies Ordinance s. 107(1))	表格 Form <b>AR1</b>
	<b>重要事項 Important Notes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● 填表前請參閱《填表須知》。 請用黑色墨水列印。</li> <li>● Please read the accompanying notes before completing this form. Please print in black ink.</li> </ul>	公司編號 Company Number 1461526
<b>1 公司名稱 Company Name</b> SHENGHAO SHIPPING LIMITED 聖浩船務有限公司		
<b>2 商業名稱 Business Name</b> NIL		
<b>3 公司類別 Type of Company</b> 請在適用的空格內加上 ✓ 號。 Please tick the relevant box. <input checked="" type="checkbox"/> 有股本的私人公司 Private company having a share capital <input type="checkbox"/> 其他 Others		
<b>4 本申報表日期 Date of this Return</b> 本申報表列載公司截至右列日期為止的資料 The information in this return is made up to	27 日 DD	5 月 MM
	2013 年 YYYY	

<b>個人董事詳情 (第 12A 項) Details of Individual Director (Section 12A)</b> 請在適用的空格內加上 ✓ 號。 Please tick the relevant box(es).		
身份 Capacity	<input checked="" type="checkbox"/> 董事 Director	<input type="checkbox"/> 候補董事 Alternate Director
	代替 Alternate to	
中文姓名 Name in Chinese	張橋	
英文姓名 Name in English	ZHANG 姓氏 Surname	QIAO 名字 Other Names

Figure 10. Bene Star and Baili Shipping

**Bene Star Shipping & Trading Ltd**

- In Chinese: 吉星船舶貿易有限公司
- IMO Company Number: 5764656
- Hong Kong company number 1599520
- Address: Room 2105, JDL 782, Trend Centre, 29-31, Cheung Lee Street, Chai Wan, Hong Kong, China (same address with Baili Shipping)
- **Mr. Zhang Qiao 張橋**
  - Shareholder (12 May 2013-)
  - Director (12 May 2013-)
- Bene Star Shipping & Trading Ltd is listed as the ship manager and registered owner of the *Orion Star* (IMO 9333589) since 6 November 2013. According to information provided by a Member State, this vessel was controlled by OMM as of September 2015.
- According to information provided by Senat Shipping Limited’s solicitors, Senat Shipping signed a bareboat charter agreement dated 14 August 2014 with Bene Star Shipping and Trading Limited for the vessel *Dawnlight*.

Figure 10-2. Senat-Bene Star

N.E. 792

**BILL OF SALE (Body Corporate)**

IMO Number	Name of Ship	Number, year and port of registry	Whether a sailing, steam or motor ship		Horse power of engines (if any)
9110226	DAWNLIGHT	16101494/2015/UK: Tamar	Single deck bulk carrier		3800HP/2734KW
Length (Article 235)			Number of Tons		
Breadth (Regulation 231)			114	04	Gross
Moulded Depth (Article 235)			21	23	Net
Moulded Depth (Article 235)			10	40	8437
			10	40	5016

and as required to enter data in the Certificate of the Receiver and the Register Book.

We, (s) **SENAT SHIPPING LIMITED** (hereinafter called "the Transferee") having our principal place of business in British Virgin Islands in consideration of the sum of USD 2,200,000.00 - (United States Dollars Two Hundred Thousand Only) paid to us by (s) **BENE STAR SHIPPING AND TRADING LIMITED** of RM 2105, JDL 782, Trend Centre 29-31, Cheung Lee St, Chai Wan, Hong Kong (hereinafter called "the transferor(s)"), the receipt whereof is hereby acknowledged, transfer **ALL** (100%) share in the ship above particularly described, and its fittings and appurtenances, to the said Transferee(s).

Further, we, the said transferor for ourselves and our successors covenant with the said Transferee(s) and (s) their assigns, that we have power to transfer in manner aforesaid the premises hereinafter expressed to be transferred, and that the same are free from all encumbrances (if) mortgages, maritime liens, mortgages, claims and any other debts whatsoever.

In witness whereof we have executed this bill of sale on the 21<sup>st</sup> day of September 2013.

By: (Sign/Stamp)  

Name: **Mr. Lai yong Chien**  
Title: **Attorney-in-fact**

(1) Special Power of Attorney of the Body Corporate. (2) Signed and stamped in full and complete in presence of witnesses. (3) must have "Senat" or "Senat" (4) If there be any sailing, steam, or motor ship, or sailing, steam, or motor ship, or sailing, steam, or motor ship, or sailing, steam, or motor ship. (5) Description of witness, witnesses, and (6) the date of sale. (7) Note: In a purchase of a registered British Vessel, the seller shall obtain a complete bill of sale (BOS) if this has been recorded in the Part of Registry of the ship and register of interest may enter within 14 days. (8) Note: Registered Owners or Mortgagees are notified of the importance of keeping the Register of British Ships informed of any change of ownership in their part.

Source: The Panel.

Figure 10-2. Dawnlight

DPRK crew members formerly affiliated with OMM-controlled vessels that are currently operating the *Dawnlight*

A crew list for the *Dawnlight*

52 VOYAGE LIST					
No	NAME	RANK	NATIONALITY	BIRTHDAY	S PASSPORT
1	AN YONG GYUN	MASTER	KOREAN	1957.11.16	953355780
2	KIM GANG CHOL	CHIEF MATE	KOREAN	1961.08.13	949320992
3	JO POK NAM	DECK OFFICER	KOREAN	1971.02.18	930301095
4	RI YONG CHOL	DECK OFFICER	KOREAN	1968.03.09	947326230
5	KIM JIN MYONG	BOATSWAIN	KOREAN	1974.10.16	936301770
6	RI JONG CHOL	DECK RATING	KOREAN	1969.09.06	941325920
7	RI JONG CHON	DECK RATING	KOREAN	1963.10.25	947329970

Source: Senat Shipping

A crew list for the *O Un Chon Nyon Ho* as of 14 April 2011

LAST NAME *	1ST NAME *	CAPACITY *	BIRTHDAY* (dd/mm/yyyy)	NATIONALITY* (Country)	ID* (Number)
YONG NAM	JONG	MASTER	1960.11.14	DPR KOREA	950354746
HAK	JANG HAK	CHIEF MATE	1967.2.1	DPR KOREA	945328883
CHONG SU	CHONG	DECK OFFICER	1963.10.30	DPR KOREA	94833313
YONG CHOL	RI	DECK OFFICER	1968.3.9	DPR KOREA	947326230

Source: The Panel

A crew list for the *Chon Chong Gang* as of 9 July 2013

M/V: CHONG CHON GANG		PANAMA CANAL					
FLAG: DPR KOREA		D DATE: 09.07.2013					
CREW'S LIST							
No	LAST NAME *	1ST NAME *	CAPACITY *	BIRTHDAY* (dd/mm/yyyy)	NATIONALIT Y* (Country)	ID* (Number)	ID TYPE * (Passport or Seamans License)
1	RI	YONG IL	Master	02.05.1961	DPR Korea	949321568	Seamans Passport
2	HONG	YONG HYON	Chief Mate	10.07.1960	DPR Korea	950357290	Seamans Passport
3	JON	HYONG BOK	Deck Officer	09.09.1961	DPR Korea	949324467	Seamans Passport
4	KIM	MYONG GWANG	Deck Officer	12.11.1972	DPR Korea	958393162	Seamans Passport
5	RI	JONG CHON	Deck Officer	25.10.1963	DPR Korea	947329976	Seamans Passport

Source: The Panel

### Annex 90 : The Panel's views of the OMM-associated vessels

According to recent information from specialized maritime databases, the vessels *Chol Ryong*, *Hui Chon*, *Kang Gye*, *Ryong Rim*, and *Tae Ryong Gang* visited or were sighted near the ports of Russia and China in 2015. Previously, the Panel concluded that these vessels were included in the 14 vessels that were owned and/or controlled by OMM or by entities acting on its behalf or at its direction in assisting the evasion of sanctions, and that therefore they should be subject to the measures imposed by paragraph 8 (d) of resolution 1718 (2006) and paragraphs 8 and 11 of resolution 2094 (2013).<sup>27</sup>

In that regard, the Panel's reasoning is provided below.

#### 1. The vessels *Chol Ryong*, *Hui Chon*, *Kang Gye*, *Ryong Rim*, and *Tae Ryong Gang*

- The vessels' connections to OMM as of 28 July 2014

As of 28 July 2014, when OMM was designated by the 1718 Committee, specialized maritime databases provided the following information about each vessel:

- a) *Chol Ryong* (formerly known as *Ryong Gum Bong*) (IMO 8606173)
  - OMM was listed as the vessel's International Safety Management (ISM) Manager;
  - Taedonggang Sonbak Co Ltd (IMO 1845139) was listed as the group beneficial owner, the ship manager and operator for the vessel (this entity has been also listed as the ship manager and operator for the *Mu Du Bong* (IMO 8328197) which was determined by the 1718 Committee as "a vessel owned and controlled by OMM", showing that Taedonggang Sonbak Co Ltd has been acting on OMM's behalf or at its direction or has been controlled by OMM); and
  - The vessel's registered owner was Ryonggunbong Shipping Co., Ltd. which has used a "care of" address provide by Taedonggang Sonbak Co Ltd.
- b) *Hui Chon* (formerly known as *Hwang Gum San 2*) (IMO 5817790)
  - From October 2012 to September 2014, the *Hui Chon* (IMO 8405270) was registered in the IMO database with the name *Hwang Gum San 2*, whose ship manager and operator were registered as OMM. During this period, the vessel's registered owner was also listed in the IMO database as Hwanggumsan Shipping Co Ltd (IMO 5701481) with a c/o address provided by OMM.
  - Following the July 2014 designation of OMM in September 2014, the *Hwang Gum San 2* was renamed to the *Hui Chon* in the database of the Maritime Administration of DPR Korea. The renaming was officially registered in the IMO database in October 2014, and the vessel was re-registered with a new ship manager and operator as Pyongjin Ship Management Co (IMO 5817790) and a new registered owner as Huichon Shipping Co Ltd (IMO 5817812). According to the IMO database, Huichon Shipping Co Ltd was incorporated on 5 August 2014, just eight days after the Committee's designation of OMM, using a c/o address provided by Pyongjin Ship Management Co Ltd.

<sup>27</sup> S/2015/131, pg. 47-49 and 56, and Recommendation 3 (b).

- OMM was also identified as the *Hwang Gum San 2*'s operator and/or owner (or ISM Manager) by the port state control inspection authorities under the Tokyo Memorandum of Understanding (Tokyo MOU).
- c) *Kang Gye* (formerly known as *Pi Ryu Gang*) (IMO 8829593)
- This vessel, formerly known as *Pi Ryu Gang*, was renamed to *Kang Gye* in September 2014. OMM was listed as the vessel's ship manager and operator in the IMO database and the Port State Control Inspection records between 2011 and 10 September 2014.
  - The registered owner of the *Pi Ryu Gang* was a DPRK entity, Biryugang Shipping Co Ltd (IMO 5434313), which is registered in the IMO database with an address that is "care of" OMM. The vessel's ship manager and operator as registered in the IMO database since 11 September 2014 is a DPRK entity, Yongjin Ship Management Co Ltd (IMO 5814883), and its registered owner since 11 September 2014 is a DPRK entity named Kanggye Shipping Co Ltd (IMO 5822804).
- d) *Ryong Rim* (formerly known as *Jon Jin 2*) (IMO 8018912)
- OMM was listed as the ship manager and operator for the vessel;
  - OMM was identified as the vessel's ISM Manager by the port state control inspection authorities under the Tokyo Memorandum of Understanding; and
  - The vessel's registered owner was Jonjin Shipping Co Ltd which has used a c/o address provided by OMM.
- e) *Tae Ryong Gang* (formerly known as *Ap Rok Gang*) (IMO 8132835)
- OMM was listed as the ship manager and operator for the vessel;
  - OMM has been identified as the vessel's ISM Manager by the port state control inspection authorities under the Tokyo Memorandum of Understanding; and
  - The vessel's registered owner was Annokgang Shipping Co., Ltd. which has used an address provided by OMM.

According to International Safety Management Code's Resolution A.741(18) as amended by MSC.104(73), MSC.179(79), MSC.195(80) and MSC.273(85), the ISM Manager (or "Company") is defined as the following:

"1.1.2 *Company* means the owner of the ship or any other organization or person such as the manager, or the bareboat charterer, who has assumed the responsibility for operation of the ship from the shipowner and who, on assuming such responsibility, has agreed to take over all duties and responsibility imposed by the Code."

In light of the abovementioned information, the Panel concluded that as of 28 July 2014, these vessels were owned and/or controlled by OMM.

- Renaming and re-registration of OMM-controlled vessels after 28 July 2014 to evade the sanctions

Following the 28 July 2014 designation of OMM, all these vessels were renamed and re-registered in the IMO database with new registered owners, ship managers and operators, as summarized below:

- a) *Ryong Gun Bong*
  - The vessel was renamed as *Chol Ryong* on 1 August 2014;
  - Haejin Ship Management Co Ltd is listed as the vessel's new ISM Manager, ship manager and operator on 1 August 2014; and
  - Cholryong Shipping Co Ltd is listed as the vessel's new registered owner on 1 August 2014, which has used a c/o address provided by Haejin Ship Management Co Ltd.
- b) *Hui Chon* (formerly known as *Hwang Gum San 2*) (IMO 5817790)
  - The vessel was renamed as Hui Chon in September 2014.
  - A new ship manager and operator as Pyongjin Ship Management Co (IMO 5817790) and a new registered owner as Huichon Shipping Co Ltd (IMO 5817812).
- c) *Kang Gye* (formerly known as *Pi Ryu Gang*) (IMO 8829593)
  - This vessel, formerly known as *Pi Ryu Gang*, was renamed to *Kang Gye* in September 2014.
  - The vessel's ship manager and operator as registered in the IMO database since 11 September 2014 is Yongjin Ship Management Co Ltd (IMO 5814883), and its registered owner since 11 September 2014 is Kanggye Shipping Co Ltd (IMO 5822804).
- d) *Jon Jin 2*
  - The vessel was renamed as *Ryong Rim* on 1 September 2014;
  - Haejin Ship Management Co Ltd is listed as the vessel's new ISM Manager, ship manager and operator on 5 September 2014; and
  - Ryongrim Shipping Co Ltd is listed as the vessel's new registered owner on 5 September 2014, which has used a c/o address provided by Haejin Ship Management Co Ltd.
- e) *Ap Rok Gang*
  - The vessel was renamed as *Tae Ryong Gang* on 1 October 2014;
  - Yongjin Ship Management Co Ltd is listed as the vessel's new ISM Manager, ship manager and operator on 26 September 2014 ; and
  - Taeryonggang Shipping Co Ltd is listed as the vessel's new registered owner on 26 September 2014, which has used a c/o address provided by Yongjin Ship Management Co Ltd.

The Security Council has officially included the "renaming or re-registration of...vessels" in the category of "transfer of DPRK...vessels to other companies that may have been undertaken in order to evade the sanctions" (paragraph 19 of resolution 2094 (2013)). Renaming and re-registration of vessels have been officially determined by the Security Council as one of the various means to evade sanctions.

As noted, these vessels were among the 14 vessels controlled by OMM that were renamed and re-registered in the IMO database with other DPRK ship managers, operators and registered owners, following the July 2014 designation of OMM (see, S/2015/131, paragraph 110).

As a result of these re-registrations of OMM-controlled vessels, OMM was dissolved in the IMO database, and these vessels and the DPRK entities that control and/or own the vessels have successfully evaded the UN sanctions. For example, the *Hui Chon*, *Ryong Rim* and the *Tae Ryong Gang* were inspected by the port state control inspection authorities in October 2014 and January 2015. But the vessels were never subjected under the assets freeze.

In light of this, in its 2015 Final Report, the Panel considers that the renaming and re-registration of OMM-controlled vessels after 28 July 2014 is an attempt to evade sanctions by OMM, and that these DPRK companies -- which have been newly registered for these vessels -- have been acting on OMM's behalf or at its direction and assisting OMM in the evasion of sanctions.

- Member States obligations under relevant provisions in the resolutions

Pursuant to paragraph 8 (d) of resolution 1718 (2006) and paragraph 8 of resolution 2094 (2013), Member States are obliged to immediately freeze assets and economic resources on their territories that are owned or controlled, directly or indirectly, by designated entities or individuals or any individual or entity acting on their behalf or at their direction. Member States are also obliged by paragraph 11 of resolution 2094 (2013) to prevent the transfer from their territories of any assets or resources that could contribute to the evasion of sanctions, including by freezing such assets or resources.

The Panel notes that Member States' obligations for assets freeze are not limited to those owned or controlled directly by OMM, but also apply to those owned or controlled by entities acting on OMM's behalf or at its direction, as well as those that could contribute to the evasion of sanctions.

As noted, the these vessels are assets currently owned and controlled officially by the aforementioned DPRK entities (the newly registered owners, operator and managers for the vessels) which have been acting on OMM's behalf and assisting OMM in the evasion of sanctions.

Port state control inspection records from the Tokyo MOU databaseHui Chon (18 November 2015)

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON PORT STATE CONTROL IN THE ASIA-PACIFIC REGION ASIA PACIFIC COMPUTERIZED INFORMATION SYSTEM	
<b>INSPECTION DETAILS</b>	
name of ship: <u>HUILCHON</u>	call sign: <u>HMZ1</u>
date keel laid: <u>18.11.1983</u>	
gross tonnage: <u>3463</u>	
deadweight: <u>5686</u>	
type of ship: <u>General cargo/multipurpose</u>	
flag of ship: <u>Korea, Democratic People's Republic of</u>	
classification society: <u>Korea Classification Society</u>	
company IMO No: <u>5817290</u>	
particulars of company: <u>Pyonjin Ship Management Co Ltd</u>	
name of reporting authority: <u>Russian Federation</u>	
place of inspection: <u>Nakhodka</u>	
date of inspection: <u>11.09.2015</u>	

Kang Gye (11 December 2015)

<b>INSPECTION DETAILS</b>	
name of ship: <u>KANG GYE</u>	call sign: <u>HMAK</u>
date keel laid: <u>30.05.1984</u>	
gross tonnage: <u>6582</u>	
deadweight: <u>9589</u>	
type of ship: <u>General cargo/multipurpose</u>	
flag of ship: <u>Korea, Democratic People's Republic of</u>	
classification society: <u>Korea Classification Society</u>	
company IMO No: <u>5814883</u>	
particulars of company: <u>Yongjin Ship Management Co Ltd</u>	
name of reporting authority: <u>Russian Federation</u>	
place of inspection: <u>Vladivostok</u>	
date of inspection: <u>11.12.2015</u>	
deficiencies: <u>yes</u>	
ship detained: <u>no</u>	
number of deficiencies <u>8</u> , including:	

## Ryong Rim (12 October 2014)

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON PORT STATE CONTROL IN THE ASIA-PACIFIC REGION  
ASIA-PACIFIC COMPUTERIZED INFORMATION SYSTEM

**SHIP DETAILS**  
(according to last update)

Ship Name: RYONG RIM	IMO No.: 8018112	Call Sign: JH8701
Ship Type: 340 - Bulk carrier	Gross Tonnage: 15384	Deadweight: 26458
Flag: KP - Korea, Democratic People's Republic of	Classification Society: 196 - Korea Classification Society	Date Keel Laid: 22.01.1981
Company Name: Yonasin Ship Management Co Ltd	Company IMO Number: 8814866	

▼ Click to get details → High Risk Ship, Priority I, Window Inspection Range: 12.12.2014 - 12.02.2015

**Inspection List**

Legend: □ - initial inspection ■ - follow-up without new deficiencies recorded ▣ - follow-up with new deficiencies recorded

Inspection Date	Inspection Place	Ship Name	Call Sign	Flag	No. of Deficiencies (total / new)	Defection
(at the moment of inspection)						
12.10.2014	Rochai, China	RYONG RIM	JH8701	Korea, Democratic People's Republic of	16 / 16	no
31.08.2011	Zhenjiang, China	JON JIN 2	JH8701	Korea, Democratic People's Republic of	12 / 12	no

## Tae Ryong Gang (12 October 2014; 19 and 30 January 2015)

MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON PORT STATE CONTROL IN THE ASIA-PACIFIC REGION  
ASIA-PACIFIC COMPUTERIZED INFORMATION SYSTEM

**SHIP DETAILS**  
(according to last update)

Ship Name: TAE RYONG GANG	IMO No.: 8132835	Call Sign: JH8701
Ship Type: 200 - General cargo/multi-purpose	Gross Tonnage: 8189	Deadweight: 12290
Flag: KP - Korea, Democratic People's Republic of	Classification Society: 196 - Korea Classification Society	Date Keel Laid: 01.01.1979
Company Name: Yonasin Ship Management Co Ltd	Company IMO Number: 8814862	

▼ Click to get details → High Risk Ship, Priority I, Window Inspection Range: 19.01.2015 - 19.06.2015

**Inspection List**

Legend: □ - initial inspection ■ - follow-up without new deficiencies recorded ▣ - follow-up with new deficiencies recorded

Inspection Date	Inspection Place	Ship Name	Call Sign	Flag	No. of Deficiencies (total / new)	Defection
30.01.2015	Hong Kong, Hong Kong, China	TAE RYONG GANG	JH8701	Korea, Democratic People's Republic of	27 / 0	no
19.01.2015	Hong Kong, Hong Kong, China	TAE RYONG GANG	JH8701	Korea, Democratic People's Republic of	15 / 15	yes
12.10.2014	Rochai, China	RYONG RIM	JH8701	Korea, Democratic People's Republic of	16 / 16	no
05.04.2014	Yinghai, China	AP ROK GANG	JH8701	Korea, Democratic People's Republic of	7 / 0	no
04.04.2014	Yinghai, China	AP ROK GANG	JH8701	Korea, Democratic People's Republic of	10 / 10	yes

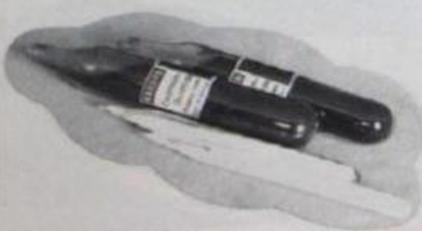
Annex 91 : Korea Ryongaksan General trading Corporation

Korea Ryongbong General Corporation

**High-Purity Cadmium Sulphide**

For use as a fluorescent substance.  
Packing: in a box containing 40 ampoules of 50 g net each and then in a carton of 10 kg.

Technical specifications	
Purity	99.9999 %
Fe	1.3x10 <sup>-5</sup>
Cu	1.2x10 <sup>-5</sup>
Co	2x10 <sup>-5</sup>
Ni	2x10 <sup>-5</sup>



**KOREA RYONBONG GENERAL CORPORATION**  
Pothonggang District, Pyongyang, DPRK  
Tel: 850-2-381-6125  
850-2-381-6126  
Fax: 850-2-381-5274  
Tlx: 36053 LS KP, 36054 ZS KP

22

Source: Foreign Trade of the DPRK, March 1996.

Korea Ryongaksan General Trading Corporation

**LS Bench Centrifuge**

The centrifuge is used widely in scientific research, education, and the pharmaceutical and food-processing industries.

Specifications	
Max. speed	8000 rpm
Speed range	2,000-8,000 rpm
Voltage	AC 220 V
Capacity	320 ml
Dimensions (LxWxH)	250x260x150 mm
Weight	15 kg



**KOREA RYONGAKSAN GENERAL TRADING CORPORATION**  
Pothonggang District, Pyongyang, DPRK  
Cable add: "RYONGAKSAN" Suohul  
Telex: 36053 LS KP, 36054 ZS KP  
Tel: 45529  
Fax: 850-2-815274

4

Source: Foreign Trade of the DPRK, June 1993.

**KOREA RYONGAKSAN GENERAL TRADING CORPORATION**

Pothonggang District, Pyongyang, DPRK  
Cable add: "RYONGAKSAN" Suohul  
Telex: 36053 LS KP, 36054 ZS KP  
Tel: 45529, 45869  
Fax: 850-2-815274



Source: Foreign Trade of the DPRK, February 1993.

## Annex 92 : Lyongaksan's branch in Zhuhai

全国企业信用信息公示系统 (广东)																			
朝鲜龙岳山贸易总会社珠海代表处 注册号/统一社会信用代码: 440400500039996																			
工商公示信息	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">企业基本信息</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>统一社会信用代码</td> <td>440400500039996</td> </tr> <tr> <td>企业(机构)名称</td> <td>朝鲜龙岳山贸易总会社珠海代表处</td> </tr> <tr> <td>企业类型</td> <td>外国(地区)企业常驻代表机构</td> </tr> <tr> <td>首席代表</td> <td>Kim Pyong Chan</td> </tr> <tr> <td>成立日期</td> <td>2005年12月13日</td> </tr> <tr> <td>经营范围</td> <td>从事本总社的进出口贸易业务和咨询。(依法须经批准的项目须经审批)</td> </tr> <tr> <td>经营范围期限</td> <td>自2005年12月13日至2011年12月13日</td> </tr> <tr> <td>经营状态</td> <td>存续</td> </tr> </tbody> </table>	企业基本信息		统一社会信用代码	440400500039996	企业(机构)名称	朝鲜龙岳山贸易总会社珠海代表处	企业类型	外国(地区)企业常驻代表机构	首席代表	Kim Pyong Chan	成立日期	2005年12月13日	经营范围	从事本总社的进出口贸易业务和咨询。(依法须经批准的项目须经审批)	经营范围期限	自2005年12月13日至2011年12月13日	经营状态	存续
	企业基本信息																		
	统一社会信用代码	440400500039996																	
	企业(机构)名称	朝鲜龙岳山贸易总会社珠海代表处																	
	企业类型	外国(地区)企业常驻代表机构																	
	首席代表	Kim Pyong Chan																	
	成立日期	2005年12月13日																	
	经营范围	从事本总社的进出口贸易业务和咨询。(依法须经批准的项目须经审批)																	
	经营范围期限	自2005年12月13日至2011年12月13日																	
	经营状态	存续																	
变更记录	<table border="1"> <thead> <tr> <th>变更项目</th> <th>变更前内容</th> <th>变更后内容</th> <th>变更日期</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="4">暂无数据</td> </tr> </tbody> </table>	变更项目	变更前内容	变更后内容	变更日期	暂无数据													
变更项目	变更前内容	变更后内容	变更日期																
暂无数据																			

(Unofficial translation)  
 Operation period of business: From  
 Dec. 13, 2005 to Dec. 2011  
 Business Operation Status: Still  
 active

(Unofficial Translation)  
 Corporate name: 朝鲜龙岳山贸易总会社珠海代表处  
 Corporate type: Permanent Representative of Foreign  
 company  
 Representative: Kim Pyong Chan

Source: Guangdong Company Credit Information database available at  
<http://gsxt.gdgs.gov.cn/aiccips/CheckEntContext/showInfo.html>.

Annex 93 : Lyongaksan's other branches  
Jian-based branch

**知企业** 企业信息 联系人 产品服务

在辽企业地产业务部 8878808 家企业品牌

导航：首页 - 全国 - 吉林省 - 辽化市 - 集安市 - 朝鲜龙岳山贸易总社集安代表处 - 企业概况

当前位置： 辽化网 > 辽化网工商行政数据局 更新时间： 2014-12-30

**朝鲜龙岳山贸易总社集安代表处**  
认证部门：辽化网工商行政数据局 更新时间： 2014-12-30

**联系方式**

联系人	金东安	邮箱	暂未提供
电话	暂未提供	手机	暂未提供
传真	暂未提供	邮箱	暂未提供
网址	暂未提供	QQ	暂未提供
地址	集安市江西街仁发花园1号楼3单元201号		

**工商信息**

组织机构代码	020****30
工商注册号	220****0002285
成立日期	1996-11-15
注册资本	暂未提供 (万元)
经营状态	在营
企业类型	其他机构
法人代表	金东安 (暂无其他法人代表)
经营范围	2013-12-09 至 2015-12-15
注册地址	集安市江西街仁发花园1号楼3单元201号

**后转链接**

暂无后转链接！

Source: <http://www.zhiqiye.com>.

Dandong-based branch

**朝企网** 朝鲜龙岳山贸易总社丹东办事处

11467.com

网站首页 | 单位介绍 | 单位产品 | 采购信息 | 新闻动态 | 在线留言 | 联系我们

**联系方式**

当前所在位置：朝鲜龙岳山贸易总社丹东办事处 > 单位介绍

**朝鲜龙岳山贸易总社丹东办事处**

单位名称：0413-325445

单位地址：辽江开发区第十一号楼2-01室

邮政编码：118000

**贵金属行情**

- 私家车的保养 进口油品
- 公共汽车 400电话服务
- 石油类燃料 柴油山打根
- 中国液化气站
- 航空旅行 酒店预订服务
- 个人应急服务 紧急救援

**公司介绍**

位于辽江开发区第十一号楼2-01室 (邮政编码118000) 的朝鲜龙岳山贸易总社丹东办事处主要经营范围：主要经营范围

主要经营	轮胎
地址范围	
法人代表	
经营模式	
地址	辽江开发区第十一号楼2-01室
行业编号	Z10003
注册来源	手动
网址	<a href="http://dandong07899.11467.com">http://dandong07899.11467.com</a>

© 2006-2015 朝鲜龙岳山贸易总社丹东办事处版权所有。 网址：dandong07899.11467.com， 单位地址：辽江开发区第十一号楼2-01室 已经持有4人访问  
单位主要经营产品：轮胎  
相关链接：丹东企业名录 其他企业管理 辽江企业名录 丹东其他企业管理

Source: <http://dandong07899.11467.com/about.asp>.

#### **Annex 94 : Korea International Chemical Joint Venture Company**

##### Korea International Chemical Joint Venture Corporation (KICJVC).

The Panel has confirmed Korea International Chemical Joint Venture Company (KICJVC) as a Ryonbong-controlled entity which has produced nuclear-related rare earth phosphate and also advertised its sales of a processed form of yellow cake, ("yellow cake") in an official publication. The KICJVC was originally established by Ryonbong and a Japan-based company.<sup>28</sup> According to the former KICJCC director, the entity founded the Hamhung Chemical Joint Venture Factory in April 1991. Official publications show that KICJVC has produced various rare metals, including monazite which contains 5-12% of thorium which is used in nuclear programmes.<sup>29</sup> KICJVC's products have also included ammonium diuranate (ADU), a processed form of yellowcake which is also used in nuclear programmes.<sup>30</sup>

##### Korea Hyoksin Trading Corporation and Korea Pugang Trading Corporation

Hyoksin Trading Corporation was designated by the Committee on 16 July 2009 as Ryonbong's subordinate. Hyoksin has shared its contact information with Korea Pugang Corporation (KPC) and its subsidiary, Pugang Pharmaceutical Company. The Panel confirms that Hyoksin has provided administrative assistance to Pugang. In addition, state media shows that another KP subsidiary, Korea Pugang Trading Corporation (KPTC), used Ryonbong's contact numbers until as early as 2002. The Panel continues to investigate Pugang's relationship with Ryonbong.

---

<sup>28</sup> The Panel confirmed that the Japanese company terminated the joint venture prior to 2006.

<sup>29</sup> World Nuclear Association, "Naturally-Occurring Radioactive Material" available from <http://www.world-nuclear.org/info/inf30a.html>.

<sup>30</sup> See: <https://www.iaea.org/About/Policy/GC/GC41/Documents/2914annex2.html>.

**Figure 1. A DPRK publication referring to the International Chemical Joint Venture Corporation which was established by Ryonbong and a Japanese company.**

“The International Chemical Joint Venture Corporation is run in joint investment of funds between the Korean Ryonbong General Trading Corporation and the Kokusai Trading Co., Ltd. headed by Ryo Song Gun, vice-president of the Association of the Korean Traders and Industrialists in Japan.”

### High-quality Rare Earth Products Exported

The International Chemical Joint Venture Corporation is run in joint investment of funds between the Korea Ryonbong General Trading Corporation and the Kokusai Trading Co., Ltd. headed by Ryo Song Gun, vice-president of the Association of the Korean Traders and Industrialists in Japan.

The corporation deals in more than 20 kinds of rare earth products made of monazite which is abundant in Korea. The export of rare earth products conforming to requirements of ultra-modern science and technology enjoy special attention on international markets for their wide applications and highly utility value.

With an annual production capacity of hundreds of tons of rare

earths, the corporation has many regular buyers in many countries and regions of the world including China, Japan, Spain and Hong Kong. The export of the products is on the steady increase.

For more information, write to:  
**Mangyongdae District, Pyongyang, DPRK**  
**Telex: 36007 KUKZEI KP**  
**Tel: 850-2-3814256**  
**Fax: 850-2-3816124**

An Sul Sop, Vice-president of International Chemical Joint Venture Corporation

Source: Foreign Trade of the DPRK, February 1996.

**Figure 2. A DPRK article referring to International Chemical J.V. Co.'s production of monazite**

At present, our country is making every effort to develop equity and contractual joint ventures in the field of metal industry with many countries of the world.

The Namisan Joint Venture Company and the Kwangman Joint Venture Company newly established in our country are steadily increasing the production and export of rare metals, electrolytic zinc, zinc slag and their products in collaboration with overseas Koreans in commerce and foreign entrepreneurs.

The Machon Electric-fused Clinker Joint Venture Company and the Korea Chibo-Kwangmyong Collaboration Company raise the production of electric-fused clinker, stainless steel and their products for export by joint investment with foreign companies.

The Korea International Chemical Joint Venture Corporation is stepping up the production of monazite concentrates and rare-earth metals in partnership with an overseas Korean in commerce under Chongnyon (General Association of Korean Residents in Japan).

The equity and contractual joint ventures established between the DPRK and foreign countries in the field of metallurgical industry have brought about satisfactory results to both sides.

Today, a large number of foreign countries hope to carry out equity and contractual joint ventures with the DPRK having great potentials of production of iron and steel, and nonferrous metals and their products.

The production bases of iron and steel such as the Songjin Steel Complex and Hwanghae Iron and Steel Complex exert all their efforts to boost the production of steel sheets and plates, round steel, standardized steel, wire ropes, galvanized steel plates, high-speed steel, carbon tool steel, hollowless steel, etc., in the form of joint ventures.

The Nampho General Smeltery, Tanchon Smeltery and many other nonferrous metal production bases are also turning out a large quantity of high-grade electrolytic zinc, electrolytic lead and cadmium, in cooperation with foreign entrepreneurs as well as overseas Koreans in commerce.

With the strengthening of production potentials of metallurgical industry, our country will develop still further equity and contractual joint ventures in the manufacture of ferrous and nonferrous metals and their processed goods with many countries of the world.

Source: Foreign Trade of the DPRK, March 1997.

Figure 3. A DPRK article referring to International Chemical J.V. Co.'s production of monazite

第1745号 (第二版) 1991年7月23日 (火曜日) (6)

科学協同報告会  
共和国で創設されたレア・アース生産基地  
国際化学合弁会社、威興化学合弁工場  
特別講演 趙康 造

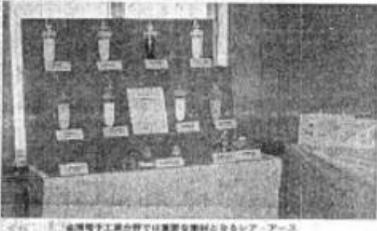


74年、最大理工学部化学系卒業  
77年、東京工業大学工学部工学  
79年、北朝鮮人民軍軍医  
80年、国防科学アカデミー  
81年、国防科学アカデミー  
82年、国防科学アカデミー

世界に通用する品質を保証  
8月、十数トンの製品を日本に初輸入

合弁会社の設備  
レア・アースの抽出・精製装置  
レア・アースの抽出・精製装置  
レア・アースの抽出・精製装置

威興化学工業の幹部は最新の機器とレア・アース



4月から稼働した威興化学合弁工場の一部

レア・アースの抽出・精製装置  
レア・アースの抽出・精製装置  
レア・アースの抽出・精製装置

Source: Chosun Commerce and Industry Newspaper (朝鮮商工新聞), 23 July 1991, made available by North Korea Today.

Figure 4. A DPRK article referring to International Chemical J.V. Co.'s production of ammonium diuranate

## Rare Earth Products

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lanthanum Oxide (<math>\text{La}_2\text{O}_3</math>) Purity (<math>\text{La}_2\text{O}_3/\text{T.REO}</math>) 99.99 % and 99.2 % T.REO &gt;98.0 % Average particle size 3.0 <math>\mu\text{m}</math></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Neodymium Oxide (<math>\text{Nd}_2\text{O}_3</math>) Purity (<math>\text{Nd}_2\text{O}_3/\text{T.REO}</math>) 99.99 % Average particle size 3.0<math>\pm</math>1.0 <math>\mu\text{m}</math></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cerium Metal (Ce/T.REM) Purity (Ce/T.REM) 99.9 % T.REM &gt;98.5 %</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Praseodymium Oxide (<math>\text{Pr}_6\text{O}_{11}</math>) Purity (<math>\text{Pr}_6\text{O}_{11}/\text{T.REO}</math>) 98 % T.REO &gt;88.0 % Average particle size 3.2<math>\pm</math>1.0 <math>\mu\text{m}</math></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Europium Oxide (<math>\text{Eu}_2\text{O}_3</math>) Purity (<math>\text{Eu}_2\text{O}_3/\text{T.REO}</math>) 99.99 % T.REO &gt;99.0 % Average particle size 2.5<math>\pm</math>1.0 <math>\mu\text{m}</math></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Praseodymium Metal (Pr/T.REM) Purity (Pr/T.REM) 98 % T.REM &gt;98.5 %</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cerium Oxide (<math>\text{CeO}_2</math>) Purity (<math>\text{CeO}_2/\text{T.REO}</math>) 95 % T.REO &gt;90.0 % Average particle size 3.5<math>\pm</math>1.0 <math>\mu\text{m}</math></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lanthanum Metal (La/T.REM) Purity (La/T.REM) 99.9 % T.REM &gt;98.5 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Misch Metal (Ce/T.REM) Purity (Ce) 45 % T.REM &gt;98.0 %</li> </ul>	
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ammonium Diuranate (<math>(\text{NH}_4)_2\text{U}_2\text{O}_7</math>) Purity (U) 50.0 % <math>\text{SO}_4^{2-}</math> &lt;15.0 % <math>\text{PO}_4^{3-}</math> &lt;10.0 %</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sodium Phosphate (<math>\text{Na}_3\text{PO}_4 \cdot 12\text{H}_2\text{O}</math>) Purity (<math>\text{Na}_3\text{PO}_4 \cdot 12\text{H}_2\text{O}</math>) &gt;98.0 % <math>\text{SO}_4^{2-}</math> &lt;0.5 % Cl &lt;0.3 %</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Thorium Nitrate (<math>\text{Th}(\text{NO}_3)_4 \cdot 6\text{H}_2\text{O}</math>) Grade Special ThO<sub>2</sub> &gt;48 % U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> Trace REO Trace</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cerium Dioxide (<math>\text{CeO}_2/\text{T.REO}</math>) Purity (CeO<sub>2</sub>/T.REO) 99.99 % La<sub>2</sub>O<sub>3</sub> &lt;10 PPM Pr<sub>6</sub>O<sub>11</sub> &lt;20 PPM Nd<sub>2</sub>O<sub>3</sub> &lt;30 PPM Sm<sub>2</sub>O<sub>3</sub> &lt;20 PPM Y<sub>2</sub>O<sub>3</sub> &lt;10 PPM</li> </ul>
			<p><b>INTERNATIONAL CHEMICAL JOINT VENTURE CORPORATION</b> Pothonggang District, Pyongyang, DPRK Tel: 850-2-18111-381-8256 Fax: 850-2-381-8525</p>

Source: Foreign Trade of the DPRK, April 2002.

### Annex 95 : Korea Equipment & Plant Corporation

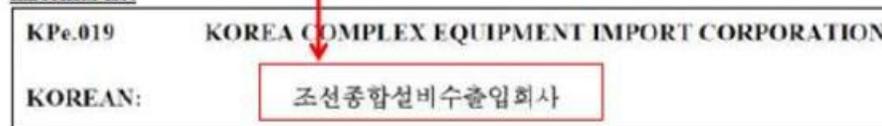
Business cards of the representatives of Korea Equipment & Plant Corporation (KEPC) provide the company's name in Korean "종합설비수출입회사" which is the same name as Korea Complex Equipment Import Corporation.

Figure 1. KEPC's name in Korean script



Source: The Panel.

Korean script of the Korea Complex Equipment Import Corporation from the 1718 Committee's informal list



Source: 1718 Committee's website available from [https://www.un.org/sc/suborg/sites/www.un.org.sc.suborg/files/20141030\\_updated\\_list\\_entities\\_and\\_individuals\\_korean\\_new\\_format\\_rev\\_1.pdf](https://www.un.org/sc/suborg/sites/www.un.org.sc.suborg/files/20141030_updated_list_entities_and_individuals_korean_new_format_rev_1.pdf)

## Annex 96 : Korea Pugang Trading Corporation

### Figure 1. Pugang Corporation

朝鮮富強会社 <http://www.pugangcorp.com/>

Korea Pugang Corporation was incorporated on July 3, 1979 with a commitment to render a service to the nation for its economic prosperity.

The Corporation's registered capital is 3 billion Won (some US\$ 20 million) and its annual average turnover foots up to 22.5 billion Won (some US\$ 150 million).

Korea Pugang Corporation comprises some management sections and such component companies as Pugang Trading Corp., Pugang Motorbike Co., Ltd., Pugang Hwangchiryong Co., Ltd., Pugang Pharmaceutic Co., Ltd., Pugang Electronic Co., Ltd., Pugang Coins Corp., Pugang Crystals Co., Ltd., and Pugang Natural Food Co., Ltd.

The Corporation runs gold mines, mints, factory of alcohol, pharmaceutical plants, drinking water factories, and other large number of factories of various industries such as metallurgy, mining, machinery, chemicals, electric, electronic, glassware, and timber.

The Corporation has off-shore branch offices or agents in Beijing, Dandong, Ji'an, Shanghai, Moscow, Nakhodka, Havana, Berlin, Sofia, Fribourg(Switzerland), Karachi, Kuala Lumpur, Cairo, Damascus, and Addis Ababa.

Ever since its birth, Korea Pugang Corporation has been doing its best to command a streamlined business making steady investments in order to keep its facilities and factory equipment up to date, provide a wider selection of its export products, and optimize their qualities, thus making them all highly competitive.

In the years to come, we will further contribute to the ever-prosperity of our nation by constantly updating our business operations and factory equipments, developing new high-tech products and by maximizing the variety, volume and frequency of our transactions with our customers and suppliers worldwide.

On this occasion, we express great thanks to all those who have done any business with us and who, by so doing, have provided us with easier access to the world market and business expertise.

Dr Jon Sung Hun, President

Source: <http://www.pugangcorp.com/> of 11 June 2008, accessed through WaybackMachine.com.

Figure 2. Hyoksin sharing contact information with Pugang Corporation's subsidiaries



Source: Foreign Trade of the DPRK, 2008, No. 1 (left) and 2013, No. 1 (right).

**朝鲜富强会社**

双击自动滚屏 发布者: admin 发布时间: 阅读: 2437次



经营范围和项目: 加工压电元件、磨棱石、人工宝石, 合作矿山开采、海产品养殖

企业状况:  
 企业地址: Pulgamsori-2 Dong Pothonggang District Pyongyang DPR Korea  
 电话: 00850-2-18555(3818821)  
 传真: 00850-2-815274  
 E-mail: rb635@co.chesin.com

朝鲜富强会社位于朝鲜的首都平壤, 是一国营大型贸易、生产公司, 公司旗下有30家生产工厂, 分公司涉及电子元件生产加工、服装加工、磨棱石加工、人造宝石加工、矿上开采、近海养殖等诸多领域。其压电元件加工厂专业生产压电点火器系列产品, 各种规格压电陶瓷蜂鸣片、压电传感器、压电陶瓷等, 年产1000万片, 拥有先进的生产线和检测设备, 产品质量稳定可靠, 远销世界各地, 深受客户青睐。工厂建筑面积10,000平方米, 员工500人。企业将以最好的质量, 最优惠的价格, 最周到的服务最大满足客户的需求。欢迎客户来电来函洽谈加工、合作项目。

Source: <http://www.cxtzw.com/ShowTequNews.asp?id=688>.

Figure 3. Pugang Trading using Lyongaksan's telex number "36053 LS KP"

The Great Leader Comrade Kim Il Sung Will Always Be with Us.

Material: gold  
Weight: 1 oz  
Diameter: 40 mm  
Purity: 999  
Face value: 2,000 won  
Mintage: 2,000 pcs  
Year of issue: Juche 90 (2001)

Tangun, Founder-King of Korea

Material: silver  
Weight: 31.1 g  
Diameter: 40 mm  
Purity: 999  
Face value: 10 won  
Mintage: 5,000 pcs  
Year of issue: Juche 89 (2000)

**KOREA RYONBONG GENERAL CORPORATION**  
Pothonggang District, Pyongyang, DPRK  
Tel: 850-2-381-6125  
850-2-381-6124  
Fax: 850-2-381-5274  
Tlx: 36053 LS KP, 36054 ZS KP

**KOREA PUGANG TRADING CORPORATION**  
Pothonggang District,  
Pyongyang, DPRK  
Tel: 850-2-18111-381-8525  
850-2-18111-381-8514  
Fax: 850-2-381-5274  
Tlx: 36053 LS KP

**KOREA PUGANG TRADING CORPORATION**  
Pothonggang District,  
Pyongyang, DPRK  
Tel: 850-2-18111-381-8525  
850-2-18111-381-8514  
Fax: 850-2-381-5274  
Tlx: 36053 LS KP

Source: Foreign Trade of the DPRK, February 2002.

## Annex 97 : Mr. Piao's companies and connection with Mr. Ma and Mr. Li

大連益聯國際貿易有限公司 注册号：210200000083806

工商公示信息

主要人员信息					
序号	姓名	职务	序号	姓名	职务
1	朴承源	总经理	2	蔡光	监事
3	朴承源	执行董事			

企业公示信息

分支机构信息			
序号	注册号	名称	登记机关

清算信息	
清算负责人	清算组成员

Mr. Piao Chengyuan (or Park Seung Won) is listed as the director of Dalian Union with Mr. Cai Guang, and as shareholder of Dandong Yongxinghe, together with Mr. Ma and Mr. Li.

丹东市永兴和贸易有限公司 注册号：210600004026332

2013年年度报告 红色为修改过的信息

企业基本信息	
注册号	210600004026332
企业名称	丹东市永兴和贸易有限公司
企业联系电话	13179181
邮政编码	115000
企业地址	丹东市振兴区胜利广场2号楼1111302号
电子邮箱	146274622@163.com
企业经营状态	存续
企业是否有投资信息或购买其他公司股权	否
从业人数	4人
有限责任公司本年是否发生股权转让	否
是否有网络红网站	否
是否有对外担保信息	否

网络或网站信息		
类型	名称	网址

股东及出资信息						
股东	认缴出资额(万元)	认缴出资到期时间	认缴出资方式	实缴出资额(万元)	缴资时间	缴资方式
朴承源	870	2002年4月9日	货币	870	2002年4月9日	货币
马承安	70	2002年4月9日	货币	70	2002年4月9日	货币
李在日	30	2002年4月9日	货币	30	2002年4月9日	货币
陈德斌	30	2002年4月9日	货币	30	2002年4月9日	货币

<b>丹东市东联贸易有限公司</b> 注册号: 210600004026293																
<a href="#">登记信息</a>   <a href="#">备案信息</a>   <a href="#">动产抵押登记信息</a>   <a href="#">股权出质登记信息</a>   <a href="#">行政处罚信息</a>   <a href="#">经营异常信息</a>   <a href="#">严重违法信息</a>   <a href="#">抽查检查信息</a>																
工商公示信息	<b>基本信息</b>															
	注册号: 210600004026293      名称: <b>丹东市东联贸易有限公司</b>															
	类型: 有限责任公司(自然人投资或控股)      法定代表人: <b>韩军波</b>															
	注册资本: 40 万人民币      成立日期: 2007年06月22日															
	住所: 丹东市压道中街64号1106号															
	营业期限自: 2007年06月22日      营业期限至: 2017年06月19日															
	<b>经营范围</b> 批发、零售、建筑材料、钢材、金属材料（专项审批除外）、装饰材料、五金交电、日用百货、日用百货、纺织品、服装鞋帽、机械电器、塑料制品、办公用品、化工用品产品（不含危险品）、地质及地质普查、收购农产品（专项审批除外）、货物及技术进出口（法律、法规和国务院规定的项目和许可方可经营），对经营属小额贷款。															
	登记机关: 丹东市经济合作区市场监督管理局      核准日期: 2012年05月22日															
	登记状态: 存续（在营、开业、在册）															
	企业公示信息	<b>股东信息</b> 截至公示信息截止2016年12月31日，2016年1月1日之后工商公示数据来源于国家企业信用信息公示系统，其他数据由企业和企业自主公示。														
<table border="1"> <thead> <tr> <th>股东类型</th> <th>姓名</th> <th>证件/证件类型</th> <th>证件/证件号码</th> <th>详情</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>自然人股东</td> <td><b>韩军波</b></td> <td>中华人民共和国居民身份证</td> <td></td> <td><a href="#">详情</a></td> </tr> <tr> <td>自然人股东</td> <td><b>马葛文</b></td> <td>中华人民共和国居民身份证</td> <td></td> <td><a href="#">详情</a></td> </tr> </tbody> </table>		股东类型	姓名	证件/证件类型	证件/证件号码	详情	自然人股东	<b>韩军波</b>	中华人民共和国居民身份证		<a href="#">详情</a>	自然人股东	<b>马葛文</b>	中华人民共和国居民身份证		<a href="#">详情</a>
股东类型		姓名	证件/证件类型	证件/证件号码	详情											
自然人股东		<b>韩军波</b>	中华人民共和国居民身份证		<a href="#">详情</a>											
自然人股东		<b>马葛文</b>	中华人民共和国居民身份证		<a href="#">详情</a>											
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="4">变更信息</th> </tr> <tr> <th>变更事项</th> <th>变更前内容</th> <th>变更后内容</th> <th>变更日期</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>经营范围变更（经营范围变更）</td> <td>批发、零售、建筑材料、钢材、金属材料（专项审批除外）、装饰材料、五金交电</td> <td>批发、零售、建筑材料、钢材、金属材料（专项审批除外）、装饰材料、五金交电 <b>饰品</b></td> <td>2008年07月22日</td> </tr> </tbody> </table>		变更信息				变更事项	变更前内容	变更后内容	变更日期	经营范围变更（经营范围变更）	批发、零售、建筑材料、钢材、金属材料（专项审批除外）、装饰材料、五金交电	批发、零售、建筑材料、钢材、金属材料（专项审批除外）、装饰材料、五金交电 <b>饰品</b>	2008年07月22日			
变更信息																
变更事项		变更前内容	变更后内容	变更日期												
经营范围变更（经营范围变更）		批发、零售、建筑材料、钢材、金属材料（专项审批除外）、装饰材料、五金交电	批发、零售、建筑材料、钢材、金属材料（专项审批除外）、装饰材料、五金交电 <b>饰品</b>	2008年07月22日												
其他部门公示信																

Source: The Chinese company registration database available from <http://gsxt.ings.gov.cn/>.

Mr. Piao Chengyuan is listed as shareholder of Dandong Union with Mr. Ma Gewen.



**Figure 2:** Dandong Union address Information from Commercial Website, showing relationship between address 滨江中路 64 号 and 佳地广场 B 座

The Panel found that Dandong Union's address is registered as both "Room 1106, 64 Bin Jiang Zhong Ru (滨江中路 64 号) Dandong City" and "Room 1106, Jiadi Plaza B (佳地广场 B 座) Dandong City" at official Chinese Company registry database and various commercial company registry. The Panel also found that other companies of Dandong City use these two addresses without distinction or at the same time in advertising them. The Panel confirmed through geographic search on line that "Bin Jiang Zhong Ru (滨江中路 64 号)" and "Jiadi Plaza B (佳地广场 B 座)" is the same place.

丹东市永联贸易有限公司

首页 | 企业简介 | 产品展示 | 企业新闻 | 招聘信息 | 联系我们 | 在线留言 | 会员中心

**同城信息**

丹东市永联贸易有限公司  
 信用等级:   
 实名认证:   
 诚信指数: 96%  
 客户满意: 99%

**企业介绍** 批发零售行业2015年最新行情

本单位位于辽宁省丹东市振兴区佳地广场B座1106室, 主营产品: 批发农用机械装备。上年度收入8811, 主营业务收入4811, 资产总计19498。近年来坚持深化体制改革, 改变单一经济, 实行多业并举, 渐渐步入健康发展的轨道。

联系人: 马华文 电话: 0415 2208105  
 行业代码: 6071, 注册类型: 173, 营业状况: 1, 隶属关系: 90, 机构类型: 10  
 热烈欢迎大家来电咨询!

会员类型: 普通会员 (未实名认证)  
 主营产品: 批发农用机械装备  
 经营范围: 贸易行更新  
 注册资金: 不详  
 雇工人数:   
 法人代表: 马华文  
 注册地址: 辽宁省丹东市振兴区佳地广场B座1106室  
 单位注册地址: 118000 辽宁省丹东市振兴区佳地广场B座1106室

**猜你喜欢**

- 丹东市永联贸易有限公司
- 丹东市永联贸易有限公司
- 永联建材贸易有限公司
- 东安永联贸易有限公司
- 东安永联贸易有限公司
- 普宁市永联贸易有限公司

**Figure 3:** Address Information from Commercial Website, showing relationship between address 滨江中路 64 号 and 佳地广场 B 座

丹东总部:  
 地址: 辽宁省丹东市滨江中路64号  
 佳地广场B座1006室  
 邮编: 118000  
 电话: 0415 2208105

Address showing 滨江中路 64 号 is 佳地广场 B 座

Source: Official website of private company from <http://www.ltnet.com/cn/gywm/gsjj/>.



Figure 5: Korea Cholbong and Dandong Yongtong

Dandong Yongtong from the Official Chinese Company registry

丹东市永通贸易有限公司		注册号: 210600004091241		
工商公示信息	登记信息	备案信息	动产抵押登记信息	
	股权出质登记信息	行政处罚信息	经营异常信息	
	严重违法信息	抽查检查信息		
	基本信息			
	注册号	210600004091241	名称	丹东市永通贸易有限公司
	类型	有限责任公司(自然人投资或控股)	法定代表人	李红日
	注册资本	60万人民币	成立日期	2012年09月10日
	住所	丹东市滨江中路64号2206室	营业期限自	2012年09月10日
	营业期限至	2022年09月10日	经营范围	批发、零售:服装鞋帽及辅料、针织品及原料、日用五金、家用电器、化工原料及产品、汽车(不含小轿车)、建筑材料、装饰材料、电子产品、文化用品、橡胶制品、皮革制品、工艺美术品、办公用品、矿产品(专项规定除外)、钢材、玻璃及制品、机械设备、化妆品;收购:农畜产品;货物及技术进出口。(特别许可小商贸除外)(法律、法规禁止的除外,法律法规限制的取得许可证后方可经营)。
	登记机关	丹东地地经济开发区市场监督管理局	核准日期	2013年03月05日
登记状态	存续(在营、开业、在册)			
企业公示信息	股东信息			
	股东的出资信息截止2014年1月1日,2014年1月1日之后工商公示股东基本信息,其他出资信息由企业自主公示。			
	股东类型	股东	证照/证件类型	详情
	自然人股东	张阳	中华人民共和国居民身份证	详情
	自然人股东	李红日	中华人民共和国居民身份证	详情

Source: <http://gsxt.lngs.gov.cn/saicpub/entPublicitySC/entPublicityDC/sEntDetail.action>.

Korea Cholbong from commercial company registry database

**知企业** 知企业 即时私人客户端

全部 公司名称 联系人 产品 地址

在知企业检索全中国 3373105 家企业信息

导航: 首页 > 全国 > 辽宁省 > 丹东市 > 振兴区 > 朝鲜首峰贸易总会社丹东代表处 > 企业简介

企业简介 联系方式 在线地图

**朝鲜首峰贸易总会社丹东代表处**

认证部门: 辽宁省工商行政管理局 更新时间: 2014-06-01 查看评论

**联系方式**

联系人	李智	邮编	暂未提供
电话	暂未提供	手机	暂未提供
传真	暂未提供	邮箱	暂未提供
网址	暂未提供	QQ	暂未提供
地址	丹东市振兴区滨江中路64号2206室		

**工商档案**

机构代码	558****77
工商注册号	210****0008457
成立日期	2010-07-27
注册资本	0.00 (万元)
企业状态	在营
企业资质	企业非法人 <span style="float: right;">扫描二维码, 绑定企业信息</span>
法人代表	李智 (企业非法人企业)
经营期限	2014-09-16 至 暂未提供
注册地址	丹东市振兴区滨江中路64号2206室

**招聘信息**

Address: 滨江中路 64 号 2206 室  
Room 2206, 64 Bin Jiang Zhong Ru

Source: <http://www.zhiqiye.com/company/6A8DC9EEE31A4E27B4F2416610F49AF2/index.html>.

**Annex 99 : Hong Kong-registered Companies controlled by individuals connected to Leader and/or Mr. Cai Guang**

The Panel has identified multiple Hong Kong-registered companies connected to Leader and/or Mr. Cai Guang. Further details of each company are summarized below.

**1. Sunny (HONG KONG) Int'l Development Co. Ltd.**

Address: LM 873, Room B, 14/F, WaH Hen Commercial Centre, 383 Hennessy Road, Wanchai, Hong Kong

Individual involved:

- Mr. Li Hong Ri (Chinese: 李紅日) (director and shareholder)

**2. Xiuhua International Company Limited**

Address: Unit 04, 7/F, Bright Way Tower, No. 33, Mong Kok Road, Kowloon, Hong Kong

Individual involved:

- Mr. Li Hong ri (Chinese: 李紅日) (director and shareholder)

**3. Hong Kong Max Moon Trading Co., Limited.**

Address: Room 1701(071), 17/F, Henan Building, No.90, Jaffe Road, Wanchai, Hongkong, China

Individual involved:

- Mr. Ma Gewen (Chinese: 马革文) (director and shareholder)

**4. Longjin (HongKong) International Trading Co., Limited**

Address: Rm 907, JDL 495, Wing Tuck Commercial Center, 177-183 Wing Lok Street, Hong Kong

Individual involved:

- Mr. Piao Chengyuan (or Park Seung Won) (Chinese: 朴承源) (director and shareholder)

*Longjin (Hong Kong) International Trading Co., Ltd.*

 公司註冊處 Companies Registry	<b>法團成立表格</b> <b>(股份有限公司)</b> <b>Incorporation Form</b> <b>(Company Limited by Shares)</b> (《公司條例》第 14A 條) (Companies Ordinance s. 14A)		公司編號 CR No <b>1401433</b>
			表格 <b>Form NC1</b>
<b>重要事項 Important Notes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 填表前請參閱《填表須知》。</li> <li>• 請用黑色墨水列印。</li> <li>• Please read the accompanying notes before completing this form.</li> <li>• Please print in black ink.</li> </ul>			
<b>1 擬採用的公司名稱 Intended Company Name</b> 擬採用的公司英文名稱 Intended English Company Name <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;">LONGJIN (HONGKONG) INTERNATIONAL TRADING CO., LIMITED</div>			
<b>3 公司在香港的註冊辦事處擬採用的地址</b> <b>The Intended Address of the Company's Registered Office in Hong Kong</b> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;">Rm 907, JDL495, Wing Tuck Commercial Centre, 177-183 Wing Lok Street, Hong Kong</div>			
<b>個人董事 Individual Director</b> <small>(如訂超過一名個人董事，請用續頁 C 續報 Use Continuation Sheet C if more than 1 individual director)</small>			
中文姓名 Name in Chinese	朴承源		
英文姓名 Name in English	PIAO	Chengyuan	
	<small>姓氏 Surname</small>	<small>名字 Other Names</small>	
前用姓名 Previous Names	--		
別名 Alias	--		
住址 Residential Address	Rm 907, JDL495, 177-183 Wing Lok Street, Hong Kong		--
			<small>國家 Country</small>
<small>(「轉交」地址及郵政信箱號碼恕不接受 'Care of' addresses and post office box numbers are not accepted)</small>			
電郵地址 E-mail Address	--		
身份證明 Identification	China ID no.: 120104196601256358		

Source: The Hong Kong company registration record available from <http://www.icris.cr.gov.hk/csci/>.

Hong Kong Max Moon Trading Co., Ltd

 公司註冊處 Companies Registry	<b>法團成立表格</b> <b>(股份有限公司)</b> <b>Incorporation Form</b> <b>(Company Limited by Shares)</b> (《公司條例》第 14A 條) (Companies Ordinance s. 14A)		表格 <b>Form</b>
	公司編號 CR No. <b>1717879</b>		<b>NC1</b>
如表前請參閱《報表須知》。 Please read the Notes for Completion before completing this form.			
<b>1 擬採用的公司名稱 Intended Company Name</b> 擬採用的公司英文名稱 Intended English Company Name <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;">HONG KONG MAX MOON TRADING CO., LIMITED</div>			
<b>公司在香港的註冊辦事處擬採用的地址</b> <b>The Intended Address of the Company's Registered Office in Hong Kong</b> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;">Room 1701(071), 17/F., Henan Building, No.90, Jaffe Road, Wanchai, Hong Kong, China</div>			
<b>個人董事 Individual Director</b> (如有超過一名個人董事，請用續頁 C 填報 Use Continuation Sheet C if more than 1 individual director)			
中文姓名 Name in Chinese	馬革文		
英文姓名 Name in English	MA	GEWEN	
	<small>姓氏 Surname</small>	<small>名字 Other Names</small>	
前用姓名 Previous Names	N/A		
別名 Alias	N/A		
住址 Residential Address	ROOM 1101, BLOCK B, JIADI SQUARE, YANJIANG KAIFAQU, DANDONG CITY, LIAONING PROVINCE		CHINA
			<small>國家 Country</small>
<div style="border: 1px solid red; padding: 2px; display: inline-block;">Same Address as Dandong Yongxinghe</div> <small>addresses and post office box numbers are not o</small>			
電郵地址 E-mail Address	N/A		
身份證明 Identification	CHINA ID: 22010219660804333X		

Source: Hong Kong companies registration records available from <http://www.icris.cr.gov.hk/csci/>.

**Annex 100 : Namibia's Note Verbale dated on 13 February 2015 addressed to the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea in South Africa**

 <b>REPUBLIC OF NAMIBIA</b>	
<b>MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS</b>	
Tel: (061) 282 9111 Fax: (061) 221145 / 223937 / 220265 E-mail: headquarters@mfa.gov.na	Private Bag 13347 WINDHOEK NAMIBIA
Ref:	
Enquires: 3/1/1	
<p>The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Namibia presents its compliments to the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea and has the honour to inform that the Government of the Republic of Namibia has terminated the diplomatic status of Kim Kwan Yon, Second Secretary, Economic and Commercial, and Kil Jong Hun, Third Secretary, Economic and Commercial.</p> <p>In this regard, the Ministry of Foreign Affairs would like to advise that the two individuals leave Namibia. The Ministry seeks the cooperation of the Embassy on this matter.</p> <p>The Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Namibia avails itself of this opportunity to renew to the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea the assurances of its highest consideration.</p>	
<b>February 13, 2015</b>	
<b>The Embassy of the Democratic People's Republic of Korea Pretoria, South Africa</b>	

Source: The Panel.

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

**Annex 101**

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

**Annex 102 : Global Airlines Project methodology and United Nations data protection law exemptions**

The Panel identified 170 global, regional and national airlines on the basis of global passenger market share as well as those smaller airlines operating on routes and third countries where Democratic People's Republic of Korea entities or nationals are known or suspected to have been based while engaged in the direct violation or evasion of sanctions in the past. Requests for information were also sent to airlines operating from the limited number of transit hubs that serve air routes to and from the Democratic People's Republic of Korea.

While a number of airlines or their respective Member states cited data protection laws as legal impediments to the provision of information, the Panel notes that pursuant to the sanctions regime adopted by the Security Council in respect of the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) under resolution 1718 (2006), as extended by resolution 1874 (2009), the Security Council has imposed obligations upon Member States in respect of compliance with that regime. Specifically, in paragraphs 26 and 27 of resolution 1874 (2009), the Security Council established the Panel and urged all States to cooperate with it, "in particular by supplying any information at their disposal on the implementation of the measures imposed". In accordance with Article 25 of the Charter of the United Nations, Member States are obliged to accept and carry out decisions of the Security Council.

Pursuant to its Charter and the 1946 Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, the United Nations is not subject to the national jurisdictions of Member States, and as such, is not bound by national or regional legislative instruments, including the provisions regarding the transfer of personal data.

The Panel is continuing GAP-related investigations by extending and expanding its follow-up with the airline industry.

### Annex 103 : Travel movements of reported KOMID representatives

Reported possible KOMID representatives in Iran Son Yong and Kim Young Chol travelled to, from or transited Iran, United Arab Emirates, Pakistan, China, Singapore and Malaysia. Reported KOMID representatives in Syria, Kang Ryong and Ryu Jin travelled to, from or transited Lebanon, China, Uganda and Egypt. Reported KOMID Namibia representative Kil Jong Hun travelled to, from or transited Namibia, South Africa, China and Zimbabwe. Reported KOMID Namibia representative, Kim Kwang Yon, travelled to, from or transited South Africa and China with documentation indicating that this travel was in five of six instances part of an itinerary for Namibia. The Panel obtained evidence that another reported KOMID representative allegedly based in Russia, Mr. Jang Song Chol flew to Khartoum, Sudan on two occasions in 2014.

According to information obtained by the Panel, Mr. Jang and Mr. Kim transited Islamabad and Karachi on at least 28 occasions between 10 December 2012 and 25 October 2015. They often travelled on the same flights with consecutively numbered tickets issued by the same travel agency. Together they had entered Pakistan at one airport and departed Pakistan from another airport. Pakistan stated to the Panel that the reported KOMID representatives were issued visas "by our Mission in Tehran at the request of the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea (DPRK) in Tehran. The individuals were introduced as Second and Third Economic and Commercial Secretaries of the Embassy." In the visa application forms Pakistan noted that the addresses "included the Embassy of DPRK in Islamabad and Economic Section of DPRK in Karachi". Pakistan also noted that "in the visa forms no mention has been made of their linkages to Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID)."<sup>31</sup>

Seven of the individuals had transited, entered or exited China on a total of at least 59 occasions between 19 October 2012 and 19 October 2015.<sup>32</sup> Some of the individuals used different passports for certain flights in a non-linear fashion, indicating that they were in possession of two or more passports.

Mr. Ryong Kang flew into Entebbe, Uganda on 14 June 2014 and departed three days later. Uganda informed the Panel that it was undertaking an investigation and would revert when it was completed.<sup>33</sup>

Mr. Jang, Mr. Kim and Mr. Kwang Yong Kim transited Singapore on at least 12 occasions between 18 July 2013 and 28 November 2014. Mr. Kim flew to Kuala Lumpur on at least 3 occasions between 20 May 2013 and 23 November 2013. Mr. Jong Hun Kil travelled to Harare on 25 October 2014 and departed four days later. Mr. Song Chol Jang flew from Moscow on 21 September 2014 to another country. Mr. Song Chol Jang returned to Khartoum, Sudan on 21 September 2014 and departed 28 September 2014. Ms Kim Su Guang with alleged connections to RGB arrived in Moscow on 16 June 2015. Mr. Song Chol Jang travelled to Khartoum on 10 June 2014 and departed on 24 June 2014. Mr. Ryong Kang travelled to Cairo on 3 July 2014, departing three days later.

<sup>31</sup> Letter to the Panel from the Pakistan Mission to the United Nations, No. First-5/3/2015, 7 January 2015.

<sup>32</sup> Mr. Song Chol Jang, Mr. Yong Son Jang, Mr. Yong Chol Kim, Mr. Ryong Kang, Mr. Jin Ryu, Mr. Jong Hun Kil, and Mr. Kwang Yon Kim.

<sup>33</sup> Evidence obtained by the Panel shows that the other individual designated by the United States as KOMID's representative in Syria also travelled on the same flights as Mr. Kang to Uganda.

## Annex 104 : United Arab Emirates (UAE) response to the Panel

PERMANENT MISSION OF THE  
UNITED ARAB EMIRATES  
TO THE UNITED NATIONS  
NEW YORK



البعثة الدبلوماسية  
للإمارات العربية المتحدة  
لدى الأمم المتحدة  
نيويورك

**Ref: 2016/24**

**5 January 2016**

Mr. Griffiths

In reference to letter S/AC.49/2015/PE/OC. 808 of 3 December 2015, and further to the meeting held on 30 December 2015, regarding the investigations of the Panel of KOMID, I would like to transmit to you the unofficial translation of the UAE's authorities' response:

- Information on two DPRK nationals reportedly working on behalf of Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID).
- Information and data on the shipment of arms and related material onboard the vessel ANL Australia.
- Information on reported arms trade involving KOMID, UAE-based companies and UAE nationals

I would like to take this opportunity to reiterate once again my country's continued cooperation with the Panel of Experts on the DPRK in implementing its mandate.

Please accept the assurances of my highest consideration.

  
**Saod AlMazrooei**  
Charge d'Affairs

**Mr. Hugh Griffiths**  
Coordinator of the Panel of Experts established  
pursuant to Security Council Resolution 1874(2009)  
United Nations  
New York

Tel : +1 212 371 0480 | Fax : +1 212 371 0923 | 3 Dag Hammarskjöld Plaza, 305 East 47th Street, 7th Floor, New York, NY 10017 | USA

**First: Information on two DPRK nationals reportedly working on behalf of Korea Mining Development Trading Corporation (KOMID)**

No movement by the two individuals in or out the UAE was confirmed recently. However, I would like to transmit to you the following information obtained from the UAE concerned authorities regarding those individuals:

Yong Son Jang

Personal data

Nationality: DPRK

DOB: 20 February 1957

Professional: Third Secretary at the North Korean Embassy in Iran and a businessperson.

Residency: He previously visited the UAE.

Passport number: 563110024, expires on 14 January 2018. (He is also a holder of a diplomatic passport No. 654210164, expiration date: 2 June 2019).

Marital status: Married – number of children: unknown.

Religion: Buddhism.

Phone number: unavailable.

Current position: Out of the UAE.

Records of Yong Son Jang's entering and exiting the UAE, except transits through the UAE, noting that the visas were issued by the General Directorate of Residency and Foreigners Affairs.

#	Visa Dates		Type and number of visa	Sponsored by
	Issuance date	Expiration date		
1	7 Oct. 2014	5 Dec.2014	Tourism 2102014043400297	Sun and Sky Tourism & Travel PO Box: 40583 Tel: +97143516300
2	25 Sept. 2014	8 Nov. 2014	Tourism 2102014043248996	Same as above
3	3 Sept. 2014	30 Oct. 2014	Tourism 2082014043874333	Same as above

4	28 Aug. 2014	10 Oct. 2014	Tourism 2082014043779453	Same as above
5	12 Aug. 2014	3 Oct. 2014	Tourism 2082014043554431	Same as above
6	5 Aug. 2014	19 Sept. 2014	Tourism 2082014043427250	Same as above
7	9 July 2014	28 Aug. 2014	Tourism 2082014043122845	Same as above
8	8 June 2014	14 Aug. 2014	Tourism 2062014043759706	Same as above
9	28 May 2014	11 July 2014	Tourism 2062014043588820	Same as above
10	1 May 2014	29 June 2014	Tourism 2062014043222379	Same as above
11	4 March 2014	27 May 2014	Tourism 2042014043164863	Same as above
12	23 Feb. 2014	5 April 2014	Tourism 2012014043966523	Same as above
13	16 Feb. 2014	30 March 2014	Tourism 2012014043744310	Same as above
14	4 July 2013	1 Sept. 2013	Permission to enter for a short visit – one tourist trip 2062013043490181	Golden Coast Travels Tel: +97142610333
15	4 June 2013	9 August 2013	Tourism 2062013043134625	Same as above
16	21 May 2013	7 July 2013	Tourism 2062013043013910	Same as above
17	2 May 2013	6 May 2013	A 96 hour visit 2012013016265971	Emirates Airlines – Arabian Adventures Tel: 600555555
18	16 April 2013	20 April 2013	A 96 hour visit 2012013016231979	Same as above

## Transits of Yong Son Jang through the UAE:

#	Date (arrival and departure)	From	To
1	Arrival - 30 Sept. 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Al Maktoum Int'l Airport - UAE
	Departure - 30 Sept. 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
2	Arrival - 21 Sept. 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure - 21 Sept. 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
3	Arrival - 1 Sept. 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure - 1 Sept. 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
4	Arrival - 25 Aug. 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure - 25 Aug. 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
5	Arrival - 11 Aug. 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure - 11 Aug. 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	Tehran Int'l Airport - Iran
6	Arrival - 20 July 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure - 20 July 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
7	Arrival - 6 July 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure - 6 July 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
8	Arrival - 2 June 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure - 2 June 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	

9	Arrival – 21 May 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure – 21 May 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
10	Arrival – 18 April 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure – 18 April 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
11	Arrival – 25 Feb 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure – 25 Feb 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	Tehran Int'l Airport - Iran
12	Arrival – 19 Feb 2014	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure – 19 Feb 2014	Dubai Int'l Airport - UAE	
13	Arrival – 1 July 2013	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure – 1 July 2013	Dubai Int'l Airport - UAE	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran
14	Arrival – 29 May 2013	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure – 29 May 2013	Dubai Int'l Airport - UAE	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran
15	Arrival – 2 May 2013	Dubai Int'l Airport - UAE	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran
	Departure – 3 May 2013	Quaid-E-Azam International Airport - Pakistan	Dubai Int'l Airport - UAE
16	Arrival – 16 April 2013	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran	Dubai Int'l Airport - UAE
	Departure – 16 April 2013	Dubai Int'l Airport - UAE	IKA Imam Komeini Int'l Airport - Iran

A – The two individuals did not stay in hotels in the UAE; therefore, there is no information available on any reservations. Moreover, no activities by neither individuals were monitored in the UAE, as usually travelers await for their flights outside the airport.

Q – Records of crossing any UAE borders.

A – No information is available on their travels through UAE land or maritime borders.

Q – Any financial records of the individuals.

A – They do not hold any bank accounts in the UAE.

**Second: Information and data on the shipment of arms and related material onboard the vessel ANL Australia, which was seized in the UAE on 22 July 2009**

Q – Any information on the two corporations or Mr. Ri Hyong

A –

- No information is available on the two corporations; also, there are no dealings or associations between the UAE and the mentioned corporations or Mr. Hyong.
- Personal data on Ri Hyong:
  - Nationality: DPRK
  - DOB: 10 February 1956
  - Passport number: 827310102, expired on 12 September 2012.
  - Last time he departed from Dubai to Iran was on 12 May 2009.
  - Records of Ri Hyong's entry into and departure from the UAE:

Date	Movement	Country of Departure	Country of Arrival
3 April 2009	entry	Iran	UAE
4 April 2009	Departure	UAE	Unknown
20 April 2009	entry	Iran	UAE
11 May 2009	entry	Iran	UAE
12 May 2009	Departure	UAE	Unknown

**Third: Information on reported arms trade involving KOMID, UAE-based companies and UAE nationals**

Q – Information and documentation on past or currently planned arms trade involving KOMID, Al Mutlaq Technology and International Golden Group.

A – No such dealings between the above parties was detected.

Q – A list of all other entities and individuals involved since October 2006 in past and planned KOMID related arms trade activities.

A – No list is available on names of individuals or entities involved in arms trade with KOMID since October 2006.

Q – Information on registration records for Al Mutlaq Technology and International Golden Group.

A – Al Mutlaq Technology:

- Private company.
- Based in Dubai, Al Kuthban Bldg., Sheikh Zayed Rd.
- PO Box. 37562.
- Tel: 043383888
- Activity: General Trading.
- License number: 201887
- License issuance date: 11 August 1982
- License expiration date: 10 August 2016
- (A copy of the license was submitted to the Panel during the meeting on 30 December 2015).

Q – Information on Mr. Abdulrahman Baqer:

A –

- Nationality: UAE.
- DOB: 1 January 1953
- Passport number: HFR234276
- Position: Executive Director of Al Mutlaq Technology
- (A copy of the passport was submitted to the Panel during the meeting on 30 December 2015).

Q – Any information available to the UAE authorities regarding transfers or attempted transfers to/from DPRK after October 2006 of any arms or related material which were brokered by AI Mutlaq Technology or Mr. Baqer.

A – No such activities were detected after October 2006.

Q – Any information available to the UAE authorities regarding any financial and trading transactions after April 2009 between KOMID and AI Mutlaq Technology or Mr. Baqer.

A – No information is available on any financial and trading transactions after April 2009 between KOMID and AI Mutlaq Tech. or Mr. Baqer, or on behalf of them.

Q – Any additional information available to the UAE authorities regarding KOMID's relationship with AI Mutlaq Tech or Mr. Baqer.

A –

- No relationship was detected between KOMID and AI Mutlaq Tech or Mr. Baqer since October 2006.
- During the investigations, it was found that a quotation offer was requested from an individual named Mr. Yoon Song Kim, from North Korea based in China, on equipment. Mr. Kim presented an offer; however, his offer did not go through and no transaction was made. A European company was also contacted regarding the same equipment. The company presented an offer, but it did not go through neither.
- Entities that were involved in the \$100,000,000 offer are:
  - Mr. Abdulrahman Baqer.
  - Mr. Yoon Song Kim.
  - AI Mutlaq Technology.

Mr. Yoon Song Kim's personal data:

- Nationality: North Korea.
- DOB: 11 February 1960.
- Passport number: 381220190.

**Measures taken by the UAE authorities in this regard:**

- Investigations were conducted with members of AI Mutlaq entity.
- The entity was closed, as a precautionary measure.
- Documents and computers of the entity were seized.

## Annex 105 : United Arab Emirates documents related to arms trading entity Al Mutlaq Technology and its closure



دائرة التنمية الاقتصادية  
DEPARTMENT OF ECONOMIC DEVELOPMENT



10/12/2015

To whom it may concern

لمن يهمه الأمر

RE: Trade License Cancellation

الموضوع: إلغاء رخصة

This letter confirms that the Trade License  
AL MUTLAQ TECHNOLOGICAL EST.  
(License No. 201887) was cancelled on  
10/12/2015.

باسم العادة : مؤسسة المطلق التكنولوجية

نفيدكم علماً أنه بتاريخ 10/12/2015  
قامت الدائرة الاقتصادية بتبني إلغاء الرخصة التجارية رقم (201887)

Nationality / الجنسية	Role / الصلة	License owner(s) / صاحب / المصاحب الرخصة
United Arab Emirates / الامارات	Est. Owner / مالك مؤسسة	حسين محمد بن مطلق النظري

This letter is furnished upon customer  
request without any further obligations  
towards the Dubai Department of  
Economic Development.

حررت هذه الشهادة بناءً على طلب صاحبها دون تحمل الدائرة  
لكل مسؤولية تجاه الغير.

Any alteration to this document voids its  
content.

ملاحظة : أي كتمط أو تغيير في هذه الشهادة يلغونها.

،،،،، وتفضلوا بقبول فائق الاحترام ،،،،،

Handling Officer - المسؤول المعنول  
M. Mohamed Rafoeq



PERMANENT MISSION OF THE  
UNITED ARAB EMIRATES  
TO THE UNITED NATIONS  
NEW YORK



البعثة الدائمة  
للإمارات العربية المتحدة  
لدى الأمم المتحدة  
نيويورك

**Ref: 2016/38**

**8 January 2016**

**Mr. Griffiths**

In reference to the meeting held on 30 December 2015 with the Panel of Experts of the DPRK Sanctions Committee, I would like to transmit herewith additional information provided by the UAE concerned authorities on the movement of Mr. Abdulrahman Baqer between the period from 2 August 2012 to 1 January 2016, as well as additional information which could be of use to the Panel.

I would like to take this opportunity to reiterate once again my country's continued cooperation with the Panel of Experts on the DPRK in implementing its mandate.

Please accept the assurances of my highest consideration.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Saod AlMazrooei'.

**Saod AlMazrooei**  
**Charge d'Affairs**

**Mr. Hugh Griffiths**  
**Coordinator of the Panel of Experts established**  
**pursuant to Security Council Resolution 1874(2009)**  
**United Nations**  
**New York**

Mr. Abdulrahman Baqer has not been in communication with any North Korean company. He was only in communication with Mr. Yoon Song Kim. Also, there is no additional information on Mr. Kim's address in China.

Travels of Mr. Abdulrahman Baqer from 2 August 2012 to 1 January 2016  
(Starting from the most recent travel date)

#	Country of departure/ Point of exit	Country of arrival/ Point of entry	Dates Exit/Entry
1	Dubai Int'l Airport - UAE	Vienna Airport - Austria	1 January 2016
2	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	Dubai Int'l Airport - UAE	4 December 2015
3	Dubai Int'l Airport - UAE	Hamad Int'l Airport - Qatar	23 October 2015
4	Dubai Int'l Airport - UAE	Charles de Gaulle Airport - France	1 October 2015
5	Hamad Int'l Airport - Qatar	Dubai Int'l Airport - UAE	26 September 2015
6	Dubai Int'l Airport - UAE	Hamad Int'l Airport - Qatar	23 September 2015
7	London Heathrow Airport - UK	Dubai Int'l Airport - UAE	20 September 2015
8	Dubai Int'l Airport - UAE	Leonardo da Vinci-Fiumicino Airport - Italy	5 September 2015
9	Atatürk Int'l Airport - Turkey	Dubai Int'l Airport - UAE	18 August 2015
10	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	Dubai Int'l Airport - UAE	3 August 2015
11	Dubai Int'l Airport - UAE	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	30 July 2015
12	Hamad Int'l Airport - Qatar	Dubai Int'l Airport - UAE	17 June 2015
13	Dubai Int'l Airport - UAE	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	13 June 2015
14	Vienna Airport - Austria	Dubai Int'l Airport - UAE	31 May 2015
15	Dubai Int'l Airport - UAE	Charles de Gaulle Airport - France	13 May 2015
16	Kuwait Int'l Airport - Kuwait	Dubai Int'l Airport - UAE	27 April 2015
17	Dubai Int'l Airport - UAE	Kuwait Int'l Airport - Kuwait	23 April 2015
18	Chhatrapati Shivaji Airport - India	Dubai Int'l Airport - UAE	14 April 2015
19	Dubai Int'l Airport - UAE	Rajiv Gandhi Int'l Airport - India	6 April 2015
20	Changi Airport - Singapore	Dubai Int'l Airport - UAE	10 March 2015
21	Dubai Int'l Airport - UAE	Changi Airport - Singapore	3 March 2015
22	Prague Ruzyně Int'l Airport - Czech	Dubai Int'l Airport - UAE	2 February 2015

23	Dubai Int'l Airport - UAE	Prague Ruzyně Int'l Airport – Czech	27 January 2015
24	London Heathrow Airport - UK	Dubai Int'l Airport - UAE	2 January 2015
25	Dubai Int'l Airport - UAE	London Heathrow Airport - UK	20 December 2014
26	Incheon Int'l Airport – South Korea	Dubai Int'l Airport - UAE	14 December 2014
27	Dubai Int'l Airport - UAE	Incheon Int'l Airport – South Korea	9 December 2014
28	Vienna Airport - Austria	Dubai Int'l Airport - UAE	1 December 2014
29	Dubai Int'l Airport - UAE	Vienna Airport - Austria	23 November 2014
30	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	Dubai Int'l Airport - UAE	1 November 2014
31	Dubai Int'l Airport - UAE	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	29 October 2014
32	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	Dubai Int'l Airport - UAE	25 October 2014
33	Dubai Int'l Airport - UAE	Hamad Int'l Airport - Qatar	25 October 2014
34	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	Dubai Int'l Airport - UAE	11 October 2014
35	Dubai Int'l Airport - UAE	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	25 September 2014
36	Vienna Airport - Austria	Dubai Int'l Airport - UAE	10 September 2014
37	Dubai Int'l Airport - UAE	Vienna Airport - Austria	31 August 2014
38	Charles de Gaulle Airport - France	Dubai Int'l Airport - UAE	91 June 2014
39	Dubai Int'l Airport - UAE	Charles de Gaulle Airport - France	9 June 2014
40	Kuala Lumpur Airport – Malaysia	Dubai Int'l Airport - UAE	18 April 2014
41	Dubai Int'l Airport - UAE	Incheon Int'l Airport – South Korea	5 April 2014
42	Charles de Gaulle Airport - France	Dubai Int'l Airport - UAE	9 March 2014
43	Dubai Int'l Airport - UAE	Charles de Gaulle Airport - France	26 February 2014
44	Bahrain Int'l Airport - Bahrain	Dubai Int'l Airport - UAE	2 August 2012

**Mutlaq Technology**

---

**From:** Mutlaq Tecnology [mailto:mutlaqgp@eim.ae]  
**Sent:** Tuesday, May 05, 2015 1:29 PM  
**To:** 'freedom6like' <freedom6like@163.com>  
**Subject:** Products  
**Attachments:** Products List.Pdf

Dear Mr. Kim,

Following my telephonic conversation of today, Please find attached a list of products that are needed immediately from your stock.

We need your response at the earliest and as soon as possible.

Thanks and Regards.

Abdul Rahman Abdulla Baqer

**Requirement list**

<b>S</b>	<b>Item</b>	<b>Qty.</b>
1	M92 Cal 7.62x39	5,000
2	7.62X39Ammunition	5,000,000
3	Sniper Rifle 7.62x54 (Draganov)	150
4	7.62x54 R ammunition	15,000
5	7.62PKM Machine Gun	1,000
6	7.62x54 ammunition	10,000,000
7	Sniper Rifle 12.7x108	50
8	Ammunition 12.7x108	10,000
9	Heavy Machine Gun M02 Coyote Cal 12.7x108	200
10	12.7mmx108 Ammunition	10,000,000
11	Mortar 60mm M57	100
12	Mortar Shell 60mm	50,000
13	Mortar 82mm M69	100
14	82mm Mortar Shells	50,000
15	120mm PM-38 Mortar	40
16	120mm Mortar Shell	30,000.00
17	14.5x114mm B-32, BZT Cartridges	2,000,000.00
18	23mm HEI with Link	1,500,000.00
19	107 MULTIROCKET Launcher	30.00
20	107mm Rocket	40,000.00
21	122MM rocket Projectile M210	40,000.00
22	Hand Grenade	3,000.00
23	Armor Vest	5,000.00
24	Anti-Tank 106mm HEAT Ammunition	5,000.00

## Annex 106 : The Russian Federation's Letter to the Panel's air travel enquiry on KOMID and RGB unilaterally designated individuals

Постоянное представительство  
Российской Федерации  
при Организации  
Объединенных Наций

Phone: (212) 861 4900  
Fax: (212) 628 0252



Permanent Mission  
of the Russian Federation  
to the United Nations

136 East 67<sup>th</sup> Street  
New York, NY 10065

№ 111 /п

New York, "13" January 2016

Dear Mr.Griffiths,

With reference to your letter S/AC.49/2015/PE/OC.810 dated 3 December 2015 I am instructed to inform you of the following.

We believe that there is no reason for us to make an investigation following your inquiry. Judging by the content of your letter, the Panel had not conducted an independent research of activities of the two North Korean citizens that we were requested to provide information about. Unilateral sanctions that were imposed by the USA and France against those individuals for the reasons that we are unaware of, do not serve for us as an argument for suspicion of their unlawful activities on Russia's territory. We are invariably ready to cooperate with the Panel when its inquiries are clearly fitted into the framework of the current United Nations Security Council Sanctions List and have substantial evidence. In this case we are not in a position to do so.

Vladimir Safronkov  
Deputy Permanent  
Representative

Mr. Hugh Griffiths  
Coordinator  
Panel of Experts established pursuant  
to Security Council resolution 1874 (2009)  
United Nations  
New York

**Annex 107 : The Russian Federation's Letter to the Panel's enquiry on OMM associated vessels**

Постоянное представительство  
Российской Федерации  
при Организации  
Объединенных Наций

Phone: (212) 861 4900  
Fax: (212) 628 0252



Permanent Mission  
of the Russian Federation  
to the United Nations

136 East 67<sup>th</sup> Street  
New York, NY 10065

No. 112 /n

New York, 13 January 2016

Dear Mr.Griffiths,

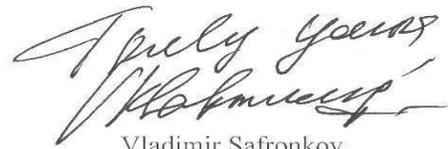
With reference to the Panel's letters S/AC.49/2014/PE/OC.187 dated 12 September 2014, S/AC.49/2015/PE/OC.146 dated 2 July 2015, S/AC.49/2015/PE/OC.150 dated 8 July 2015 and S/AC.49/2015/PE/OC.310 dated 29 July 2015 requesting information about North Korean vessels and in addition to our previous letter of response I am instructed to inform you of the following.

We continue to demand from the Panel of Experts to present substantial evidence on the connection between various business enterprises that own the vessels, and their assets, to the activities of OMM. We do not possess such evidence.

The Panel's information on the renaming and the new ownership (sometimes with the same legal addresses) of the vessels previously owned by OMM, though it could provoke certain suspense with regard to DPRK companies, cannot serve for us as a justification to apply the provisions of UN sanctions regime against those entities.

Mr. Hugh Griffiths  
Coordinator  
Panel of Experts established pursuant  
to Security Council resolution 1874 (2009)  
United Nations  
New York

If there is substantial evidence we would be ready to discuss possible inquiries for designating these legal entities to be included into the UNSC 1718 Committee's Sanctions List. Once they are designated by the Committee, the necessary restrictive measures stipulated by the UNSC resolutions would be applied against those entities.



Vladimir Safronkov  
Deputy Permanent  
Representative

**Annex 108 : RTC's initial information about the financial transactions related to the RTC's May 2010 export to Chonbok**

Based on the information provided by RTC, the Panel understood that RTC undertook the following financial transactions related to the May 2010 export:

- RTC has been serving as the agent for Korea International Exhibition Corporation (KIEC) to arrange the participation by the companies based in Taiwan Province of China for International Trade Fairs in Pyongyang.
- At that time, RTC helped another Taipei-based travel company (hereafter "company T"), and their customers to attend the Pyongyang International Trade Fair (which RTC also attended). Company A sent RTC airline tickets and "related charges" which RTC was tasked to transfer to KIEC in Pyongyang. Company A transferred to RTC on 13 May 2010 € 28,002.
- On the other hand, Chonbok was obliged to pay RTC the amount of funds € 28,350 at that time (according to the invoice issued by RTC dated 18 May 2010). At the request from RTC, Chonbok forwarded the funds to KIEC who was tasked to hand over the funds to RTC's representative at the occasion of the Pyongyang International Trade Fair.
- Then when RTC attended the trade fair in Pyongyang, RTC's representatives met with KIEC's representatives and calculated the amount of difference, which the Panel understands to be € 348. The Panel also understands that this was the amount of money RTC received from KIEC.

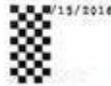
Annex 109

**STRICTLY CONFIDENTIAL\***

---

\*The annex has not been reproduced in the present document because it is strictly confidential.

### Annex 110: Egypt's 15 February 2016 response to the Panel



MON... SAR FAX



SIJQ01/001

PERMANENT MISSION OF THE ARAB REPUBLIC OF EGYPT  
TO THE UNITED NATIONS  
304 East 46th Street  
New York, NY 10017  
Tel. No. (212) 501-0300; Fax No. (212) 949-5999

CHAN 82/16/EM

The Permanent Mission of the Arab Republic of Egypt to the United Nations presents its compliments to the Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009), and with reference to the Panel's letter S/AC.49/2015/PE/OC.755 concerning a 2013 shipment of cargo from a DPRK company named Ryongsong Trading Co Ltd to an Egyptian company named MODA Authority International Optronic Company and requesting information on MODA's company registration records, identities and contacts details, the Permanent Mission is honored to inform the Panel of Experts of the following information provided by the relevant Egyptian national authorities in response to the Panel's request:

تم بالبحث في قاعدة البيانات ذات الصلة بالشركات المصرية والسجل التجاري لم يُستدل على وجود شركة باسم MODA Authority International Optronic Company، كما أنها ليست شركة حكومية، وإن جميع التعاقدات الحكومية تتم من خلال الإجراءات القانونية المعمول بها دولياً بعد الحصول على تراخيص التصدير من حكومات الشركات الأجنبية.

The Permanent Mission requests that the above mentioned information are reflected in the Panel of Experts annual report.

The Permanent Mission of the Arab Republic of Egypt to the United Nations avails itself of this opportunity to renew to the Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009), the assurances of its highest consideration.



New York, 15 February 2016

The Panel of Experts established by United Nations Security Council resolution 1874 (2009).  
Fax: 917 3672347

16/02/2016  
1602248E  
Translated from Arabic  
On examination of the database of Egyptian companies and the trade register, no reference to a company under the name of MODA Authority International Optronic Company was found. The company in question is not a Government company. All Government contracts are handled in accordance with the legal procedures in force at the international level, and export licences are first obtained from the Governments of the foreign companies.